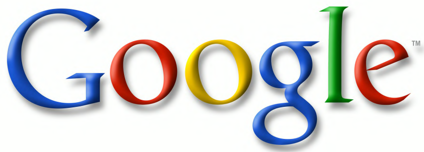
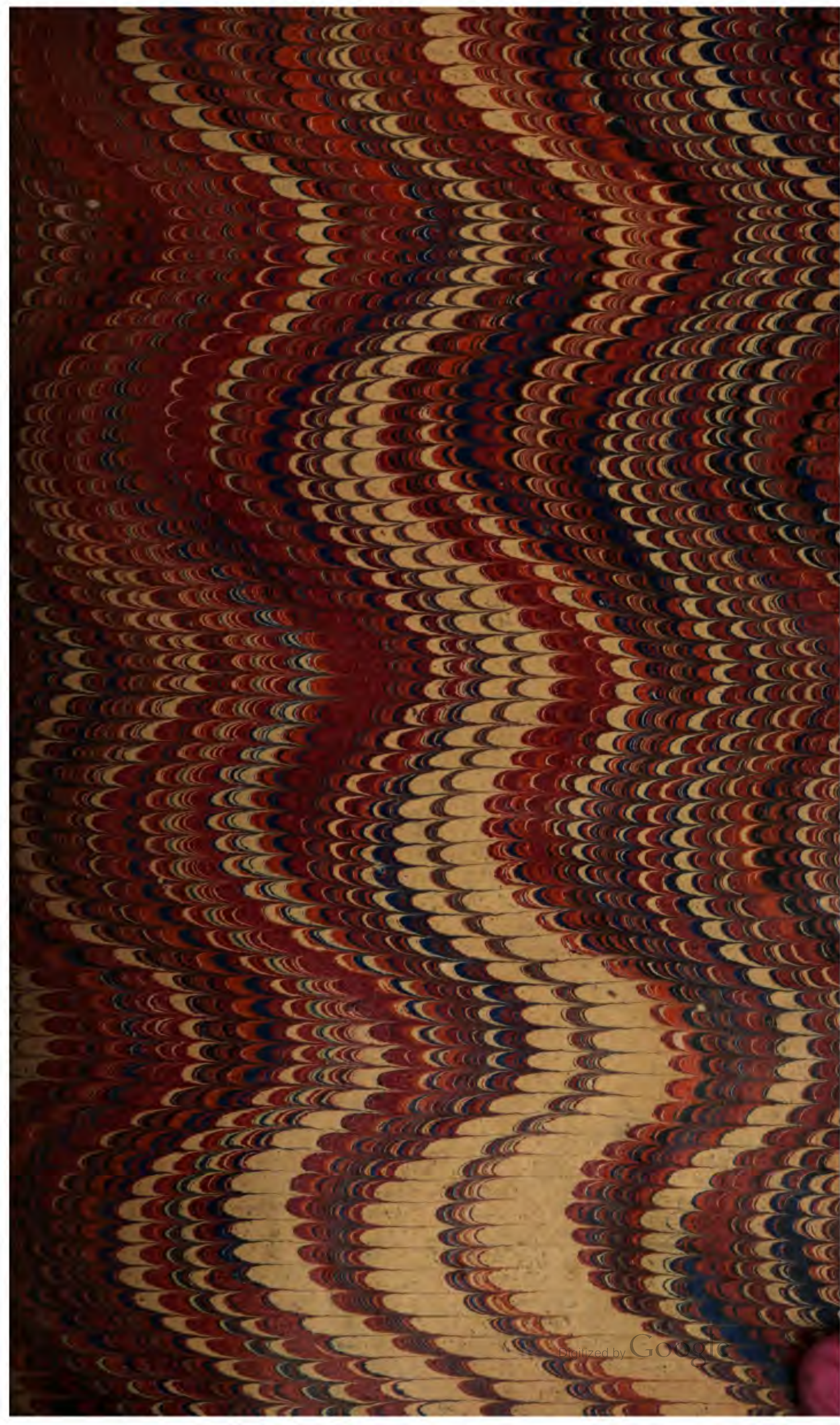






COLLECTION

DES MÉMOIRES

RELATIFS

A LA RÉVOLUTION D'ANGLETERRE, 24

HISTOIRE DU LONG-PARLEMENT, TOME II.

PARIS, IMPRIMERIE DE A. BELIN,
Rue des Mathurins St.-Jacques, n°. 14.

HISTOIRE

DU

LONG-PARLEMENT

CONVOQUÉ PAR CHARLES Ier

EN 1640;

PAR THOMAS MAY,

SECRÉTAIRE DU PARLEMENT.

TOME II.



A PARIS,

CHEZ BÉCHET AINÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

QUAI DES AUGUSTINS, N°. 57;

A ROUEN,

MÊME MAISON DE COMMERCE,

RUE GRAND-PONT, N°. 73.

1823.

HISTOIRE
DU
LONG PARLEMENT
D'ANGLETERRE.

LIVRE SECOND.

CHAPITRE VI.

Récit abrégé de ce qui se passa dans les différens comtés d'Angleterre, lorsque l'ordonnance du parlement pour la milice et la commission d'enrôlement du Roi y furent mises à exécution. Noms de quelques lords et autres personnes qui s'employèrent dans l'un ou dans l'autre sens. Le lord-maire de Londres est mis à la Tour et condamné par le parlement. Quelques déclarations, messages et réponses entre le Roi et les deux chambres.

Tandis qu'on levait l'armée du parlement, destinée à être commandée par le comte d'Essex en personne, le Roi, toujours accompagné de peu de

troupes, allait de lieu en lieu, ramassant des soldats et s'efforçant de s'attirer des partisans. Je dirai plus tard et de suite, pour éviter la confusion, de quelle manière il augmenta, par degrés, ses forces. Cependant l'ordonnance du parlement pour la milice et la commission d'enrôlement du Roi étaient alors en conflit dans presque tous les comtés. Les principaux personnages de la noblesse anglaise, rangés dans l'un ou l'autre parti, allaient en personne s'emparer des lieux qui leur étaient désignés, soit par le Roi, soit par le parlement. Ni les ordonnances de l'un, ni les proclamations de l'autre, n'étaient plus en état d'arrêter cette calamité générale et contagieuse. Dieu n'avait pas voulu que le feu de la guerre civile se renfermât dans un seul foyer; il s'en allumait chaque jour quelque étincelle dans toutes les parties du pays.

On ne trouvera donc pas mauvais que je commence par exposer, en peu de mots, dans quelle situation les différens comtés, ou la plupart d'entre eux, avaient tâché de se placer dans l'intervalle qui s'écoula depuis le 12 juillet 1642, époque où la guerre avait été clairement déclarée, et où le parlement avait nommé son général, jusqu'au 23 octobre où elle éclata par une cruelle et sanglante bataille. Cependant le lecteur ne doit pas s'attendre à trouver ici un récit complet et détaillé de ces faits particuliers; ce qu'on en rap-

portera a surtout pour objet de faire connaître les lords et gentilshommes qui se montrèrent les premiers de chaque côté en plusieurs comtés du royaume, afin que, dans la suite de l'histoire, le lecteur se trouve familiarisé avec les noms de ceux dont les actions eurent une si grande importance dans la guerre qui se préparait alors. On ne pourrait, dans cette relation abrégée d'un si court intervalle de temps, donner une idée bien nette des sentimens et de la situation de chaque comté; car à peine s'est-il trouvé une ville ou un district qui n'ait éprouvé successivement plusieurs vicissitudes d'opinion, soit que ces changemens aient eu pour cause l'inconstance du peuple, soit qu'il ait été contraint de se tourner d'un côté ou de l'autre, selon que les approches de l'une ou de l'autre armée, lorsque la guerre arriva à son plus haut période, donnaient le dessus à l'un des deux partis.

Dans quelques comtés, il n'y eut aucune lutte, un des partis s'y trouvant le plus fort et conforme aux dispositions du peuple. Ce fut ainsi que les choses parurent se passer d'abord dans le comté de Lincoln, le premier d'où le parlement reçut des nouvelles de l'organisation de la milice. Quelques unes des circonstances de ce fait sont assez importantes pour mériter qu'on en rende un compte particulier. Lord Willoughby de Parham y avait été envoyé par le parlement en qualité de

lord-lieutenant du comté. Ce jeune lord, en arrivant à Lincoln, fit connaître au parlement l'allégresse et la bonne volonté avec laquelle les capitaines et officiers de la milice s'étaient soumis à ses ordres. Il les avait trouvés en beaucoup meilleur état qu'il ne pouvait s'y attendre. La ville était alors affligée de la peste, ce qui avait empêché plusieurs personnes de se présenter; mais leur absence avait été bien compensée par la formation d'une compagnie de volontaires, égaux à la milice pour le nombre et la bonté de leurs armes. Cependant les changemens dont j'ai parlé tout-à-l'heure se manifestèrent d'une manière funeste dans ce comté, qui fut, par la suite, aussi déchiré de divisions qu'aucune autre partie de l'Angleterre, et devint aussi le malheureux théâtre de la guerre, étant souvent occupé et abandonné par chacun des deux partis. Mais, pour le moment, il fut très-empressé à se soumettre au lord Willoughby, et ce fut seulement ensuite que ce lord éprouva quelque résistance de la part du comte de Lindsey, qui tenait pour le Roi. Lord Willoughby instruisit le parlement de ce premier succès, et lui envoya aussi la lettre qu'il avait reçue du Roi et sa réponse. Il sera bon de les insérer ici toutes deux, parce qu'elles sont les premiers documens de ce genre, et les plus propres à faire connaître l'état des affaires.

Lettre du Roi au lord Willoughby de Parham.

CHARLES, ROI.

« A vous, notre fidèle et bien-aimé, salut. Nous « apprenons que vous avez commencé à rassem- « bler, enrégimenter et passer en revue les mi- « lices de notre comté de Lincoln, sous prétexte « d'une ordonnance du parlement à laquelle nous « n'avons pas donné notre consentement; ce qui « est contraire non-seulement à la loi, mais à « notre commandement et volonté, signifié par « notre proclamation envoyée à notre grand- « shériff de ce comté. Ainsi donc, afin que vous « ne puissiez dorénavant prétendre cause d'igno- « rance sur notre défense, nous vous ordonnons « et commandons, par ces lettres, sur votre allé- « geance, de cesser et de vous abstenir de lever, « équiper, exercer ou assembler aucune des mi- « lices de notre dit comté, soit par vous-même « ou par aucune autre personne sous vos ordres « et agissant par votre autorisation. Et comme, « pour ce que vous avez déjà fait concernant la « milice de notre comté, vous pouvez vous ex- « cuser sur ce que vous n'aviez pas encore reçu « un ordre si particulier, nous fermerons les « yeux sur ce qui a déjà été fait, à condition « qu'au reçu de la présente, vous cesserez abso-

« jugement défavorable, puisqu'il ne s'est rien « fait ici par mes ordres, et ne se fera rien qui « n'ait pour objet l'honneur et la sûreté person- « nelle de Votre Majesté, le maintien de la tran- « quillité de votre royaume, et, je l'espère, la « satisfaction de tous les sujets de Votre Ma- « jesté dans cette province, parmi lesquels je « demeure

« De Votre Majesté,

« Le plus humble et le plus obéissant
« sujet et serviteur,

« FRANCIS WILLOUGHBY.

A la réception de cette lettre, les lords envoyèrent un message à la chambre des communes pour exprimer leur approbation et leur estime de la conduite de lord Willoughby, dans une affaire qui intéressait de si près la sûreté du royaume, conduite dont le mérite était d'autant plus grand que les difficultés avaient été plus embarrassantes. Les lords, décidés à faire dans cette occasion leur propre cause de celle de lord Willoughby, demandèrent aux communes de se joindre publiquement à eux. Les communes y consentirent, et adoptèrent une résolution semblable à l'égard des députés-lieutenans, pour le comté de Lincoln, vote auquel, à leur tour, les lords joignirent le leur.

Dans le comté d'Essex, où l'opinion était unanime, et qui pour cette raison jouit d'une profonde paix, le comte de Warwick, dont les soins ne se bornaient pas aux affaires maritimes, avait été nommé lord-lieutenant par le parlement. Quand il se rendit dans ce comté, pour passer en revue la population, il fut reçu avec des transports de joie. Non-seulement la milice était au complet, mais il s'y joignit un nombre prodigieux de volontaires, et ils étaient si attachés à la cause du parlement qu'au nom de tous les capitaines et lieutenans des diverses compagnies, ils adressèrent au comte de Warwick et aux députés-lieutenans, une pétition qui fut lue à l'ordre du jour, et reçue avec des acclamations universelles. Pour faire connaître au parlement la singulière affection de ce comté, le comte de Warwick lui envoya cette pétition qui était conçue en ces termes :

Au très-honorable Robert comte de Warwick, lord-lieutenant du comté d'Essex, et aux dignes gentilshommes les députés-lieutenans du même comté, revêtus de cette charge par la très-honorable cour du Parlement.

« Nous capitaines et lieutenans, avec le plein « assentiment de la milice et des volontaires du « comté, maintenant assemblés, ayant vu, avant « l'ouverture du présent parlement, notre reli-

« gion, nos lois et nos libertés sur le point de
« périr, par l'influence des plus détestables con-
« seils, nous éprouvons une joie profonde, en
« voyant la réunion et la permanence de cette
« grande et fidèle assemblée, qui représente le
« corps du royaume, et nous lui remettons avec
« une entière confiance le soin de tout ce qui nous
« est cher.

« Ayant vu aussi récemment les abominables
« desseins d'un parti de malintentionnés dans ce
« royaume, et la sanglante rébellion de l'Irlande,
« machinations qui ont pour objet de ralentir
« la marche, ou de détruire l'existence de ce
« digne parlement, pour nous enlever ainsi nos
« espérances de réforme, de paix et de bonheur,
« soit dans l'Église, soit dans l'État, nous éle-
« vons nos actions de grâces vers le Roi des Rois,
« et manifestons notre vive reconnaissance envers
« l'instrument de ses volontés, cette grande as-
« semblée, dont les résolutions sont indompta-
« bles, les efforts sans exemples, et les actes si
« utiles au bien commun; nous la remercions
« en particulier de sa nécessaire et sage ordon-
« nance sur la milice, qui nous a mis sous le
« commandement d'un si noble lord et de si di-
« gnes gentilshommes, pour qui nous désirons
« que ce jour et cette réunion soient une preuve
« et un gage de notre libre et volontaire obéis-
« sance.

« Comme nous avons confié notre religion, nos « lois et tout ce qui nous touche, à cette auguste « et fidèle assemblée du parlement, dont le zèle « et le courage nous sont si bien connus, nous « nous désolons de voir le cœur et la conduite « de notre royal maître s'écarter, contre ses « royales promesses, des conseils de son parle- « ment, pour se livrer à d'autres conseils, étran- « gers à la constitution du pays, et à qui nous « ne voulons ni ne pouvons, en ce qui nous con- « cerne, remettre la garde de notre religion et « de nos lois. Nous sommes même convaincus « que si ces mauvais conseillers pouvaient pré- « valoir contre la haute cour du parlement, qui « est après Dieu notre plus ferme boulevart, ils « nous priveraient, malgré leurs belles paroles, « de notre religion, de nos libertés, et nous ré- « duiraient à une condition pleine de malheur « et de servitude.

« Dans la profonde appréhension de tant de « maux, nous promettons librement et sincère- « ment de soutenir et défendre, de nos personnes « comme de nos biens, et jusqu'à la dernière ex- « trémité, la haute cour du parlement mainte- « nant assemblée, ses membres, son pouvoir, « ses priviléges, et par cela même, la personne « et l'autorité de Sa Majesté, ainsi que la paix « du royaume, contre tout conseil, entreprise ou « force armée qui seraient dirigés contre eux.

« Nous supplions votre honneur de trans-
« mettre de notre part cette résolution, qui, nous
« n'en doutons pas, sera partagée par tous
« nos bons compatriotes, à l'auguste assemblée
« du parlement, dont nos prières demanderont
« tous les jours au ciel la continuation et le
« succès. »

Signé J. KITELEY, H. FARRE, etc., etc.

Le parlement s'empressa de témoigner aux habitans du comté d'Essex son approbation, et leur adressa une réponse qui finissait par ces mots :

« Les lords et les communes non-seulement
« approuvent, mais louent grandement votre
« sage et fidèle résolution. Ils vous assurent
« qu'ainsi que tous leurs efforts ont tendu jus-
« qu'ici vers la paix et le bonheur du Roi et du
« royaume, de même ils continueront à s'acquit-
« ter de la grande et patriotique mission qui
« leur est confiée ; qu'ils surmonteront tous les
« obstacles qu'on tenterait d'opposer au bien pu-
« blic, et qu'en toute occasion ils seront dis-
« posés à montrer, surtout à vous, les égards
« dûs à des hommes qui ont donné au parlement
« tant de marques de zèle et de fidélité. »

Le comté de Kent obéit aussi de bonne grâce, du moins sans opposition publique, à l'ordonnance sur la milice. Quelques gentilshommes de ce comté n'étaient pas, il est vrai, fort attachés

à la cause du parlement, aussi rédigèrent-ils une pétition désobligeante pour les chambres. Ils la portèrent à Londres, accompagnés d'un assez grand nombre de gentilshommes du comté; mais le parlement en ayant eu avis, envoya des officiers qui désarmèrent les porteurs de la pétition, avant qu'ils eussent passé le pont de Londres; et les deux gentilshommes qui la présentèrent à la chambre des communes, sir William Butler et M. Richard Lovelace, furent mis en prison. Les habitans du comté de Kent, favorables au parti du Roi et à la commission d'enrôlement, n'étaient pas assez nombreux pour mettre ce comté en combustion. Les amis du parlement apportèrent tant d'activité dans l'organisation de la milice, désarmèrent si bien ce petit, mais ardent parti de papistes, surent si bien se pourvoir d'armes, et se taxèrent eux-mêmes à des sommes si considérables pour le service des chambres, que non-seulement ils maintinrent leur comté en paix, mais fournirent aux armées du parlement des secours importans.

L'extrémité orientale du comté de Sussex, district long et étroit qui se prolonge pendant plusieurs milles le long de la côte, demeura ferme dans la cause du parlement, et mit un grand soin à organiser sa milice; aussi ce pays eut-il le bonheur de se maintenir en paix et tranquillité. Mais la partie occidentale se trouvant être la

résidence de plusieurs des membres révoltés du parlement, qui y avaient, de plus, beaucoup d'alliances et d'amis, leur influence y causa d'abord quelques troubles; à la vérité, ils ne furent pas de longue durée.

Les comtés de Surrey et Middlesex, par le bonheur de leur situation, se trouvèrent nécessairement faire cause commune avec le parlement, et, par conséquent, demeurèrent en sûreté sous sa protection.

Les comtés de l'est, Suffolk, Norfolk, et Cambridge, composant autrefois le royaume d'Est-Anglie, furent heureusement préservés, dès le commencement, de toute grande agitation, bien que la principale noblesse du pays se fût en grande partie montrée disposée pour le Roi, dans l'affaire de la commission d'enrôlement. Mais elle ne formait pas un parti assez fort pour pousser le pays à la guerre. Les francs tenanciers et les bourgeois tenaient en général pour le parlement; ceux des gentilshommes qui essayèrent de lever des soldats, de rassembler des troupes ou de faire des provisions d'armes pour le Roi, se virent bientôt réprimés, et tous leurs efforts furent, dès ce moment, réduits à l'impuissance par le parti opposé, et spécialement par la haute prudence et l'infatigable activité de M. Olivier Cromwell, membre de la chambre des communes, qui avait reçu du parlement une commission de

colonel de cavalerie, et dont les actions nous fourniront bientôt un ample sujet de discours.

Le comté de Southampton fut divisé, dès le commencement, et continua long-temps de l'être et de subir les diverses fortunes des deux partis. Le colonel Goring, fils aîné du lord Goring, avait été, l'année précédente, au nombre de ceux qui avaient aidé à déjouer le complot formé pour faire marcher l'armée du nord contre les chambres, et cette action l'avait mis en quelque crédit dans le parlement. On l'envoya à Portsmouth, pour conserver cette place aux parlementaires, et il reçut trois mille livres pour la fortifier; mais, après avoir reçu cet argent du parlement, il manqua à la foi qu'il avait promise, et tint la place pour le Roi. Aussitôt qu'on eut la nouvelle de sa révolte, on s'assura du comte de Portland, gouverneur de l'île de Wight, homme suspect au parlement, et on le mit en prison, à Londres, dans la crainte que, de concert avec le colonel Goring, il ne livrât cette île au parti du Roi. Le gouvernement de l'île de Wight fut confié au comte de Pembroke, homme en qui le parlement avait une entière confiance.

Les parties orientales et méridionales de l'Angleterre jouissaient de quelque apparence de repos; mais les comtés plus éloignés de Londres, du côté du nord et de l'ouest, ne partageaient nullement ce bonheur.

Dans le comté de Lancaster, le lord Strange, fils du comte de Derby, et lieutenant pour le Roi des comtés de Lancaster et de Chester, trouva une grande résistance à l'exécution de la commission d'enrôlement. Plusieurs gentilshommes du parti du parlement, sir Thomas Stanley, M. Holland, M. Holcraft, M. Egerton, M. Booth, ainsi que M. Ashton et M. Moor, tous deux membres de la chambre des communes, firent si bien que, dans l'espace de peu de mois, ils parvinrent à le chasser tout-à-fait du comté, qu'ils remirent entièrement sous la domination du parlement, quoiqu'il renfermât plus de papistes qu'aucun autre canton de l'Angleterre.

Le lord Strange avait fait, le 15 juillet, une tentative pour se rendre maître de Manchester; il avait été repoussé par ces gentilshommes. Il y eut, en cette occasion, un homme tué; ce fut le premier sang versé dans la guerre civile (1).

---

(1) Whitelocke (*Mémoires*, pag. 59), en parlant de l'accusation de haute trahison qui fut intentée ensuite contre lord Strange, dit aussi qu'un M. Percival fut tué par les hommes qu'il avait levés dans le comté de Lancaster; mais il parle, peu après, d'une sortie faite par sir John Hotham et sir John Meldrum contre des troupes du Roi, cantonnées aux environs de Hull, sortie où quelques royalistes furent tués; et il ajoute, « ce fut le premier endroit « où le sang coula dans cette guerre. » Whitelocke semble donc avoir considéré le meurtre de M. Percival comme

Ce lord ne fut pas heureux dans ses entreprises contre le parlement. Étant revenu peu de temps après, à la tête d'une troupe de trois mille hommes, pour attaquer de nouveau Manchester, il l'assiégea inutilement, bien qu'avec beaucoup de vigueur, pendant deux semaines entières, fut enfin complètement battu, et perdit une grande partie de son monde. Il n'eut pas une meilleure fortune dans le comté de Chester, où il était également lieutenant pour le Roi; il y éprouva une vive résistance de la part de sir William Brereton et de plusieurs autres gentilshommes, qui l'empêchèrent de s'emparer, comme il en avait l'intention, du magasin situé dans ce comté; et le comte de Rivers, papiste, que le Roi lui avait associé dans la commission d'enrôlement, ne put le seconder assez dans ses efforts, pour empêcher que les papistes de ce comté ne fussent tous désarmés par les gentilshommes protestans du parti du parlement.

---

un meurtre et non un fait de guerre. Cette différence, très-peu importante en soi, n'est remarquable qu'en ce que M. Percival paraît avoir été un parlementaire tué par les gens que lord Strange levait pour le Roi. May impute donc aux royalistes le premier sang versé dans la guerre, c'est-à-dire, la première hostilité irréparable que Whitelocke attribue aux parlementaires. Il paraît qu'on attacha, dans le temps, une grande importance à cette question qui n'en a plus aucune aujourd'hui. (*Note de l'Editeur.*)

Les pays plus éloignés vers le nord furent en proie à plus de dissensions. Le comte de Newcastle, à la tête d'une forte garnison, tint, pour le Roi, la ville de Newcastle, et le comte de Cumberland, lord-lieutenant du comté d'York pour le Roi, y exécuta, avec activité, la commission d'enrôlement; mais ils éprouvèrent une grande résistance de la part de lord Fairfax et de plusieurs autres partisans du parlement. Nous passerons légèrement, dans ce moment, sur ces affaires du nord, qui méritent d'être racontées plus au long, lorsqu'il sera temps de faire connaître l'élévation du comte de Newcastle et les diverses fortunes de lord Fairfax et de son fils, sir Thomas Fairfax.

Dans le comté de Derby, habité par une noblesse très-puissante, tant haute que moyenne, personne de marque ne se déclara pour le parlement, si ce n'est sir John Gell et son frère, dont les actions trouveront leur place ailleurs.

Les troubles ne furent pas moindres dans les comtés de Stafford et de Nottingham.

Ils furent encore plus considérables dans le comté de Leicester, et ils y commencèrent de bonne heure. Le Roi avait nommé shériff de ce comté et mis dans la commission d'enrôlement sir Henri Hastings, second fils du comte de Huntingdon. Il leva des forces considérables pour s'emparer des magasins du comté. Le comte de Stamford fut envoyé

contre lui par le parlement, en qualité de lord-lieutenant, avec un corps de troupes nombreux. Son arrivée arrêta les progrès de M. Hastings, et il se mit en possession de la ville de Leicester.

La lutte fut vive dans le comté de Warwick, entre le comte de Northampton, qui tenait pour le Roi, et lord Brook, pour le parlement; il y eut plusieurs chaudes rencontres avec perte d'hommes des deux côtés. Le comte, qui s'était emparé de l'artillerie de Banbury, marcha, avec une grande impétuosité, à travers le comté de Warwick, ravageant le pays qu'il traversait; mais il fut arrêté par la résistance du peuple et celle des troupes de lord Brook.

Le comte de Pembroke avait eu peu de peine à organiser la milice dans le comté de Wilts; mais son succès ne fut pas de longue durée. Le comte de Holland avait réussi de même dans le Berkshire, malgré la faible résistance du comte de Berkshire, de lord Lovelace et de quelques autres; mais, bientôt après, le comte de Berkshire, réuni à sir John Curson, sir Robert Dormer et plusieurs autres membres de la commission d'enrôlement, s'étant rendus à Watlington, dans le comté d'Oxford, pour s'emparer des magasins de cette portion du comté, déposés dans cette ville, ils furent faits prisonniers et envoyés au parlement par le colonel Hampden et le colonel

Goodwin, tous deux membres de la chambre des communes et chevaliers du comté de Buckingham.

Plus on s'approche de l'ouest, plus on y trouve les divisions ardentes et nombreuses, en raison du grand nombre de lords et de gentilshommes de haut rang, la plupart membres du parlement, qui tenaient pour le Roi dans ces comtés, et furent, par conséquent, expulsés ensuite de la chambre. Le chef de ces comtés de l'ouest était William, marquis de Hertford, que le Roi, par sa commission d'enrôlement, avait nommé chef et lord-lieutenant-général des comtés de Devon, Cornouailles, Sommerset, Dorset, Wilts, Southampton, Glocester, Berks, Oxford, Hertford, et de sept autres comtés de la principauté de Galles. Malgré l'étendue de ce commandement, il ne fut jamais en état d'opérer rien de très-important pour le service du Roi, tant la classe inférieure était alors, dans l'ouest, attachée à la cause du parlement, et les gentilshommes qui l'avaient embrassée, actifs à la soutenir. Parmi ceux-ci, l'on doit compter les fils de sir Francis Popham, MM. Alexandre, Hugh et Édouard Popham, animés par l'exemple de leur vieux père, M. Strode, député lieutenant, et plusieurs autres, qui s'opposèrent constamment aux fréquentes tentatives du marquis.

Un grand nombre des hommes considérables de ces provinces se joignirent au marquis contre

le parlement, et mirent, dans leurs différentes résidences, une grande activité à exécuter la commission d'enrôlement. De ce nombre furent le lord Pawlet, sir Ralph Hopton, sir John Stowell, tous deux membres de la chambre des communes et renvoyés de la chambre pour ce motif; sir Richard Slany de Cornouailles, autre membre de la chambre des communes, renvoyé aussi pour la même cause, ainsi que sir Edouard Rodney et M. Coventry, tous deux membres du parlement, et qui secondèrent le marquis dans quelques unes de ses démarches. Sir Bevile Greenville, homme très-actif et membre aussi du parlement, se montra très-ardent à faire exécuter la commission d'enrôlement dans les comtés de Cornouailles et de Devon; il réunit ses efforts à ceux du comte de Bath, qui était venu, pour cet objet, le trouver chez lui, dans sa maison de Tastock dans le Devonshire, et fut secondé de plusieurs gentilshommes, comme M. Culins shériff de ce comté, M. Bamfield, M. Ashford, M. Gifford, M. Saithil, le baronet Seymour et M. Courtney, au secours desquels l'écuyer Rogers amena des troupes du comte de Dorset.

Les entreprises du marquis de Hertford, bien que secondées par une si grande partie de la noblesse de ces provinces, n'obtinrent cependant que des succès fort divers. Quelquefois il l'emportait; mais plus souvent, il se trouvait dans de

grands embarras. Vers le commencement d'août, le marquis en personne, lord Pawlet, sir Ralph Hopton, sir John Stowell et M. Smith, autre membre de la chambre des communes, eurent l'avantage dans une escarmouche contre les députés-lieutenans du comté de Sommerset, ce qui les rendit maîtres de la ville de Shepton-Mallet. Il y eut dix hommes tués et plusieurs blessés. S'étant ensuite rendu à Wilts, le marquis courut risque d'y être assiégé par plusieurs milliers d'habitans qui se soulevèrent contre lui; mais, averti à temps de leur arrivée, il s'échappa de la ville par un chemin détourné. Environ ce temps, le comte de Bedford fut envoyé, contre lui, par le parlement, avec trois cents chevaux qui l'assiégèrent dans Sherburne avec le lord Pawlet, sir Ralph Hopton, le colonel Lunsford et plusieurs autres personnages considérables. Les habitans du pays venaient en grand nombre, chaque jour, se joindre au comte de Bedford. Ce siége dura plusieurs semaines. Les assiégés firent de nombreuses sorties, et, dans plusieurs chaudes rencontres, les deux partis se conduisirent avec beaucoup de courage. Les parlementaires espéraient fermement faire prisonniers, à la fin, les royalistes importans qu'ils tenaient enfermés dans la ville, et ils y mettaient beaucoup de prix. Il aurait été, en effet, très-avantageux pour leurs affaires d'avoir entre leurs mains tant

d'hommes considérables par leur fortune et leur courage, et dans lesquels ils trouvèrent, par la suite, de puissans et cruels ennemis. Mais cette espérance fut trompée; car, vers le commencement d'octobre, ils parvinrent tous à s'échapper de Sherburne. Le comte se mit à leur poursuite et fit prisonnier M. Pallart, sir Henri, sir John et sir Charles Barclay. Une semaine après, le comte de Bath fut pris et conduit prisonnier au parlement.

On doit peu s'étonner de voir la division se manifester dans des villes de province et des villages si éloignés du parlement, et où le peuple était travaillé en différens sens par les insinuations et les craintes des deux partis, puisque Londres même, le siége de ce grand conseil et son principal boulevard, n'était pas entièrement exempt de ces agitations (1). Sans rendre compte de quel-

(1) L'agitation régnait au sein du parlement lui-même, et lorsque la chambre des communes vota (15 juillet 1642) les armemens qui étaient considérés comme une déclaration de la guerre civile, la division éclata parmi les hommes qui avaient poursuivi, avec le plus d'ardeur, le redressement des griefs publics. Le plus remarquable des discours prononcés à cette occasion fut, sans contredit, celui de sir Benjamin Rudyard, le même orateur qui, au début du parlement, avait dénoncé avec tant d'énergie les abus du gouvernement de Charles Ier, et la nécessité de recourir à de vigoureux remèdes. May qui a cru devoir insérer dans son Histoire ce premier discours de sir Benjamin Rudyard,

ques faits relatifs à des particuliers, et trop peu considérables pour être rappelés, on se contentera d'en rapporter un impossible à omettre,

---

comme représentant mieux que tout autre l'état de l'opinion publique, aurait dû publier aussi celui qu'il prononça contre la guerre civile, au moment où le parti national entra dans la route, peut-être inévitable, qui devait livrer le pays en proie aux factions. Nous suppléerons à son partial silence en donnant ici la traduction de ce discours où sir Benjamin Rudyard exprimait probablement, comme il l'avait fait déjà deux fois, en 1625 et en 1640, les sentimens des citoyens les plus honorables et les plus désintéressés. Il parla en ces termes :

« M. l'orateur, dans la route où nous sommes nous « avons été aussi loin que des paroles pouvaient nous con- « duire; nous avons soutenu, par nos votes, nos propres « droits et les devoirs du Roi : sans doute il y a des de- « voirs réciproques entre un Roi et ses sujets ; les sujets « doivent obéissance au Roi ; le Roi doit protection aux « sujets. Le déplorable éloignement de Sa Majesté tient « tout le royaume dans un état d'angoisse, à l'aspect « des cruelles calamités qui menacent de l'assaillir. Cette « chambre est profondément et en conscience intéressée à « faire cesser ces sombres dissensions. M. l'orateur, je suis « pénétré, saisi jusqu'au fond de l'âme, du sentiment de ce « qui importe à l'honneur de la chambre et au succès de ce « parlement. Le meilleur moyen de prévenir les horribles « maux qui s'avancent sur nous, c'est d'aplanir toutes les « voies pour le retour de Sa Majesté ; par-là seulement le « peuple peut être satisfait, et notre propre conduite jus- « tifiée. M. l'orateur, pour bien juger de la situation où « nous sommes aujourd'hui, reportons-nous de trois ans en

l'emprisonnement du maire de Londres à la Tour, par ordre du parlement.

Sir Richard Gurney, cette année lord-maire de

« arrière. Si quelqu'un nous eût dit alors que, dans trois « ans, la Reine, par un motif quelconque, aurait fui « d'Angleterre dans les Pays-Bas, que le Roi se serait éloi- « gné de son parlement et aurait quitté Londres pour aller « à York, disant qu'à Londres il n'était pas en sûreté ; « qu'une rébellion générale couvrirait l'Irlande, que l'Etat « et l'Eglise seraient, parmi nous, en proie aux discordes « qui les travaillent ! à coup sûr, nous aurions tremblé à « la seule pensée d'une telle situation; sachons donc la « ressentir maintenant que nous y sommes plongés. Si, « d'autre part, on nous eût dit que, dans trois ans, nous « aurions un parlement, c'eût été, certes, une bonne nou- « velle ; que la taxe des vaisseaux serait abolie par acte du « parlement, et si bien déracinée qu'elle ne pourrait plus « renaître, ni aucune autre semblable; que les monopoles, « la cour de haute-commission, la chambre étoilée, le « vote des évêques dans le parlement seraient supprimés ; « que la juridiction du conseil privé serait réglée et res- « treinte ; que les forêts royales seraient renfermées dans « leurs limites; que nous aurions des parlemens triennaux ; « que dis-je? un parlement perpétuel que personne ne « pourrait dissoudre, si ce n'est nous-mêmes : à coup sûr « nous aurions regardé tout cela comme un rêve de bon- « heur! Et bien, nous possédons vraiment tout cela, et « nous n'en jouissons pas, quoique Sa Majesté nous ait « promis et répète chaque jour qu'elle nous en conservera « la jouissance. Nous insistons sur de nouvelles garanties ; « la possession actuelle de tous ces biens en est la meilleure « garantie, et ils se garantissent l'un l'autre. La dernière

Londres, fut accusé le 7 juillet, par la chambre des communes, de chercher à élever des séditions dans le royaume, en faisant publier dans la cité

« réponse du Roi nous offre même des garanties de plus;
« l'abolition du vote des lords papistes, l'éducation des enfans des papistes, la révision des lois contre les récusans, « toutes choses qu'un comité choisi dans les deux chambres « pourrait encore étendre et affermir. — Monsieur l'orateur, « prenons garde qu'en recherchant, à travers toutes sortes « de hasards, une prétendue sécurité, nous ne mettions en « péril ce que nous possédons déjà. Gardons-nous de croire « que nous n'avons rien parce que nous n'avons pas tout « ce que nous souhaitons. L'obtinssions-nous, nous ne « jouirions point d'une sécurité mathématiquement infaillible; toutes les garanties humaines peuvent se corrompre « et manquer. La Providence de Dieu ne souffre pas qu'on « l'enchaîne; elle veut que le succès demeure en ses mains. « Celui qui observe constamment le vent et la pluie ne « sèmera ni ne moissonnera jamais; s'il ne fait rien avant « de s'être assuré du temps, il n'aura qu'une mauvaise « récolte. M. l'orateur, c'est maintenant qu'il nous importe « de recueillir toute la sagesse dont nous sommes capables; « car nous voilà à la porte de l'incendie et du chaos. Si « une fois le sang touche le sang, nous tomberons dans « un malheur certain, en attendant un succès incertain, « que nous obtiendrons Dieu sait quand, Dieu sait lequel! « Tout homme est tenu, en conscience, d'employer les « derniers efforts pour prévenir l'effusion du sang; le sang « est un péché qui crie vengeance; il souille tout un pays. « Sauvons nos libertés et nos biens, mais de telle sorte « que nous sauvions aussi nos âmes. J'ai clairement acquitté ma conscience; j'abandonne chacun à la sienne. »

Cet éloquent et vertueux discours fut aussitôt imprimé

la proclamation du Roi relative à la commission d'enrôlement, déclarée illégale par les deux chambre (1). L'accusation, revêtue de toutes ses formes, fut renvoyée aux lords, afin qu'ils mandassent le maire pour l'interroger, ce qui fut accordé (2).

---

et publié à Londres (17 juillet 1642); et la semaine suivante le Roi le fit réimprimer à York. Charles avait oublié alors les anciens discours de sir Benjamin Rudyard; s'il eût ressaisi tout son pouvoir, il aurait, on peut le croire, oublié également celui-ci. (*Histoire parlementaire*, tom. 2, col. 1416.) (*Note de l'Éditeur.*)

(1) Cette accusation fut précédée de plusieurs poursuites contre des hommes moins importans. Les amendes et les emprisonnemens commençaient à devenir des mesures d'un usage fréquent et pour ainsi dire familier; il suffisait, pour les encourir, d'avoir mal parlé du parlement ou de quelqu'un de ses membres. Un homme entr'autres fut condamné par la chambre des lords pour avoir dit que M. Pym avait reçu un présent de trente livres sterling, et pour six ou sept cents livres de sucre. (*Histoire parlementaire*, tom. 2, col. 1405.) (*Note de l'Éditeur.*)

(2) Le lord-maire était, depuis long-temps, odieux au parti dominant pour la fermeté qu'il avait apportée, bien qu'inutilement, à tâcher de réprimer les émeutes élevées à l'occasion du procès du comte de Strafford. Sa maison était continuellement menacée par la populace, avec laquelle il était en lutte constante, voyant sans cesse arracher des mains de ses officiers les mutins qu'il faisait arrêter et conduire en prison. Cette conduite et cette situation l'avaient naturellement rendu cher au parti royaliste, vers lequel le portaient, à ce qu'il paraît, ses inclinations. Dans le temps de la tentative du Roi contre les cinq membres, ses soins

Quatre jours après, tandis que le lord-maire était à la chambre des lords pour y répondre sur cette accusation, on lut contre lui, dans la chambre des communes, une accusation additionnelle portée par le conseil commun de Londres, lui imputant plusieurs violations de son serment dans l'exercice de ses fonctions, comme d'avoir publié plusieurs proclamations illégales au mépris des ordres du parlement.

Cette accusation fut aussitôt envoyée et lue à la chambre des lords. Sur cette lecture, on or-

---

pour contenir les mouvemens de la cité furent regardés comme inspirés par quelque chose de plus fort encore que l'amour de l'ordre. Le 25 ou 26 juin il fit publier, dans les formes accoutumées, la proclamation du Roi, portant défense de donner de l'argent, des chevaux, etc., pour le succès du parlement. Le porte-épée chargé de l'exécution de l'ordre fut mis en prison, et le lord-maire sommé de comparaître à la barre pour rendre compte de sa conduite; il y comparut le 27 et dit « que son serment l'obligeait à exécuter tous les writs venant du Roi. » L'orateur lui répondit, au nom de la chambre, « que nul serment ne pouvait l'obliger à exécuter aucun writ contraire « à la loi; » et lui défendit de rien faire publier sans en avoir averti le parlement. Le 5 juillet, une ordonnance du parlement défendit à tous maires, shériffs, curés, etc., de publier aucune proclamation du Roi; et ce même jour, non pas le 7 comme le dit May, sir Richard Gurney fut accusé pour la publication du 26 juin. (*Histoire parlementaire*, tom. 2, col. 1203 et 1403; *State-Trials*, tom. 4, col. 159.) (*Note de l'Editeur.*)

donna qu'il serait envoyé à la Tour et soumis à une poursuite légale.

Plusieurs fois, dans l'espace d'un mois, le lord-maire fut conduit à la Tour à Westminster, pour y être interrogé par les lords, et plusieurs fois il revint sans avoir pu être entendu à cause de la grande multiplicité des affaires qui occupaient alors les membres.

Enfin, après quelques audiences, il fut conduit, le 12 août, à la chambre des lords, pour y entendre son jugement. On le déclara déchu de son office de maire, incapable d'exercer à l'avenir aucune fonction dans la cité, ni dans la république, inhabile à recevoir du Roi aucun honneur ou dignité, et on le condamna à demeurer prisonnier à la Tour, tant qu'il plairait aux chambres (1).

Il ne sera pas hors de propos de faire connaître quelles furent, pendant l'intervalle qu'occupèrent

---

(1) Sa condamnation porta principalement sur la publication du 26 juin, et sur ce qu'il avait empêché les apprentis de se réunir pour présenter des pétitions au parlement. On lui envoya demander à la Tour l'épée et les autres insignes de ses fonctions; il répondit qu'elles étaient chez lui et qu'il ne pouvait les donner. Requis de déclarer s'il les rendrait, dans le cas où elles seraient entre ses mains, il dit qu'il ne voulait rendre l'épée qu'au Roi; alors on donna ordre que ses portes et serrures fussent forcées, et on prit les insignes dans son cabinet. (*State-Trials*, tom. 4, col. 166.) (*Note de l'Editeur.*)

ces différends, les démarches particulières du Roi, les moyens qu'il employa pour augmenter successivement ses forces, et les protestations que s'adressèrent mutuellement les deux partis. On dira d'abord quelques mots des contestations par écrit; mais, comme ces déclarations, pétitions et proclamations, publiées à chaque nouvelle circonstance, seraient trop nombreuses et trop longues pour être insérées dans une histoire, il faut les chercher dans les registres et dans les recueils imprimés des ordonnances. Je fais mention seulement de quelques unes des principales, et choisirai ce qu'elles contiennent de plus important.

Le parlement, vers la fin de juillet, avait adressé une pétition au Roi, pour lui demander de s'abstenir de tout préparatif de guerre et de retirer ses garnisons. Le Roi répondit au parlement, lui reprochant de se préparer aussi à la guerre, puisqu'il avait nommé le comte d'Essex son général, et le comte de Warwick amiral. Dans cette réponse, il s'étend sur un grand nombre de détails, et ordonne qu'elle soit lue, ainsi que la pétition, dans toutes les églises. Le parlement répliqua, comme il avait déjà fait, qu'il ne pouvait déposer les armes, ni transporter ses assemblées ailleurs, comme on le lui demandait, jusqu'à ce que le Roi eût renoncé à tous ses préparatifs militaires, et se fût rendu aux décisions de ce conseil, dont la constitution de son gouvernement lui faisait un

devoir d'écouter les seuls avis. Le parlement ordonna de même que sa réponse et sa réplique seraient lues dans toutes les églises.

Les choses s'aigrissant chaque jour davantage, le Roi, à son retour dans la ville d'York, fit publier une proclamation pour la répression (telles sont ses propres paroles) de la rébellion à la tête de laquelle s'est mis Robert, comte d'Essex. Il offrait un entier pardon au comte et à tous ceux qui déposeraient leurs armes dans les six jours qui suivraient le 9 août, date de cette proclamation. Il ordonnait aussi au marquis de Hertford de lever promptement tout ce qu'il pourrait de troupes dans les comtés dont il était lieutenant-général, et de marcher contre le comte d'Essex pour le tuer ou le faire prisonnier.

En réponse à cette proclamation, le parlement fit une autre déclaration où il exposait en peu de mots tout ce qu'avait fait le Roi contre les chambres et le royaume, attribuant, comme à l'ordinaire, ces actions aux conseillers pervers qui l'entouraient, et promettant de le rendre grand et heureux s'il voulait revenir à son parlement.

Mais, le lendemain de sa première proclamation, le Roi, toujours à York, en publia une autre, où il déclara qu'aucun papiste ne serait employé dans son armée, et que ses soldats s'abstiendraient de toute rapine envers le peuple; deux jours après, il publia un discours sous le

titre de *Déclaration à tous ses affectionnés sujets, concernant la conduite du présent parlement*. Cette déclaration, longue de cinquante pages, grand in-quarto, contenait une espèce de récit historique de tout ce qui s'était passé entre le Roi et le parlement, depuis le commencement de leurs différends. Elle se trouve en entier dans le recueil imprimé des ordonnances du parlement. Vers la fin de cette déclaration, le Roi proteste de son singulier attachement aux parlemens, ainsi qu'à la paix et au bonheur du royaume; mais il demande que certains hommes, qu'il désigne comme perturbateurs du repos public, soient livrés à la justice pour être jugés par leurs pairs, et il nomme lord Kimbolton, les cinq membres de la chambre des communes qu'il avait voulu saisir dans la chambre même, M. Hollis, sir Arthur Haslerig, M. Pym, M. Hampden, M. Strode, et, de plus, M. Henri Martyn et sir Henri Ludlow, deux membres de la chambre des communes, où ils s'étaient fait remarquer par quelques discours hardis (1). Le Roi demande aussi qu'on lui livre

(1) M. Martyn et sir Henri Ludlow, père de celui dont notre collection contiendra les *Mémoires*, étaient amis intimes et tous deux républicains. On voit dans les *Mémoires* de Clarendon que M. Martyn lui avait fait connaître ses opinions dès l'ouverture du parlement, en lui disant : *qu'il n'y avait point d'homme assez sage pour gouverner tous les autres*. (*Note de l'Édit.*)

l'alderman Pennington, qui avait succédé comme lord-maire à sir Richard Gurney, et le capitaine Venn, un des capitaines de la cité. Il accuse ces deux derniers d'avoir excité des tumultes dans la cité, pour frapper de terreur le parlement. Il désire de plus que, conformément au statut de la vingt-troisième année du règne d'Edouard III, une accusation de haute trahison soit intentée contre les comtes d'Essex, de Warwick et de Stamford, lord Brook, sir John Hotham et le major-général Skippon, soldat habile et pieux que la cité avait employé pour exercer sa milice, et qui joua ensuite un grand rôle dans la guerre. Enfin, le Roi demande que cette accusation soit étendue à tous ceux qui exerceront la milice en vertu de l'ordonnance du parlement.

Les écritures se succédaient rapidement en toute occasion. Le lendemain du jour où parut cette longue déclaration, le Roi envoya un message au parlement pour reprocher aux chambres l'ordre par lequel elles venaient de décréter un emprunt de cent mille livres sterling sur la somme que les prêteurs avaient levée pour la réduction des rebelles d'Irlande. Sa sollicitude royale pour ce malheureux pays ne lui permettait pas, disait-il, de passer sous silence une telle mesure. Il ordonnait aux chambres de rétracter cet ordre injuste et pernicieux (telles sont ses expressions), sous peine d'en répondre devant Dieu, devant

lui-même, devant leurs commettans. Il espérait que le parlement ne lui ferait pas attendre sa réponse ni son obéissance, d'autant plus qu'il avait besoin d'être rassuré sur l'emploi des 400,000 livres levées ou à lever sur ses bons sujets d'Angleterre en vertu du dernier acte du parlement, et ne voulait pas avoir à craindre que, sous de faux prétextes, on en détournât de même une portion aussi considérable pour l'employer méchamment à troubler la tranquillité de son royaume en lui déclarant la guerre.

Les deux chambres, dans leur réponse à ce message, firent connaître quelles précautions avaient été apportées dans l'ordre relatif à cette contribution, pour qu'elle fût promptement remboursée et ne pût être employée que pour l'usage auquel elle était destinée. L'ordre fût imprimé en même temps; dans cette même réponse, les chambres firent d'abord observer au Roi que son message était une violation du privilége du parlement, et à cette occasion elles rappelaient, par l'exposé de plusieurs détails, la sollicitude avec laquelle elles s'étaient occupées à secourir l'Irlande et les obstacles que le Roi avait mis à ce que l'Irlande profitât de ces secours. « Cette sanglante rébellion, disent les auteurs de la déclaration, est le résultat des mêmes conseils qui ont déjà soulevé, dans le sein du royaume, deux armées et deux nations protestantes qu'on a vu

« prêtes à se plonger dans le sang l'une de l'autre
« et toutes deux soudoyées long-temps aux dépens
« du pauvre peuple d'Angleterre, jusqu'à ce
« qu'elles aient enfin été paisiblement licenciées.
« Grâce à la bénédiction que Dieu a répandue
« sur les travaux du parlement, ce projet ayant
« manqué, les mêmes conseils pervers qui avaient
« causé cette guerre impie, ont soulevé la bar-
« bare rébellion de l'Irlande, et, pour se mieux
« déguiser, en ont recommandé la répression
« aux soins du parlement qui, par un sentiment
« de sympathie pour les indicibles misères que
« souffraient en Irlande nos frères protestans,
« et ne soupçonnant pas cet horrible complot,
« maintenant trop évident, a de bon cœur en-
« trepris ce grand ouvrage, et dirige réellement
« ses désirs et ses efforts vers l'affermissement
« de la religion protestante, s'employant égale-
« ment à rétablir une paix constante dans ce
« royaume, pour la gloire de Dieu, l'honneur
« et l'avantage de Sa Majesté, et la sécurité de
« ses trois royaumes. On verra par l'exposé de
« quelques faits comment le parlement a été
« découragé, retardé, empêché dans ce grand
« et pieux travail, par les perfides conseils qui
« environnent Sa Majesté. »

Le parlement fait ensuite mention de son premier envoi de 20,000 livres en Irlande, et du moyen avantageux qu'on avait trouvé pour sou-

mettre ce pays par le secours de prêteurs, sans charger la généralité des sujets, moyen qui, probablement, aurait procuré un million en argent, si le Roi était demeuré à Londres ou dans les environs, et n'eût pas, en quittant le parlement et en lui faisant la guerre, intimidé et découragé tellement les prêteurs, que ce bill si bien combiné a perdu en quelque sorte son efficacité.

On expose ensuite qu'au moment où, à la charge des seuls prêteurs, cinq mille fantassins et cinq cents chevaux avaient été mis sur pied pour marcher au secours de la province de Munster, sous le commandement de lord Wharton, lorsqu'il ne fallait plus qu'une commission du Roi pour autoriser ce lord à en prendre le commandement, tel fut le pouvoir des mauvais conseils que cette commission ne put être obtenue; ce qui occasionna la perte de Limmerick et les maux qui depuis n'ont cessé d'accabler la province de Munster;

Que des personnes bien intentionnées avaient, à leur charge et par voie de souscription, équipé douze vaisseaux et six pinaces, et trois mille soldats de troupes de terre pour le service d'Irlande, et ne demandaient rien qu'une commission de Sa Majesté. On envoya à York deux fois pour avoir cette commission; les vaisseaux, prêts à mettre à la voile, attendirent trois semaines, pendant lequel temps il en coûta aux armateurs près de

300 livres par jour. Après quoi la commission fut refusée, et les armateurs, plutôt que de perdre leur expédition, furent obligés de l'entreprendre sous la seule autorisation d'une ordonnance des deux chambres;

Que les lords juges d'Irlande avaient instamment demandé deux pièces de canon de siége dont ils avaient absolument besoin; mais les officiers de la Tour reçurent ordre de n'envoyer aucun des canons du Roi pour la défense de son royaume;

Que Charles Floyd, ingénieur et quartier-maître général de l'armée d'Irlande, et employé dans ce pays contre les rebelles, a été, par l'ordre exprès du Roi, rappelé de cet important service;

Que le capitaine Green, contrôleur de l'artillerie, employé dans l'armée et chargé particulièrement, par le lord-lieutenant d'Irlande, de rassembler et mettre en état le train d'artillerie qui devait être envoyé à Dublin, et qui avait reçu pour cela des sommes considérables, a été détourné de sa mission par un ordre du Roi pour venir le servir dans sa guerre dénaturée contre le parlement; et le parlement ayant envoyé à Chester six cents habillemens pour les pauvres soldats d'Irlande, William Whitaker, qui s'était chargé de les faire conduire, fut attaqué près de Coventry par les soldats du Roi, qui s'emparèrent des six cents habillemens, ainsi que de la voiture et des chevaux de ce pauvre homme, bien qu'on leur dît

que ces habillemens étaient pour les soldats d'Irlande, et que le pauvre voiturier eût vu cinq fois le comte de Northampton pour obtenir qu'on lui rendît sa voiture;

Que trois cents autres habillemens envoyés de même par le parlement, avec une caisse de médicamens, ont été enlevés aussi sur la route de Chester, pour le service du Roi et par la cavalerie du Roi, sous les ordres d'un capitaine Middleton, ainsi que les chevaux et la voiture du pauvre conducteur. Un grand nombre de chevaux de trait préparés, par ordre du parlement, pour le service de l'artillerie et des bagages de l'armée irlandaise, et envoyés dans cette vue à Chester, où ils attendaient le moment du passage, ont été mis en réquisition par le Roi pour son service actuel en Angleterre, et ses troupes sont tellement répandues sur les routes qui conduisent en Irlande, qu'il n'y a plus aucun moyen sûr de rien faire transporter jusqu'anx lieux où l'on peut s'embarquer pour y arriver;

Que le capitaine Kettleby et sir Henri Stradling, amiral et vice-amiral des vaisseaux destinés à croiser sur les côtes d'Irlande, pour harceler les rebelles et les empêcher de recevoir ni munitions, ni secours des pays étrangers, ont été rappelés par le commandement du Roi, et, par suite de leur départ des côtes d'Irlande, les rebelles ont

reçu des pays étrangers de la poudre, des munitions et d'autres secours.

D'après ces détails, continue le parlement, on doit croire que les rebelles d'Irlande sont soutenus par ceux qui veulent ici secourir les ennemis du parlement, surtout lorsqu'on voit que ces insolens rebelles ont osé dernièrement envoyer une pétition au Roi, où ils s'intitulent les sujets catholiques de Sa Majesté en Irlande, se plaignent du parlement puritain d'Angleterre, et demandent, puisque Sa Majesté ne peut venir au milieu d'eux, comme ils l'avaient espéré, qu'il leur soit permis de venir en Angleterre se ranger autour d'elle.

Le parlement donc, voyant en quel péril les desseins de ses cruels ennemis ont mis deux royaumes, a jugé à propos de pourvoir à leur sûreté en préparant une armée suffisante pour la défense du Roi et du pays; mais il a considéré que la vaisselle, apportée par un si grand nombre de personnes bien intentionnées, ne pouvait être monnoyée aussi promptement que le demandait le service, et que, d'un autre côté, ce n'était point porter préjudice aux affaires du royaume, dont l'existence dépend du succès de cette guerre, que d'emprunter, sur l'argent déposé par les prêteurs, 100,000 livres, dont il avait décidé que le paiement aurait lieu dans un très-court délai; c'est pourquoi il a voté l'ordre

en question ; et dans l'intention de faire connaître à tout le monde qu'il n'est ni pernicieux, ni illégal, ni injuste, comme l'a dit le Roi, la chambre des communes a jugé à propos de l'insérer ici textuellement, et, au lieu de le rétracter, elle s'engage à rembourser cet argent avec toute la promptitude possible.

Ordre, 30 juillet.

« Il est ordonné en ce jour, par la chambre « des communes du parlement, aux trésoriers « nommés pour recevoir l'argent résultant des « souscriptions pour l'Irlande, de fournir immé- « diatement, par forme de prêt, sur la foi pu- « blique, au comité de la chambre des lords et « des communes, chargé de la défense du « royaume, la somme de 100,000 livres, pour « pourvoir aux besoins publics et à la défense du « Roi, du parlement et du royaume, pour cette « somme être dûment et soigneusement rem- « boursée dans un si court intervalle de temps « qu'elle ne pourra être et ne sera, en aucune ma- « nière, détournée de l'emploi auquel on l'a des- « tinée, et que rien ne pourra invalider les actes « déjà passés en faveur des prêteurs. »

Durant ces discussions par écrit, le Roi avait souvent changé de séjour et visité en personne beaucoup de villes. Il fit, le 20 juillet, aux gen-

tilshommes de Leicester un discours rempli, selon sa manière ordinaire, de protestations d'amour pour son peuple et de sollicitude pour son royaume. De là, se rendant vers le nord, il adressa, le 4 août, un discours du même genre aux gentilshommes du comté d'York; puis il rétrograda vers Nottingham et y planta son étendard royal. Il se rendit peu de monde autour de lui, et le Roi n'avait même pas, à cette époque, un grand nombre de troupes pour le garder ou le défendre, si l'on eût tenté de se saisir de lui. De Nottingham, le Roi envoya, le 25 août, un message au parlement par les comtes de Southampton, de Dorset et sir John Colepepper, membre de la chambre des communes, qui avait déserté le parlement et s'était rendu à York, où le Roi l'avait nommé, peu de temps auparavant, chancelier de l'échiquier. En voici le texte:

« C'est avec une inexprimable douleur de cœur « que nous voyons depuis long-temps les troubles « de ce royaume; notre âme est remplie d'an- « goisses et appliquée à chercher quelque re- « mède qui puisse prévenir les misères dans les- « quelles une guerre civile est près de plonger « la nation entière; et bien que tous nos efforts, « pour accommoder les malheureux différends « élevés entre nous et nos deux chambres du « parlement, n'aient pas eu jusqu'ici, malgré le « zèle et la sincérité que nous y avons apportés,

« le succès que nous en avions espéré, cependant
« tel est notre constant et ardent désir de main-
« tenir la paix publique que nous emploierons,
« sans nous laisser décourager, tous les moyens
« capables d'établir solidement, s'il plaît au Dieu
« de miséricorde, la paix et le bonheur de tous
« nos bons sujets. A cette fin, remarquant qu'il
« est résulté plusieurs malentendus des mes-
« sages, pétitions et réponses qui ont eu lieu
« entre nous et nos deux chambres du parlement,
« et, pensant que ces inconvéniens peuvent être
« évités par un autre mode de négociation, dans
« lequel les sujets de nos différends seront mieux
« compris et plus librement discutés, nous
« avons jugé convenable de vous proposer de
« nommer quelques personnes capables, pour
« traiter en nombre égal avec celles que nous
« aurons chargées de nos pouvoirs, et nous dé-
« sirons qu'elles portent dans ces conférences
« toute la liberté nécessaire pour amener l'heu-
« reuse conclusion demandée par tous les hom-
« mes de bien, la tranquillité du royaume. En
« conséquence de quoi, comme nous vous pro-
« mettons, sur notre parole de Roi, toute sûreté
« et encouragement pour ceux qui nous seront
« envoyés, si vous choisissez, pour les négocia-
« tions, le lieu où nous résidons, ce que nous
« laissons absolument à votre décision, comp-
« tant, de votre part, sur un soin pareil pour

« la sûreté de ceux que nous emploierons si vous « désignez un autre endroit ; de même nous vous « assurons, nous et tous nos bons sujets, qu'au- « tant que nous le saurons faire, nous ne man- « querons à rien de ce qui peut servir à l'avan- « tage de la vraie religion protestante, repousser « le papisme et la superstition, affermir la loi « du pays, sur laquelle est fondée aussi bien « notre juste prérogative que la propriété et la « liberté des sujets, confirmer les légitimes pou- « voirs et priviléges du parlement et nous rendre, « nous et nos peuples, véritablement heureux « par un sincère accord entre nous et nos deux « chambres du parlement. Apportez, de votre « part, une aussi ferme résolution dans l'ac- « complissement de vos devoirs, et que tout « notre peuple s'unisse à nous pour prier le Dieu « tout-puissant de répandre sa bénédiction sur « cette œuvre.

« Si vous rejetez cette proposition, nous aurons « accompli si largement notre devoir, que Dieu « nous absoudra du sang qui pourra être versé, et, « quelque opinion que les autres puissent avoir « de notre force, nous vous assurons que le pieux « et chrétien désir de prévenir l'effusion du sang « a été pour nous l'unique motif de cette propo- « sition, étant si bien fournis d'hommes, d'ar- « mes et d'argent, que nous sommes à l'abri de

« toute violence, jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu « d'ouvrir les yeux de notre peuple. »

A ce message, en date du 25 août 1642, les lords et les communes répondirent en ces termes :

« Avec le bon plaisir de Votre Majesté, les lords « et les communes assemblés en parlement, ayant « reçu le message de Votre Majesté, en date du « 25 août, ressentent avec une grande douleur « l'état de trouble et les périls qui affligent ce « royaume. Nous avons, autant qu'il a été en « nous, travaillé à les prévenir, par les diffé- « rens avis et pétitions adressés à Votre Majesté. « Nos efforts ont été non-seulement sans aucun « succès, mais ont encore produit un résultat tel « qu'on n'avait rien vu de pareil en aucun temps, « ni par suite d'aucun mauvais conseil, savoir « ces proclamations et déclarations contre les « deux chambres, par lesquelles leurs actes sont « taxés de trahison, et les membres qui les com- « posent, déclarés traîtres ; ensuite de quoi Votre « Majesté a levé son étendard contre le parle- « ment, mettant ainsi les deux chambres et, par « conséquent, le royaume entier hors de votre pro- « tection ; en sorte que jusqu'à ce que Votre Ma- « jesté ait rapporté ces proclamations et décla- « rations par lesquelles sont proclamés traîtres « ou délinquans le comte d'Essex et les deux « chambres, leurs adhérens et assistans, et tous

« ceux qui, conformément à leur devoir, ont ac-
« compli et exécuté leurs commandemens et di-
« rections; et, jusqu'à ce que l'étendard élevé en
« conséquence de ces proclamations ait été abattu,
« Votre Majesté nous a mis dans une telle situa-
« tion que les priviléges fondamentaux du par-
« lement, les fonctions publiques qui nous ont été
« confiées, le bien général et le salut de ce royau-
« me ne nous permettent pas de faire, au mes-
« sage de Sa Majesté, une autre réponse que
« celle-ci (1). »

Peu de jours après, le Roi envoya des instructions, scellées de son sceau particulier, à tous les membres de sa commission d'enrôlement, répandus dans les différens comtés d'Angleterre et du pays de Galles, ainsi qu'au marquis de Hertford, lieutenant-général, pour le Roi, de tous les comtés de l'ouest, au comte de Cumberland, lord-

(1) Ce fut quelques jours après cette réponse, le 2 septembre, que le parlement donna ordre de fermer tous les spectacles en raison des calamités de l'Irlande, et des malheurs qui menaçaient l'Angleterre, déclarant que les temps d'affliction publique doivent être consacrés à la prière et au repentir plutôt qu'aux jeux et aux divertissemens. (*Hist. parl.*, t. 2, col. 1441.) Le ton de cette ordonnance, bien qu'extrêmement religieux, est fort éloigné de cette couleur de fanatisme ou plutôt de bigoterie que prit plus tard le langage des actes publics, et qui distinguait déjà depuis longtemps la secte destinée à devenir momentanément dominante. (*Note de l'Editeur.*)

« que nous ne pouvons revenir sur notre pre-
« mière réponse pour les raisons qui y sont ex-
« primées, car Votre Majesté n'a pas abattu son
« étendard, ni révoqué les proclamations et dé-
« clarations par lesquelles vous avez taxé de tra-
« hison les actes des deux chambres du parlement,
« et déclaré traîtres les membres qui les com-
« posent. Vous avez même, depuis votre message
« du 25 août, reproduit ces accusations dans vos
« dernières instructions à vos commissaires de
« recrutement. Lorsque votre étendard sera
« abattu, que vos déclarations, proclamations
« ou instructions seront révoquées, si Votre Ma-
« jesté, d'après notre humble pétition, quitte son
« armée et vient retrouver son parlement pour
« recevoir ses fidèles avis, Votre Majesté sera
« accueillie par de tels témoignages de notre fidé-
« lité et de notre obéissance, que vous verrez
« avec certitude que vous ne pouvez trouver
« votre sûreté, votre honneur et votre dignité,
« ailleurs que dans l'affection de votre peuple et les
« sincères conseils de votre parlement, de ce par-
« lement qui, dans ses délibérations et dans ses
« constans et infatigables efforts, a eu à sur-
« monter des difficultés inouies, seulement pour
« préserver votre royaume de la violence des
« maux et des dangers prêts à l'accabler; de ce
« parlement qui mérite mieux de Votre Majesté,
« et qui, représentant tout votre royaume, une

« peut consentir à être mis en balance avec ceux « dont les conseils et les sentimens furieux réus- « sissent tellement à déjouer tous nos efforts « pour secourir l'Irlande ensanglantée, que nous « avons tout lieu de craindre que nos travaux et « nos énormes dépenses en faveur de ce malheu- « reux royaume ne demeurent absolument sans « fruit. Désirant donc humblement que vous « nous accordiez votre présence, nous espérons « du jugement de Votre Majesté, qu'elle com- « prendra qu'il n'est point d'autre moyen d'as- « surer le bonheur de Votre Majesté elle-même « et le salut de son royaume. »

Le parlement publia aussitôt après une décla- ration portant que, forcé de prendre les armes pour la conservation du royaume, des lois et de la liberté, il ne pourrait les déposer jusqu'à ce que le Roi eût retiré sa protection à ceux que les chambres avaient déclarés délinquans, et les eût abandonnés à la justice du parlement.

Le Roi, peu de jours après, fit à cette dernière réponse du parlement une réplique portant en substance qu'il ne pouvait rien faire, ni rien offrir de plus qu'il n'avait fait, et qu'il se re- gardait comme pur et innocent du sang qui pour- rait être répandu dans cette guerre, priant Dieu de le traiter, lui et sa postérité, selon la me- sure de sa sincérité dans le désir qu'il avait té- moigné de maintenir la religion, les lois et les

libertés de ses sujets, et les priviléges du parlement. Le parlement répondit que, selon son opinion, le Roi n'avait pas fait tout ce qu'il pouvait ou devait faire, tant qu'il mettait son honneur à protéger des délinquans dont le salut était incompatible avec la sûreté du royaume et le maintien des droits du parlement, exposés à tomber par là dans le dernier mépris. Le parlement ajoute qu'il est impossible à aucun homme raisonnable de croire beaucoup à la sensibilité du Roi pour les sanglantes calamités de l'Irlande, quand on voit en même temps plusieurs des rebelles Irlandais, et leurs partisans reconnus ainsi que leurs agens, admis en sa présence avec bienveillance et faveur, quelques uns même employés à son service.

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Le prince Robert et le prince Maurice arrivent en Angletetarre. Le comte d'Essex prend congé du parlement, pour se rendre à son commandement. Les forces du Roi s'accroissent à Shrewsbury. Rencontre à Worcester. Grande bataille de Keynton.

Vers le commencement de septembre 1642, le prince Robert, second fils de Frédéric, prince électeur palatin du Rhin, long-temps retenu prisonnier de guerre par l'empereur, et récemment mis en liberté, arriva en Angleterre, pour offrir ses services au Roi, son oncle, dans la guerre évidemment commencée au sein de ce malheureux royaume. Avec lui arriva son frère, le prince Maurice, tous deux jeunes soldats sans expérience, et apportant à l'armée du Roi plus de valeur qu'ils ne pouvaient ajouter à ses forces. Quoique proches, par le sang, de la couronne d'Angleterre, ils ne l'étaient pas non plus assez

pour ajouter quelque chose à la sécurité du Roi, en attirant sur eux-mêmes la haine du peuple, quoique plusieurs personnes imaginassent et dissent alors qu'on les avait fait venir dans cette intention. Leur frère aîné, Charles, prince électeur, aurait été plus propre à remplir un pareil rôle; mais, après avoir demeuré long-temps à la cour d'Angleterre, il avait quitté le Roi deux mois environ avant l'arrivée de ses frères. Il expliqua lui-même, en partie, les raisons de son départ, dans un message qu'il envoya ensuite de Hollande aux deux chambres, et où il exprimait l'affliction qu'il ressentait des troubles de ce royaume, et protestait que, tant qu'il avait été à la cour d'Angleterre, il avait fait ce qu'il avait pu pour disposer le Roi en faveur de son parlement; il ajoutait qu'après la protection de Dieu, rien au monde ne lui paraissait plus désirable, pour ses propres intérêts et ceux de la religion protestante en Allemagne, que de voir prospérer le parlement d'Angleterre. Il est certain que ce prince ne quitta le Roi que lorsqu'il vit sa rupture avec le parlement trop décidée pour qu'on pût les rapprocher. Le Roi l'avait déjà exposé, jusqu'à un certain point, à la haine des peuples, en s'en faisant accompagner à la chambre des communes, lorsqu'il y vint pour surprendre les cinq membres, et en l'associant à plusieurs autres démarches désagréables

au public; en sorte que, pensant comme il le faisait, le prince pût juger que le meilleur parti à prendre était de s'éloigner du Roi, tandis qu'il en était encore temps.

Bientôt après leur arrivée en Angleterre, les deux jeunes princes furent chargés par le Roi, leur oncle, de commandemens dans lesquels ils se montrèrent très-ardens et très-actifs. S'ils y portèrent plus de violence qu'il ne convenait aux circonstances délicates d'un commencement de guerre civile, il faut en accuser sans doute la chaleur de la jeunesse et le grand désir qu'ils avaient d'acquérir les bonnes grâces du Roi, dont, en qualité de soldats de fortune, ils dépendaient entièrement pour leur avancement.

Le prince Robert, l'aîné et le plus emporté des deux, fut mis, quinze jours après son arrivée, à la tête d'un petit parti des troupes du Roi, trop peu considérables encore pour mériter le nom d'armée. Il parcourut différens comtés, essayant de se grossir, comme une boule de neige, de tout ce qu'il pourrait ramasser en son chemin. Il traversa ainsi plusieurs parties des comtés de Warwick, Nottingham, Leicester, Worcester et Chester, où sa conduite parut avoir moins pour objet d'engager par douceur le peuple à se ranger de son parti, que de l'y contraindre par une extrême rigueur; c'est ainsi que le rapport en fut fait aux chambres. Il pilla plusieurs villes et

villages, c'est-à-dire, qu'il les dépouilla de tout. Ce fut alors, pour la première fois, qu'on employa en Angleterre le mot *plunder* (piller) (1), né en Allemagne lorsque ce grand pays fut si misérablement dévasté et mis au pillage par des armées étrangères. Il exerça beaucoup d'autres violences sur les partisans du parlement; il en fit exécuter plusieurs, et fit pendre, à la porte de leurs maîtres, les domestiques qui refusèrent de lui découvrir la retraite de ceux-ci. Ces nouvelles excitèrent dans le parlement une sérieuse discussion, et il fut convenu qu'on intenterait contre lui une accusation de haute trahison, comme s'efforçant à détruire le gouvernement; ce qui fut déclaré un grand attentat aux lois du royaume, et une violation des priviléges du grand conseil qui le représente tout entier.

Il ne sera pas hors de propos de rapporter ici un événement de ce temps, qui ne saurait être omis vu l'importance qu'obtint ensuite dans cette guerre la personne qu'il concerne.

Le colonel Goring avait, comme on l'a déjà dit, entrepris de défendre contre le parlement la ville de Portsmouth. Ne pouvant tenir plus long-temps, il obtint du capitaine Merrick, d'accord avec le comte de Warwick, la permission de quitter

---

(1) En allemand *plündern* veut dire *piller*.
(*Note de l'Editeur.*)

cette place et de se faire conduire à Brill en Hollande. Le parlement y consentit, parce que le capitaine avait été obligé d'accéder à cette convention pour conserver la ville et les partisans du parlement qui s'y trouvaient renfermés. Le colonel avait menacé de détruire la ville au moyen de matières inflammables, s'il ne pouvait sauver sa vie par une composition amicale.

Tandis que le prince Robert agissait si activement avec un parti de troupes légères, le Roi était aussi en mouvement à la tête de ce qu'il possédait de troupes ; mais il procédait avec plus de douceur et de calme, car le respect que les peuples portaient à sa personne lui faisait trouver moins de résistance; et le vent perd de sa fureur quand il ne rencontre pas d'obstacles. D'ailleurs, le Roi voulait agir de telle sorte qu'il pût se donner pour le père de son peuple et pour un prince injustement attaqué par le parlement. Il s'efforçait surtout d'attirer à lui, par des témoignages d'attachement, des discours persuasifs, des protestations d'affection pour le peuple, et des plaintes contre la conduite et les actes du parlement. Ce fut ainsi qu'il se conduisit dans sa marche vers Shrewsbury, dont il comptait faire son centre d'opérations, attendu que ce lieu lui paraissait le plus convenable pour y recevoir et y mettre en quartier les troupes qui pourraient

lui venir du pays de Galles. Ses espérances ne furent pas trompées, bien qu'il les poussât beaucoup plus loin que le parlement ne croyait devoir porter ses craintes. En se rendant à Shrewsbury à la tête d'une petite armée, il s'arrêta le 19 septembre entre Stafford et Wellington, prononça un discours, et fit lire à la tête de son armée une protestation où, pour encourager ses soldats par l'espérance de la victoire, il leur dit, entre autres choses, qu'ils n'auraient à combattre d'autres ennemis que des traîtres pour la plupart brownistes, anabaptistes et athées, qui voulaient détruire l'Église et l'État. Dans cette même protestation il exprime avec des sermens solennels et des imprécations sur lui-même et sa postérité, comme il avait coutume de le faire dans tous ses discours, l'intention où il est d'employer tous ses soins au maintien de la religion protestante, des lois et des propriétés de ses sujets, ainsi que des privilèges du parlement.

Le Roi, quelques jours auparavant, avait pris des moyens plus rudes et plus coercitifs; car, en traversant les comtés de Derby, Leicester et Nottingham, il avait ordonné aux milices de ces comtés de venir lui servir de gardes, et lorsqu'elles avaient été réunies, il en avait désarmé la plus grande partie. Il prit dans cette occasion ce qu'il fallait d'armes pour équiper deux mille

hommes, et emporta, en outre, de bonnes sommes d'argent empruntées au pays, non sans quelque contrainte.

Mais laissons un moment le Roi pour revenir au lord-général du parlement et à l'armée qu'il avait été chargé de lever et de commander. Au moment où le prince Robert s'était mis en mouvement, cette armée s'élevait déjà à un corps considérable. On y comptait environ quatorze mille hommes tant cavalerie qu'infanterie. Le rendez-vous général était à Northampton où plusieurs des principaux chefs comme lord Brook, lord Roberts, le colonel Hampden et d'autres étaient déjà réunis avec les troupes, attendant l'arrivée de son Excellence. Le 9 septembre, le comte d'Essex prit congé du parlement et de la cité de Londres, et se dirigea sur Northampton. Il fut accompagné jusqu'au bout de la ville avec beaucoup de solennité par la milice et par un grand nombre de gentilshommes armés, appartenant à la maison d'Essex (1). Mais l'affection et les vœux que formait pour lui ce peuple qui le suivait, pas-

(1) Le drapeau du comte d'Essex était jaune foncé. « Quelques uns, dit Whitelocke, pour avoir adopté une « autre couleur, furent regardés comme malintentionnés « et contraires à la cause du parlement, tant, ajoute-t-il, « au milieu des méfiances que produit la guerre civile on « fait attention à de petites choses. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 59.) (*Note de l'Editeur.*)

saient de beaucoup ce que pouvaient exprimer tous les témoignages extérieurs, et, bien qu'il partît pour une guerre civile, il parut alors aux yeux de tous un aussi véritable Anglais, un aussi sincère patriote que s'il eût marché contre un ennemi étranger. Ses propres vertus et son honorable conduite avaient inspiré pour lui au peuple un amour et un respect fort augmentés encore par le souvenir de son noble père, le plus grand exemple que j'aie jamais vu d'un favori du prince qui fût aussi celui du peuple; homme à qui peut s'appliquer, avec une entière vérité, ce que Velleius Paterculus a dit de Séjan, avec la plus mensongère flatterie, *in quo cum judicio principis certabant studia populi*, « en faveur de qui l'amour « du peuple s'efforçait à égaler le jugement qu'en « portait le prince. » La cause où s'engageait le comte d'Essex était aux yeux du peuple une cause religieuse, et dont ses prières devaient demander au ciel le succès; car le parlement, tout en levant une armée, exprimait le plus humble respect pour la personne du Roi, et, peu de jours après le départ du lord-général, une pétition fut rédigée du consentement des deux chambres, pour être portée au Roi par sir Philippe Stapleton, membre de la chambre des communes, et à cette époque colonel dans l'armée du lord-général. Il porta la pétition à Northampton au général, afin que, selon le désir du parlement, elle pût

être présentée à Sa Majesté d'une manière sûre et convenable. Dans cette pétition, conformément aux premières déclarations du parlement, le parlement n'accusait de rien le Roi lui-même, mais rejetait sur ses pervers conseillers toutes les fautes du gouvernement, l'horrible rébellion et les massacres d'Irlande, la désunion du Roi et des chambres qui avait suspendu les secours destinés à ce royaume, et enfin la guerre déclarée au parlement par Sa Majesté, qu'on voyait se montrer en personne à la tête d'une armée, destinée à détruire son peuple, et à priver ainsi ses fidèles sujets de la protection royale, pour protéger des traîtres contre la justice du parlement.

« Nous, les lords et communes assemblés au « parlement pour la juste et nécessaire défense « de la religion protestante, de la personne, de « la couronne et de la dignité du Roi, des lois « et libertés du royaume, ainsi que des privi- « léges et du pouvoir des chambres, nous avons « pris les armes et nommé Robert comte d'Essex, « capitaine-général des forces par nous levées, « le chargeant de les conduire contre ces rebelles « et ces traîtres, pour les soumettre et leur faire « subir un juste châtiment. Nous supplions donc « humblement Votre Majesté de retirer à ces « ennemis publics l'appui de sa royale présence, « afin que, s'ils persistent dans leur coupable et « illégale tentative, Votre Majesté n'apporte au-

« cun obstacle aux efforts que doivent faire
« contre eux les troupes que nous venons d'as-
« sembler. Nous supplions aussi Votre Majesté
« de ne point partager volontairement leurs pé-
« rils, mais de renvoyer ses troupes, de reve-
« nir tranquillement et en sûreté auprès de son
« parlement, de mettre un terme, selon nos con-
« seils, aux désordres qui tourmentent mainte-
« nant le royaume, et de pourvoir, dans l'aveuir,
« à l'honneur comme à la sécurité, tant de Votre
« Majesté elle-même que de ses descendans et
« sujets. S'il plaît à Votre Majesté de céder à nos
« humbles et ardens désirs, nous protestons, au
« nom du Dieu tout-puissant, que nous rece-
« vrons Votre Majesté avec tous les respects et
« toute la soumission qui lui sont dûs, que nous
« nous efforcerons loyalement de mettre sa per-
« sonne et son trône à l'abri de tout danger, et
« que nous emploierons tout notre pouvoir pour
« procurer à Votre Majesté, comme à ses peuples,
« tous les biens d'un règne heureux et glorieux. »

Les ordres du parlement au général portaient, conformément à cette pétition, l'injonction de faire tous ses efforts pour délivrer, par quelque combat ou autrement, la personne du Roi, celle du prince et du duc d'York, des mains des furieux qui les environnaient. Ils lui prescrivaient aussi, dans le cas où Sa Majesté, d'après cette humble pétition, consentirait à se séparer de

ceux qui l'entouraient et à revenir vers le parlement, de licencier ses troupes et de ne conserver qu'une force suffisante pour assister et protéger le retour de Sa Majesté. Enfin, le général reçut encore l'ordre de proclamer un pardon général pour tous ceux que la séduction avait engagés à se séparer du parlement et du pays, si, dans les dix jours qui suivraient cette proclamation, ils rentraient dans leur devoir et n'avaient commis, dans cet intervalle, aucun acte hostile. Ce pardon cependant ne donnait pas aux membres suspendus par le parlement la faculté d'y rentrer sans avoir satisfait, comme il convenait, à la chambre dont ils faisaient partie. En étaient aussi exceptés tous ceux qui avaient été accusés comme délinquans, par l'une ou l'autre chambre, et tous ceux que le parlement avait chargés de haute trahison, pour raison de leur active coopération dans les derniers actes de trahison. Ces personnes, dont les noms furent alors déclarés, étaient les comtes de Bristol, Cumberland, Newcastle et Rivers, le secrétaire Nicholas, M. Endymion Porter, M. Edouard Hyde, le duc de Richmond, le comte de Carnarvon, le vicomte Newark et le vicomte Falkland. Tels étaient ceux qu'à cette époque le parlement avait déclarés traîtres. Il y en ajouta d'autres depuis, et aussi en retrancha quelques uns de la liste, selon qu'il y fut déterminé par les circonstances.

Le parlement donna aussi plusieurs ordres en faveur de l'armée et pour l'avantage des provinces qu'elle devait traverser; mais surtout il ordonna au général de réprimer soigneusement dans ses troupes toute espèce de désordre, d'impiété et d'irréligion.

Le général trouva, à Northampton, une nombreuse et vaillante armée, bien équipée de tout point, au nombre d'environ 20,000 hommes, en y comprenant tout ce qui devait rejoindre dans l'espace de peu de jours. Il n'y avait pas sur pied, en Angleterre, de forces capables d'opposer quelque résistance à une pareille armée, car le Roi n'avait alors que peu de troupes. Ce qu'il en avait consistait en cavalerie, qui parcourait le pays, en partis peu considérables, pour trouver des vivres et le mettre à contribution. Le prince Robert, en particulier, semblable au mouvement perpétuel, se faisait voir avec la cavalerie qu'il commandait, presque simultanément, en plusieurs endroits très-éloignés. Le comte d'Essex prit donc soin de diviser sa grande armée, en telle sorte qu'elle pût lui servir, en plusieurs endroits, à harceler les troupes légères de l'ennemi et à protéger les comtés attachés au parlement. Il tâcha aussi de s'emparer, soit en personne, soit par ses lieutenans, des villes qui, dans le cas où cette funeste guerre viendrait à se prolonger, pourraient lui devenir les plus importantes. De Nor-

thampton, il marcha sur Coventry et mit dans cette grande ville une garnison pour le parlement. Il alla de là à Warwick, et, après l'avoir fortifié, ayant appris que le Roi voulait se rendre à Worcester avec son armée, il se dirigea aussi de ce côté; car il désirait beaucoup de rencontrer le Roi, et le parlement, auquel il fit part de son dessein par une lettre, approuva sa marche vers Worcester.

La ville de Worcester, aussi bien que tout le comté, avait été le théâtre de beaucoup de troubles, causés non-seulement par la diversité d'opinion qui régnait entre les habitans, mais par les différentes sollicitations qu'ils avaient reçues des deux partis, si l'on peut appeler sollicitations ce qui se propose à main armée. Sir John Byron était d'abord entré à Worcester, pour gagner cette ville au Roi, et M. Fiennes, fils du lord Say, qui tenait pour le parlement, s'était opposé à ses desseins. Quelque temps après, le prince Robert, à la tête de cinq cents chevaux, eut, près de cette ville, une rencontre avec M. Fiennes, qui commandait un autre corps environ de la même force. Le combat fut peu de chose, et, selon le rapport qui en fut fait à Londres, il n'y eut pas plus de douze hommes tués. Avant que le comte d'Essex, alors en marche pour Worcester, y pût être arrivé, il s'en livra encore un autre, plus important par la

qualité que par le nombre des personnes tuées ou blessées. Le prince Robert était à Worcester avec douze escadrons, lorsque quelques troupes du parlement s'en approchèrent, non pas en corps mais éparses; le prince sortit de la ville, et mit ses gens en bataille dans une prairie, pour attaquer ceux qu'il pourrait atteindre les premiers. A un demi mille de cette prairie, se trouvait la cavalerie du parlement : le colonel Sandys avec son régiment, le capitaine Hales et le capitaine Wingate marchèrent vers le prince; mais le passage était dangereux pour eux, ayant à traverser un chemin étroit, où ils ne pouvaient marcher plus de quatre de front. Le colonel Sandys, emporté par son trop de courage, chargea à travers ce chemin, avant que le reste des troupes du parlement fût arrivé; outre les capitaines Hales et Wingate, le capitaine Fiennes et le capitaine Austin, qui n'étaient pas éloignés, arrivèrent en toute hâte à son secours. Le colonel Sandys tua cependant quelques hommes au prince, et soutint le combat jusqu'à ce que les autres approchassent; mais alors le prince voyant les deux troupes à peu près égales en nombre, craignit peut-être de se trouver engagé dans un trop long combat, qui donnerait le temps à l'armée du général d'arriver, d'autant qu'une partie de son avant-garde était déjà assez proche; il se retira donc dans la ville de Worcester, qu'il traversa

le plus rapidement qu'il lui fut possible. Les troupes du parlement la traversèrent après lui, et le poursuivirent jusque sur un pont, aux environs duquel étaient placés quelques uns des dragons du parlement, qui coupèrent la cavalerie du prince et lui firent trente prisonniers (1). Il resta treize morts sur le premier champ de bataille. Les personnes de marque, tuées du côté du parlement, furent le cornette du colonel Sandys, qui tomba le premier de tous, et le sergent-major Douglas; le colonel Sandys lui-même fut mortellement blessé, et mourut en-

(1) Whitelocke donne au contraire cette rencontre pour une défaite des troupes parlementaires : « Le colonel Nathaniel Fiennes, dit-il, à la tête de quelques troupes levées par lord Say, et accompagné du colonel Sandys, marcha à Worcester pour en chasser sir John Byron. Il s'attendait que le général Essex viendrait l'y soutenir; mais au lieu de lui vint le prince Robert qui défit et mit en déroute toute la troupe parlementaire; Sandys fut fait prisonnier et mourut peu de temps après de ses blessures. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 61.) Ce fut, selon Whitelocke, à l'arrivée seulement du comte d'Essex que le prince Robert quitta Worcester. Au reste, on voit déjà percer, dans ce premier récit, une accusation de lenteur contre le comte d'Essex, qui se reproduit dans Whitelocke presque à chaque occasion. Ainsi quelques lignes plus bas il reproche au comte son trop long séjour à Worcester qui, donnant au Roi une journée d'avance, lui facilita sa marche sur Londres.

(*Note de l'Editeur.*)

viron un mois après. On dit que le colonel Wilmot, qui se fit ensuite distinguer dans le parti du Roi, reçut, en cette occasion, une blessure au travers du corps, de la main du colonel Sandys.

Son Excellence arriva à Worcester avec son armée, immédiatement après cette rencontre. Elle résolut d'y demeurer quelque temps, la situation de cette place lui étant favorable pour envoyer de côté et d'autre des partis, et pour surveiller les mouvemens de l'armée du Roi. Nous l'y laisserons pour nous occuper de ce qui arriva aux autres armées.

Le prince Robert, après avoir quitté Worcester, marcha à la tête de ses troupes sur Ludlow, ville située à deux milles de distance, et le Roi, avec un petit corps de cavalerie, entra dans le pays de Galles, où il fit aux habitans des comtés de Denbigh et de Flint un discours rempli de protestations, qui lui gagna quelques partisans. Le lendemain il marcha vers Shreswbury, où il avait le projet de demeurer quelque temps, pour y attendre les troupes qui devaient lui arriver du pays de Galles et des autres contrées adjacentes. Il se fit apporter à Shrewsbury un coin, et monnoya tout ce qu'il avait alors reçu de vaisselle, et ce qu'on lui en apporta bientôt après; car plusieurs nobles, gentilshommes et autres avaient fourni au Roi non-seulement des chevaux

et des armes, mais aussi de l'argent et de la vaisselle, comme en avaient fourni au parlement les citoyens de Londres et d'autres gentilshommes. Ce fut une chose surprenante que le subit accroissement des forces du Roi, durant le peu de temps qu'il séjourna à Shrewsbury; il surpassa ses espérances comme les craintes du parlement. Peu de jours après son arrivée, il avait publiquement adressé aux gentilshommes, francs tenanciers et autres habitans du pays, un discours persuasif et rempli d'art, dont les engageantes expressions répondaient parfaitement au dessein qu'il avait formé de se présenter aux yeux du peuple, comme un prince injustement attaqué, et de l'émouvoir en sa faveur d'une tendre compassion. J'insérerai ici ce discours tel qu'il a été connu et imprimé à Londres.

Messieurs,

« Je reçois quelque dédommagement des in-
« solences et des malheurs qui me forcent à er-
« rer ainsi dans mon royaume, lorsqu'ils me
« conduisent en aussi bon lieu, et au milieu
« d'une si fidèle portion de mon peuple. J'espère
« que ni vous ni moi n'aurons sujet de regretter
« mon arrivée : j'y ferai de ma part tout ce qui
« dépend de moi, et, en venant ici, j'étais sûr
« de vous. Le séjour d'une armée est rarement

sans aucune intention de perdre son temps à s'y arrêter, à moins que la ville ne se rendît à lui librement; mais le gouverneur de Coventry refusa, bien qu'en paroles très-humbles, de lui en ouvrir les portes. Il continua sa route et campa à Southam, dont le lord-général Essex n'était éloigné que de quelques milles. Les forces du Roi étaient tellement augmentées que, même à cette distance, il répandit quelque terreur jusque dans la ville de Londres, qui prit alors activement des mesures pour se fortifier contre une approche qu'elle redoutait, bien que le lord-général Essex fût en campagne à la tête d'une grande armée pour surveiller la marche de celle du Roi. Le parlement s'occupa lui-même de ce soin avec la plus grande sollicitude, et, regardant la ville comme exposée à un danger imminent de la part des troupes du Roi, il ordonna de lever promptement des milices pour en former une garde, et d'entourer la ville de toutes les fortifications possibles à élever en peu de temps. Un comité fut chargé d'établir des postes et de faire exécuter les travaux nécessaires pour placer des canons en plusieurs endroits autour de la ville et des faubourgs. En conséquence, plusieurs centaines d'hommes se mirent à l'ouvrage pour creuser des tranchées et d'autres moyens de défense (1). On ordonna aussi

(1) « Ce fut, dit Whitelocke, une chose merveilleuse que

de mettre sur pied les milices de Londres, de Middlesex et de Surrey. Enfin, le comité secret eut mission de s'assurer promptement, avec l'aide du lord-maire, de tous les citoyens malintentionnés, ou, du moins, de ceux qu'on regardait comme le plus occupés et le plus en état de former un parti contre le parlement.

Douze compagnies de la milice de Londres furent envoyées à Windsor pour s'emparer de cette

---

de voir combien de femmes, d'enfans, et quelle nombreuse foule de gens se mirent à l'ouvrage pour creuser et transporter la terre, comme il était nécessaire pour les nouvelles fortifications. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 60.) Du reste, pour animer le zèle, le parlement avait ordonné qu'on désarmât et mît en prison ceux qui se refuseraient aux charges imposées. Cet ordre fut exécuté sur plusieurs personnes, entre autres sur un M. Fountaine avocat, qui, interrogé à la chambre sur les raisons de son refus, après avoir prié inutilement qu'on le dispensât de répondre, dit enfin que c'était « parce qu'il jugeait ces demandes con« traires à la pétition des droits. » (*Histoire parlementaire*, tom. 2, col. 1480.) « Mais, dit Whitelocke, lui et beau« coup d'autres, qui par la suite refusèrent, prêtèrent suc« cessivement secours aux deux partis, selon que tournait « le vent. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 60.) Selon Clarendon, l'ordre de désarmer les récalcitrans fut la source d'une multitude de vexations et d'abus; « les pauvres « se mirent à dénoncer les riches, et on enleva non-seu« lement les armes, mais la vaisselle et beaucoup d'autres « meubles de grande valeur. » (*Histoire de la Rébellion*, tom. 5, pag. 51.) (*Note de l'Editeur.*)

place, et on leva un bon nombre de matelots pour garder les passages de la Tamise.

Le parlement, voyant que les dissensions civiles s'étendaient sur tout le royaume, décréta qu'il était permis à tous les comtés de l'Angleterre de former entre eux une ligue pour la défense mutuelle de leur religion, de leurs lois et de leur liberté. Peu de temps après, les comtés de Buckingham, de Hereford et de Nottingham se confédérèrent d'après ce principe, levèrent des troupes pour le parlement, et avancèrent, sur sa demande, de l'argent et de la vaisselle.

Le danger qui paraissait menacer Londres à cette époque, bien qu'éloigné sous le point de vue matériel, était prochain aux yeux de la raison. On croyait l'armée du Roi plus voisine de la ville que celle du lord-général, et il était assez probable qu'il ferait une tentative contre la cité plutôt que de s'engager contre les troupes du parlement. Quelques personnes disaient aussi que le Roi avait à Londres beaucoup d'amis qui, à son approche, feraient éclater leurs sentimens et rempliraient la cité de séditions et de tumultes pour lui faciliter le succès. Londres était d'ailleurs le seul lieu où le parlement pût être détruit d'un seul coup, et l'armée royale enrichie au gré de ses désirs; mais d'autres pensaient qu'une telle tentative, déjà tardive, serait vaine, et que la cité ne pouvait être prise, à moins que l'armée

ne fût d'abord vaincue. Le parti du Roi, à Londres, ne paraissait pas assez fort pour réussir, et on ne pouvait croire qu'il lui fût dévoué au point de s'exposer, personnes et biens, à la fureur désordonnée d'une armée licencieuse; d'ailleurs, ajoutait-on, le lord-général Essex, avec une armée aussi forte que celle du Roi, suivrait de près sa marche, et, soutenu par les troupes qui sortiraient en foule de la cité de Londres, il serait en état d'anéantir l'ennemi. Au milieu d'avis si divers, il plut à Dieu d'amener une bataille à laquelle le Roi se décida probablement dans l'espoir de profiter de l'absence d'une grande partie de l'armée parlementaire.

Cette fameuse bataille nommée par quelques uns la bataille d'Edgehill, par d'autres la bataille de Keynton (Keynton est une petite ville du comté de Warwick située entre Stratford sur l'Avon, et Banbury), fut livrée le dimanche 23 octobre. Le samedi 22, le Roi arriva à six milles de Keynton, et la nuit suivante, il établit à Cropredy et à Egdecot toutes ses troupes formant quatorze mille fantassins et quatre mille chevaux. C'était beaucoup plus que n'avait en ce moment le comte d'Essex, bien que la totalité de son armée, si elle eût été réunie, fût plus considérable. Cette même nuit, le comte d'Essex campa à Keynton avec douze régimens d'infanterie et quarante escadrons de cavalerie, en tout à peu près dix mille

hommes. Pressé de suivre la marche de l'armée royale, il avait laissé en arrière, sous les ordres des colonels Hampden et Grantham, deux régimens d'infanterie et onze escadrons, qui devaient lui amener sept pièces de canon et beaucoup de munitions; mais elles n'arrivèrent qu'après la bataille. Le général avait aussi laissé, pour la protection du pays environnant, un régiment d'infanterie et deux escadrons de cavalerie à Hereford, sous les ordres du comte de Stamford, pour empêcher les troupes du pays de Galles d'entrer dans le comté de Glocester. Enfin un régiment était resté à Worcester, un autre à Coventry, pour la sûreté de cette place, et un troisième se trouvait par hasard cantonné à Banbury.

Le général avait le projet de passer le dimanche à Keynton, pour attendre son artillerie et le reste de ses troupes; mais, dans la matinée, l'ennemi fut aperçu à peu de distance, et lord Essex donna aussitôt des ordres pour mettre en bataille les forces qu'il avait sous la main. Les troupes du Roi avaient occupé une colline très-roide, dite Edgehill; près du pied de cette colline, était une assez large plaine dite *la vallée du cheval rouge*, nom bien d'accord avec la couleur qu'elle devait recevoir ce jour-là, car elle fut le principal théâtre de l'action. Le comte d'Essex fut forcé de se mettre soudain en marche pour cette plaine. Il fit halte environ à un demi-mille d'Edgehill,

rangea son armée en bataille et vit les troupes du Roi descendre la colline pour venir à sa rencontre. Elles avaient le double avantage de la position et du vent. D'habiles officiers les commandaient. Le principal corps de cavalerie était à l'aile droite, sur l'aile gauche étaient jetés quelques escadrons de dragons.

L'armée du parlement se forma sur un petit tertre, au milieu de la vallée. La plus grande partie de l'infanterie se trouvait assez loin de la cavalerie, lorsque la charge commença. Trois régimens de cavalerie étaient à l'aile droite; celui du lord-général, commandé par sir Philippe Stapleton, celui de sir William Balfour, lieutenant-général de la cavalerie, et celui de lord Fielding placé derrière les deux autres en guise de réserve. La brigade de sir John Meldrum formait l'avant-garde. Le colonel Essex était au centre. Le régiment du lord-général, celui de lord Brook et celui du colonel Hollis couvraient l'arrière-garde. A l'aile gauche étaient placés vingt escadrons de cavalerie sous les ordres de sir James Ramsey commissaire-général. Telle était la position des troupes du parlement, lorsque l'armée du Roi s'avança contre elles, ayant, comme je l'ai dit, sa principale force en cavalerie à son aile droite, en face de l'aile gauche du comte d'Essex (1).

(1) « La bataille commença vers deux heures, et l'après-

Le canon des deux côtés commença le combat avec de bruyans roulemens, mais non pas avec un succès égal; car le canon du parlement faisait un grand ravage parmi ses ennemis, tandis que le leur causait peu de dommage dans son armée.

Le comte de Lindsey, général pour le Roi, une pique à la main, conduisait son principal corps d'armée dans lequel était le régiment du Roi, et qui se trouvait en face du comte d'Essex. Celui-ci s'exposa à tous les dangers que peut faire courir une bataille. D'abord à la tête de sa cavalerie, puis de son régiment d'infanterie, inspirant le courage à tous, jusqu'à ce que, par l'avis de plusieurs personnes qui lui conseillaient de ne pas s'engager si avant, il retournât vers le corps d'armée pour le faire avancer. Les principaux régimens ayant commencé la bataille, sir Philippe Stapleton, à la tête d'un corps de cavalerie composé de gentilshommes et formant la garde personnelle du général, dont il avait le commandement, chargea sur le flanc droit le régiment du Roi, armé de piques, et se retira sans qu'il y eût beaucoup

---

midi; les généraux des deux armées se conduisirent avec un courage très-brillant; tous deux marchaient à la tête de leurs troupes la pique à la main; mais on leur conseilla de prendre une autre attitude, celle-là convenant mieux à de simples soldats qu'à des généraux. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 61.) (*Note de l'Editeur.*)

de mal, quoique les piquiers se fussent courageusement défendus et que les mousquetaires, qui étaient bons tireurs, eussent rudement joué sur eux. La bataille fut chaude à cet endroit, et la perte si grande du côté du Roi, que le parti du parlement eut d'abord le dessus. Sir Edmond Varney, porte-étendard du Roi, fut tué, et l'étendard royal tomba entre les mains des parlementaires. Le comte de Lindsey, général de l'armée du Roi, fut grièvement blessé et fait prisonnier. L'aile droite du Roi, conduite par le prince Robert, chargea avec force l'aile gauche de l'armée du parlement, en partie composée de cavalerie, et obtint complètement l'avantage; car presque toute la cavalerie du parlement, de ce côté, prit la fuite, et la plus grande partie de l'infanterie, effrayée de la voir si débandée, se mit à fuir aussi avant d'avoir soutenu une seule charge. Le colonel Essex, entièrement abandonné de la brigade qu'il commandait, se porta à la première ligne de l'armée où il rendit de grands services, soit par ses exploits personnels, soit par ses conseils, jusqu'à ce qu'enfin il reçut dans la cuisse un coup de feu, dont il mourut bientôt après. Ce qui avait le plus contribué à décourager l'armée parlementaire, c'était la trahison de sir Faithful Fortescue, qui, au commencement du combat, au lieu de charger l'ennemi, tira son pistolet contre terre, et, faisant volte-face

avec sa troupe, courut se ranger dans l'armée du Roi qu'il avait auparavant fait avertir de son projet par son cornette. L'armée du parlement aurait été, sans aucun doute, entièrement détruite ce jour-là, et le parti du Roi aurait remporté une victoire définitive si le prince Robert et sa cavalerie, moins ardens à la poursuite et au pillage, fussent revenus sur leurs pas au secours de leurs amis, qui n'avaient pas été si heureux dans les autres parties de l'armée; mais le prince Robert ayant suivi les fuyards jusqu'à Keynton où étaient les bagages de l'armée, ses troupes les pillèrent et traitèrent avec une grande cruauté les voituriers et les hommes de peine. Un grand nombre des soldats du parlement furent tués dans leur fuite; le prince Robert les poursuivit jusqu'à plus de deux milles au-delà de Keynton, où il rencontra le colonel Hampden, qui marchait pour rejoindre le lord-général à la tête de l'autre brigade de l'armée, lui amenant l'artillerie et les munitions dont on a parlé. Le colonel déchargea contre lui et ses soldats cinq pièces de canon. Quelques-uns furent tués et le reste, cessant la poursuite, se retira en toute hâte vers le champ de bataille où ils trouvèrent toute leur infanterie, excepté deux régimens, entièrement défaite; car, dans le même temps, sir William Balfour, lieutenant-général de la cavalerie, chargea, à la tête d'un régiment de cavalerie, un régiment d'infan-

terie du Roi, et, avant que l'infanterie de son parti pût être arrivée, il l'enfonça courageusement et lui tua beaucoup de monde; ensuite, aidé de l'infanterie qui l'avait rejoint, il défit un autre régiment et se rendit ainsi maître de la plus grande partie de l'artillerie du Roi, prenant plusieurs canons, coupant les jarrets des chevaux qui les traînaient, et tuant les canonniers; mais il fut ensuite obligé de les abandonner sur le champ de bataille, pour continuer ses efforts contre plusieurs régimens d'infanterie du Roi qui combattaient avec beaucoup de résolution, particulièrement celui de la garde, auquel était confié l'étendard de Sa Majesté. Le régiment de sir William Balfour, ayant passé à côté de celui-ci, après avoir pris les canons, les soldats du Roi le prirent pour un régiment de leur parti; et, comme ils ne l'attaquèrent point, cela fut cause que, l'instant d'après, au moment où sir William s'approchait du régiment de cavalerie du lord-général Essex, ce régiment fit feu sur le sien, le prenant pour un régiment ennemi; mais ils se reconnurent bientôt, et, lorsqu'ils se furent rejoints, le général lui-même conduisit le régiment de sir William et la moitié du sien contre le corps de bataille du Roi, où se livra un terrible et sanglant combat. En même temps, le colonel Ballard, qui conduisait une brigade des régimens du lord-général et du lord Brook,

força un poste des piquiers du Roi et enfonça deux de ses régimens.

Ce fut en ce grand combat que, comme on l'a dit, l'étendard royal fut pris, sir Edmond Varney tué, et le comte de Lindsey fait prisonnier avec son fils, ainsi que le colonel Vavasor, lieutenant-colonel du régiment de la garde. Le colonel Monroe fut aussi tué.

L'étendard fut remis entre les mains du lord-général qui en chargea son secrétaire, M. Chambers. Le secrétaire, après l'avoir porté quelque temps, se le laissa enlever par un inconnu (1), et ainsi il fut secrètement emporté du champ de bataille. Lord Gray, fils du comte de Stamford, et sir Arthur Haslerig rendirent aussi de grands services et aidèrent beaucoup à ramener la fortune du jour, en défaisant un régiment appelé le régiment bleu.

L'infanterie du Roi, excepté deux régimens, avait été entièrement mise en fuite, et les parlementaires avaient gagné l'avantage du vent et le champ de bataille. Les deux régimens du Roi se retirant et trouvant leur artillerie abandonnée, firent halte et se servirent de leurs canons, dont ils firent plusieurs décharges contre leurs ennemis. L'infanterie du parlement commençait à

(1) Celui qui l'enleva se nommait Smith; voir, sur ce fait, les *Mémoires* de Ludlow.

manquer de poudre ; autrement, comme l'a observé un des chefs de cette armée, on aurait pu charger ces deux régimens avec de la cavalerie et de l'infanterie, ce qui, probablement, aurait achevé de détruire l'infanterie du Roi, dont ils composaient alors, en quelque sorte, la totalité.

Mais l'armée du parlement se trouvait arrêtée, partie par défaut de munitions, et partie à cause de la fatigue d'un si long combat ; car tout l'effort de la bataille avait été soutenu par deux de ses régimens de cavalerie et quatre ou cinq de son infanterie, en sorte qu'elle ne s'empressa pas beaucoup à charger de nouveau.

La cavalerie du Roi, après avoir long-temps pillé aux environs de Keynton, avait eu alors le temps de revenir sur les deux ailes, et de se rejoindre à son infanterie ; mais au moment où elle tomba sur l'aile gauche de l'armée parlementaire, sir Philippe Stapleton, à la tête de sa cavalerie, fit sur celle du Roi une si terrible charge qu'elle ne put la soutenir long-temps, s'enfuit à toute bride à travers un trou de haie, pour se rejoindre au reste des troupes royales alors en déroute, et vint enfin se réunir à l'infanterie autour des canons. Ainsi des deux côtés la cavalerie se trouva réunie à l'infanterie, et en cette situation les deux armées demeurèrent en présence jusqu'à la nuit. L'armée du parlement en posses-

sion du champ de bataille, y passa la nuit, et sur le matin se retira près de Keynton, dans un lieu plus abrité, où elle avait campé la nuit précédente ; car les soldats souffraient beaucoup du froid et d'une grande disette de vivres. L'armée du Roi s'était retirée sur le haut d'une colline où elle se jugeait plus en sûreté ; on y fit du feu toute la nuit. Le lendemain matin, à neuf heures du matin, l'armée du parlement sortit en bataille et s'y tint trois heures jusqu'à ce que l'armée du Roi eût entièrement quitté la colline. Alors les parlementaires rentrèrent dans leurs quartiers près de Keynton et se rapprochèrent ainsi de leur autre brigade, de leur artillerie et de leurs munitions, qui, sous le commandement des colonels Hampden et Grantham, étaient, comme on l'a dit, arrivées à Keynton et s'y étaient logées. Le Roi avait fait retirer sa cavalerie sur le revers de la colline. Il y demeura jusqu'à l'approche de la nuit, tandis que son infanterie s'éloignait par derrière. Un peu avant la nuit, la cavalerie se mit aussi en marche pour se retirer, et environ une heure après, la cavalerie du parlement se retira de son côté et alla, avec le reste de l'armée, se reposer à Warwick.

Un noble gentilhomme du parlement a blâmé cette marche vers Warwick; car, dit-il, si l'armée, au lieu d'aller à Warwick, eût marché à Banbury, nous aurions trouvé plus de vivres, et,

selon toute probabilité, dispersé toute l'infanterie du Roi, pris ses canons et ses bagages, et forcé sa cavalerie à se retirer plus loin; au lieu que, ne se voyant pas poursuivis, bien qu'ils eussent perdu le champ de bataille et abandonné leurs quartiers, ils commencèrent à mettre en doute à qui appartenait l'honneur de la journée (1). Quoi

---

(1) Selon Whitelocke, la marche du comte d'Essex, après la bataille d'Edgehill, fut désapprouvée par plusieurs de ses partisans; et lord Willouhgby, Hollis et Hampden, qui venaient de lui amener trois régimens frais, firent, ainsi que Stapleton, tous leurs efforts pour l'en dissuader; mais il préféra les avis de quelques autres, au nombre desquels se trouvait le colonel Dalbier. Les premières nouvelles de cette bataille arrivèrent très-diversement à Londres, et, dans l'effroi qu'inspirait la marche du Roi sur cette ville, tous les bruits étaient accueillis avec une inquiète avidité. Le 24 octobre on reçut, de la route d'Uxbridge, la nouvelle que plusieurs officiers et soldats de l'armée du parlement, et, en particulier, sir James Ramsey, Écossais, qui commandait un régiment de cavalerie sous le comte d'Essex, avaient rapidement traversé Uxbridge, à cheval, ce matin même, et avaient pris la route de Londres, disant « que l'armée du « parlement était battue et totalement défaite, et qu'il y « avait eu beaucoup d'officiers tués et faits prisonniers. » D'autres messagers apportèrent des nouvelles entièrement contraires et beaucoup plus agréables. Ils les avaient reçues de plusieurs personnes qu'on avait rencontrées galoppant sur la route de Londres, où elles arrivaient, disant « que « le comte d'Essex avait complètement mis en déroute l'ar- « mée du Roi, lui avait tué ou pris beaucoup de monde,

qu'il en soit de cette opinion, il est certain que le Roi, comme le parlement, prétendit à la victoire et se l'attribua si bien qu'on célébra à Oxford des prières d'actions de grâces. Le parlement fit aussi de son côté rendre des actions de grâces pour la victoire qu'il avait obtenue, et, en effet, chacune des deux armées avait obtenu plusieurs gages de victoire. On avait pris des deux côtés des drapeaux et des canons à peu près en nombre égal; et bien qu'ensuite les discours et les livres de chaque parti, loin de s'accorder sur le nombre

« et avait remporté une victoire complète. » Mais, au fait, ajoute Whitelocke, le parlement obtint, en cette occasion, une grande délivrance et une petite victoire. (*Mémoires de Whitel.*, pag. 61.) Ce même jour, 24 octobre, l'ordre fu donné à tous les habitans de Londres, Westminster, etc., de fermer leurs boutiques et d'interrompre leur commerce pour vaquer uniquement à la défense commune. Ce fut aussi ce jour-là que la chambre des communes ordonna que tous ses membres fussent tenus nominativement à une déclaration d'adhésion au comte d'Essex, et à un prêt d'argent comme gage de cette adhésion. Quel qu'eût été, au reste, le succès de l'un ou de l'autre côté, ce fut en Angleterre un bien grand événement que cette première bataille rangée de deux armées anglaises. « Aux nouvelles de cette bataille, « dit Whitelocke, toutes les provinces furent remplies d'a« larme et d'effroi; car c'était une chose étrange en Angle« terre. » (*Ibid.*) C'est ainsi que les partis se précipitent vers l'action sans la connaître, saisis ensuite de terreur au moment où elle commence à se montrer dans sa terrible réalité.

(*Note de l'Editeur.*)

des morts, aient varié à cet égard, à tel point que l'histoire a presque honte de le rapporter, il est cependant certain que, d'après les calculs les plus sûrs, l'armée du Roi avait perdu plus de monde que celle du parlement. Les gens de qualité qui périrent des deux côtés furent, dans l'armée du Roi, le comte de Lindsey son général, le lord Aubigny, frère du duc de Lenox, sir Edmond Varney, le colonel sir Edmond Monroy, gentilhomme écossais, et le colonel Lunsford son frère, avec d'autres gentilshommes et officiers, sans compter les soldats, sur le nombre desquels, comme je l'ai dit, on n'a pu s'accorder. Cependant j'ai ouï rapporter que les gens des environs qui enterrèrent les corps après qu'ils eurent été dépouillés, en trouvèrent en tout six mille des deux partis, sans compter ceux qui moururent ensuite de leurs blessures. Les prisonniers faits sur l'armée du Roi, furent le lord Willoughby, fils et héritier du comte de Lindsey, le colonel Vavasor, le colonel Lunsford, sir Edward Stradling et quelques autres de moindre rang. Outre le cordon des chevaliers de la jarretière, que portait autour de son col le lord-général Lindsey, lorsqu'il fut tué, un soldat en trouva un autre sur le champ de bataille. Un capitaine le lui acheta et l'envoya au parlement, qui, après qu'il lui eut été présenté, le rendit au capitaine.

Le parlement ne perdit en personnes de mar-

que, que le lord Saint-John, fils aîné du comte de Bolingbroke, le colonel Charles Essex et le lieutenant colonel Ramsey. On ne lui fit aucun prisonnier considérable.

Le combat avait été soutenu des deux parts avec un très-grand courage, tant par les généraux et autres officiers, que par quelques régimens, tels que le régiment rouge du colonel Hollis et plusieurs autres trop nombreux pour être tous nommés dans un récit abrégé.

On ne peut s'empêcher d'observer que le 23 octobre, jour de la fameuse bataille de Keynton, était l'anniversaire de celui où, l'année précédente, avait éclaté la sanglante rébellion de l'Irlande, et avait commencé le cruel massacre des protestans de ce royaume. Les pertes que la bataille venait de faire éprouver aux Anglais les avertirent tristement qu'ils avaient trop longtemps différé la vengeance de leurs frères massacrés en Irlande.

Plusieurs des partisans du parlement, ne faisant aucun doute que la victoire ne leur appartînt, remarquèrent aussi, comme un surcroît de bénédictions de Dieu sur la cause protestante, que le même jour où cette bataille avait été gagnée en Angleterre, les Suédois avaient obtenu une grande et notable victoire en Allemagne sur les impériaux et les partisans de la religion romaine.

Mais le Roi, supposant qu'il avait été vainqueur

à Keynton, publia aussitôt après une déclaration adressée à tous *ses affectionnés sujets* (car il continuait à les appeler ainsi), *après sa victoire sur les rebelles*. Bien que cette déclaration soit sur un ton très-amer, il s'efforce de paraître diriger ses accusations non pas contre le parlement lui-même, mais contre quelques uns de ses membres, qu'il qualifie de malveillans, malintentionnés, ou de plusieurs autres manières semblables, et qui ont, dit-il, travaillé à lui imputer des choses dont il se déclare entièrement innocent. Ces impostures sont, dit-il, de deux sortes : la première est l'accusation de favoriser le papisme, et d'employer des papistes dans son armée; la seconde est celle d'avoir levé une armée contre le parlement. Il s'efforce de les repousser toutes deux par des récriminations. Quant à la première, après de grandes protestations de la sincérité de sa religion, et de ses soins passés, présens et à venir, pour l'affermir dans ses états et en extirper le papisme, il ne peut s'empêcher d'avouer qu'il a reçu à son service quelques hommes considérables professant cette religion; ce qu'il regarde comme excusable dans un danger et des besoins tels que ceux où il s'est trouvé; mais il soutient que l'armée du parlement contient, tant parmi les officiers que parmi les soldats, plus de papistes que la sienne.

Quant à la seconde accusation, d'avoir levé une armée contre le parlement, il semble espérer qu'aucun de ses bons sujets n'y croira, à moins de se résoudre à penser qu'une douzaine ou une vingtaine de factieux et de séditieux puissent être regardés comme la haute-cour du parlement, telle qu'elle doit être, composée du Roi, des lords et des communes. Quant aux priviléges du parlement, il affirme qu'à moins de mettre au nombre des priviléges du parlement le droit de lever une armée pour tuer son Roi, celui de changer le gouvernement et les lois par des votes extravagans de l'une des chambres ou de toutes les deux, celui de forcer les membres de la chambre à se soumettre aux volontés d'une faction, et de leur ôter toute liberté de discussion, on doit avouer que l'armée levée par le Roi n'est pas moins nécessaire au maintien et à la conservation du parlement qu'à la défense du Roi lui-même.

Le Roi reproche au parlement d'avoir manqué de charité, en s'efforçant d'élever une haine implacable entre la noblesse et le peuple du royaume, et de rendre tous les gens de qualité odieux au peuple, sous le nom de *Cavaliers*, et d'avoir voulu persuader au peuple que la commission d'enrôlement avait été formée dans l'intention de lui enlever une partie de ses propriétés,

ce que le Roi nie, en terminant sa déclaration par des protestations de la fausseté de cette accusation.

Le parlement répondit à cette déclaration en supposant, comme à l'ordinaire, qu'elle n'était pas du Roi, mais qu'elle venait de ces mauvais et pervers inventeurs de faussetés, qui, dit-il, à notre inexprimable douleur, ont acquis assez de crédit sur Sa Majesté, pour publier de semblables choses sous son auguste nom.

Quant à la première objection, le parlement n'affirme pas que le Roi lui-même favorise le papisme; mais il prouve que quelques uns de ceux qui l'environnent ont agi en sa faveur, comme le manifestent en plusieurs occasions leurs précédentes déclarations. Le parlement voit avec une grande surprise l'étrange audace avec laquelle ceux qui ont forgé cette déclaration soutiennent qu'il y a plus de papistes dans son armée que dans celle du Roi, tandis qu'ils n'en peuvent nommer, ou du moins n'en nomment aucun. Le parlement désire, s'il y en a quelques uns, qu'on les lui indique, afin qu'il les éloigne; et en même temps il nomme, désigne par leurs noms un grand nombre de papistes du premier rang, qui servent dans l'armée du Roi, et ont levé pour lui, dans quelques comtés, la plus grande partie des troupes dont se compose cette armée. Il cite aussi plusieurs commissions ac-

cordées par le Roi lui-même à des papistes reconnus pour tels. Il ne peut tomber sous le sens, ajoute-t-il, qu'aucun papiste soit favorable à la cause du parlement, tandis que certainement il n'en est aucun qui, ouvertement ou secrètement, ne seconde la cause du Roi.

Quant à la seconde objection, portant sur ce que les troupes du Roi ne sont pas levées contre le parlement, mais contre un petit nombre de séditieux, « le parlement croit impossible que « douze ou vingt séditieux, comme on les appelle, « aient le pouvoir de forcer tout le reste de ce « corps à obéir à leur faction, et de lui ôter la « liberté de la discussion.

« La vérité, continue le parlement, c'est que « ce n'est point un petit nombre de personnes, « mais le parlement tout entier qui gêne ces « hommes, comme une épine enfoncée dans leurs « flancs. Jusqu'à présent, lorsqu'ils se sentaient « piqués par cette épine, ils s'en délivraient fa« cilement au moyen d'une prompte dissolution; « mais, maintenant que l'acte de continuité l'a « plus profondément enracinée, ils veulent l'ar« racher par la force des armes.

« Quiconque lira les discours et déclarations « faits à l'occasion des dissolutions de parlement « qui ont eu lieu depuis le commencement du « règne actuel, trouvera ces injustes dissolutions « toujours fondées sur des mécontentemens par-

« ticuliers contre quelques membres désignés « comme un petit nombre de factieux et de sé« ditieux, et ainsi ce n'est pas une invention « nouvelle que de calomnier et d'atteindre le « parlement par les coups portés à quelques uns « de ses membres. »

On remarque ensuite que toutes ces déclarations faites jusqu'à présent au nom du Roi ne sont autre chose que des invectives sans fondement, non pas contre tels ou tels membres, mais contre les votes et procédés des deux chambres; comme celle qui déclare traître le comte d'Essex, général des troupes levées par leurs ordres, et déclare également rebelles et coupables de haute trahison ceux qui lui prêteront assistance. Dans cette accusation sont nécessairement comprises les chambres, par le commandement et l'autorité desquelles le comte d'Essex a été revêtu de ces fonctions (1), preuve suffisante et

(1) Le 3 décembre suivant, sir Sidney Montague fut exclus du parlement et envoyé à la Tour, pour avoir refusé de souscrire à la déclaration d'adhésion au comte d'Essex, par la raison, dit-il, que le Roi avait déclaré traîtres ceux qui prendraient parti avec le comte, et pour avoir tiré de sa poche un exemplaire de la déclaration, paraissant ainsi inculper ceux qui s'étaient déclarés pour lui. « La chambre regarda comme un grand crime à l'un de ses membres, de se laisser diriger dans son vote par des déclarations du dehors, et non par son propre jugement. » Du reste, on

bien claire que l'armée du Roi est levée contre le parlement, ou dans l'intention de le dépouiller de ses priviléges.

Les priviléges du parlement sont de trois sortes: 1°. ceux d'un conseil chargé de donner son avis; 2°. ceux d'une cour de justice; 3°. ceux du corps représentatif du royaume, ayant mission de faire révoquer ou changer les lois. Ces priviléges, continue-t-on dans la réponse, ont tous été, durant la session actuelle, évidemment violés, à la vue de tout le monde, par les pervers conseillers du Roi. Les avis du parlement ont été rarement écoutés. On leur a préféré les conseils de gens sans mission. Les personnes déclarées délinquantes par le parlement ont été protégées par le Roi; de quoi l'on cite plusieurs exemples. Quant au troisième privilége, relatif à la confection des lois, le parlement donne pour exemple le refus fait par le Roi, d'accepter plusieurs bills salutaires à l'Église et à l'État. Outre les atteintes portées à ces priviléges, le parlement cite encore plusieurs tentatives faites pour le détruire; comme les moyens essayés pour employer l'armée du nord

---

pourrait croire que, malgré l'émigration des royalistes, la majorité du parti de la guerre n'était déjà plus bien forte dans la chambre des communes, car la condamnation de sir S. Montague ne passa qu'à une majorité de 48 contre 45. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 36.) (*Note de l'Edit.*)

à lui imposer des lois, les lettres et ordres adressés par le Roi à plusieurs membres des deux chambres, dans la vue de les obliger à quitter leurs véritables et légitimes fonctions pour se rendre près de lui à York, démarches que ceux qui ont obéi à ces ordres ont prétendu justifier, en soutenant faussement qu'ils avaient été chassés du parlement par les tumultes populaires.

Le parlement nie absolument toute intention de violence envers la personne du Roi, et s'en réfère aux hommes impartiaux pour juger de sa sincérité d'après ses longues souffrances et les humbles pétitions qu'il a adressées au Roi, dans le désir de lui éviter ces dangers. Mais, quant à l'accusation de travailler à exciter une haine implacable entre la noblesse et le peuple, elle lui paraît bien étrange, puisque ce serait accuser le parlement de vouloir exciter la haine du peuple contre lui-même; « car ce serait là le sens de « cette accusation, à moins que ceux qui ont « forgé la déclaration ne prétendent nier que le « parlement ne soit composé de gentilshommes. « Mais quoique nous sachions qu'il est parmi les « gentilshommes du royaume un trop grand « nombre d'hommes disposés à satisfaire l'a- « vidité de leur ambition, à vendre leurs droits « de naissance, à se livrer, eux et leurs descen- « dans, à un esclavage perpétuel, et à subir un « pouvoir illimité, pourvu qu'ils puissent le par-

« tager durant leur vie, et le faire, à leur tour,
« subir à d'autres; cependant nous sommes cer-
« tains qu'il y a aussi beaucoup de gentilshommes
« pleins d'honneur qui sont prêts, comme ils
« l'ont récemment prouvé, à sacrifier leur for-
« tune et leur vie pour l'intérêt de leur religion,
« de leurs libertés et de leurs lois. C'est avec
« ceux-là et tous ceux qui partagent leurs réso-
« lutions, que nous serons toujours prêts à vivre
« et à mourir. »

Enfin le parlement prouve, par plusieurs exemples, que, non-seulement la commission d'enrôlemens du Roi manifeste l'intention d'enlever aux citoyens une partie de leurs biens, mais que cela a été réellement exécuté en divers lieux. Il justifie aussi, à plusieurs égards, sa conduite et ses déclarations précédentes. Tel fut le résultat de ce combat de plume qui suivit immédiatement la grande et sanglante bataille de Keynton.

CHAPITRE II.

Le parlement propose au Roi un accommodement. Combat à Brentford. Autre négociation commencée avec le Roi et rompue. Reading assiégé par le général Essex, se rend à lui. Complot formé pour livrer Bristol. Conspiration contre le parlement et la cité de Londres, découverte et prévenue.

Cette bataille avait, au prix de beaucoup de sang et d'argent, éprouvé, mais non pas décidé la fortune de la liberté anglaise. Elle fut donc un malheur même pour le parti à qui sembla appartenir la victoire, l'armée du parlement.

Bien qu'elle eût fort endommagé les forces du Roi, cependant il arriva que sa puissance s'accrut et devint plus formidable qu'auparavant; en sorte qu'il remporta une sorte d'avantage, celui de ne pouvoir plus être aisément ou entièrement vaincu.

Les gens les plus qualifiés des différens comtés commencèrent à penser qu'il n'était pas impossible que le Roi l'emportât sur le parlement; et plusieurs d'entre eux, demeurés jusqu'alors neutres et spectateurs, dans l'espérance qu'un seul coup déciderait promptement l'affaire et leur

sauverait le danger de se déclarer, furent alors disposés à se réunir au parti dans lequel il semblait y avoir moins à craindre et plus à espérer, c'est-à-dire au parti du Roi; car, du côté du parlement, les espérances n'avaient rapport qu'au bien public. Il ne promettait rien à ses adhérens, qu'une entière jouissance de leur liberté native. On n'avait à en attendre ni honneurs particuliers, ni avancement, ni confiscation sur les ennemis; et de l'autre côté, le parlement victorieux, formant, pour ainsi dire, le corps du peuple, ne pouvait menacer ses adversaires d'une ruine égale à celle que leur feraient subir un prince irrité et les avides partisans qui s'amassent d'ordinaire autour des princes en de telles occasions. Tous les livres d'histoire nous enseignent encore mieux que la philosophie à quel point les intérêts privés l'emportent sur l'amour du bien public : car, en ce qui concerne les actions et les penchans des hommes, il n'y a rien sous le soleil d'absolument nouveau. On peut consulter sur ce point Dion Cassius, que tous les critiques ont reconnu pour un des écrivains les plus impartiaux de toute l'antiquité, dans son récit de la dernière guerre entreprise pour la liberté Romaine, la guerre de Brutus et de Cassius contre César et Antoine, après laquelle, dit-il, le peuple ne tourna plus ses regards en arrière vers la liberté, *et si antè hanc pugnam civilibus belli*, etc., bien qu'avant cette guerre, dit Dion,

les Romains eussent eu plusieurs guerres civiles, dans les autres on combattait à qui opprimerait la liberté romaine; dans celle-ci un parti combattait pour les droits de la liberté, l'autre pour l'établissement de la tyrannie. Cependant le parti de la tyrannie fut celui qui attira le plus de partisans : le même historien nous apprend de quels rangs ils étaient sortis. Les armées de Brutus et de Cassius, défenseurs de la liberté, se composaient des dernières classes du peuple, et *ex subditis Romanorum*. Les partisans de la tyrannie consistaient, dit-il, *ex Romanis nobilibus et fortibus*. Brutus et Cassius, les deux chefs de la première armée, dans leurs discours à leurs soldats, avant la bataille, les excitaient à combattre pour leur ancienne liberté et les lois romaines; mais César et Antoine promettaient aux leurs les biens de leurs ennemis, *et imperium in omnes gentiles suos*, et le pouvoir sur leurs concitoyens. Ce discours fut, à ce qu'il parut, meilleur et plus persuasif que l'autre. Brutus et Cassius retardèrent la bataille, parce qu'ils répugnaient à répandre tant de sang, s'ils pouvaient réussir par quelque autre moyen; car c'était, dit Dion, des hommes de bien qui avaient compassion de leurs concitoyens, qui aimaient le salut et défendaient la liberté de ceux même qui combattaient contre eux pour la ruine de la liberté publique. Ce délai leur fut fatal; car, dans cet inter-

valle, plusieurs patriciens les abandonnèrent et se rangèrent dans l'autre parti vers lequel les portaient leurs craintes et leurs espérances particulières. Je laisse au lecteur à déterminer à quel point le parallèle est ici juste et applicable, et je retourne à ma narration.

Le lendemain de la bataille de Keynton, le comte d'Essex se mit en marche avec son armée pour Warwick, où il arriva sans obstacle, et mit dans le château les prisonniers, les bagages et les canons dont il s'était rendu maître, résolu, après avoir laissé prendre à ses soldats quelque repos, de se rapprocher de l'armée du Roi; mais le Roi se dirigea vers Oxford et prit en chemin Banbury, où il s'empara de quinze cents fusils ou autres armes et d'où il délogea les soldats du parlement.

Son armée, composée surtout de cavalerie, était partagée en plusieurs corps. Le prince Robert, à la tête d'une partie de ses troupes, visita les villes adjacentes, Abingdon, Henley et quelques autres, et en rapporta un butin considérable (1).

Quelques jours après, il s'approcha plus près

---

(1) Il ne se borna point à des courses, il établit à Abingdon le quartier-général de sa cavalerie, et de là envoya un parti vers Reading, dont M. Martyn était gouverneur pour le parlement. A l'approche de ce corps, le gouverneur et la gar-

de Londres, mais avec des troupes légères qui ne s'arrêtaient nulle part et s'étendaient quelquefois jusqu'à Stanes et Egham; en sorte que la cité de Londres prit soin de se mettre à l'abri d'une incursion soudaine et envoya des troupes occuper et fortifier le château de Windsor.

En même temps, pour couvrir Londres et rassurer cette partie du royaume contre la crainte d'un danger encore plus grand, le comte d'Essex s'était rapproché avec son armée et se rendit le 7 novembre à Westminster, ayant logé son armée à Acton et en plusieurs autres endroits voisins. Les chambres le reçurent très-bien et lui firent un présent de 5,000 livres sterling, comme un témoignage offert au nom du royaume pour ses soins, ses peines et la valeur qu'il avait déployée dans les actions qui avaient déjà eu lieu.

Mais, avant que le comte d'Essex eût quitté Londres, il se passa un nouvel acte de tragédie à Brentford ou Brainford, c'est-à-dire, à dix

---

nison, saisis d'une terreur panique, s'enfuirent à Londres. Ce succès enfla tellement les royalistes, que les vainqueurs de Reading, en donnant avis au Roi de la prise de cette ville, le firent assurer que s'il voulait marcher en avant, tout fuirait à son approche, et qu'il ne rencontrerait pas un obstacle jusqu'à Whitehall. Ce fut alors aussi que la terreur se répandit dans Londres, et détermina la demande d'un sauf-conduit pour traiter de la paix. (Clarendon, *Histoire de la Rébellion*, tom. 5, pag. 120.) (*Note de l'Edit.*)

milles de Londres. Le Roi, en personne, s'y trouva, ou du moins n'en était pas très-éloigné. Voici, en peu de mots, l'occasion et les détails de ce combat.

Le parlement, témoignant une grande douleur de cette guerre et de ce carnage dénaturé, avait décidé que, pour sauver le royaume de la ruine qui le menaçait, et pour parvenir à délivrer l'Irlande, il serait fait au Roi alors à Colebrooke, à quinze milles de Londres, une pétition pour demander un accommodement, et qu'elle lui serait présentée par les comtes de Northumberland et de Pembroke et quatre membres de la chambre des communes, le lord Wainman, M. Pierpoint, sir John Evelyn et sir John Ipsley. On envoya d'abord sir Peter Killigrew demander un sauf-conduit; mais le Roi refusa d'admettre sir John Evelyn, qu'il avait déclaré traître le jour précédent. Cette exception déplut extrêmement au parment, et il vota que c'était une violation de son privilége et un refus formel du Roi. Cependant tel était son désir de s'accommoder que la pétition fut envoyée par les cinq autres, sir John Evelyn ayant consenti de bon cœur à ce qu'on le laissât de côté (1).

---

(1) Les deux chambres réunies en conférence, ayant délibéré sur la question de savoir si le sauf-conduit serait accepté avec cette restriction, votèrent pour la négative, et envoyèrent

Le Roi sembla recevoir la pétition avec beaucoup de bienveillance et y fit une réponse favora-

---

sir Henri Vane et lord Brooke informer le conseil commun de la cité, de la condition qu'elles regardaient, de la part du Roi, comme un refus de traiter, et de leur résolution à cet égard; ils devaient demander, en même temps, l'assistance de la cité. Le discours de sir Henri Vane, au conseil commun, est dans le ton ordinaire des discours tenus au parlement; mais on voit que lord Brooke a jugé à propos de descendre à un ton infiniment plus populaire, et en même temps moins simple; il veut exciter les habitans de la cité à marcher vers l'armée du comte d'Essex qui doit sortir le lendemain de Londres; *ceignez*, leur dit-il, *les reins de votre courage;* puis il leur parle du succès de leurs troupes à Edgehill, où, dit-il, elles ont tué deux mille hommes à l'ennemi, et n'en ont perdu que cent; « à moins, dit-il, que vous ne « vouliez compter les femmes, les enfans, les charretiers et « les chiens, car les gens du Roi ont tué les chiens et tout; « alors, ajoute-t-il, cela ferait deux cents. » Puis il les conjure, lorsqu'ils entendront le lendemain battre le tambour, de ne pas dire: « Je ne suis pas de la milice, et ceci, et « cela, et l'autre, etc. » Cette dernière partie du discours, et quelques autres passages donneraient lieu de croire que les commissaires n'avaient pas trouvé les dispositions de la cité aussi belliqueuses qu'ils les auraient désirées. En effet, le lendemain 9 novembre, les chambres se décidèrent à envoyer au Roi leur pétition sans sir John Evelyn, et le même jour elles passèrent une ordonnance portant que tous les apprentis qui s'engageraient dans le service militaire, seraient, par cela seul, déliés de leur engagement avec leurs maîtres, et que les maîtres seraient dédommagés sur les fonds publics. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 5.) Les habitans de la cité

ble, prenant Dieu à témoin, par un grand nombre de protestations, de la tendre compassion qu'il ressentait pour les plaies de son peuple et du désir extrême qu'il éprouvait d'arriver à une prompte paix, assurant que, pour y parvenir, en quelque lieu qu'il se trouvât à peu de distance de Londres, il consentirait volontiers à recevoir toutes les propositions de paix qui lui seraient faites, et à traiter avec le parlement.

Aussitôt que les membres du parlement eurent rapporté cette réponse, le Roi, selon toutes les relations (1), fit avancer son artillerie et plu-

---

n'en fournirent pas moins à l'armée de très-braves soldats; mais quand le danger s'approchait de leurs biens, de leurs femmes et leurs enfans, ils hésitaient. Cette disposition était déjà bien connue, car lord Brooke, dont le principal objet est de les engager à sortir de Londres avec le comte d'Essex, qui le regardera, dit-il, *comme une faveur*, leur dit : « C'est « une vérité reconnue par tous les soldats, que vous « devez tenir le danger aussi éloigné que vous le pourrez, « qu'il ne faut pas le laisser venir à vos portes, que vous ne « devez pas songer à combattre au milieu des soupirs, des « larmes, sous les yeux et dans les embarras que vous don- « neront vos femmes et vos enfans. » (*Note de l'Éditeur.*)

(1) Lorsque, le samedi 12 novembre au matin, la réponse du Roi eut été lue à la chambre des lords, le comte d'Essex se leva et demanda les ordres du parlement sur la conduite qu'il avait à tenir, faisant observer que s'il se portait en avant, cela pourrait être regardé comme un acte d'hostilité, et que s'il négligeait quelqu'un des mouvemens néces-

sieurs corps de cavalerie qui, traversant la ville de Colebrooke, se dirigèrent vers Londres, et, pre-

---

saires, on pourrait l'accuser de mollesse et de négligence. La chambre décida, avec l'agrément des communes, qu'elle écrirait au Roi pour demander une suspension d'armes; et, en attendant la réponse, il fut enjoint au comte d'Essex de s'abstenir de tout acte d'hostilité. On chargea sir Peter Killigrew de porter la lettre au Roi; et il se mit en route sur-le-champ; mais, en arrivant à Brentford, il trouva le combat engagé, et ne put passer. Il est probable qu'instruit de la demande qu'on venait lui faire, et pour la prévenir, Charles avait hâté son attaque. Le mauvais succès qu'elle eut pour lui, et le ressentiment général qu'elle excita le portèrent à recourir ensuite, pour se justifier, à une ruse maladroite; le 14, la chambre des lords reçut de lui une lettre datée du 12 au matin, dans laquelle il disait qu'ayant appris, la veille au soir, aussitôt après le départ des commissaires du parlement, que le comte d'Essex avait fait sortir ses troupes de Londres, et les avait fait avancer vers lui, ce dont il n'avait été informé auparavant, ni par les commissaires, ni par aucune autre voie, il se croyait dans la nécessité de marcher sur Brentford, où il attendrait les réponses du parlement relativement à la paix qu'il désirait autant que jamais.

On voit dans la réponse du parlement à cette lettre que l'ordre avait été donné avant l'envoi des commissaires, et exécuté avant leur retour. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 12 et 14.) Clarendon prétend qu'en effet un nommé White, attaché à la maison du Roi, avait été dépêché avec cette lettre au moment de la marche du Roi sur Brentford, mais que le comte d'Essex, auquel il s'était adressé, l'avait très-mal reçu, que les chambres l'avaient fait mettre en

nant avantage d'un grand brouillard qui s'était élevé ce vendredi soir, marchèrent à Brentford et tombèrent sur les troupes du parlement qui s'y trouvaient cantonnées. C'était le régiment du colonel Hollis, fort maltraité à la dernière action, mais composé d'hommes courageux qui s'étaient très-bien battus. Les troupes du Roi en tuèrent un grand nombre et les auraient probablement exterminés tous, si les régimens du lord Brooke et du colonel Hampden, logés à peu de distance, n'étaient venus en hâte à leur secours. Les deux régimens soutinrent contre le Roi un grand et

---

prison, et que quelques uns même avaient parlé de le faire pendre comme espion. Ce récit est dénué de toute vraisemblance puisque, certainement, si le comte d'Essex et le parlement eussent reçu cette lettre le 12, ils ne se fussent pas laissé surprendre à Brentford; mais il est possible en effet, si White apporta cette lettre le 13, qu'il ait été fort maltraité. D'ailleurs Clarendon n'est pas ici d'accord avec la lettre du Roi sur le motif de cette expédition. « Ce fut, dit-il, le prince Robert, qui, comptant sur la terreur de son nom et sur ce qu'on lui disait du nombreux parti que le Roi avait dans Londres, s'était avancé sans ordres, persuadé qu'il allait tout terminer d'un coup; et le Roi recevant avis de sa marche, avait été obligé de marcher de son côté pour le soutenir et empêcher qu'on ne lui coupât la retraite. » Clarendon regarde cette affaire comme fatale au parti du Roi, surtout en ce qu'elle révéla le petit nombre de ses troupes que la terreur avait fort grossies. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 5, pag. 127-131.) (*Note de l'Éditeur.*)

sanglant combat, où il y eut beaucoup d'hommes tués et beaucoup de prisonniers. Les deux partis, de même qu'après la bataille de Keynton, se proclamèrent tous deux vainqueurs (1). Les nouvelles de cette rencontre inattendue parvinrent bientôt à Londres, où, d'ailleurs, on avait fort bien entendu la canonnade (2).

Le lord-général Essex, qui siégeait alors à Westminster dans la chambre des pairs, monta aussitôt à cheval, et avec tout ce qu'il put rassembler de monde en si peu de temps, partit pour aller dégager ses régimens (3); mais la nuit

---

(1) Selon Whitelocke cependant les troupes parlementaires quittèrent Brentford à l'approche de la nuit, et laissèrent le Roi en possession de la ville. (*Note de l'Editeur.*)

(2) « La cité, dit Whitelocke, fut remplie, à cette nouvelle, de trouble et d'*opinions diverses;* mais le maire et les officiers de milice nommés par le parlement agirent avec tant d'ardeur, que la cité se résolut à ce qu'on désirait d'elle. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 62.)
(*Note de l'Éditeur.*)

(3) Les milices de Londres marchèrent sous le commandement du major-général Skippon, qui, en chemin, leur adressait continuellement ces paroles et d'autres semblables : « Allons, mes enfans, mes braves enfans, prions de bon cœur et « battons-nous de bon cœur; je courrai les mêmes hasards « que vous tous. Souvenez-vous que c'est ici la cause de « Dieu, et qu'il s'agit de défendre vos femmes, vos enfans « et vous-mêmes. Allons, mes bons et braves enfans, priez de « bon cœur et combattez de bon cœur, et Dieu nous bénira. »

avait séparé les combattans et le Roi s'était retiré dans une position avantageuse. Pendant toute la

---

Whitelocke vante le merveilleux effet de cette harangue, et de la manière singulière dont Skippon parlait aux soldats tout en marchant, s'adressant tantôt à une compagnie, tantôt à une autre. Cependant, les troupes à qui Skippon parlait ainsi, ne se montrèrent pas d'abord bien aguerries. Comme elles étaient en bataille à Turnham-Green, en face de l'armée du Roi, soit que les troupes royales fissent quelque mouvement, ou par toute autre cause, il arriva que deux ou trois cents personnes qui étaient venues de Londres pour assister à l'événement, prirent le galop pour retourner à la ville, de toute la vitesse de leurs chevaux; ce qui jeta un grand découragement, dit Whitelocke, dans l'armée parlementaire, dont beaucoup de soldats furent près de quitter leurs drapeaux pour retourner aussi dans leurs maisons; mais les bonnes ménagères de la cité, ajoute-t-il, pleines de soins pour leurs maris, envoyèrent à Turnham-Green beaucoup de charettes chargées de vivres, de vin et d'autres bonnes choses, ce qui rafraîchit et réjouit fort les soldats, d'autant qu'ils apprirent que le Roi et son armée se retiraient. (*Whitelocke*, pag. 63.)

Whitelocke, dans cette occasion, accuse lord Essex, comme à l'ordinaire, d'indécision dans ses desseins, et aussi d'avoir pris le plus mauvais parti, toujours par les conseils de Dalbier, qui se rangea, dans la suite, du parti du Roi. On voit, dans toutes les relations, quelles méfiances régnaient entre les partisans de la cause parlementaire, et comment les scissions, qui se prononcèrent plus fortement dans la suite, commençaient dès lors à se faire entrevoir. Whitelocke accuse aussi les soldats de fortune d'avoir détourné Essex de poursuivre immédiatement le Roi dans cette dernière re-

durée de cette nuit, il sortit de Londres des troupes se dirigeant vers Brentford, et tous les lords et gentilshommes attachés à l'armée s'y trouvèrent réunis le dimanche matin, 14 novembre; en sorte qu'on se voyait en état d'écraser une armée bien plus considérable que ne l'était celle du Roi; il était d'ailleurs entouré de partout, et beaucoup de gens conçurent alors une grande espérance de voir enfin arriver le terme de cette funeste guerre. Mais Dieu n'avait pas encore apaisé sa colère contre nous. Un fatal passage fut ouvert au Roi. Trois mille des soldats du parlement, alors à Kingston sur la Tamise, à environ dix milles de Londres, avaient reçu l'ordre de quitter Kingston, de marcher par le comté de Surrey, aussi diligemment qu'ils le pourraient, et de traverser le pont et la ville de Londres, pour aller la couvrir du côté de Brentford et empêcher l'ennemi

---

traite, disant qu'il était trop hasardeux de suivre l'ennemi, « et que le parlement avait assez fait, pour son honneur et « sa sûreté, d'obliger le Roi à la retraite. » Le parti puritain avait une grande aversion pour ces soldats de fortune ou de profession, à qui leur expérience dans la guerre avait donné d'abord beaucoup d'importance. Les royalistes avouèrent depuis, selon Whitelocke, que si on les eût alors attaqués, ils n'avaient pas de balles pour tenir un quart d'heure. « Ce fut là la cause de leur retraite, et Dieu, dit Whitelocke, eut encore à discuter avec eux. » (*Ibid.*, pag. 63.)

(*Note de l'Editeur.*)

d'y arriver. La raison que le général donna ensuite de cet ordre, fut la crainte de n'être pas assez fort pour empêcher l'ennemi de s'approcher de Londres, ne pouvant savoir d'avance avec certitude s'il lui serait possible de réunir autant de troupes qu'il s'en était trouvé avant le jour. Mais ce qui en arriva, c'est que le Roi fit sa retraite à travers Kingston, et, laissant quelque cavalerie pour faire face à ses ennemis, conduisit son infanterie et son artillerie sur le pont, où il les mit en bataille, ce qui lui donna le temps de piller les environs et de se retirer sain et sauf à Oxford, où il avait intention de prendre ses quartiers d'hiver.

Cette action du Roi commença à ôter au parlement toute espérance de réussir à rien par les négociations, et il fut résolu que le lord-général poursuivrait les troupes du Roi avec toute la diligence possible et les irait attaquer dans les environs d'Oxford et de Reading; car on apportait chaque jour des nouvelles de l'activité de ses partisans, sous la conduite du prince Robert et de quelques autres, à piller tous les lieux circonvoisins (1); et la cité de Londres, pour encourager

(1) Le prince Robert surtout faisait un très-grand mal aux parlementaires. A Cirencester, il passa au fil de l'épée un grand nombre de leurs soldats, entre autres, tout le régiment du comte de Stamford, fit onze cents prisonniers,

le parlement par des offres volontaires de service, lui adressa une pétition où elle l'engageait « à ne pas s'occuper davantage de chercher un

---

et prit aussi les magasins du comté. Les prisonniers furent conduits en triomphe à Oxford, presque nus, attachés deux à deux, et chassés en avant comme des chiens. Le Roi et les gentilshommes qui l'entouraient, les regardaient passer avec une grande indifférence, quelques uns même, peut-être, avec un sourire. Parmi ces prisonniers se trouvait un soldat de belle taille et d'une peau très-blanche, que faisait ressortir le sang dont il était couvert. Comme ses larges blessures le mettaient absolument hors d'état de marcher, on l'avait placé à crû sur un cheval. Il s'y tenait droit et d'un air qui n'avait rien d'abattu. Au moment où il passait près du Roi, une femme du peuple lui cria : « Ah ! gueux de traître ! « te voilà servi comme tu le mérites. » Le soldat ne lui répondit que par ces mots : *Méchante coquine !* et, au même instant, il tomba mort presque aux pieds du Roi. (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 64.) William Lilly, qui rapporte le même fait, ajoute que quelques gentilshommes, choqués de la dureté que le Roi avait montrée dans cette occasion, quittèrent l'armée pour se retirer, soit chez eux, soit à Londres. Quant au pillage de Cirencester, il porta également sur les amis et les ennemis. Plusieurs citoyens qui se trouvaient en prison, comme royalistes, furent, en même temps, dit Clarendon, *délivrés et ruinés*, entre autres sir John Plot, bon jurisconsulte qui, au sortir de la prison, rentrant dans sa maison, la trouva remplie de soldats, mais y trouva aussi, de moins, 1200 liv. sterl., dont il ne put jamais rien recouvrer. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 5, pag. 319.)

(*Note de l'Éditeur.*)

« accommodement (1), le Roi étant tellement en-
« vahi par les mauvais conseils, qu'il ne ferait
« que les tromper. On savait que ses forces

(1) On ne trouve nulle part cette pétition au nom de la cité de Londres, en tant que représentée par le lord-maire et le conseil commun; mais une pétition qui paraît être celle dont parle ici May, fut en effet présentée le 13 novembre par un marchand nommé Shute, au nom, dit-il, de plusieurs milliers de citoyens composant la partie pieuse (*godly party*) et active de la cité. Sa pétition, relatée dans le journal de la chambre des communes, contient à peu près ce que rapporte May, et beaucoup d'autres choses encore; elle est extrêmement longue, et tout-à-fait dans l'esprit le plus populaire du temps. On y parle de trahisons, de négligences coupables; on s'y plaint de la chambre des lords, des officiers de l'armée, de ce qu'on n'a pas encore indiqué de jour d'expiation pour le sang des martyrs, versé sous la reine Marie, de ce qu'on ne respecte pas assez le dimanche, et de ce qu'on n'a pas encore fait brûler, par la main du bourreau, le livre qui enjoint de consacrer ce jour à des divertissemens profanes (*Book of Sports*), etc., etc. Shute reçut en effet des remercîmens pour sa pétition et ses offres (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 12), et on le voit ensuite reparaître presque tous les jours à la barre de la chambre des communes, toujours accompagné d'un certain nombre de citoyens qui paraissent former son cortége, car lui seul est nommé. C'est toujours au nom du *parti pieux et actif* qu'il vient apporter des demandes ou des plaintes, ou même des conseils. Il est habituellement remercié par la chambre; on le voit cependant une fois repris de l'insolence de ses expressions, et admonesté de se conduire plus respectueusement. (*Histoire parlementaire*,

« étaient peu considérables, et si Son Excellence « voulait le suivre et tomber sur lui sans délai, « pour ne pas lui laisser le temps de faire arri- « ver des troupes étrangères, les citoyens étaient « disposés, comme par le passé, à sacrifier de « bon cœur leur vie et leur fortune pour seconder « le parlement (1). »

---

tom. 3, col. 38.) Au total, Shute paraît être un de ces instrumens employés par le parti dominant dans la chambre, pour provoquer du dehors les mesures violentes auxquelles on voulait que le parlement parût poussé par le vœu public. (*Note de l'Editeur.*)

(1) La lutte entre le parti de la paix et celui de la guerre commence à se manifester à cette époque avec une grande vivacité, ainsi que les efforts de ce dernier pour remonter et échauffer les esprits. Shute vient le 9 décembre à la barre, à la tête de ses acolytes ordinaires, se plaindre de ce que les malintentionnés les accusent de faire des pétitions contre la paix, ce qui est assurément bien loin de leur pensée, car ils n'ont d'autre intention que d'obtenir une paix honorable et sûre; en même temps il dénonce une pétition pour la paix préparée par ces mêmes malintentionnés, pour donner au Roi le temps de rassembler ses forces et de se préparer à la guerre. En effet, le 19 du même mois fut présentée aux deux chambres une pétition d'un grand nombre de citoyens et d'habitans de Londres, Southwark et lieux adjacens, suppliant le parlement de prendre en considération les maux de la guerre civile, les désordres apportés dans la religion par les papistes et les sectaires, et de fermer l'oreille aux suggestions de ceux qui, sous quelque prétexte que ce soit, cherchent à fomenter la guerre. Alors aussi fut présentée,

La cité fut remerciée de sa pétition et de sa protestation, et l'on donna au général l'ordre d'avancer; bien que la saison de l'année ne fût pas très-favorable à la marche d'une si grande armée, il se montra très-empressé à obéir au parlement. On jugea que ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était de partager l'armée en plusieurs corps, qu'on enverrait en divers lieux, comme Buckingham, Marlow, Reading, etc., pour empêcher les ennemis de piller le pays jusqu'à ce que l'armée fût en état de quitter Windsor où elle devait passer l'hiver, pour marcher contre le Roi. Mais il arriva, soit en raison du mauvais temps qui sur-

---

au nom de la cité, une pétition du conseil commun, dans laquelle était incluse une autre pétition adressée au Roi, que le conseil commun soumettait à l'approbation du parlement. Il protestait contre la pétition pour la paix, quoique celle qu'il adressait au Roi eût le même objet. Mais remontrer au Roi la nécessité de la paix, ou la remontrer au parlement, ce n'était pas la même chose. Aussi la pétition du conseil commun fut-elle approuvée et l'autre repoussée; on nomma un comité pour en rechercher les fauteurs. Ce fut dès lors une base d'accusation, et les signataires de la pétition pour la paix furent regardés comme ennemis du parlement et traités en conséquence.

Dans le même temps cependant, il arriva au parlement, des diverses parties du royaume, des pétitions demandant à grands cris la paix; il ne paraît pas qu'elles aient été traitées aussi sévèrement que celles de Londres. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 43 et 46.) (*Note de l'Éditeur.*)

venait sans cesse, soit par défaut d'argent (1) ou des objets nécessaires, que le général et son corps

(1) On revoit en effet continuellement Shute se présentant à la barre pour entretenir la chambre des moyens d'avoir de l'argent; mais, pour sa part, il apporte moins des offres que des conseils, des plans de réforme, des plaintes sur ce que plusieurs de ceux qui ont souscrit pour le maintien de l'armée n'ont pas encore apporté le montant de leurs souscriptions; il prie surtout le parlement d'avoir soin que les charges ne tombent pas entièrement sur le parti pieux, mais que les malintentionnés en portent aussi leur part. Il paraît que les besoins d'argent étaient grands à cette époque. On fit, le 31 décembre, à la chambre des lords, une nouvelle souscription pour la guerre; chaque lord fut nominativement requis de souscrire ainsi que les personnes attachées à la chambre; la chambre des communes fut invitée à en faire autant, et informée que la cité avait paru disposée à ouvrir des souscriptions si le parlement lui en donnait l'exemple. La cité fut aussi invitée à suivre cet exemple avec toute la promptitude possible. On retrouve, à la date du 24 avril, une lettre du comte d'Essex au parlement où il se plaint de ce que l'armée n'est pas payée : « Nous qui vous servons, dit-il, nous sommes dans une dure situation, nous perdons nos fortunes, tandis que ceux qui sont les plus violens contre le parlement voient leurs biens protégés; mais si l'armée est bien payée, peu importe; si elle ne l'est pas, il faut qu'elle se dissolve. » A la suite de cette lettre les communes votèrent diverses mesures pour obtenir de nouveau de l'argent de la cité; les lords consentirent à quelques unes, mais se refusèrent à la proposition d'obliger les membres des deux chambres à s'engager personnellement pour la sûreté des sommes qu'on voulait em-

d'armée ne se mirent pas en marche avant le printemps. La première opération fut alors de mettre le siége devant Reading qui était défendu par une garnison royale forte de trois mille soldats et par vingt pièces de canon. Le comte en fit le siége le 25 avril 1643, avec une armée d'environ seize mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux.

Nous laisserons le lord-général devant Reading avec son armée, et expliquerons une des principales raisons qui l'avaient empêché de se mettre plus tôt en mouvement. On avait long-temps débattu les bases d'une autre négociation que le parlement avait désiré entamer avec le Roi (1)

prunter; ils ajournèrent aussi la proposition de mettre le comte d'Essex en possession des biens de lord Capell, par forme de dédommagement. (*Histoire parlementaire*, t. 3, col. 22-46 et 111.)

(1) Ce fut pendant ce temps que le roi reçut à Oxford, le 2 janvier, la pétition de la cité de Londres, soumise au parlement le 19 décembre précédent. Les pétitionnaires, arrivés à deux heures à Oxford, furent admis vers cinq heures chez le Roi, qui, lorsqu'ils eurent lu tout haut leur pétition, leur répondit: « Qu'il était bien aise de cette occasion de faire connaître à la cité plusieurs choses qu'il avait déjà fait imprimer, mais dont il croyait bien qu'on dérobait la connaissance au peuple de la cité; qu'il était tenté de croire que les pétitionnaires lui promettaient plus qu'ils ne pouvaient tenir quand ils se faisaient fort de le défendre contre les émeutes, car, d'après ce qu'il avait ouï dire, ils étaient hors d'état de maintenir la paix entre eux. » Il leur

et qui demeura sans résultat. Les propositions furent rédigées par le parlement et envoyées à

---

demanda ensuite « s'ils avaient aussi adressé des pétitions aux chambres pour leur rappeler leurs devoirs envers lui. » Les pétitionnaires s'excusèrent de répondre à cette question, attendu qu'ils n'étaient que simples messagers. Deux jours après, le Roi les fit revenir, leur remit sa réponse écrite, et leur demanda quelle était l'assemblée la plus nombreuse d'un conseil commun ou d'un *common-hall;* on lui répondit que c'était le *common-hall* : alors il ordonna expressément au parlement de le convoquer et d'y lire sa réponse; puis, faisant rappeler les pétitionnaires qui avaient déjà reçu leur congé, il leur dit « qu'il enverrait dans l'assemblée de la cité des gens à lui pour s'informer et informer la cité de la vérité des choses; qu'il espérait bien que le conseil les protégerait puisqu'il protégeait ses ennemis, et qu'il verrait par-là jusqu'à quel point on était en état de le défendre lui-même. » La réponse du Roi fut mise entre les mains d'un nommé Heron attaché à la suite du Roi, et qu'il chargea d'aller à Londres avec les pétitionnaires pour veiller à l'exécution de ses ordres. Au jour indiqué pour le *common-hall*, le conseil commun demanda au parlement d'y envoyer des membres des deux chambres pour répondre aux accusations contenues dans la réponse du Roi. M. Heron, requis de la lire sur les *Hustings*, s'y refusa d'abord, effrayé probablement et de ce qu'il avait à dire, et de la vue des gens devant lesquels il avait à le dire : il prétendit qu'il avait été seulement chargé de remettre la lettre du Roi entre les mains du lord maire ; mais on fit observer que, si cela était, il n'eût pas été nécessaire d'assembler le *common-hall.* Il s'excusa aussi sur la faiblesse de sa voix; mais, dit le rapport fait à la chambre des communes d'où est tirée

Oxford le 31 janvier 1643 (1) par quatre lords et huit membres des communes; les comtes de

---

cette relation, le conseil commun le jugea plus propre que personne à remplir cet office, et il fut obligé de lire la lettre du Roi; mais il le fit si bas qu'on la lui fit relire une seconde fois dans la chambre de l'horloge (*clock house*), pour ceux qui n'avaient pu l'entendre la première. Là, dit le rapport, un petit nombre de personnes placées près de la porte essayèrent d'applaudir; mais, n'étant pas soutenues, elles rentrèrent dans le silence. La réponse du Roi était longue et amère, et contenait l'expression de tous ses griefs. Lord Manchester et surtout M. Pym y répondirent en détail; ce fut une sorte de plaidoirie devant le peuple de la cité. Après le discours de M. Pym, les cris : *nous vivrons et mourrons avec eux*, s'élevèrent, dit le rapport, si généralement que l'opinion contraire eût été étouffée si elle avait essayé de se faire entendre. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 49 et suiv.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Ces commissaires se rendirent à Oxford, où ils furent introduits par les lords. « Chaque lord, dit Whitelocke, « en conduisait deux dans son carrosse attelé de six beaux « chevaux, et suivi d'un grand nombre de domestiques à « cheval. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 64.) Cette remarque de Whitelocke, qui n'était point un homme nouveau aux habitudes de la classe élevée, semblerait prouver qu'en raison de la simplicité affectée des presbytériens, le luxe de la cour s'accroissait dans la même proportion; peut-être son attention à des honneurs inusités ne vint-elle que du sentiment qu'ils donnaient aux commissaires du parlement de l'augmentation de leur importance. « Le comte de Northumberland, dit aussi Whitelocke, lut les propositions au Roi d'un ton grave et ferme, et le Roi l'ayant interrompu,

Northumberland, Pembroke, Sarum et Holland, lord Wainman, lord Dungarvan, sir John Holland, sir William Litton, M. Pierpoint, M. Waller, M. Whitelocke, M. Winhood. Les propositions étaient :

1°. Que le Roi accepterait les bills préparés par la chambre ;

2°. Qu'il passerait un bill pour le rétablissement des priviléges et des libertés du parlement ;

3°. Qu'il mettrait en jugement les délinquans accusés par les chambres depuis le mois de janvier dernier ;

4°. Qu'il déchargerait d'accusation les six membres déjà mentionnés ;

5°. Qu'il rétablirait dans leurs fonctions tous les juges, et officiers publics déplacés ;

6°. Qu'il accepterait un bill pour le paiement des charges de l'État ;

7°. Un bill pour un acte d'oubli ;

8°. Un acte de pardon général sans exceptions ;

9°. Qu'il y aurait une suspension d'armes de quatorze jours pour débattre ces propositions.

Le Roi, sans refuser entièrement ces proposi-

---

il lui dit sèchement : *Votre Majesté veut-elle bien me permettre de poursuivre ?* Le Roi répondit : *oui, oui,* et le comte acheva sa lecture. » (*Ibid.*)

(*Note de l'Éditeur.*)

tions, au bout d'une semaine, envoya les commissaires chargés de six propositions faites par lui aux chambres :

1°. Qu'on lui remettrait entre les mains son revenu, ses magasins, ses villes, forts et vaisseaux;

2°. Que tous les ordres et ordonnances du parlement, auxquels il n'avait pas donné son consentement, seraient révoqués;

3°. Le Roi devait renoncer à tout pouvoir de procéder contre ses sujets par voie d'amende et d'emprisonnement;

4°. Il consentait à l'exécution des lois contre les papistes, à condition que la liturgie serait confirmée.

5°. Ceux qui, lors de la conclusion du traité, seraient exceptés du pardon général, ne pourraient être jugés que par leurs pairs.

6°. Il devait y avoir cessation d'armes pendant la durée des négociations.

Lorsque ces propositions arrivèrent aux chambres, plusieurs furent d'abord d'avis de n'y pas répondre. Cependant, à la fin, pour montrer du respect au Roi, on discuta la manière de traiter avec lui sur les propositions faites des deux parts et sur une cessation d'armes ou le licenciement des troupes. Il serait sans intérêt de rapporter ici les limitations et restrictions qu'on jugea à propos d'apporter au pouvoir de ceux qu'on de-

vait charger de la négociation. Enfin, le 20 mars, le comte de Northumberland (1), sir John Holland, sir William Armine, M. Pierpoint, et M. Whitelocke, furent envoyés à Oxford en qualité de négociateurs. On avait d'abord désigné le lord Say pour en être; mais le Roi le refusa comme il avait refusé précédemment sir John Evelyn, et par les mêmes motifs. Le parlement, bien qu'également mécontent de ce nouveau refus, n'en poursuivit pas moins sa marche. Ces négociations

(1) Le comte de Northumberland se montra à Oxford d'une manière très-splendide; il y fit venir sa maison, sa vaisselle, son vin : ses provisions de bouche lui étaient apportées de Londres. Les autres commissaires vécurent tout le temps chez lui, et, dit Whitelocke, « avec tout l'éclat « et la magnificence ordinaires au comte de Northumber- « land, et que ne surpassait guère aucun sujet. » Probablement ces habitudes d'un grand seigneur concilièrent davantage au comte le Roi et la cour, que ne le pouvaient faire les manières plus simples des membres des communes; car on voit que, durant tout le temps de ces inutiles négociations, les relations à Oxford furent extrêmement amicales; les gens de la cour étaient habituellement à la table des commissaires, où la bonne intelligence régnait dans les entretiens, et se manifestait dans la conduite des hôtes et des convives. Le Roi les traitait fort bien, et « leur fit même quelquefois l'honneur, dit Whitelocke, d'accepter de leur vin et de leurs provisions, que le comte lui envoyait lorsqu'il recevait quelque chose d'extraordinaire. » (*Mémoires de Whitelocke*, page 64.) (*Note de l'Editeur.*)

furent vaines (1). Les demandes furent jugées des deux côtés si exorbitantes qu'il parut impossible

(1) Les commissaires du parlement, dit Whitelocke, firent, dans cette négociation, une triste expérience de l'un des défauts du Roi, qui ont le plus contribué à gâter ses affaires. Il avait plus de confiance dans le jugement des autres que dans le sien propre, quoique le sien valût souvent beaucoup mieux. Les commissaires demeuraient souvent avec le Roi jusqu'au milieu de la nuit, débattant avec lui les divers articles du traité. Sur l'un des points les plus essentiels, ils parvinrent à obtenir du Roi la concession qu'ils désiraient. Le Roi dit qu'il était pleinement convaincu, et promit de leur donner sa réponse par écrit, selon leur désir; mais comme il était plus de minuit, il dit qu'il la ferait rédiger le lendemain matin d'après les bases convenues, et leur ordonna de venir la chercher. Les commissaires rentrèrent chez eux pleins de bonnes espérances, car cette réponse devait faciliter beaucoup le succès du traité, et, à l'heure fixée, ils se rendirent le lendemain chez le Roi. Mais, au lieu de la réponse convenue, le Roi leur remit un papier contenant une décision contraire à celle de la veille, et qui devait amener la rupture des négociations. Ils insistèrent auprès de Sa Majesté, réclamant sa parole royale, et lui représentèrent les tristes conséquences que devait produire la note qu'il leur remettait; mais le Roi leur dit qu'il avait changé d'avis, que sa dernière réponse était définitive, et ils ne purent en obtenir aucune autre, ce qui leur causa un vif chagrin. Quelques uns des amis du Roi, questionnés par les commissaires sur cette brusque transition, leur dirent qu'au sortir de la dernière conférence, le Roi, en rentrant chez lui, avait informé quelques personnes de sa garde-robe, de la réponse qu'il venait de promettre, et que celles-ci, ne

qu'on en vint jamais à s'accorder. Je ne déciderai point à qui en appartint la faute. Mais le parlement, après plusieurs messages entre Londres et Oxford (1), donna enfin à ses commissaires l'ordre de revenir. Ils arrivèrent à Londres le 17 avril (2), et ce fut alors que, comme on l'a dit,

---

voulant pas du traité qui devait en résulter, n'avaient cessé de tourmenter le Roi, jusqu'à ce qu'elles eussent obtenu le changement de ses résolutions. (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 65.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Ce qui détermina le rappel des commissaires, ce fut un message du Roi, dans lequel il disait, entre autres choses, « qu'aussitôt que lui et les deux chambres seraient à l'abri des émeutes, ce qui ne pouvait arriver à moins que le parlement ne s'ajournât au moins à vingt milles de Londres, il consentirait à licencier son armée et à retourner au parlement. » Les commissaires firent ce qu'ils purent pour l'empêcher d'envoyer ce message, lui représentant que c'était la rupture des négociations, puisque le parlement ne consentirait certainement jamais à s'éloigner de Londres; ils ne purent rien obtenir. Le message fut donc envoyé, et l'effet tel qu'on l'avait prévu; les deux chambres décidèrent qu'il n'y avait pas de réponse à y faire, et rappelèrent aussitôt leurs commissaires d'une manière si péremptoire, qu'ils furent obligés de partir le jour même, quoiqu'il fût tard, et qu'ils ne pussent se procurer que des moyens de voyage très-incommodes. (*Mémoires* de Whitelocke, p. 65.) (*Histoire parlementaire,* tom. 3, col. 107.) (*Note de l'Editeur.*)

(2) Comme il arrive en temps de guerre, un séjour de vingt jours dans le camp ennemi, l'accueil que les commissaires avaient reçu du Roi, et probablement leurs ef-

le lord-général se mit aussitôt en marche pour assiéger Reading.

Reading ne pouvait tenir long-temps. Le lord-

---

forts sincères pour obtenir la paix, exposèrent plusieurs d'entre eux à la méfiance et aux soupçons de leur parti. Ils avaient été poussés à tel point contre le comte de Northumberland, que M. Martyn, membre du comité de sûreté, avait ouvert une des lettres du comte écrite d'Oxford à sa femme, espérant y découvrir quelque trahison, et que, dit Clarendon, cette insolence ne déplut pas à la chambre. Elle déplut cependant beaucoup au comte, si bien que le lendemain de son retour, 18 avril, se trouvant avec M. Martyn en conférence dans la chambre peinte de Westminster, il lui demanda des explications de ce fait, et celles que pouvait ou voulait lui donner M. Martyn ne lui paraissant pas suffisantes, le comte lui donna des coups de canne en présence de plusieurs personnes. On voit dans les journaux du parlement cette affaire traitée entre les deux chambres, où M. Martyn réclame, comme membre des communes, son privilége de n'être point battu, et le comte de Northumberland, comme pair, son privilége de n'avoir point ses lettres ouvertes. Il faut qu'après quelques discussions cette affaire ait été arrangée à l'amiable, car les journaux du parlement n'en donnent pas la conclusion. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 109.)

M. Martyn était, à ce qu'il paraît, partisan des mesures expéditives; quinze jours après ceci, un nommé Luke fut accusé et mandé à la chambre des lords pour avoir forcé une des écuries du Roi, et y avoir pris deux jeunes chevaux. Il répondit au messager des lords, en lui montrant un ordre de M. Martyn qui refusait de rendre les chevaux, en disant: « Nous avons bien pris les vaisseaux et les for-

général répugnait à prendre cette ville d'assaut, dans la crainte de sacrifier tout ce que la ville renfermait de personnes innocentes. Le parlement approuva sa compassion. La ville se rendit donc à composition à son Excellence, le seizième jour du siége. Les paroles furent portées par le député-gouverneur, le colonel Fielding, le gouverneur sir Arthur Aston, blessé par accident peu de temps auparavant, se trouvant hors d'état de remplir ses fonctions. Les conditions furent douces. Les assiégés sortirent avec armes et bagages. Ce siége n'aurait été d'aucun avantage pour le parlement, sans un événement qui arriva pendant sa courte durée, et qu'on peut aussi regarder comme une des causes de la prompte reddition de la ville. Un corps assez nombreux de l'armée du Roi, composé d'infanterie et de cavalerie, le Roi lui-même se tenant à peu de distance, vint au secours de Reading et attaqua un des quartiers de l'armée du parlement, posté au pont de Causham, environ à un mille de cette ville. Ce corps

---

« teresses du Roi, nous pouvons bien prendre ses chevaux « pour l'empêcher de s'en servir contre nous. » Il s'en suivit une discussion assez aigre entre les deux chambres, et dont la conclusion fut que la chambre des communes vota que M. Martyn avait bien fait de ne pas rendre les chevaux avant de l'en instruire, et lui donna ordre de les garder jusqu'à nouvel ordre. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 114.) (*Note de l'Editeur.*)

fut repoussé avec une grande perte, qui tomba principalement sur les gens de qualité dont un nombre considérable périt en cette occasion; mais je n'ai vu rapporter nulle part le nombre et les noms de ceux qui restèrent sur le champ de bataille.

La prise de Reading aurait pu paraître une augmentation de force pour le parti du parlement; mais il en arriva autrement. On n'avait rien gagné qu'une ville nue, et l'on eût été bien heureux de ne pas gagner pis; mais elle était infectée d'une maladie contagieuse, qui occasionna ensuite une grande mortalité dans l'armée du parlement. De plus, les soldats étaient mécontens, parce que, bien que leur paie fût fort en arrière, on ne leur permettait pas de piller ni de tirer aucun profit de leurs victoires; car le parlement, avant que Reading fût remis entre les mains du général, en avait ratifié la capitulation et avait promis à ses soldats, pour les engager à s'abstenir du pillage, douze schellings par homme en sus de leur paie; mais ils ne reçurent ni la gratification, ni la paie, l'argent commençant à manquer, et le trésor amassé à Withe-Hall étant entièrement épuisé. Tandis qu'ils demeuraient à Reading pour attendre de l'argent, la maladie et la mortalité s'accroissaient chaque jour, et le lord-général, par avis de son conseil de guerre, se disposa à décamper, dans l'intention de chercher un air plus

salubre. Mais le défaut d'argent excita une révolte si générale, que le général, bien qu'il eût commencé à la réprimer avec beaucoup de courage et une juste sévérité, jugea, d'après l'opinion du conseil de guerre, que pour éviter une défection universelle, il était nécessaire de se désister de son projet jusqu'à ce qu'il fût arrivé de l'argent de Londres. Malgré cette concession, son Excellence s'étant rendue à Causham pour éviter la contagion, un grand nombre de soldats se débandèrent et quittèrent l'armée. Alors un cours suivi d'infortunes commença à accabler le parti du parlement, et on vit sa force décroître en même temps presque partout. Pendant l'intervalle des six mois qui s'étaient écoulés entre la bataille de Keynton et les premiers jours de mars, époque de la détresse où se trouva à Causham l'armée du comte d'Essex, la guerre avait été soutenue avec beaucoup de chaleur et d'impétuosité dans presque toutes les parties de l'Angleterre, comme on en verra bientôt les détails à part pour éviter toute confusion dans le récit. Le lord-général reçut à cette même époque la nouvelle d'une grande défaite que sir Ralph Hopton avait fait éprouver aux troupes du parlement dans le Devonshire. Il sut aussi que le prince Maurice et le marquis de Hertford marchaient de ce côté, pour se rendre maîtres de tout l'ouest.

Je laisserai quelque temps le lord-général,

pour rapporter quelques événemens arrivés en d'autres lieux pendant le mois de mai. Les armées du Roi avaient alors les plus belles chances pour se mettre en possession de tout l'ouest, et paraissaient en état d'exécuter ce projet par la force ouverte, sans le secours des trahisons et des conspirations. On en tramait cependant qui, à la vérité, ne devinrent point funestes au parlement, mais aux conspirateurs, comme on le vit à Bristol, place très-importante, dont l'armée du Roi désirait fort s'emparer. Ce fut au commencement de mai 1643 qu'on y découvrit un complot, dont l'objet était de livrer la ville entre les mains du prince Robert.

La ville de Bristol était alors au pouvoir du parlement, et gouvernée par le colonel Nathaniel Fiennes, second fils du vicomte Say et Sele; mais un grand nombre des habitans, comme il parut par le projet, étaient contraires au parlement.

Le projet était très-sanguinaire, et aurait coûté la vie à beaucoup d'habitans de Bristol, si les conspirateurs n'avaient été découverts et pris peu avant le moment désigné pour l'exécution. Robert Yeomans, dernier shériff de Bristol, William Yeomans, son frère, Georges Bourchier et Édouard Dacres étaient les principaux chefs du complot; eux et plusieurs autres qui partageaient leur opinion, s'étaient secrètement pourvus d'armes,

et devaient tuer la nuit les sentinelles, et se rendre maîtres du poste principal. Ils avaient aussi plusieurs autres projets, dont on peut voir le détail dans leur procès, et le recueil des preuves apportées contre eux. Ils comptaient, par ces moyens, contenir la plus grande partie de ceux qui, dans la ville, tenaient pour l'opinion opposée, tuer le maire et un grand nombre de ceux qu'on savait être affectionnés au parlement; en sorte qu'il leur deviendrait aisé de livrer la ville à l'armée du Roi. Le prince Robert attendait la réussite de ce complot à Durdam Downes, à peu près à deux milles de la ville où il s'était posté avec plusieurs autres chefs et environ quatre mille hommes de cavalerie et deux mille fantassins; mais le projet fut découvert, et les conspirateurs pris et jugés par un conseil de guerre. Les quatre chefs que j'ai nommés furent condamnés, et deux d'entre eux, Robert Yeomans et Georges Bourchier, furent pendus à Bristol, malgré tous les efforts que l'on fit pour les sauver, et bien que le colonel Fiennes eût reçu, à ce propos, d'Oxford une lettre pleine de menaces du général Riven, créé par le Roi comte de Forth. Cette lettre étant très-propre à bien faire connaître l'espèce de guerre qu'on se faisait alors, j'ai jugé nécessaire de l'insérer ici avec la réponse.

Patrick, comte de Forth, lord Etterick, et lord-lieutenant de toutes les troupes de Sa Majesté, au commandant en chef du conseil de guerre, à Bristol.

« Ayant appris que dernièrement vous avez, « dans un conseil de guerre, condamné à mort « Robert Yeomans, dernier shériff de Bristol, « qui a reçu de Sa Majesté une commission pour « lever un régiment, William Yeomans, son « frère, George Bourchier et Édouard Dacres, « lesquels ont manifesté leur loyauté envers Sa « Majesté, et se sont efforcés de la servir, con- « formément à leur allégeance; instruit en même « temps que vous avez dessein de procéder de la « même manière contre d'autres personnes, je « vous signifie que je me dispose à faire subir le « même sort à M. George, M. Steevens, le ca- « pitaine Huntley et autres, pris à Chichester en « rébellion ouverte contre Sa Majesté. Je vous « avertis, en outre, que si vous osez, selon cet « injuste jugement, faire exécuter aucun de ceux « que vous avez ainsi condamnés, ceux qui sont « en mes mains, savoir, M. Georges, M. Steevens « et le capitaine Huntley n'ont à attendre ni « faveur, ni merci.

« Oxford, 16 mai 1643.

« *Signé* FORTH. »

Voici la réponse à cette lettre :

Nathaniel Fiennes, gouverneur, et le conseil de guerre de la cité de Bristol.

« Nous avons reçu de votre seigneurie une « lettre qui nous déclare qu'informée du parti « que nous avons pris contre Robert Yeomans, « William Yeomans et autres, elle se prépare « à réduire M. George, M. Steevens, le capi- « taine Huntley et autres à la même condition. « Nous sommes bien sûrs que ni votre seigneurie, « ni aucun autre homme mortel ne peut attein- « dre un semblable résultat, car soit que les « susnommés vivent ou meurent, ils seront « toujours tenus pour de braves et honnêtes ci- « toyens, fidèles à leur Roi comme à leur pays, « et qui, d'une manière franche et publique, « ont toujours soutenu la cause que, dans leur « opinion, guidée par l'opinion de la plus haute « cour, ils regardaient comme la plus juste. Les « conspirateurs de cette ville, au contraire, por- « teront éternellement, dans la vie ou dans la « mort, la tache de la perfidie et de la trahison. « Si Robert Yeomans avait fait publiquement « usage de sa commission, il ne serait pas plus « durement traité que d'autres qui se sont con- « duits de la sorte; mais les lois de la nature, « parmi tous les hommes, et les lois des armes

« parmi les soldats, ont toujours fait une diffé-
« rence entre les ennemis déclarés et les espions
« ou les conspirateurs secrets. Si vous ne voulez
« pas faire cette distinction, nous vous déclarons
« que nous procéderons à l'exécution, non-seu-
« lement des personnes déjà condamnées, mais
« de divers autres conspirateurs à qui nous nous
« proposions de faire merci. Nous vous avertis-
« sons en outre que si, par quelque sentence
« inhumaine et indigne d'un soldat, vous faites
« exécuter les personnes que vous nommez, ou
« quelque autre de nos amis maintenant entre
« vos mains, et qui ont été pris dans le cours
« d'une guerre franche et ouverte, alors sir Wal-
« ter Pye, sir William Crofts, le colonel Con-
« nesby et d'autres, pris en rébellion et guerre
« ouverte contre le Roi et le royaume, n'ont à
« attendre ni faveur, ni merci; et Dieu bénis-
« sant notre juste cause, nous sommes assez forts
« pour veiller à la sûreté de nos amis, sans nous
« inquiéter de ceux de nos ennemis qui se sont
« mis hors de notre atteinte, car nous avons re-
« lâché plusieurs des vôtres qui n'étaient pas
« gens de petite condition.

« 18 mai 1643.

« *Signé* NATHANIEL FIENNES, président.
« CLÉMENT WALKER, etc. »

A la même époque, le Roi adressa des ordres

très-pressans au maire et aux citoyens de Bristol, leur commandant de lever autant de troupes qu'ils le pourraient, pour empêcher une exécution qu'il appelle le meurtre de ses fidèles sujets; mais rien ne put leur sauver la vie; Robert Yeomans et George Bourchier furent exécutés. La découverte de ce complot ne retarda que pour peu de temps la perte de l'importante place de Bristol; elle fut bientôt rendue au prince Robert, qui eut le bonheur de s'en emparer d'une manière plus honorable, et avec une moindre effusion de sang anglais.

Un autre complot, plus grave et plus menaçant, fut découvert en même temps à Londres; s'il n'eût été prévenu, il aurait complètement détruit le parlement même, en le frappant au cœur dans les cités de Londres et de Westminster où il résidait (1).

(1) Ce complot fut découvert par un nommé Roe, domestique de Tompkins, qui ayant saisi à la volée quelque chose des conversations de son maître et de Waller, jugea qu'il était bon d'en savoir davantage, se cacha derrière une tapisserie un jour qu'ils causaient ensemble tête à tête, en entendit assez pour penser que la chose était importante, et alla faire sa révélation à M. Pym. Ce fut le 30 mai que Pym reçut ce premier avis; mais, soit qu'il eût besoin de quelques lumières de plus, ou crût que la chose ferait ainsi plus d'effet, il attendit au lendemain à l'annoncer. Étant donc le lendemain au sermon, car c'était

Le but des conspirateurs était de mettre à exécution, dans Londres et Westminster même, la commission d'enrôlement, et de lever ainsi une

---

un jour de jeûne, il reçut un billet ou message sur lequel il se leva aussitôt, ainsi que plusieurs des membres les plus influens de la chambre qui s'y trouvaient avec lui, et après avoir conféré quelques instans à voix basse, ils sortirent tous ensemble; ce qui jeta un grand trouble dans les esprits. Ils envoyèrent sur-le-champ des gardes dans toutes les prisons, avec ordre de faire des recherches sur tous les prisonniers et dans tous les lieux suspects. Les chambres s'étant réunies après le sermon, on les informa seulement, sans plus de détail, de l'existence d'un complot prêt à s'exécuter, et tendant à livrer aux cavaliers le parlement et la cité. On nomma aussitôt un comité muni des pouvoirs nécessaires pour procéder à la recherche du complot. Waller et Tompkins furent arrêtés dans la nuit, et les autres le lendemain. Selon le rapport fait par M. Pym au parlement, et ensuite imprimé avec ordre de le lire dans toutes les églises et chapelles de Londres, de Westminster et des faubourgs, on avait proposé à Oxford, où tout se traitait, ce même 31 mai pour le jour de l'exécution du complot; mais on avait écarté la proposition, et décidé que le choix du jour serait laissé aux lords que Waller prétendait avoir dans son parti. Hall chargé des messages entre Londres et Oxford se tenait secrètement à Beaconsfield, où on lui avait fait dire que *le grand vaisseau était arrivé aux Dunes*, pour lui indiquer que tout était prêt; il en avait donné avis à lord Falkland, qui avait répondu qu'il fallait se hâter le plus posssible. 3000 hommes devaient venir d'Oxford soutenir le mouvement qu'on voulait opérer à Londres. (*State-Trials*, tom. 4, col. 630.) (*Note de l'Editeur.*)

force suffisante pour écraser d'un seul coup les chambres (1). Beaucoup de citoyens de Londres étaient dans le complot, ainsi que quelques gen-

(1) Il est aussi difficile de déterminer le but de ce complot que son étendue et le point de maturité auquel il était parvenu. « La conspiration était formée, dit le rapport, du mélange et de l'union de personnes de diverses sortes : quelques unes membres des deux chambres du parlement, d'autres de la cité, d'autres appartenant à la cour, qui, dans leurs divers postes et emplois, devaient travailler à donner la forme et la perfection à l'œuvre née des cendres de la pétition de Londres pour la paix. » Il est clair que la violence du parti de la guerre avait réuni dans un même mécontentement tous ceux qui voulaient la paix, et comme le but ostensible, et même en grande partie réel, des conspirateurs était d'obliger le parlement à la faire, ils étaient portés à compter sur tous ceux qui la désiraient. Mais leur manière de calculer le nombre de leurs partisans ne marquait pas un dessein encore bien avancé. Ils prenaient, d'après les registres publics de la cité, les noms des citoyens et les rangeaient en trois classes, les *bien pensans*, les *ennemis* et les *modérés*. C'était probablement d'après cet aperçu qu'ils dirigeaient leurs travaux, avec cette précaution que chaque personne n'en pourrait engager, dans la conspiration, plus de deux autres. Mais la tentative de Waller auprès de Selden et de ses deux collègues, prouve avec quelle légèreté les chefs du complot concevaient des espérances, que le premier mot suffisait pour renverser. Challoner déclara, à sa mort, que Waller lui ayant parlé du projet de former dans Londres un parti modéré pour servir de conciliateur entre le Roi et le parlement, et arrêter ainsi la guerre civile, lui, Challoner, avait

tilshommes qui s'étaient juré mutuellement le plus profond secret. M. Waller, le principal d'entre eux, membre de la chambre des com-

---

dit : « Puissé-je vous répondre des trois quarts de Londres, « personne ne bougerait que nous n'eussions l'aveu des lords « et des communes. » A quoi Waller avait répliqué : « Vous « aurez, pour cette affaire, l'aveu de toute la chambre des « lords, excepté trois ou quatre, et de plusieurs de la cham- « bre des communes. » On leur promit de les aboucher avec les lords, mais cette entrevue n'avait point encore eu lieu, et Challoner, ainsi que ceux qu'il avait engagés dans le complot, étaient déterminés à ne rien faire qu'ils n'eussent reçu, de la propre bouche des lords, l'assurance qu'ils demandaient. Challoner est désigné, dans le rapport, comme un *citoyen éminent ;* il déclare, en mourant, que c'est lui qui a été l'intermédiaire entre Waller et les principaux citoyens engagés dans la conspiration, et demande à être seul chargé de la peine. « J'ai prié Dieu, dit-il en montant sur « l'échafaud, que si ce dessein ne devait pas être à son hon- « neur, il nous le fît connaître ; Dieu m'a entendu. » Tompkins, bien que plus engagé dans le projet et ayant été, comme il le dit lui-même, vingt-deux ans au service du Roi, ou plutôt de la Reine, dit aussi, en mourant, « qu'il était bien aise que le complot eût été découvert, « parce qu'il aurait pu avoir de fâcheuses conséquences. » (*State-Trials,* tom. 4, col. 626 et suiv.) Tous deux exprimèrent leur repentir, et ce ne fut point un acte de faiblesse ; ils moururent en hommes de cœur, particulièrement Tompkins, mais non point en martyrs, comme meurent les hommes de parti pénétrés de la justice de leur cause. Déjà pleins d'incertitudes sur la légitimité de l'action qu'ils entreprenaient, ils auraient senti les incertitudes s'ac-

munes (1), les avait assurés que plusieurs membres des deux chambres étaient engagés dans l'affaire, et les seconderaient en temps et lieu; pro-

---

croître, et les auraient vues se répandre autour d'eux en approchant du moment de l'exécution. Ce n'était pas là encore le temps où un complot contre le parlement pouvait réussir à Londres. La cité, après avoir été si prononcée contre le roi, n'était pas revenue à lui, mais elle commençait à se retourner contre ses adversaires. On fuyait seulement le mal le plus prochain. Un pareil sentiment ne devient énergique et ne peut soulever les masses que lorsque le malheur devient si grand que le besoin même du repos force les hommes d'entrer en action pour échapper à la souffrance. (*Note de l'Editeur.*)

(1) Waller le poète, dont il est ici question, s'était montré, dès le commencement, favorable au parti du Roi; et comme il n'avait, dit Clarendon, aucune relation avec la cour, il n'en était que plus propre à la servir dans le parlement. Ayant quitté le parlement comme beaucoup d'autres, et y étant ensuite revenu par ordre du Roi, Waller commença probablement dès lors à agir de concert avec Oxford. Lorsqu'il s'y rendit à la fin de janvier 1643, avec les autres commissaires du parlement, pour présenter au Roi des propositions de paix; comme par son rang il se trouvait admis le dernier à baiser la main du Roi, Charles lui dit: *Quoique le dernier, vous n'êtes point le pire, ni le moins en faveur auprès de moi.* Waller se faisait remarquer par l'extrême liberté de ses paroles en faveur du Roi et contre le parlement: liberté qui, comme on le vit plus tard, tenait beaucoup plus sans doute à la chaleur de son imagination qu'à la fermeté de son courage; car, aussitôt qu'il se

messe qui les avait remplis d'ardeur, mais que M. Waller ne fut point en état de tenir (1). Le complot était horrible et n'aurait pu être exécuté sans une grande effusion de sang, comme le prou-

---

vit arrêté, il perdit complètement la tête, déclara, dit Clarendon, *tout ce qu'il savait*, *tout ce qu'il avait entendu ou imaginé*, et, après s'être probablement grossi en espérance le nombre des conspirateurs, il le grossit également dans les révélations que lui arracha son effroi, y faisant entrer, comme nous l'apprend encore Clarendon, et tout ce qu'il savait par lui-même, et tout ce qu'il avait soupçonné d'après les autres, et tout ce qui lui avait été dit dans les nombreuses sociétés qu'il fréquentait, nommant les personnes et construisant ainsi un corps de délit de tout ce qu'il avait pris auparavant pour un corps d'armée.

(*Note de l'Editeur.*)

(1) On demanda à Waller, dans ses interrogatoires, si Selden, Pierpoint, Whitelocke et plusieurs autres qu'on lui nomma, étaient instruits du complot? il répondit que *non;* qu'il s'était une fois rendu dans le cabinet de Selden, où celui-ci était avec les deux autres qu'on vient de nommer, pour leur faire part de la chose; mais, qu'ayant abordé ce sujet en termes généraux, ils parurent si révoltés de la seule idée d'une pareille perfidie, et de tout le sang qu'elle devait faire répandre, qu'il n'osa s'ouvrir à eux, et fut lui-même, dit-il, presque découragé de poursuivre son projet. (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 66.) Il accusa lord Conway, le comte de Portland, le comte de Northumberland. On n'osa trop toucher à ce dernier, dit Clarendon, malgré l'animosité du parti violent contre lui; les autres furent mis en prison et confrontés plusieurs fois avec Waller; mais,

vèrent les interrogatoires de MM. Waller, Tompkins, Challoner, Hasell et autres, qui y étaient entrés.

Ce qui en parut d'après la déclaration publiée par ordre du parlement, fit voir qu'on se proposait, 1°. de s'emparer des enfans du Roi; 2°. d'arrêter plusieurs membres des deux chambres, le lord-maire de Londres, et le comité de la milice, sous prétexte de les traduire légalement en justice; 3°. de saisir les fortins et ouvrages extérieurs de la cité, ainsi que la Tour de Londres, tous les magasins, postes et autres lieux importans; 4°. d'introduire les troupes du Roi pour surprendre la cité avec leur secours; de faire périr tous ceux qui s'opposeraient à elles, en vertu de l'autorité du parlement, et de se refuser, à main armée, à toutes les impositions établies par les chambres, pour l'entretien des troupes parlementaires (1).

---

comme ils persistèrent à nier, et qu'il n'y avait contre eux d'autre témoignage que le sien, on les laissa de côté, et, après un très-long emprisonnement, ils sortirent sous caution. (*Note de l'Editeur.*)

(1) Le rapport, selon la remarque de Clarendon, contient beaucoup d'assertions et fort peu de preuves; c'en est assez dans un temps de troubles. Il suffisait des aveux ou même des suppositions de Waller, pour produire cet effet d'inquiétude dont un parti populaire a peu de peine à tirer un grand avantage. La découverte de ce complot devint l'oc-

La déclaration racontait encore beaucoup de détails qu'il suffira d'indiquer ; par exemple, les signaux par lesquels la cavalerie du Roi devait être avertie, les costumes que les conspirateurs porteraient pour se reconnaître. Une commission d'enrôlement que le Roi venait de leur adresser d'Oxford, avait vivement animé leur courage (1).

---

casion d'un *covenant* par lequel on s'engageait à ne pas déposer les armes que les papistes alors en guerre ouverte contre le parlement ne fussent livrés à la justice. Ce covenant commençait ainsi : « En toute humilité et respect « pour la Majesté divine, je déclare la sincère douleur que « me font éprouver mes péchés et ceux de la nation, etc. » Suivaient des promesses d'accommodement, puis les engagemens à la guerre. (*Note de l'Editeur.*)

(1) Il paraît que la commission envoyée par le Roi n'avait pas originairement un rapport direct au complot de Waller ; elle s'y rattacha sans doute ensuite, puisqu'elle fut trouvée enterrée dans le cellier de Tompkins, beau-frère de Waller ; mais elle n'entra jamais dans cette portion du plan qui avait été communiquée à Challoner et à ceux au nom desquels il traitait. Challoner déclara en mourant qu'il n'y avait aucune part, non plus qu'au projet de s'emparer des magasins. Un riche marchand de la cité, nommé sir Nicholas Crisp, vivement poursuivi par le parlement comme fauteur de la pétition pour la paix, avait quitté Londres et s'était retiré à Oxford, où, ainsi que beaucoup d'autres chassés comme lui par la crainte et par des persécutions réelles, il attendait impatiemment le moment de rentrer dans la cité avec le Roi, à main armée. Sir Nicholas, homme actif et entreprenant, conservait de nombreuses correspon-

Elle avait été secrètement apportée à Londres par lady Aubigny, fille du comte de Suffolk, et veuve depuis la bataille de Keynton, où son mari lord Aubigny avait été tué. Cette commission était adressée à sir Nicholas Crisp, sir George Stroud,

---

dances dans la cité, où son commerce lui avait donné des relations très-étendues, et où il avait été officier dans la milice, jusqu'au moment où la nouvelle ordonnance l'en avait expulsé. Il sollicita du Roi une commission pour autoriser ses amis de Londres à enrôler et organiser des forces capables de le soutenir lorsqu'il approcherait de la ville. Le Roi, dit Clarendon, s'y était long-temps refusé, regardant la chose comme très-peu utile à ses affaires, et fort dangereuse pour ceux à qui elle serait confiée. Mais enfin les vives instances de Crisp l'emportèrent, et l'affaire se traita entre lui et le Roi, sans en rien communiquer aux conseillers les plus intimes de Charles. Lady Aubigny apporta la commission à Londres, dans un petit coffre, sans savoir ce que c'était, mais seulement comme une chose importante au service du Roi. Crisp avait désigné au Roi tous ceux qui devaient être nommés dans cette commission pour exercer leurs pouvoirs à Londres, et la plupart étaient, comme lui, des gens réfugiés à Oxford, ce qui rendait la commission fort peu utile. Clarendon paraît n'y voir qu'une de ces combinaisons ridicules qu'invente, pour se consoler, l'ambition ou l'oisiveté d'un parti impuissant; quant au projet de Waller, il pense que tous les fils par lesquels il se rattachait à la cour d'Oxford se bornaient à quelques avis assez vagues qu'avait fait donner Waller à lord Falkland, d'un projet de se refuser au paiement des taxes, et de forcer ainsi le parlement à faire la paix; à quoi lord Falkland répondit:

sir Thomas Gardiner, et autres gentilshommes, nominativement désignés, ainsi qu'à tous ceux qui, selon les formes prescrites, seraient nommés généraux, colonels, lieutenans-colonels ou officiers dans les nouvelles levées. On peut en voir le texte complet dans les registres du parlement.

Mais le complot fut découvert le 31 mai, et devint fatal à quelques uns de ses auteurs. M. Waller, M. Tompkins et quelques autres furent arrêtés et interrogés cette nuit même, par un comité du parlement où se trouvait M. Pym. On les envoya ensuite en prison pour attendre leur jugement. Le procès eut lieu dans Guildhall. MM. Waller, Tompkins, Challoner, Hasell, White et Blinkhorne, furent condamnés. M. Tompkins et M. Challoner seuls furent pendus, tous deux en face de leur maison (1). M. Hasell mourut en prison, Blinkhorne et les autres obtinrent leur grâce du parlement par l'entremise du comte d'Essex. M. Waller, le chef des conspirateurs, demeura

« Qu'on se presse donc, car la guerre devient tous les jours « plus difficile à arrêter; » réponse plus conforme à son caractère que celle que lui prête le rapport de Pym. (*Histoire de la Rébellion* et les *State-Trials*, tom. 4, col. 628.)
(*Note de l'Editeur.*)

(1) Au moment de l'exécution de Tompkins, le lieutenant-colonel Washborn lui demanda s'il reconnaissait que sa mort était juste; il répondit : « Je l'ai déjà dit, je vous « prie, laissez-moi tranquille; » et le même Washborn lui

long-temps détenu à la Tour, et un an après, en payant une amende de dix mille livres sterling, il obtint sa grâce et la permission de quitter le pays. On s'étonna beaucoup que le principal auteur du complot, celui qui y avait entraîné MM. Tompkins et Challoner, comme ils l'avaient eux-mêmes déclaré au moment de leur mort, en fût quitte à si bon marché. La seule raison que

---

demandant encore s'il n'avait pas quelque autre complot à révéler : « Laissez-moi tranquille, je vous prie, répondit en-« core Tompkins, j'ai fait mon devoir. » Challoner déclara, plus explicitement et à plusieurs reprises, qu'il mourait justement ; au moment de sa mort son père vint lui apporter le pardon du Roi, qui essayait d'user du droit de grâce pour sauver ceux que faisait condamner le parlement. « Voilà, lui dit-il, le gracieux pardon du Roi. » Mais Challoner répondit : « Je vous prie, ne m'importunez pas de « cela. »

Tompkins se justifia de l'accusation de papisme, mais en termes obligeans pour les papistes. Challoner, au contraire, s'accusa d'avoir eu de l'éloignement pour quelques ministres du Seigneur, voulant parler des puritains, et déclara qu'il avait reçu d'eux, en cette circonstance, plus de consolation qu'il n'en avait eu de sa vie. Il mourut assisté de Hugh Peters. On a dit qu'il n'avait pas été permis à d'autres ministres qu'aux ministres puritains, d'avoir accès auprès d'eux ; cela est assez dans l'esprit du temps, et on ne voit pas que Tompkins, probablement plus rebelle aux instructions de Hugh Peters, ait eu à sa mort l'assistance d'aucun ministre de la religion. (*State-Trials*, tom. 4, col. 632 et suiv.) (*Note de l'Editeur.*)

CHAPITRE III.

Affaires d'Etat traitées dans le parlement. Assemblée ecclésiastique. On fait un nouveau grand sceau. La Reine est accusée de haute trahison et autres délits. Le lord-général Essex, après quelques marches, revient cantonner son armée malade aux environs de Kingston. Les troupes du Roi sont en possession de l'ouest. Puissance du comte de Newcastle dans le nord. Quelques mots du comte de Cumberland et du lord Fairfax.

Tandis qu'on tramait en secret des conspirations pour ruiner le parlement, tandis que la guerre exerçait dans tout le royaume ses plus terribles fureurs, le parlement avait traité dans sa session plusieurs affaires d'une nature peu ordinaire. Les choses en étaient venues à ce point de passer tous les *précédens* que pouvaient offrir les anciens temps, et les fondemens mêmes du gouvernement étaient ébranlés, ainsi que l'exprime ce vote adopté par les deux chambres, un an auparavant, « que « lorsque le Roi fait la guerre au parlement, « cela tend à la dissolution du gouvernement. »

Un seul mois, le mois de mai 1643, contient trois débats sur des choses de cette nature extraordinaire, qui furent décidées, soit alors, soit

bientôt après. Le premier de ces débats eut lieu au commencement du mois (1). Il eut pour objet l'assemblée des théologiens à Westminster. Parmi les bills passés dans les deux chambres et auxquels il ne manquait que l'assentiment royal, il y en avait un portant, « qu'on nommerait un synode de théologiens pour travailler au bon et solide établissement de la religion et pour régler le gouvernement de l'Église d'Angleterre. » Ce bill avait été souvent présenté à l'acceptation du Roi; mais il l'avait définitivement refusé. On traita donc à fond la question de savoir ce qu'il y avait à faire, par autorité du parlement, en des cas si importans pour le bien du royaume, lorsque le Roi refusait et s'absentait absolument du parlement. On conclut à la fin que, lorsque le Roi s'absentait et refusait, les lois du pays donnaient à une ordonnance du parlement, pour cette occasion, autant d'autorité sur le peuple qu'en pouvait avoir un acte du parlement tout entier. Les deux chambres votèrent donc que l'acte pour rassembler les théologiens appelés à affermir la religion et à régler la forme du gouvernement de l'Église, si souvent refusé par le Roi, serait changé

(1) L'assemblée des théologiens s'ouvrit le 5 juin suivant; dans ce même mois le parlement fit aussi une ordonnance pour restreindre la liberté de la presse.

(*Note de l'Editeur.*)

en une ordonnance du parlement, et que l'assemblée, convoquée en conséquence de cette ordonnance, discuterait les choses relatives à la religion, et les proposerait ensuite aux chambres; ce qui fut exécuté peu de temps après.

Le cas parut semblable à celui où se trouva l'Écosse en l'an 1639, lorsque, sur les délais mis par le Roi à la convocation de leur synode national, les covenantaires écossais publièrent, comme on l'a déjà dit, un écrit destiné à prouver que, lorsque le prince se trouve être un ennemi de la vérité ou néglige de travailler au bien de l'Église, le pouvoir de convoquer un synode appartient à l'Église elle-même.

Dans le même mois et peu de jours après, les deux chambres prirent en considération une autre affaire de grande importance, la confection d'un nouveau grand-sceau au lieu de celui qui avait été enlevé au parlement. Cette affaire avait été amplement débattue dans la chambre des communes, et le mois suivant, à une conférence entre les deux chambres, les communes déclarèrent aux lords que l'absence du grand-sceau était d'un grand préjudice au parlement et à tout le royaume, et leur demandèrent en conséquence de consentir promptement à voter pour qu'on en fît un nouveau. La chose fut débattue et mise aux voix dans la chambre des pairs, qui se décida pour la négative. La seule raison que les lords

donnassent de ce refus, était que, depuis le départ du sceau, ils avaient fait toutes les affaires par ordonnances du parlement, et pensaient qu'on pouvait agir de la même manière en tout ce qui concernait le bien du royaume et sans avoir besoin du sceau. Cependant les lords répondirent avec égard, que, si la chambre des communes voulait les informer des cas particuliers où l'absence du grand-sceau causerait au royaume un préjudice qu'on ne pourrait éviter par le moyen des ordonnances, ils prendraient la chose en considération pour consentir à ce qui paraîtrait nécessaire.

Les lords ne tardèrent pas, sur les raisons qu'on leur présenta, à se réunir à la chambre des communes, qui, vers le commencement de juillet, leur présenta dans une conférence, ses votes et les motifs qu'elle avait pour demander un nouveau grand-sceau. Les votes étaient ainsi qu'il suit :

14 et 26 juin, résolu :

1°. Que le grand-sceau d'Angleterre doit demeurer près du parlement;

2°. Que son absence a été cause de grands maux pour le pays;

3°. Qu'on doit apporter remède à ces maux;

4°. Que le véritable remède est de faire un nouveau grand-sceau.

Les raisons qu'on donna furent divisées en deux

parties; dans la première on déclarait les maux occasionnés par l'enlèvement du grand-sceau. La seconde expliquait les inconvéniens et maux qui résultaient de ce que le parlement n'avait plus le grand-sceau. Les raisons du premier point étaient celles-ci :

1°. Le sceau avait été secrètement et illégalement emporté par le garde du sceau, contre le devoir de sa place qui l'obligeait à demeurer attaché au parlement et à ne s'en pas séparer sans congé; et si l'on eût découvert ses intentions, on n'aurait pas souffert qu'il l'emportât;

2°. Le sceau lui avait été ôté depuis et remis entre les mains d'autres personnes dangereuses et malintentionnées; en sorte que, lorsque le parlement avait envoyé au lord garde du sceau des writs à sceller, il avait répondu qu'il ne pouvait le faire, attendu qu'il n'avait pas le sceau entre ses mains;

3°. Ceux à qui on en avait remis la garde, l'avaient employé en plusieurs manières au dommage et à la ruine du royaume, comme à créer de nouveaux shériffs d'une manière inusitée et illégale, pour en faire autant de généraux ou commandans de troupes levées contre le parlement, à conférer illégalement des commissions d'enrôlement et d'autres commissions également illégales dans le même objet, à publier des proclamations contre les deux chambres, à pro-

clamer traîtres plusieurs de leurs membres, contre les priviléges du parlement et les lois du pays, à sceller des commissions d'*oyer* et *terminer* pour procéder contre eux et d'autres bons sujets de Sa Majesté attachés au parlement, en qualité de traîtres, à envoyer des commissions en Irlande pour traiter de la paix avec les rebelles contre un acte du parlement fait pendant cette session, sans compter d'autres actes dangereux auxquels le grand-sceau a été employé depuis qu'on l'a enlevé au parlement, et d'où sont résultés de grands maux et calamités au préjudice du royaume.

L'absence du grand-sceau avait eu en outre les inconvéniens suivans :

1°. Les termes ont été ajournés et le cours de la justice interrompu.

2°. Aucun writ original ne peut être obtenu sans aller à Oxford, ce que ne peut faire aucun des partisans du parlement sans péril de la vie ou de la liberté.

3°. Il ne peut sortir du parlement aucune proclamation pour sommer les délinquans accusés de haute trahison ou autres crimes, de comparaître, sous peine de confiscation, selon les anciens usages.

4°. On ne peut rendre en parlement aucun writ d'erreur pour rectifier des jugemens erronés. Aucun writ d'élection ne peut être donné pour le choix de nouveaux membres, à l'occasion de la

mort ou de l'éloignement de quelqu'un d'entre eux, par quoi le nombre des membres est fort diminué et les chambres courent risque d'être dissoutes si on ne supplée bientôt à cet inconvénient, ce qui serait contraire à l'acte de continuation du parlement.

5°. Toutes les autres cours de justice ont un sceau particulier, et le parlement, la cour suprême de l'Angleterre, n'en a pas d'autre que le grand-sceau d'Angleterre, et comme celui-ci lui a été enlevé, elle se trouve maintenant n'en avoir aucun; en raison de quoi il faut faire un nouveau sceau.

6°. Ce sceau est *clavis regni* et doit par conséquent résider près du parlement qui, tant que dure sa session, est le corps représentatif de tout le royaume, le Roi, aussi bien que le royaume, étant toujours légalement présent à cette session.

D'après ces motifs, les lords se réunirent à la chambre des communes, et on donna ordre de refaire immédiatement un nouveau grand-sceau, ce qui fut exécuté.

Cette action du parlement parut être peu agréable au Roi, et l'on en peut juger par ce qui se passa à Oxford environ un an après, lorsque le Roi eut assemblé les lords qui se trouvaient près de lui et les membres de la chambre des communes qui avaient déserté le parlement de

Westminster, pour en composer ce qu'il appela son parlement d'Oxford. Il leur proposa plusieurs sujets de discussion; entre autres choses, on y débattit cette action sous le titre de contrefaçon du grand-sceau et elle fut déclarée trahison, et tout le parlement de Westminster, *ex facto*, coupable de haute trahison.

Cette décision du parlement, relative au nouveau grand-sceau, causa une stupéfaction générale, et plusieurs se demandèrent avec étonnement quelles seraient les conséquences de cette mesure inouie. Quelques personnes, jusqu'alors fermement attachées au parlement et qui l'approuvaient fort d'une action si convenable et si utile dans le présent état des choses, la considérèrent néanmoins comme un triste symptôme des déchiremens du royaume, et un signe d'après lequel on pouvait juger à quel point les différends du Roi et du parlement étaient devenus irréconciliables. Il n'y eut du reste parmi ceux qui n'étaient point contraires au parlement, que très-peu de discussions sur la légalité et la régularité de cet acte; et quoiqu'on n'en eût aucun précédent, direct ou absolument applicable, le cas d'un Roi personnellement en guerre contre le parlement en session ne s'étant pas encore présenté, cependant, par la comparaison que l'on fit du temps présent avec ceux où les nécessités de l'état avaient requis une chose pareille, on la regarda comme non-seulement

permise, mais nécessaire. Je ne sache pas que rien ait été écrit en sens contraire par aucun jurisconsulte ou autre, des partisans du Roi; mais l'un des partisans du parlement, M. Prynne, jurisconsulte savant et grand antiquaire, a écrit, pour le justifier, un long traité, sous le titre de l'*Ouverture du Grand-Sceau d'Angleterre*, où il le défend et par des argumens et par un grand nombre de précédens qui s'en rapprochent beaucoup. Ce traité existe et peut être lu par tous ceux qui sont bien aises de connaître quel pouvoir les parlemens ont réclamé et obtenu en divers temps sur le grand-sceau, soit en prenant sur eux de le faire confectionner dans l'enfance ou l'absence de quelque prince, soit en en disposant en cas de folie ou d'obstination de quelques autres.

Mais, avant que cette affaire fût entièrement finie, on mit en discussion dans la chambre des communes une autre chose qui prouva aussi évidemment à quel point la rupture était devenue irréparable. On se consulta quelque temps avant de l'entreprendre, et il y eut beaucoup de raisons données pour et contre. Il s'agissait d'une accusation de haute trahison contre la Reine. On la motiva sur plusieurs faits d'une grande importance, entre autres, sur ce qu'elle avait engagé en Hollande les joyaux de la couronne, sur ce qu'elle avait excité la révolte d'Irlande, sur ce qu'elle

s'était efforcée de former un parti en Écosse contre le parlement, sur ce qu'elle était entrée en Angleterre à la tête d'une armée papiste. En effet, peu avant cette époque, la Reine avait débarqué dans le nord de l'Angleterre, amenant des Pays-Bas des armes, des munitions et plusieurs officiers. Elle y avait été reçue par le comte de Newcastle, qui l'avait conduite au Roi, à Oxford, avec un nombreux corps de troupes. On rédigea contre la Reine plusieurs autres chefs d'accusation sur lesquels, peu de mois après, elle fut accusée de haute trahison par les communes, et l'accusation fut portée par M. Pym à la chambre des lords, où elle demeura arrêtée plusieurs mois; mais où elle passa enfin, ainsi qu'on le dira dans son temps.

Les deux chambres avaient également ordonné auparavant que le revenu du Roi et de la Reine reçu par l'échiquier, y serait retenu et employé au service public (1), ce qui fut exécuté. Un co-

(1) Le 2 juin suivant, la motion ayant été faite, dans la chambre des communes, d'ordonner la visite du trésor de l'abbaye de Westminster, où étaient gardés les insignes de la royauté, on agita la question de savoir si, en cas de refus du doyen et du chapitre de livrer les clefs, on forcerait les serrures; le vote négatif passa à la majorité de 58 voix contre 37. Le lendemain, la question fut reproduite, en y ajoutant que le cas échéant, il serait fait un inventaire des objets trouvés, de nouvelles serrures mises aux portes, et que rien

mité pris dans les deux chambres fut chargé d'en disposer de la manière la plus avantageuse. Ce fonds servit à pourvoir à plusieurs des charges nécessaires du gouvernement; et, entre autres choses, ce qui parut une sorte de légitime représaille, plusieurs membres des deux chambres, dont les propriétés avaient été saisies par les armées du Roi, obtinrent à Londres, sur ses revenus, des secours qui les mirent en état de subsister tandis qu'ils remplissaient les fonctions publiques auxquelles ils avaient été appelés.

Mais les dépenses nécessaires pour soutenir une guerre si étendue, étaient devenues tellement excessives que ni contributions, ni taxes n'y pouvaient suffire. On crut devoir proposer, à l'exemple des Hollandais, un droit d'excise sur les denrées, telles que la bière, le vin, le tabac et la viande. La proposition en fut prise en considération par les deux chambres et votée dans le courant de l'été; mais cette excise fut imposée avec tant de modération, particulièrement sur les denrées de première nécessité, que, soit riches, soit pauvres, personne n'en ressentit que fort légèrement le poids. Cependant elle produisit

---

ne serait dérangé de sa place sans l'ordre de la chambre; alors l'affirmative l'emporta d'une voix, de 42 contre 41. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 118.)

(*Note de l'Editeur.*)

chaque mois une somme considérable, bien que les quartiers du Roi occupassent alors la plus grande partie de l'Angleterre; mais la ville de Londres était dans les quartiers du parlement.

Pour revenir au lord-général Essex, Son Excellence, ayant, comme on l'a dit, reçu au mois de mai 1643 la nouvelle de la défaite de l'armée du parlement dans l'ouest, et ne pouvant, dans l'état où étaient les choses, la secourir elle-même, envoya ordre à sir William Waller de marcher pour soutenir les troupes du Devonshire, et elle écrivit au gouverneur de Bristol de secourir sir William de tout ce qu'il pourrait tirer de sa garnison, soit cavalerie ou infanterie; mais cet ordre ne put recevoir son exécution (1); et, avant que sir William Waller se fût avancé dans l'ouest, le prince Maurice, le marquis de Hertford et sir Ralph Hopton avaient opéré leur jonction. Comme la cité de Londres, de qui venaient les secours d'argent, désirait beaucoup que le lord-général mar-

---

(1) Le comte d'Essex, dans sa lettre du 24 avril, se plaint de ce que sir William Waller n'est pas venu le joindre comme il lui en avait donné l'ordre, bien que le prince Maurice se soit éloigné de sir William pour se tourner contre lui, comte d'Essex. (*Histoire parlementaire*, tom 3, col. 111.) On va voir la mésintelligence s'accroître entre ces deux généraux, et leurs partis respectifs dans l'armée et dans le parlement, se rattacher aux deux grandes divisions du parti de la paix et du parti de la guerre. (*Note de l'Edit.*)

chât avec toute son armée vers Oxford, il y consentit, bien qu'un peu contre sa propre opinion, et il se dirigea sur Thame avec son principal corps d'armée, pour s'y réunir aux troupes que lui envoyaient les comtés confédérés pour le secourir. Comme son commandement s'étendait sur tout le royaume, actuellement envahi par une guerre générale et dévasté par plusieurs armées à la fois, il délégua, par ordre du parlement, une partie de ses pouvoirs à lord Fielding, alors devenu comte de Denbigh, par la mort de son père, tué peu auparavant, dans une rencontre, en combattant contre les troupes du parlement. Il lui donna la commission de général de quatre comtés, Shropshire, Worcester, Stafford et Warwickshire, l'autorisant à lever des troupes pour les conduire contre les troupes du Roi, partout où l'ordonnerait le parlement ou le lord-général. Il accorda aussi, en même temps, une autre commission semblable à sir Thomas Middleton, pour lever des troupes, en qualité de général, dans le nord du pays de Galles.

A Thame, la main de Dieu visita l'armée du lord-général; la maladie en vint à ce point d'intensité que des centaines de soldats tombaient malades, en un jour, d'une manière désespérée. Le temps y fut aussi étrangement mauvais, on eut quatorze jours de suite de grandes pluies; et, comme ce lieu était situé sur un terrain plat,

humide et argileux, il devenait impossible d'en sortir. En même temps, la maladie et le départ de la plus grande partie des troupes auxiliaires avaient tellement réduit l'armée, qu'on ne pouvait plus entreprendre, sans une ruine certaine, le projet qu'on avait formé d'abord, surtout si l'on considérait la situation d'Oxford sur la Tamise; le lord-général ne jugea pas possible, comme il le dit lui-même, de bloquer cette ville, à moins d'un corps de troupes deux fois plus nombreux que le sien.

Mais lorsque la pluie cessa et que les eaux se furent retirées pour laisser les passages libres, on apprit que le prince Robert avait conduit sa cavalerie, son infanterie et ses canons à Buckingham, et y avait fait un appel aux gens du pays, déclarant que son intention était de livrer bataille au général. Le général marcha avec quelque diligence vers Buckingham pour le combattre; mais, en arrivant à deux milles de cette ville, il trouva les choses bien différentes de ce qu'il avait pensé. Il apprit que le prince avait quitté Buckingham dans une sorte de désordre, que, le soir d'auparavant, il avait mis son infanterie à cheval et s'était éloigné, laissant derrière lui quelques provisions.

Le lord-général comprit qu'avec son artillerie et son infanterie, il lui était impossible d'atteindre l'ennemi. S'il eût été alors assez fort en

cavalerie, il aurait cherché à empêcher le prince Robert de faire sa jonction avec la Reine, qui marchait vers Oxford avec un corps considérable de cavalerie, qu'elle amenait des parties septentrionales de l'Angleterre, où elle avait débarqué en revenant des Pays-Bas; mais, ne pouvant accomplir ce projet, il renonça à marcher sur Buckingham, où il envoya seulement un parti de cavalerie pour y passer la nuit et enlever les munitions qu'y avait laissées l'ennemi. Pour lui, il marcha avec le reste de son armée vers le grand Brickhill, qui était le lieu où il pouvait se poster le plus favorablement pour intercepter la route de Londres, pour défendre les comtés confédérés et pour porter secours ou se se joindre aux forces de lord Grey de Grooby, de sir John Meldrum et du colonel Cromwell, auxquels il avait écrit d'attaquer, s'il leur était possible, les troupes de la Reine et de l'empêcher de se réunir au Roi. Mais il paraît que la chose ne put avoir lieu; en sorte qu'on laissa la Reine et le prince Robert se réunir avec toutes leurs troupes. Sir William Waller avait été long-temps vainqueur dans l'ouest (1); mais la fortune du

(1) L'éclat des avantages qu'avait remportés sir William Waller, et qu'il devait à une bravoure peu commune, avait augmenté en lui une audace naturelle, qui n'était pas, à ce qu'il paraît, exempte de présomption. Après la victoire

parlement commença à décliner presque partout. Le lord-général apprit que sir William, après

---

de Laudsdown, sur le marquis de Hertford, il avait fait publier, selon Clarendon, des ordres à tous les juges de paix et constables, pour qu'ils eussent à arrêter tout ce qui leur tomberait entre les mains des débris de l'armée du marquis, la croyant tellement détruite qu'il n'y avait plus qu'à procéder criminellement contre ce qui restait, et contre le marquis lui-même, qu'il s'attendait chaque jour à voir amener prisonnier. Il était donc, à juste titre, le héros de son parti; on ne l'appelait plus que Guillaume-le-Conquérant, et c'était sur lui que se tournaient les yeux des partisans de la guerre, mécontens des dispositions modérées que commençait à manifester le comte d'Essex. Whitelocke et Clarendon parlent d'une lettre que celui-ci avait écrite au parlement, pour l'engager à tâcher de faire la paix; conseil qu'il fondait sur le mauvais état de son armée. On ne trouve, dans l'*Histoire parlementaire*, aucune trace de cette lettre, mais seulement une lettre fort courte et assez triste, où, sans s'expliquer, le comte demande qu'on lui envoie des commissaires pour conférer avec lui sur des choses urgentes. Les commissaires furent nommés, mais ne purent parvenir à l'armée du comte, parce que les routes étaient coupées par les troupes royales. On voit ensuite une lettre du conseil de guerre de l'armée du comte, contenant un tableau déplorable de l'état où elle se trouve; mais nulle part un mot de paix. Cette lettre, dont Clarendon et Whitelocke parlent positivement, aura probablement été supprimée. Clarendon en parle comme de la première démarche du comte en ce sens, et, d'après Whitelocke, il paraît qu'elle avait à peu près déterminé le parti à l'écarter. La défaite de sir William, à Roundaway, ajourna, à ce qu'il

s'être rendu maître de presque tout l'ouest et avoir assiégé sir Ralph Hopton dans Devizes, ville du Devonshire, avait été attaqué, à l'improviste, par des troupes venues d'Oxford, sous le commandement du lord Wilmot, totalement mis en déroute et forcé de se retirer à Bristol. Le général, en recevant ces nouvelles, forma d'abord le projet de marcher en personne au secours de l'ouest; mais ayant appris, par les détails qui arrivèrent ensuite, que les troupes de

---

paraît, pour quelque temps, les projets contre le comte, qui commença, de son côté, à prendre un ton un peu plus haut. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 110, 134, 148. *Mémoires* de Whitelocke, pag. 67. *Histoire parlementaire*, tom. 4, col. 139 et 155.)

Sir William Waller était riche, de bonne famille, il avait été bien élevé, et avait servi, avant la révolution, dans l'étranger, où il avait acquis de la réputation. Dans une querelle qu'il eut aux portes de Westminster-Hall, avec un parent de sa femme attaché au service du Roi, celui-ci le provoqua tellement, que sir William se laissa emporter à lui donner un coup sur la figure. La question était de savoir si le coup avait été donné en dedans ou en dehors de Westminster-Hall, lieu privilégié. Deux témoins firent serment que c'était en dedans; l'affaire devenait grave, l'offensé avait de grandes protections. Sir William ne s'en tira qu'au moyen d'une forte amende, que, pour comble de dépit, il fut obligé de payer à son adversaire. Clarendon attribue à ce motif son ardeur dans la cause du parlement. Elle en avait probablement beaucoup d'autres. (*Histoire de la Rébellion,* tom. 6, pag. 108.) (*Note de l'Editeur.*)

sir William avaient été tellement défaites qu'elles ne pouvaient plus lui être d'aucun secours, il fut obligé de renoncer à toute entreprise. Voyant d'ailleurs à quel point son armée était réduite par l'accroissement continuel d'une violente maladie et par le défaut de paie, de vêtemens et des autres choses nécessaires, il résolut de ne pas s'avancer davantage et de ne pas courir le risque, en engageant trop loin une faible armée, de la perdre et de mettre en danger le royaume, d'autant plus qu'on ne pouvait avec sûreté éloigner beaucoup de leur territoire les troupes des comtés confédérés. Il prit donc le parti de rétrograder vers Londres et de cantonner les tristes restes de son armée à Kingston sur la Tamise et autres lieux adjacens. Je laisserai quelque temps ce grand général dans l'embarras où il se trouve, jusqu'à ce que quelques semaines lui aient donné le temps de recruter son armée et les moyens d'entreprendre sa fameuse et honorable expédition pour secourir Glocester.

Tels étaient, à cette époque, les succès qui, de toutes parts, couronnaient l'armée du Roi, qu'elle semblait assurée d'une victoire entière, et le parlement menacé d'une ruine totale. D'un côté, une longue maladie et le manque de tout détruisaient chaque jour l'armée du général. Sir William Waller, si long-temps victorieux dans l'ouest, venait d'y être complètement défait, et en

même temps le lord Fairfax, et son fils sir Thomas Fairfax, bien que la Providence réservât à celui-ci dans l'avenir la gloire la plus éminente, avaient été mis en déroute par le comte de Newcastle, dans le nord de l'Angleterre, où ils combattaient à la tête de tous les gentilshommes qui tenaient pour le parlement. Le père et le fils avaient été repoussés jusque dans la ville de Hull. De l'autre côté, les armées du Roi étaient fortes et au complet. Sir Ralph Hopton, à qui son courage et son habileté avaient valu de la part du Roi le titre de baron, était dans l'ouest à la tête d'une brillante armée, à laquelle il semblait ne rien manquer qu'un ennemi puissant. Les autres troupes du Roi étaient en liberté de choisir le lieu qui leur plairait pour le théâtre de leurs exploits. Le prince Robert fut envoyé pour mettre le siége devant Bristol, qui avait pour gouverneur le colonel Nathaniel Fiennes, second fils du vicomte Say. Dans l'état où étaient réduites les affaires du parlement, cette ville ne pouvait tenir long-temps, et se rendit bientôt au prince; c'était une des places les plus importantes du royaume. Le prince Maurice vint avec une autre armée mettre le siége devant Exeter, où le comte de Stamford s'était retiré, après sa défaite à Stretton, en Cornouailles. Ce lord avait long-temps résisté dans les comtés de l'ouest, avec des succès divers et en de chaudes rencontres, à sir Ralph

Hopton et à d'autres généraux du parti du Roi; mais il avait succombé, à la fin, par la perfidie de quelques uns de ceux qui avaient d'abord pris parti avec lui. Exeter après un long siége capitula, faute de vivres.

Mais le nuage qui obscurcissait dans le nord la fortune du parlement, et menaçait même de porter la tempête dans les lieux les plus éloignés, c'était le comte de Newcastle et sa puissante armée, devenue redoutable aux comtés confédérés et à beaucoup d'autres lieux du royaume. Cette armée était alors la plus forte qu'il y eût en Angleterre, bien entretenue par de grosses contributions levées dans le pays, et elle paraissait assez puissante, non-seulement pour contenir toutes les troupes que pourrait lui opposer l'Angleterre, mais pour servir au Roi comme de boulevard contre la plus forte armée que le royaume d'Écosse pût être en état d'envoyer au secours du parlement d'Angleterre; car le parlement s'était adressé aux Écossais, pour leur demander leur fraternelle assistance, et avait résolu de former un covenant avec eux pour la défense de la religion et de la liberté commune des deux nations (1).

(1) L'état où étaient les affaires du parlement donnait aux lords, à ce qu'il paraît, peu d'empressement à s'engager, du moins personnellement, dans cette union avec

Il plut à la divine Providence, dont les voies sont si souvent hors de la portée des conjectures de l'homme, qu'avant l'arrivée des Écossais, cette forte armée trouvât en Angleterre un ennemi digne de ses craintes. La valeur personnelle et la digne conduite de sir Thomas Fairfax, réduit si peu de temps auparavant à la plus triste situation, devinrent si fatales à l'armée du comte de Newcastle, affaiblie d'ailleurs par les échecs successifs que reçurent plusieurs de ses corps, envoyés séparément en divers lieux, que les Écossais trouvèrent en Angleterre un passage facile.

C'est une chose digne de considération, et impossible à passer sous silence, que l'infatigable

---

l'Écosse. Le comte de Rutland et le lord Grey de Warke ayant été nommés commissaires pour se rendre en Écosse, le premier, selon Clarendon, profita d'une indisposition pour s'en faire dispenser, et le second, après s'être excusé sur divers prétextes, et avoir essayé du moins de faire ses conditions, finit par refuser positivement, et fut mis à la Tour. Les lords, craignant probablement qu'un nouveau choix, en ce moment, ne les obligeât à un nouvel exemple de sévérité, firent prier la chambre des communes, pour ne pas retarder l'affaire, d'envoyer toujours ses commissaires, en attendant qu'ils eussent nommé les leurs. Les commissaires des communes partirent en effet tout seuls. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 148. — *Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 148 et 150.)

(*Note de l'Editeur.*)

constance et le surprenant courage avec lequel les deux Fairfax, père et fils, travaillèrent à conserver au parlement les parties septentrionales de l'Angleterre, surtout lorsqu'on fait attention à la puissance des ennemis qu'ils avaient à combattre, à tous les malheurs inattendus qui leur survinrent, et aux secours dont se grossirent dans plusieurs occasions les forces de leurs ennemis. Si l'on ne peut rapporter ici les détails complets de leurs actions, elles y seront au moins indiquées d'une manière générale.

Depuis qu'on avait entrevu la possibilité de cette funeste guerre, et que la commission d'enrôlement avait commencé à se trouver en conflit avec les ordonnances du parlement sur la milice, le lord Fairfax avait été très-actif à lever des troupes (1), et s'était réuni, dans cette vue, très-

(1) Lorsque le Roi eut quitté le comté d'York, les forces des deux partis s'y trouvèrent si également balancées, qu'ils convinrent de s'en tenir à la neutralité, sans envoyer de secours ni de part ni d'autre. Le traité fut conclu entre lord Fairfax et M. Bellasis, fils aîné de lord Falconbridge. Tous les gentilshommes du comté y accédèrent, sauf le jeune Hotham et sir Edward Rhodes; mais le parlement, mécontent de ce traité, reprocha à lord Fairfax de s'être laissé duper par le parti ennemi, déclara qu'on n'était nullement lié par un pareil traité, et que les amis du parlement n'en devaient pas moins continuer à le servir de tout leur pouvoir. On essaya de même dans plusieurs

intimement avec sir John Hotham et son fils, M. John Hotham, aussi membre de la chambre des communes, et gentilhomme non-seulement actif mais heureux dans ses entreprises, tant qu'il demeura fidèle au parti qu'il avait d'abord choisi. Lorsque la guerre eut éclaté, le lord Fairfax, seul ou de compagnie avec M. Hotham, avait pris et fortifié pour le parlement plusieurs villes et forts, et avait soutenu plusieurs combats sanglans et terribles contre de puissans ennemis. Le comte de Cumberland, nommé d'abord par le Roi lord-lieutenant du comté d'York, n'avait pas été en état de les réprimer; à peine même avait-il pu se soutenir contre eux. Au mois d'octobre 1642, ils avaient pris et fortifié, malgré lui, le château de Cawood et la ville de Selby; ils surprirent aussitôt après la ville de Leeds, où était cantonnée une partie des troupes du comte, à qui ils firent plusieurs prisonniers, chevaliers et gentilshommes de rang, parmi lesquels se trouva sir Georges Detherick avec toute sa compagnie.

Le comte de Cumberland lui-même fut repoussé peu de jours après jusque dans la ville

---

comtés d'établir la neutralité, mais cela ne servit guères qu'à donner à l'un des partis les moyens de surprendre l'autre. (*Mémoires de Whitel.*, pag. 59. — *Histoire de la Rébellion*, tom. 5, pag. 237 et suiv.) (*Note de l'Editeur.*)

d'York, assiégé par lord Fairfax et M. Hotham, et sommé de se rendre. Cela arriva environ dans le temps de la fameuse bataille de Keynton.

Mais le comte de Newcastle entra dans York avec des troupes plus considérables, tandis que le lord Fairfax et le capitaine Hotham n'en étaient pas très-éloignés. Lorsqu'il en sortit, ils l'attaquèrent, malgré sa force, le 7 décembre, à Tadcaster. Le combat ou plutôt les différentes escarmouches livrées en cette occasion durèrent environ cinq heures, et les troupes du parlement y surent si bien prendre leurs avantages que, selon le rapport fait au parlement, elles tuèrent au comte deux cents hommes, et n'en perdirent que huit, parmi lesquels se trouva le capitaine Lister dont la mort fut fort déplorée dans le pays, où il était estimé comme un homme brave et religieux. Après plusieurs escarmouches, l'armée du parlement eut le bonheur de faire sa retraite sur Cawood et Selby, laissant le champ de bataille au comte, dont les forces se montaient, dit-on, à huit mille hommes, tant cavalerie que infanterie, tandis que le lord Fairfax et le capitaine Hotham n'avaient pas plus de deux mille cent fantassins et sept compagnies de cavalerie. Ils en auraient eu davantage, si sir Hugh Cholmley et le colonel Bainton étaient venus, comme on les attendait, avec leurs régimens d'infanterie et deux compagnies de cavalerie.

Le comte de Newcastle se trouva alors non-seulement maître du champ de bataille, mais formidable à tous les pays adjacens, qui implorèrent le secours du parlement. Le parlement hâta l'association des comtés les plus proches de Londres, afin d'être en état de s'en servir pour secourir ceux qui étaient les plus éloignés (1).

Le parti du Roi reçut alors une augmentation de forces dans le nord, par le débarquement du colonel Goring à Newcastle avec deux cents officiers venant de Hollande, et des munitions de guerre.

Le comte de Newcastle, après avoir quitté Tadcaster, surprit la ville de Leeds, où il prit plusieurs gentilshommes qu'il força de se racheter très-chèrement; ce qui lui donna ensuite les

---

(1) L'occupation de Newcastle par les armées royales était très-incommode à la ville de Londres, parce qu'elle rendait plus difficile l'envoi des charbons de terre. Le parlement, pour exciter le zèle des habitans de la cité à reconquérir cette partie de l'Angleterre, prit une mesure pareille à celle qui avait été prise pour l'Irlande, et traitant de même le nord de l'Angleterre en pays conquis, il ordonna que les biens de plusieurs grandes familles de ces contrées seraient engagés aux prêteurs (*adventurers*) qui voudraient hasarder leur argent pour cette expédition. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 118.) (*Note de l'Editeur.*)

moyens de payer sa grande armée. Ce fut alors aussi qu'il donna des commissions aux papistes de ce comté, pour les autoriser à s'armer en faveur du Roi, ce qu'il justifia par des écrits publiés à cette occasion. En même temps il proclama traître le lord Fairfax.

Malgré les succès du comte, le lord Fairfax s'avança à la tête de ce qu'il avait réuni de troupes, et fut heureux en plusieurs occasions contre différentes portions de l'armée du comte de Newcastle; une fois à Sherburne, entre Tadcaster et Doncaster, et une autre fois à Bradford, contre un parti de l'armée du comte, sous la conduite du colonel Goring, du colonel Evers, de sir William Savile, et de sir John Gotherick, qui étaient venus avec un bon nombre de cavaliers et de dragons, pour surprendre la ville de Bradford; mais des troupes ayant été envoyées à temps au secours de cette ville, ils furent obligés de se retirer avec quelque perte. Quoique cette action ne puisse être regardée comme une victoire, ce fut cependant un succès heureux, puisqu'on repoussa un ennemi très-supérieur en nombre.

CHAPITRE IV.

Quelques actions de sir Thomas Fairfax dans le nord. La Reine débarque en Angleterre. Défection de sir Hugh Cholmley et des deux Hotham. État de la guerre dans l'ouest. Situation des comtés confédérés. Relation abrégée des actions de sir William Waller, du colonel Cromwell, de sir William Brereton et de sir John Gell.

Sir Thomas Fairfax fit de grands exploits dans les mois de janvier et de février; car aucune saison de l'année, aucune des tempêtes de l'hiver ne pouvaient calmer le furieux incendie de la guerre civile. Le 23 janvier 1643, sir Thomas Fairfax partit de Bradford, à six milles de Leeds, avec six compagnies de cavalerie et trois compagnies de dragons sous le commandement de sir Henri Fowles baronet, lieutenant-général de sa cavalerie, et près de mille mousquetaires et de deux mille paysans armés (*clubmen*) (1), sous

(1) La dénomination de *clubmen* répond à celle de *maillotins*, hommes armés de maillets et de massues. De même que les *maillotins* en France, les *clubmen* furent des hommes de la classe du peuple, soulevés par la souffrance, et que la nécessité de se défendre avait armés des

le commandement de sir William Fairfax, colonel et lieutenant-général de son infanterie. En

---

grossiers instrumens qui se trouvaient sous leurs mains. Mais ce fut dans Paris que se soulevèrent les *maillotins* de France; les *clubmen* anglais étaient les hommes de la campagne, désolés par les deux partis, et se réunissant pour se défendre tour-à-tour contre celui qui les opprimait le plus dans le moment. May en parle ici pour la première fois, et sir Thomas Fairfax, dans la relation qu'il a donnée (voir les *Mémoires* de Fairfax) de cette campagne du nord, ne désigne pas sous le nom de *clubmen* les gens du pays, dont il raconte en effet qu'il reçut d'assez grands secours; cependant ce nom est consacré dans les écrits du temps. Les *clubmen* jouèrent plus tard un rôle très-important, quoique peu actif, dans la guerre civile. Le but de leur association, c'était le maintien de la paix et de la propriété; leur véritable ennemi, c'était la guerre et ceux qui la faisaient. Un parti n'obtenait guères leur alliance que pour prix de l'assistance qu'ils en recevaient contre un parti plus pressant; aussi étaient-ils d'ordinaire pour le parti le plus faible, prêts à se retourner ensuite contre lui lorsque c'était de lui que venait l'oppression. On les voit cependant paraître d'abord en général contre le parti royaliste, ici pour seconder Fairfax; ensuite, au mois de mars 1645, ils se lèvent en grand nombre dans les comtés de Dorset et de Worcester, « en attitude défensive, dit Whitelocke (*Mémoires*, pag. 130), et refusant de servir le Roi conformément à sa proclamation. » Leur nombre s'augmente dans les comtés du midi, à raison des succès momentanés du parti du Roi à cette époque, et leur colère, comme il est assez ordinaire, s'accroît avec leur nombre. 4000 se réunissent dans le comté de Dorset et menacent de

approchant de la ville de Leeds, sir Thomas envoya un trompette à sir William Savile, commandant en chef de la ville sous les ordres de lord Newcastle, et le somma de la rendre au nom du Roi et du parlement; mais ayant reçu de sir William une réponse déterminée et assez insultante, il s'approcha davantage et se prépara à donner un assaut, bien que la ville fût défendue par une garnison de quinze cents fantassins et de cinq cents cavaliers ou dragons, et deux canons de bronze. Sir Thomas Fairfax prit cinq compagnies de ses meilleurs soldats, qu'il plaça dans un endroit favorable sous le commandement du major Forbes et des capitaines Briggs, Lee, Frank et Palmer; sir William Fairfax, à la tête de son régiment et en face de l'ennemi, donna l'as-

---

piller tous ceux qui ne se joindront pas à eux pour exterminer les cavaliers. Le prince Robert essaie inutilement de les apaiser, et les constables refusent de livrer la liste de leurs noms (*Mémoires* de Whitel. pag. 131). Dans le comté de Worcester, assemblés au nombre de 14,000, ils font demander au colonel Massey de se joindre à eux pour assiéger Hereford, alors entre les mains des royalistes. Massey y consent, à condition *qu'ils se déclareront entièrement pour le parlement*. Alors ils demandent quelques jours et ne se déclarent point (*Ibid.* pag. 133 et 135); puis, lorsque la fortune se déclarant ensuite pour les parlementaires, livrera le pays à de nouveaux oppresseurs, on verra les *clubmen* devenir pour eux un obstacle et un objet d'inquiétude. (*Note de l'Editeur.*)

saut avec beaucoup d'habileté et de courage, tandis que le major Forbes en faisait autant de son côté. Sir Thomas en personne conduisait les troupes, encourageant tous ses soldats et les instruisant à la valeur par son propre exemple. Après deux heures d'un combat très-vif, et malgré la bonne conduite des assiégés, sir Thomas Fairfax, sir William Fairfax et sir Henri Fowles entrèrent dans la ville de leur côté, et le major Forbes du sien avec le capitaine qui l'accompagnait. On prit dans la ville les deux canons de bronze, une bonne provision d'armes et de munitions, quatre drapeaux et cinq cents prisonniers, dont six officiers. Les soldats furent mis en liberté et eurent la permission de se retirer, mais sans armes et après avoir prêté serment de ne plus combattre dans cette cause contre le Roi et le parlement. Il y eut environ quarante hommes tués, dont la plupart du côté des assiégés. Le sergent-major Beaumont se noya en cherchant à se sauver à la nage, et sir William Savile lui-même, qui, dans sa fuite, traversa aussi la rivière, n'échappa qu'à grand'peine au même sort. On rendit publiquement à Londres des actions de grâces de cette victoire. Sir Thomas Fairfax avec son armée victorieuse marcha aussitôt sur Wakefield, autre quartier de l'armée du comte. Sir George Wentworth qui y commandait en chef, prit la fuite et le lui abandonna.

Peu de temps après il marcha vers Tadcaster. A son approche les troupes du comte, bien que nombreuses, prirent la fuite et abandonnèrent leurs retranchemens.

Depuis cette époque, à peine dans tout le cours du printemps suivant se passa-t-il une quinzaine sans que dans cette partie du nord les troupes du Roi ne reçussent quelque accroissement de force. Au mois de février, le général King, habile officier écossais, arriva de Hollande, débarqua à Newcastle, se joignit au comte et se rendit à York avec des armes pour six mille hommes. Dans le même mois, la Reine venant de Hollande, débarqua aussi à Sunderland (1)

(1) La Reine ayant débarqué à Bridlington, se logea sur le quai où l'on avait préparé une maison pour la recevoir; mais pendant la nuit Batten, vice-amiral du parlement, qui l'avait manquée au passage, vint avec quatre vaisseaux dans la rade de Bridlington, et vers le matin s'approcha le plus près qu'il put de la maison qu'habitait la Reine, sur laquelle il tira à mitraille pendant plus de deux heures. La mitraille pénétra dans la chambre de la Reine, qui fut forcée de se lever précipitamment et de s'enfuir dans la campagne, où elle se réfugia sous un banc. Un homme fut tué à peu de distance d'elle. Les lords, informés de ce fait, ordonnèrent qu'on écrivît au comte de Warwick pour qu'il en informât; mais cet ordre n'eut aucune suite, et la chambre des communes se contenta d'avertir le comte de Warwick de prendre ses précautions contre les vaisseaux qui avaient amené la Reine, et qu'on soupçonnait de quelque

avec une grande quantité d'armes et de munitions, et amenant avec elle plusieurs officiers de marque; elle se rendit à York escortée par le comte de Newcastle.

Vers le même temps, le comte de Montrose, jeune lord écossais, d'une grande réputation dans son pays, et qui dans la guerre d'Écosse s'était montré un des plus actifs et des plus zélés covenantaires, abandonna son parti, et accompagné du lord Oglesby, s'enfuit d'Écosse avec cent vingt chevaux, et vint rejoindre la Reine à York; sur quoi ces deux lords furent proclamés à Édimbourg traîtres au Roi et au pays, pour s'être échappés d'Écosse au mépris de leur covenant, dans l'intention d'aider l'armée papiste; car c'était ainsi que les Écossais nommaient l'armée du comte de Newcastle.

Le parlement reçut bientôt après un autre coup bien fâcheux, par la défection de sir Hugh Cholmley, membre de la chambre des communes où il était très-estimé. Il avait été, comme on l'a déjà dit, employé par le parlement en qualité de commissaire dans le nord avec le lord Fairfax et sir Philippe Stapleton, et était alors revêtu d'un emploi de confiance, celui de gouverneur de Scar-

---

dessein contre Hull. (Clarendon, *Histoire de la Rébellion*, tom. 5, pag. 247. — *Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 90.) (*Note de l'Editeur.*)

borough, place très-importante. Il trahit les intérêts qui lui étaient confiés, abandonna le parti qu'il avait embrassé et rejoignit la Reine avec trois cents hommes. Il fut alors accusé de haute trahison par le parlement; mais ce crime ne lui tourna pas si mal qu'à plusieurs autres qui, vers le même temps, avaient de même trahi les devoirs de leur emploi. La ville de Scarborough fut laissée entre les mains d'un capitaine parlementaire, connu sous le nom de Browne Bushell, que beaucoup de gens croyaient disposé à la garder pour le parlement; mais il se révolta aussi et la livra à ses ennemis.

Lors du débarquement du général King et de celui de la Reine qui le suivit aussitôt après, quelques circonstances commencèrent à faire soupçonner que les deux malheureux Hotham, le père et le fils, trahissaient le parlement (1). L'active vigilance

(1) Sir John Hotham, homme d'un caractère hautain et morose, s'était fait détester par son avarice et la rudesse de ses manières, surtout envers ses inférieurs. Sur quelques différends qu'il eut avec lord Fairfax, dont il refusait de reconnaître l'autorité, le parlement avait formé le projet de lui ôter son commandement; instruit de cette résolution par des lettres qu'il intercepta, il songea à se tourner du côté du Roi; son fils, contre lequel il paraît qu'on avait conçu quelques soupçons, fut arrêté et mis en prison à Nottingham; s'étant échappé de sa prison, il traita secrètement avec le comte de Newcastle, et se rendit à Hull,

de quelques hommes de son parti découvrit leur trahison; mais on en parla long-temps sans obtenir plus de confiance que n'en obtenaient les prophéties de Cassandre; et lorsque la chose devint évidente, les honnêtes gens éprouvèrent non-seulement une grande surprise, mais encore une vive douleur à la vue d'une telle circonstance. On verra plus au long dans la suite les détails de cette découverte et tout le mal qu'elle aurait causé au parlement si elle n'eût été prévenue à temps. Tous deux furent accusés dans le parlement, saisis à Hull et envoyés à Londres où ils demeurèrent long-temps prisonniers à la Tour avant leur procès et leur exécution.

---

où l'état des affaires du parlement en ces cantons, permit au père et au fils, sans se déclarer encore ouvertement pour le Roi, de se tenir contre le parlement dans une sorte d'hostilité. (Voir les *Mémoires* de Fairfax.) Le parlement, dans cette situation, jugea nécessaire d'user à son tour de ruse : il envoya à Hull sir Matthew Bointon, beau-frère de sir John, avec le titre secret de colonel de la garnison de Hull et de membre d'un comité chargé d'avance du gouvernement de la place, lui donnant mission de débaucher les soldats de son beau-frère. Il y réussit si bien, que sir John, s'apercevant trop tard de ce que l'on tramait contre lui, s'enfuit à Beverley; ses soldats l'y poursuivirent, et le ramenèrent à Hull, d'où son beau-frère l'envoya prisonnier à Londres avec sa femme et ses enfans. Lord Fairfax fut nommé gouverneur de Hull. (*Mémoires* de Whitel., pag. 67. — *Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 145-147.)

(*Note de l'Editeur.*)

Tous ces désavantages, la force croissante des ennemis du parlement, la défection de ses amis, ne purent abattre le lord Fairfax et son fils, qui persistèrent avec un grand courage dans leur entreprise; et levant tous les *clubmen* (1) du pays pour recruter le petit nombre de troupes qui leur restait, se mirent en état de faire, pendant quelque temps, une ferme résistance et d'agir utilement, en divers lieux, contre plusieurs partis de la nombreuse armée du comte de Newcastle. Sir Thomas Fairfax remporta même, à Wakefield, une victoire qu'il faut appeler, non pas étrange, mais miraculeuse, bien que le récit que j'en vais faire ne renferme rien dont la vérité n'ait été généralement reconnue. Une telle victoire, lorsque l'on considère l'énorme disproportion des forces et tous les désavantages contre lesquels on eut à lutter, prouve à quel point le succès peut couronner les entreprises audacieuses et justifie le vieux proverbe *audaces fortuna juvat*.

(1) Dans les comtés du nord, et particulièrement dans le comté d'York, presque tous les gentilshommes s'étaient rangés dans le parti du Roi; il était donc assez naturel que les paysans, sans défense contre les royalistes, portassent un secours un peu plus actif qu'ailleurs aux troupes parlementaires; cependant il n'est question en aucun lieu de faits d'armes marquans de la part des *clubmen*. Les secours qu'en tirait Fairfax consistaient surtout en vivres pour la subsistance de son armée. (*Note de l'Éditeur.*)

Le lord Fairfax, général des troupes du parlement dans le nord, ordonna, le 20 mai, que l'on tirât des garnisons de Leeds, Bradford, Halifax et Howley, un parti composé de mille fantassins, de trois compagnies de dragons et huit escadrons de cavalerie, qui furent mis sous les ordres de sir Thomas Fairfax. Sir William Fairfax et le sergent-major-général Gifford commandaient sous lui l'infanterie. La cavalerie était divisée en deux corps. Quatre escadrons étaient commandés par sir Thomas Fairfax en personne, les quatre autres par sir Henri Fowles. De Howley, qui était le lieu de leur rendez-vous, ils se dirigèrent vers Wakefield et arrivèrent devant cette ville à quatre heures du matin. Les gens de la ville étaient prêts à les recevoir et envoyèrent contre eux quelque cavalerie pour les attaquer, avec des mousquetaires pour border des haies qui conduisaient à la ville. Il y avait dans Wakefield trois mille hommes de pied et sept escadrons de cavalerie, sans compter le régiment du colonel Lampton, qui arriva dans la ville après que les troupes du parlement y furent entrées. Mais, dès le premier choc, les troupes du parlement mirent en fuite la cavalerie ennemie, et l'infanterie chassa les mousquetaires qui bordaient les haies, jusques dans la ville, qu'elle assaillit en deux endroits nommés Wrengate et Northgate. Au bout d'une heure de combat, ils prirent une des pièces

des ennemis, la tournèrent contre eux, et, au même instant, entrèrent dans la ville par les deux endroits à la fois. Quand les barricades furent enfoncées, sir Thomas Fairfax, avec la cavalerie, se jeta aussi dans la place et débarrassa la rue. Il y eut là un terrible et sanglant combat, où le colonel Goring fut fait prisonnier par le lieutenant Matthew Alured, membre de la chambre des communes. Cependant il restait sur la place du marché trois escadrons de cavalerie et le régiment du colonel Lampton. Le major-général Gifford leur envoya un trompette pour leur offrir quartier, s'ils voulaient mettre bas les armes. Il n'en reçut qu'une réponse dédaigneuse. Alors il fit feu sur eux avec une pièce de leurs propres canons, et la cavalerie les chargea aussi avec une grande impétuosité, en sorte qu'ils furent bientôt chassés de la ville et tous leurs officiers faits prisonniers. On prit, en outre, 27 enseignes d'infanterie, trois cornettes de cavalerie et environ quinze cents soldats. Les troupes du Roi furent également forcées d'abandonner, dans leur fuite, quatre pièces d'artillerie et des munitions qui tombèrent au pouvoir de l'armée du parlement. Après avoir ainsi occupé la ville, sir Thomas Fairfax se trouva trop faible pour la garder en même temps que ses prisonniers. Il l'abandonna donc et se retira avec ce riche butin.

Cette grande victoire de Wakefield parut comme

une de ces lueurs qui précèdent la mort. Peu après, ces mêmes troupes furent complètement battues par le comte de Newcastle, qui occupait tous ces comtés et ne se laissa jamais atteindre par la totalité de l'armée parlementaire. Il avait conduit toute sa campagne avec une grande habileté, et, ne trouvant plus d'ennemis dans la plaine, il se mit en marche pour assiéger lord Fairfax dans Hull, ce qui fut, dit-on, une faute de sa part, ainsi que le siége de Glocester entrepris, peu après, par le Roi.

Telle fut la triste et continuelle guerre que les comtés du nord eurent à supporter pendant l'hiver. Ils ne souffraient pas seuls tant de maux. Presque aucun comté d'Angleterre n'en était exempt. L'ouest avait été le théâtre des plus cruelles tragédies. Plusieurs armées et de petits corps de troupes des deux partis y furent aux mains pendant le même temps, sans aucune interruption.

De tous les officiers qui, dans l'ouest, combattaient pour le Roi contre le parlement, sir Ralph Hopton était celui qui, par son zèle infatigable et la réputation dont il jouissait, s'était élevé au premier rang. Il parut constamment, comme on le verra dans la suite, à la tête des troupes royales; mais ses succès furent très-divers et mêlés de continuelles vicissitudes.

Le marquis de Hertford, d'un rang bien plus

élevé et investi, par le Roi, de pouvoirs bien plus étendus, ne pouvait jouer, en rase campagne, un rôle aussi considérable que sir Ralph Hopton; cependant il était rarement inactif et s'occupait soit à inquiéter des villes, soit à lever de petits corps. Ces deux officiers n'eurent à combattre, au commencement de la guerre, aucun général important et qui eût reçu sa commission du parlement. Ils eurent affaire à de simples gentilshommes de ces comtés. Les principaux étaient sir Francis Popham et ses fils, M. Strode et quelques francs tenanciers du pays, qui semblaient bien comprendre leurs droits et de quel intérêt était pour eux le sort de l'État. Enfin le comte de Stamford, homme d'un caractère très-ferme, et qui avait été employé dans le comté de Leicester contre M. Hastings, en vertu d'une commission du parlement, reçut l'ordre de se rendre dans l'ouest.

Le comte de Stamford fut déclaré lord-général de la partie méridionale du pays de Galles et des quatre comtés adjacens, Glocester, Worcester, Hereford et Chester. Il avait le droit de lever des troupes dans ces comtés, d'instituer des officiers, d'exercer les soldats, et de combattre quiconque s'opposerait à lui. Lord Grey, fils et héritier du comte de Stamford, lui succéda dans ses fonctions précédentes de lord-lieutenant des comtés de Leicester, de Nottingham, de Derby,

de Rutland et de Lincoln, où il continua la guerre contre M. Hastings, le comte de Chesterfield et les autres adversaires du parlement.

Le comte de Stamford, en arrivant dans l'ouest, obtint un succès contre sir Ralph Hopton, à qui il fit lever le siége de Plymouth; mais peu après, sir Ralph Hopton, par une fuite simulée, fit tomber dans une embuscade une partie des troupes du comte, conduites par un de ses lieutenans qu'il défit complètement. Le 15 mars 1643, il conclut avec lord Stamford une trève de vingt jours. A l'expiration de cette trève, le comte reprit la campagne, et remporta d'abord plusieurs avantages; mais la défection du jeune Chudley, fils de sir John Chudley, qui, dans plusieurs occasions, avait procuré la victoire aux troupes du parlement, vint bientôt la lui ravir. Lord Stamford fut contraint de s'enfermer dans la ville d'Exeter, où Hopton et Chudley vinrent l'assiéger. Quand le prince Maurice fut venu prendre le commandement de ce siége, le comte de Stamford lui rendit la place à des conditions avantageuses.

Malgré tous ces désastres, le parlement ne désespéra point, vers la fin de mai 1643, de reconquérir tous les comtés de l'ouest, par l'active valeur de sir William Waller qui, à cette époque, y remporta de grands avantages, ainsi que dans la principauté de Galles, et dont le nom était devenu la terreur de ses ennemis. C'était un

homme à qui ses voyages et ses services sur le continent avaient fait acquérir une grande expérience militaire; son jugement était sain, son activité prodigieuse, et, placé d'abord dans un rang assez obscur, il s'éleva, dans le cours de la guerre civile, au poste le plus éminent.

Vers le temps de la bataille de Keynton, sir William Waller fut nommé colonel d'un régiment de cavalerie. Dans le cours de l'hiver suivant, il se fit remarquer par plusieurs beaux exploits. Il prit le château de Farnham, contribua à enlever Portsmouth au colonel Goring, et, se joignant au colonel Brown, citoyen de Londres, qui avait pris les armes au commencement de la guerre, et s'y comporta glorieusement jusqu'à la fin, il rendit, soit à Winchester, soit aux environs, d'importans services à la cause parlementaire. Passant ensuite avec le colonel Hurrey et quelques autres dans la partie occidentale du comté de Sussex, il mit le siége devant Chichester, ville où s'étaient renfermés beaucoup de gentilshommes avec une grande quantité d'armes et de munitions pour le service du Roi.

Arrivé devant Chichester vers le milieu de décembre, sir William Waller y fut joint par quelques troupes, cavalerie et infanterie, que lui amenèrent le colonel Morley, membre fort zélé de la chambre des communes, qui avait du crédit dans le comté de Sussex, et sir Michel Leivesey,

chevalier du comté de Kent. Sir William disposa ses batteries, et fit tous les préparatifs du siége avec beaucoup d'art; mais avant de faire battre en brèche, et pour épargner l'effusion du sang, du consentement de tous ses officiers, il fit sommer la place par un trompette à des conditions que les assiégés repoussèrent d'abord, les jugeant trop dures. Cependant la ville se rendit au bout de huit jours, sans autre condition que la vie sauve et un traitement convenable. Les prisonniers de marque furent aussitôt envoyés à Londres. C'étaient sir Edward Ford, grand shériff de Sussex, sir John Morley, le colonel Shelley, M. Leaukner, le colonel Lindsey, le lieutenant-colonel Porter, le major Dawson, le major Gordon, le docteur King, évêque de Chichester, soixante officiers, quatre cents dragons et autant de fantassins. Sir William Waller employa le mois de mars suivant à lever des troupes dans les comtés de l'ouest : il avait pour principal lieutenant sir Arthur Haslerig, membre de la chambre des communes, qui, dans une foule de rencontres, donna de brillantes preuves de bravoure.

Après avoir rassemblé des forces assez considérables, sir William Waller partit de Bristol le 19 mars, et marcha vers Malmesbury. Le colonel Herbert Lunsford, fier gentilhomme et brave soldat, en était gouverneur. A l'approche des assiégeans, il fit sortir sept escadrons de ca-

valerie, pour aller à leur rencontre; mais hors d'état de soutenir le choc des cavaliers de sir William, ils prirent la fuite; quelques uns rentrèrent dans la ville; la plupart, jugeant qu'ils n'y seraient pas en sûreté, se dispersèrent en tous sens.

Sir William donna l'assaut le même jour; ayant échoué, il se logea sous les remparts, déterminé à tenter le lendemain un assaut encore plus rude; mais les assiégés ne jugeant pas la place tenable, demandèrent un pourparler, et se rendirent, *la* vie sauve. Sir William prit à Malmesbury une pièce de canon, trois cents prisonniers, dont les principaux étaient le colonel Lunsford, le colonel Cooke et vingt officiers; il prit aussi de riches magasins. Cette conquête ne coûta pas beaucoup de sang aux vainqueurs ni aux vaincus.

Peu de jours après, il obtint une victoire considérable, près de Glocester, sur le lord Herbert de Ragland, qui avait mis le siége devant cette ville avec une grande armée de Gallois. Voici en peu de mots le récit de l'action : sir William s'approcha de Cirencester avec ses troupes, et, pour déguiser son projet, fit mine de vouloir attaquer cette ville; mais c'était à Glocester qu'il en voulait, et il avait eu soin d'avance de faire avertir de son dessein les habitans de cette ville. Ses bateaux plats, propres à servir par terre et par eau, et qui lui avaient été amenés

en guise de chariots, devaient transporter ses troupes sur la Severn, par-delà Glocester, où il devait tomber sur les derrières de l'armée galloise de lord Herbert, au moment où celui-ci s'y attendrait le moins. Il avertit les troupes renfermées dans Glocester d'avoir soin d'attaquer l'armée de front, au moment où il tomberait sur ses derrières. Ce plan réussit aussi heureusement qu'il avait été sagement combiné. Au moment où lord Herbert était occupé avec la garnison de Glocester, et pensait, vu l'infériorité du nombre, pouvoir la détruire entièrement, sir William, avec son armée, s'étant approché de Highnam, quartier des troupes galloises, attaqua subitement les derrières de l'armée de lord Herbert avec une telle impétuosité, que tout fut mis en déroute, et que la fuite aurait été générale, s'ils eussent eu quelque moyen de s'échapper. On tua sur place cinq cents Gallois; on prit un millier de soldats et tout ce qu'ils avaient d'armes et de munitions. Le reste fut entièrement dispersé, et lord Herbert lui-même ne se sauva que par la fuite, et gagna Oxford.

Après cette grande victoire, sir William Waller marcha vers Tewkesbury. A son approche, la garnison de cette ville pour le Roi prit la fuite et l'en laissa maître. De là, s'avançant dans le pays, il surprit plusieurs partis de cavalerie, leur prit quelques armes, des pistolets, des carabines et

16,000 livres en argent, puis rapporta son butin à Glocester.

A peu de temps de là, il prit Chepstow dans le comté de Monmouth, il y saisit plusieurs de ceux qui étaient entrés dans la conspiration pour livrer Bristol, et qui, après la découverte du complot, avaient fui dans ce comté. Il y prit aussi un vaisseau appelé le dragon de Bristol, appartenant à des gens qu'il regardait comme ennemis, et chargé de richesses. Il s'en empara comme d'un légitime et très-utile butin.

De Chepstow il marcha rapidement vers Monmouth. La ville se rendit presqu'aussitôt à lui par composition. Après y avoir mis une garnison, il marcha à Ushe et somma les gens du pays de venir le joindre. Plusieurs se rendirent à son invitation, entre autres le fils de sir William Morgan de Tredegan, qui lui amena cinq cents hommes armés et lui apporta quelque argent. M. Herbert de Colebrooke leva aussi deux mille hommes et s'empara d'Abergaine pour le parlement.

Au milieu de ce cours brillant de prospérités, sir William Waller reçut l'ordre de quitter l'ouest pour rejoindre l'armée du lord-général Essex. L'armée du Roi en ayant eu avis, le prince Maurice entreprit de lui couper le passage. L'intention de sir William Waller était de regagner Glocester avec ses troupes. Ayant donc envoyé ses canons et son bagage à Aust sur la Wye, avec

son infanterie pour le défendre, il résolut de tomber, avec sa cavalerie et ses dragons, sur l'armée du prince Maurice et de s'ouvrir un passage, ce qu'il exécuta avec un grand succès et peu de perte; puis, poursuivant sa route, il coupa tous les ponts derrière lui, ce qui empêcha le prince Maurice de le poursuivre. Si le prince avait pris ce moyen le premier, sir William Waller aurait pu être retenu dans le pays de Galles et dans une situation très-désavantageuse; mais, après avoir ainsi coupé les ponts, sir William Waller, se trouvant à l'abri de la poursuite du prince Maurice, reprit, avec l'aide du gouverneur Massey, plusieurs villes occupées par les troupes royales, entre autres, Tewkesbury, d'où s'enfuit sir Matthew Carew. Sir William y fit beaucoup de prisonniers, y prit beaucoup d'armes et de richesses, y mit une garnison, et de là, conformément à son premier dessein, arriva sain et sauf à Glocester.

Il n'y demeura pas long-temps; mais, ayant été dispensé de rejoindre l'armée du lord-général, il marcha, avec sa célérité ordinaire, sur Hereford, où il arriva au moment où l'on s'y attendait le moins. Il prit cette ville par capitulation et y fit plusieurs prisonniers de haut rang, entre autres le lord Scudmore, avec cinq des membres révoltés de la chambre des communes, savoir: le fils du lord Scudmore, le co-

lonel Herbert Price, sir Richard Cave, le lieutenant-colonel Conisby, M. Conisby, et, outre cela, sir Walter Pye, sir William Crofts, le lieutenant-colonel Thomas Price, le sergent-major Mintridge, sir Samuel Amby, le sergent-major Dalton, le capitaine Sommerset, le capitaine Sclater, le docteur Rogers, le docteur Goodwin, le docteur Evans, et plusieurs autres qui furent tous conduits à Glocester.

Trois jours après, il surprit la ville de Leicester dans le même comté, à deux milles de Hereford; il y fit un bon butin, désarma un grand nombre de partisans du Roi et mit garnison dans la ville.

Le parti du Roi commença à craindre que sir William Waller, allant ainsi de succès en succès, ne parvînt à surprendre Worcester et Ludlow. Le prince Maurice partit donc d'Oxford avec une nombreuse cavalerie, pour aller l'attaquer de concert avec le marquis de Hertford et tâcher de l'arrêter dans ses progrès; mais sir William, après avoir balayé, avec son active armée, tous les pays environnans et avoir désarmé, dans les comtés de Wilts et Sommerset, un grand nombre des partisans du Roi, arriva à Bath avec une armée fort accrue en forces et en réputation. Il y trouva sir Edward Hungerford, sir John Horner et M. Strode, qui s'unirent à lui pour repousser le prince Maurice et le marquis de Hertford. Ce

canton devint le théâtre de combats terribles et fréquens, soutenus long-temps et terminés, des deux côtés, par de savantes et courageuses retraites, quand la nuit suspendait la fureur des combattans; mais sir William Waller, dont les actions, dans ce lieu, méritent d'être rapportées en détail, obtint le plus souvent la victoire. Il demeura, à la fin, maître du champ de bataille et repoussa les ennemis jusques dans la ville appelée les Devizes, où il les suivit et les assiégea. La perte, dans ces différentes rencontres, demeura très-incertaine, étant diversement rapportée par les deux partis, qui eurent en un grand nombre d'occasions la liberté d'enterrer leurs morts. Mais, du côté du parlement, on perdit un major, un lieutenant et deux cornettes. Sir Arthur Haslerig fut blessé, mais peu dangereusement. De l'autre côté, outre les soldats dont le nombre est demeuré incertain, il y eut quelques hommes de qualité de tués, entre autres, sir Bevile Greenville, le lieutenant-colonel Ward, le major Lowre et cinq ou six capitaines. On dit que sir Ralph Hopton, le comte de Carnarvon et le lord Mohun, furent blessés.

Le prince Maurice et le marquis de Hertford étaient retournés à Oxford, et sir Ralph Hopton, assiégé dans les Devizes par sir William Waller, commençait à parler de se rendre, lorsque la fortune de la guerre changea tout à coup. L'armée

du lord-général Essex, affaiblie par la maladie et d'autres souffrances, ne pouvait, en aucune manière, contenir Oxford, ni empêcher qu'on en fît sortir des renforts; en sorte que lord Wilmot, à la tête de troupes fraîches, tomba inopinément sur l'armée de sir William Waller, qui fut alors, comme on l'a dit, entièrement défaite, dispersée et détruite. Lui-même chercha sa sûreté dans la ville de Bristol, d'où, peu de jours après, accompagné de quelques gentilshommes, il se rendit à Londres, où il fut reçu avec de grandes marques d'affection et la promesse qu'on ferait les derniers efforts pour lui fournir une autre armée (1).

Les troupes du Roi semblaient avoir entière-

---

(1) Clarendon attribue la défaite de Waller à sa présomption et à son mépris pour l'ennemi qu'il avait si fréquemment vaincu; quoi qu'il en soit, si ses précédens services n'eussent appartenu qu'à la cause nationale, ils ne l'auraient peut-être pas mis à l'abri, dans cette occasion, des méfiances ou de l'ingratitude populaire; mais Waller avait servi un parti qui avait besoin de lui pour l'opposer à des ennemis encore plus près d'eux que les armées du Roi. Waller, après sa défaite, fut reçu à Londres comme en triomphe: les milices allèrent au devant de lui; il fut nommé commandant en chef des troupes de la cité, et, d'après les promesses qu'on lui fit de lui lever promptement une nouvelle armée, il paraît qu'on croyait n'avoir qu'à le consoler. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 185.)
(*Note de l'Editeur.*)

ment accompli l'œuvre qu'elles avaient entreprise, elles se trouvaient presque seules maîtresses de l'ouest et de la plus grande partie du nord de l'Angleterre. Les armées du lord Fairfax et de sir William Waller étaient détruites. Cependant, dans tous les comtés, la fortune n'était pas semblable. En plusieurs lieux, les partisans du parlement étaient en état, non-seulement de se défendre, mais de gagner du terrain sur leurs ennemis. A la vérité cette guerre se bornait généralement à des rencontres entre des partis peu nombreux, à des précautions pour se maintenir, et à la prise de quelques villes sur le parti du Roi. C'était ainsi que les choses se passaient dans les comtés de Chester, de Lancaster, de Stafford, de Derby, Leicester, Nottingham et d'autres endroits, dont je dirai quelques mots lorsque j'aurai d'abord fait connaître l'heureuse situation dont jouirent au contraire les comtés de l'est. Pendant tout l'hiver suivant et même pendant toute la durée de cette sanglante guerre, tandis que le nord et l'ouest étaient le siége d'une lutte terrible et la proie des plus grandes et des plus puissantes armées des deux partis, tandis que les comtés dont je parlerai tout à l'heure étaient sans cesse tourmentés de mouvemens de troupes et de petits combats, et pillés par les deux partis, les comtés de l'est, tels que ceux de Suffolk, Norfolk, Cambridge, Essex, Hertford, Huntingdon,

demeurèrent entièrement exempts de la guerre civile. Ils s'étaient confédérés sous la protection du parlement qui les avait autorisés à se défendre mutuellement et à lever des forces contre les ennemis de la cause parlementaire. On doit naturellement attribuer en partie le bonheur et le repos dont ils jouirent, au concert d'opinion qui les dirigeait tous dans le même sens; et il est vrai que le peuple de ces comtés se montrait plus unanime dans ses sentimens que celui d'aucune autre partie de l'Angleterre; mais c'était surtout le peuple, car une grande partie de la noblesse, et entre autres les hommes de rang, s'y montraient fort mal affectionnés pour le parlement, et n'épargnaient pas les efforts pour faire prévaloir le parti du Roi et le seconder contre les parlementaires. Il eût été possible qu'ils parvinssent à jeter entièrement cette partie du royaume dans le parti du Roi, ou du moins, selon toute probabilité, ils l'auraient remplie d'autant de troubles et de calamités qu'aucune autre portion du pays, et auraient certainement empêché la confédération, s'ils n'avaient été réprimés de bonne heure par les soins du parlement, et surtout par les utiles services que rendit à sa cause un gentilhomme, M. Olivier Cromwell, de Huntington, membre de la chambre des communes, homme dont la sagesse, la valeur et la vigilance ne furent pas moins utiles en cette importante affaire

qu'elles ne devinrent ensuite remarquables par les plus grands services et les plus hauts faits d'armes qui aient eu lieu dans tout le cours de la guerre. Comme il a plu à Dieu d'élever ensuite cet homme aux plus grands commandemens (1) et de couronner toutes ses entreprises d'un tel succès, qu'il est devenu en un petit nombre d'années un des principaux appuis du parlement et la verge la plus puissante contre ses ennemis, il ne sera pas hors de propos de rapporter ici la série de ses actions dans l'intervalle qui s'écoula entre la bataille de Keynton et ces temps d'adversité qui précédèrent pour le parlement le siége de Glocester.

Le premier exploit de Cromwell eut lieu vers le milieu de janvier, lorsqu'il entreprit d'assurer au parlement la possession de la ville de Cambridge. Les villes d'université étaient, de toutes, les plus disposées en faveur du parti du Roi; les universités regardant tous les parlemens, et particulièrement celui-ci, comme les plus grands ennemis des honneurs ecclésiastiques, sur lesquels se fondent leurs espérances.

(1) « Je suis un homme, dit Cromwell lui-même dans une conférence tenue à Whitehall, qui, dès les premiers temps de mon service, me suis vu soudainement élevé des petits emplois à de plus grands. » (Harris, *Vie de Cromwell*, pag. 78.) (*Note de l'Editeur.*)

La ville de Cambridge avait donc emballé, par cette raison, une grande quantité de la vaisselle de ses colléges pour l'envoyer au Roi, ce qui lui aurait fait une somme considérable. Cromwell prévint cet envoi; il avait, en vertu d'une commission du parlement et du lord-général Essex, levé un escadron de cavalerie (1), à la tête duquel il se rendit dans le pays avec autorisation d'y lever un autre corps de troupes si l'occasion l'exigeait. Il arriva à Cambridge assez tôt pour s'emparer de la vaisselle qui partait pour Oxford; mais il avait encore, en chemin, rendu un autre service à la cause parlementaire. Sir Thomas Conesby, nommé récemment grand shériff du comté de Hertford, avait reçu une proclamation du Roi déclarant traîtres le lord Essex et tous ses adhérens. Il était à Saint-Albans un jour de marché, publiant cette proclamation, lorsque Crom-

(1) On prétend que Cromwell, en levant des soldats pour le parlement, leur déclara qu'il ne prétendait pas se servir avec eux des expressions ambiguës contenues dans sa commission, pour les tromper et leur faire croire qu'ils combattraient pour le Roi et le parlement; que si le Roi se trouvait dans le corps ennemi qu'il aurait en tête, il lui tirerait son coup de pistolet tout comme à un simple particulier, et que si leur conscience ne leur permettait pas d'en faire autant, il leur conseillait de ne pas s'engager sous ses ordres. (*Memoirs of the protectoral house, etc.*, par Mark Noble, tom. 1, pag. 271, édition de 1787.) (*Note de l'Editeur.*)

well arriva à la tête de son escadron, s'empara de lui et l'envoya au parlement.

Peu de temps après, il rassembla les troupes de ce comté (1), et invita les comtés voisins,

---

(1) Un écrit du temps rapporte, à cette occasion, un fait remarquable raconté par Cromwell lui-même, à la conférence dont on a déjà parlé; le voici dans ses propres expressions : « J'avais alors un très-digne ami, c'était un homme de très-grand mérite, et dont je sais que la mémoire vous est très-chère à tous, M. John Hampden. Lorsque je commençai à prendre part à la guerre, je vis que nos gens étaient battus en toute occasion; cela était véritablement ainsi. Je lui demandai donc d'ajouter à l'armée de mylord Essex quelques régimens, qui, comme je le lui dis, seraient utiles, si l'on y faisait entrer des hommes animés d'un esprit que je croyais capable d'avancer la besogne. Ce que je vous dis là est très vrai, Dieu sait que je ne mens pas. Vos cavaliers, lui dis-je, sont pour la plupart d'anciens domestiques hors d'âge, des garçons de cabaret et autres de la même sorte; et, dis-je, les leurs sont des fils de gentilshommes, des cadets et des gens de qualité. Pensez-vous que des gens de si basse et de si vile espèce aient dans l'âme de quoi tenir tête à des gentilshommes soutenus par l'honneur, le courage, la résolution? Véritablement, je lui parlais ainsi en conscience, et, véritablement aussi, je lui dis : il faut que vous ayez, et ne prenez pas mal ce que je vous dis, et je sais que vous ne le prendrez pas pas mal; il faut que vous ayez des hommes animés d'un esprit capable de les faire aller aussi loin que peuvent aller des gentilshommes, ou autrement je suis sûr que vous serez toujours battus. Je le lui dis ainsi, en vérité je le lui dis. C'était une digne et sage personne, et il pensa que mon

d'Essex, Suffolk et Norfolk, à se joindre à lui pour repousser une invasion du lord Capell, qui, secondé par le prince Robert, voulait empêcher l'association de ces comtés, projet qu'ils auraient exécuté s'ils n'eussent été prévenus à temps; mais cette mesure prise si à propos les obligea à renoncer à cette invasion et à se retirer ailleurs.

---

idée était juste mais impraticable. Je lui dis que vraiment j'y pouvais faire quelque chose, et je le fis; et en vérité je dois vous dire, et répétez-le à qui il vous plaira, je levai des hommes qui avaient la crainte de Dieu devant les yeux, et apportaient quelque conscience à ce qu'ils faisaient; et, à compter de ce jour, je dois vous le dire, ils ne furent jamais battus; et quelque part qu'ils en vinssent aux mains avec l'ennemi, ils le battaient sans cesse. » (Harris, *Vie de Cromwell*, pag. 78.) On convient aussi généralement qu'il avait eu soin de ne composer sa troupe que d'hommes d'une intelligence plus élevée que celle du commun des soldats, et auxquels il avait promptement fait comprendre les avantages de la discipline, en même temps qu'il les pénétrait de l'importance de leur action personnelle. « Il est probable, dit un de ses admirateurs, que Cromwell comprit tout cela, et comprit aussi que les plus religieux seraient nécessairement les plus vaillans. Cependant je conjecture que lorsqu'il choisit de pareils hommes, il y fut porté principalement par son estime et son amour pour les gens religieux. »(*Ibid.*) L'anecdote précédente donne lieu de penser que la prudence humaine eut aussi sa part dans la détermination, mais elle prouve en même temps que Cromwell connaissait toute la force d'une croyance.

(*Note de l Editeur.*)

Vers le commencement de mars, Cromwell ayant levé un régiment de cavalerie composé de mille hommes, marcha avec une grande célérité sur le comté de Suffolk, où il avait appris qu'il se formait une grande et forte confédération de gentilshommes attachés au parti du Roi. Le siége de la confédération était dans une ville du comté appelée Lowerstost, ville très-importante. Il les surprit à l'improviste, prit la ville avec très-peu de difficulté et sans tirer un seul coup de fusil. Il y fit prisonniers sir Thomas Barker et son frère sir John Pettus, M. Thomas Knevet, deux des Catlines, le capitaine Hammond, M. Corey, M. Turrill, M. Preston et environ vingt autres, considérables par le rang et la fortune. Il prit aussi dans cette ville une grande quantité de munitions, de selles, pistolets, poudre, cartouches et plusieurs articles d'un matériel de guerre suffisant pour une armée considérable. Il est certain que si Cromwell ne les eût pas surpris au point juste où il le fit, le pays courait de leur part un grand danger; car le lendemain même un grand nombre de gentilshommes et de chevaliers, déjà inscrits, devaient se réunir au même lieu. Ce fut un service très-important pour le parlement, et qui jeta un grand découragement parmi les partisans du Roi dans les comtés de Suffolk et de Norfolk.

Mais vers le commencement d'avril, lorsque

le printemps plus avancé permit d'entreprendre de plus longues marches, Cromwell ayant réglé l'association des comtés dans l'intérêt du parlement, et ne bornant pas ses soins et ses services à cette seule partie du royaume, leva un corps plus considérable composé de tous ceux qui vinrent librement et volontairement se joindre à lui. Il marcha à la tête de ce corps vers le comté de Lincoln pour y porter secours à ceux de son parti qui soutenaient la guerre contre Newark. Newark était une des plus fortes villes que possédât alors le parti du Roi. Elle était remplie de beaucoup de gentilshommes du comté de Lincoln et autres comtés, et de quelques soldats expérimentés qui levaient sur les pays adjacens de grosses contributions, et poussaient souvent leurs excursions jusques sous les murs de Lincoln. Le colonel Cromwell, dans sa marche à travers le comté de Huntingdon, y désarma un grand nombre de personnes mal affectionnées au parlement, et par-là augmenta tellement ses forces, qu'il se trouva à la tête de plus de deux mille hommes, et avant d'arriver à Newark il reçut du capitaine Hotham un renfort de cavalerie. Il fut rejoint aussi par quelques troupes du comté de Lincoln. En approchant de Newark, il eut le bonheur de rendre un grand service à son parti. Le capitaine Wray, à la tête de la cavalerie parlementaire de ce comté, avait imprudemment campé trop près

de cette ville. Il fut surpris dans la soirée par un fort parti sorti de la ville, et après quelques combats, hors d'état de résister au nombre, il fut pris avec tout son escadron; mais le bruit du combat étant arrivé jusqu'à Cromwell, il s'avança, et à dix heures du soir tomba sur les habitans de Newark, délivra l'escadron du capitaine Wray, en prit trois des leurs et leur tua beaucoup de monde.

Ayant ensuite mis le siége devant la ville, il repoussa avec tant de vigilance et de succès toutes les sorties des assiégés, qu'il leur prit en différentes occasions beaucoup d'hommes et de drapeaux. Toujours prêt avec sa cavalerie à saisir toutes les occasions, il défit une fois près de Grantham un fort parti des habitans de Newark, si supérieur en nombre que la victoire parut presque miraculeuse. Une autre fois il tomba sur un parti de l'armée du comte de Newcastle, envoyé vers Newark et campé entre cette ville et Grantham. Il lui tua beaucoup de monde, prit cent chevaux et fit quarante prisonniers (1).

(1) « Les exploits de Cromwell contre les troupes du comte de Newcastle furent, dit Whitelocke, le commencement de sa grande fortune, et ce fut alors qu'il se fit connaître au monde. » Le même écrivain confirme ici ce que nous apprend Cromwell du choix de ses soldats, et de l'avantage qu'il en retira : « Il avait, dit Whitelocke, un

Ce furent là les commencemens de Cromwell à sa première entrée dans le métier de soldat ; ce qu'on peut appeler ses exploits, s'accomplit dans les années suivantes de cette malheureuse guerre, et demande un récit plus complet et plus détaillé. Dans les autres comtés dont j'ai parlé d'abord, la fortune de la guerre avait été durant ces mois de printemps extrêmement diverse. De petits partis s'y livraient des combats journaliers pour assiéger, prendre et reprendre des villes et des forts. Dans le comté de Chester, sir William Brereton, homme prudent et vigilant, qui, dès le commencement des troubles, s'était

---

brave régiment de cavalerie composé d'habitans de son comté, la plupart francs-tenanciers, et fils de francs-tenanciers, et qui par motif de conscience avaient pris parti dans la cause et sous les ordres de Cromwell. Ainsi, bien armés au dedans de la conviction de leurs consciences, et au dehors de bonnes armures de fer, ils étaient unis comme un seul homme à tenir ferme et à charger en désespérés. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 68.) Ceux qu'ils battaient tâchaient de se consoler en se moquant : « Quant à Noll Cromwell, dit Marchamont Needham, il est venu dans la puissance de son esprit, avec toute la suite de ses disciples ; chacun d'eux est un David, un homme de guerre et un prophète, tous hommes doués du Seigneur, accomplissant leur œuvre mieux qu'aucun des fils de Lévi, et qui parcourent tout le pays de Galles avec leur épée à deux tranchans pour convertir les gentils. » (Harris, *Vie de Cromwell*, pag. 80.) (*Note de l'Editeur.*)

chargé de ce comté qu'il représentait dans le parlement en qualité de chevalier, s'était employé avec tant de succès contre le comte de Derby, nommé par le Roi lord-lieutenant des comtés de Chester et de Lancaster, qu'il était un de ceux qui avaient le plus contribué à tirer le comté de Chester de ses mains et à le conserver au parlement, bien que la plupart des gentilshommes du comté adhérassent au parti du Roi; mais il plut à Dieu d'accorder à sir William Brereton plusieurs victoires contre eux.

Il obtint, au commencement de mars, une grande victoire contre les partisans du Roi à Middlewich dans le comté de Chester. Après un rude combat sous les murs de cette ville, il finit par la prendre et y faire cinq cents prisonniers, dont plusieurs étaient des officiers et des gentilshommes de marque. Cette victoire avança beaucoup les affaires du parlement dans le pays.

Il résista avec grand succès à lord Cholmeley et à sir Thomas Aston, deux hommes puissans et zélés pour la cause du Roi. Après avoir affermi jusqu'à un certain point, par sa sagesse et sa vigilance extraordinaires, les affaires du parlement dans son propre comté, et y avoir levé un bon nombre de soldats déterminés et bien armés, il se porta activement au secours des autres, et s'avançant dans le Shropshire contre lord Capell, il surprit une ville appelée Dreyton, dans laquelle

s'était logé sir Vincent Corbet, officier du parti du Roi. Mais sir William Brereton entra dans la ville après une courte résistance, et y prit deux escadrons complets de cavalerie, et six compagnies de dragons. Sir Vincent Corbet échappa par la fuite.

De là il marcha à travers ces comtés, et prit plusieurs places d'une grande importance, vu l'état actuel des affaires.

Sir William poursuivit ses succès, et peu de temps après prit Whitchurch, ville sur les limites du Shropshire. Il y trouva beaucoup d'armes et de munitions, et fit plusieurs prisonniers sur l'armée du lord Capell.

Il rendit de plus de très-grands et de très-utiles services à la cause qu'il avait embrassée, en se joignant à d'autres troupes, ou bien venant à propos au secours de ses amis, particulièrement lorsqu'il se joignit à sir John Gell du comté de Derby qui s'employa constamment et avec succès pour le parlement.

Le comté de Derby, rempli de gens de qualité et de gentilshommes, fut dominé, dès le commencement des troubles, par le parti contraire au parlement; car, excepté sir John Gell, à peine un des gentilshommes du pays se rangea-t-il d'abord parmi les parlementaires. Mais celui-ci, aidé de son frère et de quelques uns de ses parens, et secondé par les paysans et francs-tenan-

ciers disposés à se déclarer pour le parti du parlement, se composa un parti capable de résister à ces grands personnages. Une telle action, dans un temps pareil, suffirait pour illustrer son courage et sa constance. Il plut à Dieu de le faire réussir dans cette grande et hasardeuse entreprise, et de le soutenir pendant toute la durée de la guerre.

Après la bataille de Keynton, il demanda une commission au comte d'Essex, et s'étant pourvu d'armes à grands frais et avec beaucoup de peine, il saisit à propos la ville de Derby, qu'il fortifia si bien, qu'elle devint une défense suffisante contre les assauts des puissans ennemis du parlement, et, en toute occasion, un refuge pour ses amis. Il donna par là l'exemple à plusieurs comtés voisins qui se procurèrent un même moyen de défense.

Mais les murs de Derby ne pouvaient renfermer sir John Gell, ni l'empêcher d'agir au dehors. Il se joignit en plusieurs occasions, et non sans d'heureux succès, avec sir William Brereton et le colonel Cromwell; il marcha plusieurs fois de concert avec le lord Grey de Grooby, lord-lieutenant de ces comtés, contre M. Hastings et contre la ville de Newark.

Dans le courant du mois de février, il marcha avec ce qu'il avait de troupes, sous la conduite de lord Brooke, dans le comté de Stafford, pour prendre Lichtfield, où était une garnison du Roi. Étant

entré dans la ville, ils rencontrèrent une vive et âpre résistance dans un lieu très-fort, appelé le clos ou la cour de la cathédrale, endroit fameux dans la suite de la guerre, pour avoir été souvent pris et repris avec beaucoup de perte des deux côtés.

CHAPITRE V.

Mort de lord Brooke et du comte de Northampton. Rencontres dans divers comtés. Triste condition du parlement à cette époque. Siége de Glocester.

Pendant que l'armée parlementaire poussait le siége du clos de Lichtfield, son général, lord Brooke, reçut une balle dans la tête, en regardant d'une fenêtre, et mourut sur le coup. C'était un homme d'une piété, d'une valeur et d'une fidélité remarquable ; sa mort causa au parlement les plus vifs regrets (1).

(1) « Ceux qui le connaissaient le regardaient, dit Clarendon, comme un homme bon et droit, plutôt séduit par un faux jugement que pervers et coupable dans ses intentions ; mais soit qu'il fût égaré par ses passions ou sa conscience, c'était sans aucun doute un de ceux qu'on aurait le plus difficilement ramenés à l'ancien gouvernement de l'Église et de l'État. » (*Histoire de la Rébellion*, tom. 5, pag. 257.) Il ajoute que sa perte inspira de vifs regrets à son parti qui ne se fiait en personne autant qu'en lui. Le matin de sa mort, dit-on, faisant, comme il avait coutume, sa prière en public, il pria le ciel, « si la cause qu'il servait n'était pas juste et légitime, de le faire périr sur-le-champ. » (*Ibidem.*) Dans un temps où chaque événe-

Sir John Gell lui succéda dans le commandement; il prit le clos au commencement de mars, avec très-peu de perte. Les mines étaient déjà préparées pour faire sauter les remparts, et l'on y avait jeté des grenades. Les assiégés se déterminèrent alors à demander quartier, et l'obtinrent, les soldats ne jugeant pas honorable de venger la mort de leur général, en les passant au fil de l'épée. L'armée fit là un riche butin en argent, meubles et bagages. On prit aussi un millier de fusils, et un assez grand nombre de gentilshommes, entre autres, le comte de Chesterfield et son fils.

Vers le milieu de mars, sir John Gell avec quinze cents hommes, tant cavalerie qu'infanterie, marcha de Lichtfield sur Stafford. Il rencontra sur la route, à un lieu dit Cranockgreen ou Saltheath, à quatre milles de Stafford, le comte de Northampton et ses troupes, au nombre de douze cents chevaux. Le comte chargea avec fureur l'armée parlementaire, força la cavalerie à se retirer en désordre, et prit quelques hommes avec deux pièces d'artillerie; il tourna ensuite deux fois autour de l'infanterie, cherchant

---

ment était invoqué comme un témoignage du jugement de Dieu, les royalistes n'ont pas manqué, après la mort de lord Brooke, de croire à l'efficacité de sa prière.

(Note de l'Editeur.)

de tous côtés à l'entamer; mais sir John Gell et ses officiers disposèrent si bien leurs soldats, que l'infanterie tint ferme et repoussa les assaillans, après la plus chaude mêlée.

Dans cette vive rencontre, le comte de Northampton fut tué, ainsi que M. Lucy, le capitaine Bagot et plusieurs autres officiers, dont on n'a pas su positivement le nombre. Un cornette demeura aussi sur le champ de bataille, et on prit son drapeau, portant une couronne et cette inscription : *Carolus Rex*. Deux autres cornettes furent faits prisonniers : l'un était le cornette du prince, car les escadrons du Roi et du prince se trouvaient là. Un jeune fils du comte de Chesterfield fut également fait prisonnier, et sir John Gell, soutenu par sir William Brereton, qui vint à son secours avant la fin du combat, resta maître du champ de bataille. M. Hastings, qui avait été successivement pris et délivré, s'enfuit grièvement blessé.

Ainsi les deux premiers pairs qui, à l'origine de cette guerre civile, s'étaient disputé l'un à l'autre un comté, à l'occasion de l'ordonnance du parlement sur la milice et de la commission d'enrôlement du Roi, le comte de Northampton et lord Brooke périrent à peu de distance et d'intervalle l'un de l'autre, tous deux hommes de talent et de courage, bien que de mœurs et de

caractère très-différens (1); ils furent vivement regrettés, chacun par son parti.

---

(1) Le comte de Northampton avait eu, ainsi que la plupart des grands seigneurs de cette époque, une jeunesse assez dissolue. Les premiers troubles l'éveillèrent, dit Clarendon, comme d'une léthargie, et révélèrent en lui un caractère auquel il n'avait manqué qu'un intérêt digne de l'occuper. Il se dévoua avec ses quatre fils à la cause du Roi, embrassa dans toute leur rigueur les habitudes et les devoirs de la vie militaire, en supporta les fatigues et les souffrances comme s'il n'avait jamais connu les aisances de la vie. Ardent à chercher le danger, il disait souvent que « s'il survivait à ces guerres, il ne retrouverait jamais une aussi noble mort. » Dans une charge sur la cavalerie parlementaire, qu'il avait mise en déroute, il eut son cheval tué sous lui, et comme, selon la coutume des braves de ce parti, toujours livrés aux caprices d'une impétuosité naturelle, il s'était laissé trop emporter à la poursuite, il tomba presque au milieu de l'infanterie ennemie. Il eut cependant le temps de se relever, et tua le colonel parlementaire qui était accouru sur lui. Mais son casque ayant été enlevé d'un coup de crosse, on lui offrit de lui faire quartier; il le refusa avec outrage, traitant ceux qui le lui proposèrent de *rebelles* et de *vils coquins*. Alors il fut tué d'une blessure au visage et d'un coup de hallebarde qui lui entra derrière la tête. Clarendon rapporte que son fils ayant fait redemander son corps, Gell et Brereton prétendirent qu'on leur rendît en échange leurs prisonniers, leurs munitions et les canons qu'ils avaient perdus dans la bataille; et qu'alors le jeune comte s'étant borné à demander au moins la permission d'envoyer un chirurgien pour embaumer son corps, ils le lui refusèrent. (Clarendon, *Histoire de la Rébellion*, tom. 5, pag. 261 et suiv.) (*Note de l'Éditeur.*)

Le zèle de sir William Brereton et d'autres gentilshommes conserva au parlement le comté de Chester, bien que rempli de papistes, et mit ce comté en état de résister au comte de Derby, lieutenant du Roi. Ce comte attaqua très-vivement le comté de Lancaster, où les papistes étaient encore plus nombreux, et où il avait lui-même beaucoup de crédit; mais il en fut enfin chassé par le courage des gentilshommes protestans. J'indiquerai en peu de mots les principaux faits de cette lutte locale.

Au milieu de l'hiver, et pendant que le comté de Lancaster était en proie aux plus violentes agitations, le parlement y envoya sir John Seaton, officier distingué, en qualité de major-général, et pour diriger la valeur novice du peuple. Preston fut le théâtre de ses premiers exploits. Au commencement de février, sir John Seaton avec dix compagnies et environ deux mille *clubmen*, marcha sur cette place qui était forte et bravement défendue. Elle fut si vivement attaquée qu'après deux heures d'assaut, les troupes du parlement s'en emparèrent: la perte des assaillans ne fut que d'un officier et sept ou huit soldats; les assiégés perdirent plus de monde. On leur prit deux cents hommes, trois pièces d'artillerie, beaucoup de fusils et deux ou trois drapeaux. La prise de cette place était importante, soit pour assurer l'entretien des troupes du parlement, soit

pour fermer la route de Newcastle à Chester et à Shrewsbury.

Peu après, le sergent-major Birch fut envoyé de Preston à Lancaster. Il entra dans la ville sans grande opposition, et les citoyens l'aidèrent ensuite de grand cœur à s'emparer du fort, dont ils prirent possession pour le parlement.

Sir John Seaton, avec le secours des citoyens de Manchester, et d'autres volontaires de la compagnie, prit également la ville de Wiggon.

Le comte de Derby ne cessa cependant point ses efforts pour la réduction de ce comté. Il se porta avec des forces considérables sur Whaley, dont il était sur le point de s'emparer, lorsqu'il fut repoussé par les habitans des environs.

Il était entré dans Warrington, et y avait laissé une garnison; mais au commencement de juin, les troupes de Manchester reprirent cette place avec huit pièces d'artillerie et cinq ou six cents prisonniers. Tout le comté de Lancaster parut alors soumis au parlement, et le comte de Derby n'y conserva plus que quelques bourgs de peu d'importance.

Le lord Grey de Grooby, depuis long-temps en possession de Leicester, en avait fait son quartier général. Il résista de là, avec des succès divers, à M. Hastings qui tenait garnison à Ashby de la Zouch, et combattait avec beaucoup d'opiniâtreté pour la cause du Roi.

Les deux partis se disputaient violemment le Hampshire. Mais les garnisons que le Roi avait placées à Winchester et à Basing-House, résidence du marquis de Winchester, dominaient le pays et y levaient à leur volonté des contributions. Le pays de Galles appartenait au Roi presque tout entier. Un petit nombre de places et quelques gentilshommes, comme les colonels Glynn, Mitten et Langhorne, y tenaient à grand'peine pour le parlement. A tout prendre, la cause du parlement était alors en décadence; il n'avait, à la fin de juillet 1643, que bien peu de troupes pour tenir la campagne. Ses grands corps d'armée étaient détruits, et il ne pouvait guère espérer que de conserver les villes et les places fortes qui lui restaient; encore ne pouvait-il espérer de les conserver long-temps, à moins que le sort des armes ne vînt à changer.

Ainsi le parlement paraissait perdu sans ressource, et telle était en effet l'opinion de beaucoup de gens. Le Roi possédait tout l'ouest jusqu'à l'extrémité du comté de Cornouailles, et de là il s'étendait dans le nord jusqu'aux confins de l'Écosse. Ses armées étaient au complet et en bon état, libres de marcher partout où il lui plaisait, et assez nombreuses pour suffire à la fois en différens lieux. On en dirigea une partie sur Exeter où le comte de Stamford était renfermé et hors d'état de tenir long-temps. Le Roi marcha en personne

à la tête d'une brillante armée vers Glocester, la seule ville considérable de ces cantons qui tînt encore pour le parlement. Plusieurs écrits de ce temps-là font connaître l'opinion qu'on se formait dans le parti du Roi sur la situation du parlement. On fit sur ce sujet à Oxford une épigramme maligne, que je crois digne d'être rapportée ici par le tableau énergique qu'elle présente de la triste condition du parlement à cette époque (1). Elle

(1) La situation intérieure du parti parlementaire offrait un délabrement au moins égal à celui de sa situation extérieure; le découragement et le trouble d'esprit s'étaient généralement répandus dans cette foule d'hommes engagés dans une révolution, les uns sans le savoir, les autres sans savoir ce que c'était qu'une révolution; ils s'étonnaient de tant de maux à la place des biens qu'ils s'étaient promis, et arrivés à moitié de la route, les uns voulaient rétrograder, renonçant au but qui déjà leur avait coûté si cher; les autres cherchaient à se bercer encore du vain espoir de l'atteindre sans de nouveaux malheurs. C'était à ces ressentimens, parvenus au plus haut degré de fermentation, qu'ils se flattaient de pouvoir apporter le remède de la paix. De cet avis était presque toute la chambre des lords, effrayés des violences de leur parti et des succès de l'autre. Les lords cédaient tard et de mauvaise grâce aux mesures tranchantes des meneurs de la guerre, et se prêtaient timidement et inefficacement aux désirs conciliateurs des partisans de la paix. Le 22 mai, le Roi avait, par un message à la chambre des lords, demandé une réponse à celui qui, au mois d'avril précédent, avait occasionné la rupture des négociations. Tout en refusant les propositions du Roi, les lords, à ce que

est écrite dans un style bizarre, et les noms des généraux du parlement, Fairfax et Waller, y sont

---

nous apprend Clarendon, reçurent le message avec toutes les formes du respect, et parurent en vouloir faire l'occasion de nouvelles ouvertures; mais les communes firent mettre le messager en prison, et déclarèrent l'intention de le traduire devant un conseil de guerre comme espion, pour être venu sans un sauf-conduit du général ni des chambres. (Clarendon, *Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 55.) En même temps elles procédèrent à l'accusation de la Reine. Le 9 juin, après avoir prêté le nouveau serment exigé à l'occasion de la conspiration de Waller, les lords se hâtent de voter une déclaration de loyauté à l'égard du Roi, et huit jours après ils posent les bases d'une pétition pour la paix; cependant, le 26, paraît la déclaration du Roi portant défense d'obéir au parlement. Les lords se croient obligés de protester en faveur du parlement, qu'ils promettent de soutenir de leur vie et de leur fortune; mais, tout en reconnaissant que le Roi, par sa déclaration, semble annoncer qu'il ne recevra de leur part aucune proposition, il ne paraît pas qu'ils songent à dissoudre le comité chargé de la pétition pour la paix, car on le retrouve ensuite, le 4 août, faisant son rapport sur ce projet de pétition. En même temps les lords rejettent ou éloignent les propositions répétées des communes pour la confection d'un nouveau grand sceau, l'une des mesures les plus décidément hostiles du parlement contre le Roi. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 115, 130, 132, etc.) A cette conduite équivoque et dilatoire des lords venaient se rattacher les indécisions du parti pacifique de la cité, et par moment celles du comte d'Essex, placé, par sa situation de général, à la tête d'une agression qu'il hésitait également à poursuivre et à retenir, personnellement blessé

désignés par des rébus, de même que ceux des généraux du parti du Roi, le marquis de Hertford et le comte de Newcastle (1).

---

par les accusations et les invectives du parti violent, effrayé d'avoir à suivre sa marche et son sort, mais continuellement partagé entre le soin de rétablir sa réputation outragée dans le parti, et celui de s'en séparer; embarrassé ainsi entre sa mission et ses principes, entre les devoirs de la soumission et ceux de la résistance, le comte d'Essex affaiblissait sa cause par ses plaintes et ses mécontentemens au lieu de la diriger par son action, et n'avait pas même alors à lui offrir les avantages de son courage militaire, à peu près inutile à la tête d'une armée presque détruite par la maladie et le dénûment. C'est par cette dissolution graduelle du parti, au milieu des besoins d'argent sans cesse renaissans, et des embarras de tous genres, que les affaires du parlement étaient arrivées à ce point de détresse où elles se trouvaient à la fin de juillet 1643. (*Note de l'Editeur.*)

(1) La voici sans traduction ni commentaire, car elle n'en est pas susceptible.

Extincta Castro Fax pulchra novo est;
Nec Nautæ posteà nec militi
Sic nota Pharos : Auster disparem
Haud tulit casum : Murus cui addita est
Canina littera, mersa est, suis
Cum turmis, nuper Leporis vado.
Euri Βαροστονει *Bristonia*
Leporinos horrescens vortices.
Anglica Claudii timet pares
Urbs casus; Herois Teutonici
Myrmidones adstant magno cum duce.

Londres était alors entièrement dépourvu de fortifications. Aucun ouvrage n'était encore élevé autour; et si les ennemis, maîtres de la campagne, étaient venus l'assiéger, elle n'avait d'autres murs à opposer pour sa défense que ceux qu'employa autrefois Sparte, les cœurs de ses courageux citoyens. Mais ce fut alors que Londres commença le large retranchement qui entoura non-seulement la ville, mais encore tous les faubourgs, et forma un circuit d'environ douze milles. Ce grand ouvrage, grâce au nombre de bras qui s'y employèrent, fut terminé en peu de temps. Chaque jour des milliers de personnes venaient travailler à creuser les fossés. Les diverses professions, les divers corps d'artisans et de marchands, s'y rendaient tour à tour, chacun son jour; et non-seulement les hommes de la classe inférieure, mais des gentilshommes du plus haut rang et des dames elles-mêmes se rendaient tous les jours sur les travaux, non pas pour y assister, mais pour y coopérer, afin d'encourager les autres, portant des pioches, des piques et autres instrumens du même genre; de sorte que c'était pour Londres un spectacle agréable, que de les

---

Pacata Thule est; nec Noto timor
Popello aut Regi. Nihil relictum est
Britannicum domare Cæsarem
Ni νεομαινομενου preces Gregis.
Hæc Sphinges raptim Œdipo suo.

voir passer pour s'y rendre en grand nombre et en bon ordre, avec des tambours à leur tête. Le peuple abattu sentait relever son courage à cette vue, augurant bien de voir que, dans une si triste situation, on ne désespérait pas encore du salut (1). Mais très-probablement ce travail au-

---

(1) Ce fut dans cette extrémité que, le 5 août, les lords proposèrent à la chambre des communes la pétition pour la paix, dont les points principaux étaient, « la remise au Roi du commandement de la milice, des forts, etc., pour en disposer avec l'agrément des deux chambres; les affaires de la religion réglées par le Roi sur l'avis d'un synode et du consentement des chambres; le rétablissement des membres du parlement expulsés pour avoir rejoint le Roi. » Après un débat qui dura tout le jour, à dix heures du soir, l'avis de prendre en considération les propositions des lords l'emporta à une majorité de 94 contre 65. Mais le lendemain, bien que ce fût un dimanche, le lord maire Pennington convoqua à Guildhall le conseil commun et y fit rédiger une pétition contre la paix, qui devait être présentée le lendemain à la chambre des communes; car, bien que la proposition de la paix vînt de la chambre des lords, on ne parla point de s'adresser à eux. Ce n'était plus avec eux que le parti pouvait et voulait établir aucune relation. Durant toute cette journée des imprimés répandus avec profusion invitèrent le peuple à se transporter à Westminster le lendemain 7 août. Tandis qu'une foule en tumulte occupait tous les abords du parlement, et que les lords demandaient à la chambre des communes une conférence pour se plaindre de cette violation de privilége, une députation des aldermen, se faisant faire passage à travers l'émeute, apporta à la barre la pétition du conseil commun. En

rait été inutile et trop tardif pour sauver Londres, si le Roi, au lieu d'assiéger Glocester, eût marché sur cette ville.

---

termes assez impérieux elle rappelait au parlement l'engagement qu'il avait pris de mourir, s'il le fallait, pour le maintien de la cause, et lui enjoignait de passer dans un bref délai une ordonnance en ce sens qu'on avait eu soin d'annexer à la pétition. Lecture faite de la pétition et de l'ordonnance, et après avoir remercié le conseil commun de cette haute preuve de son zèle pour le bien public, on commença à discuter les propositions des lords, tandis que, s'il en faut croire Clarendon, le peuple amassé aux portes disait aux membres qui passaient pour entrer à la chambre, que « si on n'obtenait pas une bonne réponse on reviendrait le lendemain en nombre double. » Cependant, la question mise aux voix, l'avis de la paix l'emporta encore à la majorité de 81 voix contre 79. Une différence si légère donna lieu de soutenir qu'il y fallait regarder de plus près; on recommença un nouveau scrutin. M. Hollis était un de ceux qui comptaient les voix pour la paix, elles se trouvèrent encore au nombre de 81; mais, chose assez étrange, les voix pour la guerre montèrent à 88. Les vainqueurs parurent penser qu'ils avaient quelque chose à ménager après une pareille victoire; des précautions de politesse furent employées pour adoucir aux lords le rejet de leurs propositions, et on vota qu'il serait recommandé au lord-maire de prendre quelques moyens pour empêcher les émeutes; en conséquence de quoi il publia les ordres les plus sévères contre tous rassemblemens illégaux, distributions d'imprimés, etc.

Il était temps, car le surlendemain deux ou trois mille femmes, qui s'accrurent bientôt au nombre d'environ cinq

Cet orage d'adversité suffit pour enlever un certain nombre des feuilles mal attachées qui semblaient tenir encore à l'arbre parlementaire,

---

mille, apportèrent à la chambre des communes une pétition en contre-partie de celle du conseil commun, et qu'on avait eu soin de rendre aussi respectueuse que l'autre était péremptoire. L'année précédente avait offert de même le spectacle d'un attroupement de femmes décidées à se faire entendre de la chambre dont elles venaient alors exciter le zèle à la réforme des abus. Elles avaient été remerciées et renvoyées avec de bonnes paroles par M. Pym, mais il n'aurait pas eu si bon marché de celles-ci : moins révérencieuses dans leurs discours improvisés que dans leurs discours écrits, elles criaient à la porte des communes, *donnez-nous ces traîtres qui sont contre la paix, que nous les mettions en pièces, donnez-nous ce gueux de Pym*, etc. En vain leur envoya-t-on deux ou trois membres de la chambre pour les apaiser par l'assurance que la chambre n'était point contraire à la paix, et qu'elle espérait bientôt y parvenir, il fallut employer la force pour les repousser. La milice essaya d'abord de leur faire peur en tirant à poudre ; mais elles crièrent, *ce n'est que de la poudre*, et se mirent à jeter des briques aux soldats qui tirèrent alors sur elles à balles ; selon Clarendon, on les fit charger par un escadron de cavalerie qui en tua et blessa un assez grand nombre. Clarendon les donne pour des femmes de citoyens aisés ; Rushworth pour des femmes de la dernière classe, ce qui paraît plus vraisemblable. Beaucoup d'hommes déguisés en femmes se trouvaient, dit-on, mêlés parmi elles. Toutes portaient à leur coiffure des rubans blancs, ce qui était le signe de la paix. Quels que fussent les fauteurs de cette démarche, ce n'était qu'une

et ébranler les résolutions de ceux qui n'avaient pas pris assez fermement racine dans la cause qu'ils avaient choisie. Plusieurs hommes de haut rang, membres des deux chambres, quelques lords et un grand nombre de membres des communes abandonnèrent alors le parlement, pour se rendre à Oxford. On taira ici leurs noms, bien qu'on ait donné celui des premiers lords qui s'éloignèrent du parlement, parce que cette dernière action porte vraiment une couleur criminelle; car ils n'avaient point, pour s'éloigner, les motifs de conscience qu'alléguèrent les premiers pour leur justification, et n'agirent probablement que par faiblesse et par crainte de compromettre leurs intérêts particuliers (1). Ils perdirent

---

imitation; elle ne réussit pas, le succès demeura aux inventeurs. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 156 et suiv. — *Histoire de la Rébellion*, Clarendon, tom. 6, pag. 185.)
(*Note de l'Editeur.*)

(1) Clarendon nous apprend, qu'après l'émeute du 7 août, un grand nombre de pairs et de membres des communes avaient résolu de se retirer à l'armée du comte d'Essex, dont ils se croyaient alors assurés, et d'obliger de là le parlement à faire la paix; mais que le comte, soit par timidité, soit plutôt par scrupule, refusa de concourir à ce dessein, contre lequel il se prononça ensuite assez fortement. Obligés donc de renoncer à toute espérance de ce côté, et peut-être craignant qu'on ne découvrît le projet qu'ils avaient formé, les principaux de ces membres prirent le parti de se rendre auprès du Roi. Les premiers furent le lord Lovelace,

donc beaucoup de leur considération dans les deux partis, et servirent seulement à faire res-

---

secrètement attaché au parti du Roi, et demeuré à Londres pour le servir, et le comte de Portland, puis le lord Conway : ces deux derniers, mis en prison à l'occasion du complot de Waller, avaient été relâchés peu de temps après; puis le comte de Clare. Tous furent bien reçus par le Roi. L'admission des comtes de Bedford et Holland, qui s'échappèrent ensuite de Londres, non sans peine et sans danger, éprouva de grandes difficultés. On les fit attendre plusieurs jours à Wallingford, tandis que le conseil délibérait à Oxford sur la question de savoir s'il leur serait permis de se présenter devant le Roi. Ils étaient du nombre de ceux dont la conduite avait le plus irrité Charles et ses partisans; et si, même au moment des revers, les raisons de prudence l'emportaient rarement dans les conseils du Roi sur les préventions de parti, la prospérité ne leur donnait pas beau jeu pour se faire écouter. Les débats de cette affaire présentèrent, dit Clarendon, une aigreur et une violence de déraison dont on n'avait pas encore eu d'exemple. Cependant l'on se décida à recevoir les deux comtes, mais après les avoir fait attendre assez long-temps à Wallingford, pour que ce délai de plusieurs jours, et ce qu'ils apprirent de la discussion élevée à leur sujet, les préparassent d'avance à ressentir les dégoûts qu'on leur apprêtait, et qui ne manquèrent pas de porter leurs fruits. Ils devaient être d'autant plus sensibles au comte de Holland que, dès le débarquement de la Reine, il avait fait négocier près d'elle par le lord Jermyn, et que, soit par le désir de l'obliger et de l'attirer, soit qu'il eût en effet reçu de la Reine l'ordre d'encourager son repentir, lord Jermyn avait porté au comte des paroles favorables que l'accueil de la cour fut ensuite

sortir la constance de ce peu de membres du parlement, qui osèrent lui demeurer fidèles, et restèrent invariablement attachés aux principes qu'ils avaient professés d'abord, et à l'intérêt public, sans se laisser décourager par des difficultés et des dangers qui passaient de beaucoup ce qu'avait jamais eu à surmonter aucun parlement précédent.

Ils ne laissèrent apercevoir aucun signe d'abattement, comme le purent remarquer ceux qui furent témoins de leur conduite (1); et les habi-

---

loin de confirmer. C'était sur les espérances qu'elles lui avaient fait concevoir que le comte de Holland avait engagé le comte de Bedford et le comte de Clare à se déclarer, ainsi que lui, pour le Roi. Ce détail, exposé fort au long dans Clarendon, *Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 188, 192, 204, etc., offre une peinture très-vivante de l'intérieur d'un parti de cour. (*Note de l'Editeur.*)

(1) On ne saurait nier la grandeur du spectacle qu'offrit alors le parti révolutionnaire réduit à ses propres forces par la désertion des timides, des inconstans, des désabusés, enfin, par celle des hommes moraux que l'importance du but ne pouvait réconcilier avec l'injustice des moyens. Sans doute, parmi les premiers soutiens du parti, quelques uns pouvaient tirer leur énergie du désespoir; victimes dévouées à devenir le prix de la réconciliation, ils combattaient pour leur existence. Mais le nombre de ces hommes n'était pas assez grand, ni leur situation assez puissante pour entraîner un pays qui n'aurait pas voulu les suivre. Dix-sept ans plus tard, la révolution avait créé de bien autres intérêts de défense et de conser-

tans de la cité de Londres montrèrent beaucoup d'empressement et de zèle à renforcer de leur

---

vation, et le parti de la révolution succomba sous les premiers efforts du premier homme qui voulut prendre en main la cause des royalistes. En 1643 la révolution était forte de sa jeunesse, ses espérances animaient tout le corps du peuple; le courage et le talent de ceux qui la voulaient fut de démêler toutes ses ressources et de les employer. A Oxford, dit Clarendon, la malheureuse disposition du lieu et de ceux qui s'y réunissaient était de tomber, à la moindre perte ou au moindre malheur, dans l'abattement le plus désespéré, et de se rejeter à la moindre victoire dans une ivresse d'espérances qui ne permettait plus de croire à l'importance d'un obstacle quelconque. » (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 195.) A Londres au contraire, quand le danger approchait, les mesures plus hostiles annonçaient une volonté plus opiniâtre; après la victoire on redoublait les demandes d'argent et de soldats. C'est le 4 juillet, que sur le refus des lords de concourir à la confection d'un nouveau grand sceau, les communes décident qu'elles en feront un à elles seules. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 142.) C'est le 19 que l'assemblée des théologiens vient, au nom de la colère de Dieu déclarée par les malheurs de la cause, demander la sévère animadversion des lois contre le relâchement, la corruption, le papisme et l'idolâtrie des signes extérieurs du culte. (*Ibid.* col. 148.) C'est le 27 août qu'une ordonnance du parlement abolit dans toute l'Angleterre les autels et les images. (*Ibid.* col. 162.) Les ecclésiastiques membres de la chambre des communes sont envoyés dans leurs cures pour y animer l'esprit du peuple à la défense des doctrines: en même temps le parlement ordonne la presse des soldats, qu'un acte de ce même par-

personne et de leur argent l'armée du comte d'Essex; ce qui ne les ralentit pas dans leurs efforts pour lever une autre armée à sir William Waller, afin que, dans la circonstance importante où l'on se trouvait, elle pût servir de réserve à l'autre.

Le comte de Manchester, à son éternel honneur, prit ce moment pour commencer son service militaire (1). Il leva des troupes dans les

---

lement avait déclaré illégale (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 186); et la presse exécutée rigoureusement, injustement, n'affaiblit point l'autorité du parti sur le peuple, dont elle était un des griefs contre le Roi. Waller vaincu est reçu comme le sauveur de la cause pour qu'il en puisse demeurer l'espérance. Le comte d'Essex est, à la fois, stimulé, flatté, inquiété, apaisé; des forces sont recrutées pour tous deux, et un mois après la date de la lettre où le conseil de guerre du comte d'Essex mandait au parlement que dans quelques jours il n'aurait plus même la forme d'une armée (*the face of an army*), le comte d'Essex à la tête d'une armée renouvelée avait fait lever le siége de Glocester et livré la bataille de Newbury. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 155 et 172.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Ce fut le jour même où le parlement reçut la lettre du conseil de guerre du comte d'Essex, qu'en s'occupant des moyens de recruter l'armée du comte, on vota la formation d'une autre armée sous les ordres du comte de Manchester. Clarendon paraît regarder cette nomination comme un coup de partie qui rengagea le comte d'Essex, en lui donnant un objet d'émulation, et en lui montrant

comtés de l'est, confédérés, comme on l'a dit, par les soins et la prudence du colonel Cromwell, et dont il fut alors nommé général par le parlement, auquel il rendit, cette année et l'année suivante, de grands services à la tête de ses soldats.

Tandis que le parlement et la ville de Londres s'occupaient activement à recruter leurs armées affaiblies, Glocester, place très-importante, commençait à devenir un des principaux théâtres de cette tragique guerre civile, et fut le lieu où la fortune recommença à changer de face. La ville de Glocester avait alors pour gouverneur le colonel Edward Massey, homme singulièrement habile à la défendre, si courageux qu'aucune menace d'un ennemi puissant ne pouvait l'ébranler, si fidèle qu'aucune des promesses d'un Roi

---

qu'on pouvait avoir, dit-il, un autre comte et d'autres généraux que lui. En même temps aucun moyen ne fut négligé pour l'adoucir et l'exciter : on exalta la reconnaissance des chambres, on lui promit toutes les satisfactions possibles, on l'assura qu'aucune armée ne serait recrutée avant la sienne; et tandis que le Roi, au milieu de ses succès, avait à combattre les dissensions, les jalousies, les exigeances et l'insubordination de tout son parti, tout se ralliait de l'autre côté pour soutenir une cause dont ceux-mêmes qui semblaient prêts à l'abandonner, ne pouvaient sans effroi entrevoir la ruine prochaine. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 167, 187, 191, 196, etc.) (*Note de l'Editeur.*)

ne pouvait le corrompre (1). Massey avait été amené à Glocester par le comte de Stamford, sous lequel il avait servi comme lieutenant-colonel, et commandait depuis plusieurs mois la ville en qualité de lieutenant du comte.

Comme il n'y avait plus lieu de croire que le comte revînt à Glocester, Massey fut, du consentement commun des soldats et des citoyens, nommé gouverneur de la ville, comme l'homme le plus propre à cette fonction. Une commission du général l'éleva au grade de colonel.

Bristol s'était rendu aux troupes du Roi beaucoup plus promptement qu'on ne l'avait imaginé,

(1) Selon Clarendon, Massey s'était d'abord rendu à York, dans l'intention de servir le Roi; mais ne s'y voyant pas assez remarqué, il passa dans le parti du parlement, où son mérite militaire, et, dit dédaigneusement Clarendon, des talens de conversation assez passables pour le rendre agréable au peuple, lui procurèrent un avancement facile. Si l'on peut compter sur l'exactitude du récit de Clarendon, les éminens services que rendit ensuite Massey à la cause qu'il embrassa n'en donneraient que mieux à connaître l'inhabileté du parti de la cour pour attirer et encourager les hommes de mérite. Clarendon nous apprend aussi que ce fut l'espérance qu'on avait conçue de rengager Massey dans le parti du Roi qui détermina le siége de Glocester. La phrase de May sur la fidélité de ce gouverneur semblerait en effet destinée à détruire un bruit ou un soupçon de ce genre. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 171 et suiv.)

(*Note de l'Editeur.*)

tellement que M. Fiennes, gouverneur de cette place, fut ensuite jugé et condamné pour ce fait par un conseil de guerre. Cet événement avait nécessairement jeté une grande terreur dans Glocester, qui demeurait comme abandonné et sans aucune espérance de secours, au milieu d'un grand pays soumis à un ennemi victorieux.

On ne saurait nier que la résolution prise par cette ville de résister au Roi ne fût admirable à une telle époque, avec le peu de forces qu'elle avait pour se défendre, tous les motifs de découragement qu'elle voyait à l'extérieur, et l'éloignement des lieux d'où elle pouvait attendre quelque secours. Elle n'avait pas dans ses murs, tant cavaliers que fantassins, dragons, hommes de milice, en y comptant les cavaliers et dragons qui étaient inopinément arrivés du château de Barclay, beaucoup plus de quinze cents soldats. Les munitions de guerre consistaient en quarante barils de poudre et une très-pauvre et mauvaise artillerie. Les ouvrages qui l'environnaient étaient fort étendus, et guères plus qu'à moitié achevés, lorsque cette terrible tempête était venue l'assaillir.

Le pays environnant, au lieu de soutenir la résolution des habitans de Glocester, ne travaillait qu'à l'ébranler et à l'affaiblir, en leur représentant le danger qu'ils couraient, et en tâchant de les engager à faire la paix avec un ennemi si

puissant ; car tout ce pays avait abandonné la cause du parlement, ou était décidé à l'abandonner, et les habitans, pour leur propre intérêt, désiraient voir le Roi paisible possesseur de la ville ; car ils sentaient bien que si Glocester résistait, l'arrivée d'une grande armée leur enleverait nécessairement leur blé, leurs bestiaux et tous leurs autres moyens d'existence, et que si, enfin, il arrivait que le Roi ne réussît pas à prendre la ville, ils auraient perpétuellement à supporter le fardeau de deux partis ennemis, qui les réduiraient à la plus désastreuse misère ; au lieu que, si l'armée du Roi l'emportait, ils demeureraient tranquilles et en sûreté, dans l'intérieur d'un pays dont elle serait maîtresse, à l'abri du pillage, et, au moyen d'une légère contribution, jouiraient librement d'un commerce avantageux.

Glocester ne pouvait attendre de secours que de Londres, et on a déjà vu à quel état étaient réduites les armées du parlement. Malgré tous ces motifs, les citoyens de Glocester ne s'occupèrent qu'à examiner leurs forces et les raisons qu'ils pouvaient avoir de persévérer. Ils tinrent un conseil commun auquel assistèrent les officiers de la garnison. On y rappela et on y lut leur dernière protestation, par laquelle ils s'étaient obligés à ne jamais se soumettre à la faction ennemie. Ce souvenir ranima leur courage, et ils

résolurent, à l'unanimité, de refuser les offres de paix qui leur étaient faites. Toutes les affaires particulières furent interrompues, et non-seulement les hommes, mais les femmes et les enfans se mirent à réparer les fortifications.

Telle était la situation de Glocester, quand le Roi en personne, à la tête d'une grande et brillante armée, où se réunissait l'élite de la haute et moyenne noblesse, vint y mettre le siége, le 10 août 1643.

Une partie de ces troupes s'était laissé apercevoir, quelques jours auparavant, sur les sommets des collines environnantes, et le prince Robert avait envoyé sommer la ville de se rendre; à quoi le maire répondit qu'il tenait la ville au nom de Sa Majesté et ne pouvait la rendre. Cette réponse fut tournée en ridicule par l'armée du Roi, mais elle parut juste au maire, qui se regardait comme chargé de conserver la ville à Sa Majesté, d'une manière conforme aux volontés du parlement.

Le Roi fut indigné qu'une ville aussi dénuée de tout secours prétendît tenir contre lui; cependant, comme il désirait la conquérir sans effusion de sang et sans perdre un temps précieux dans le rapide cours de prospérités où il se trouvait alors, il vint camper en personne devant ses murs, espérant vaincre les habitans par le respect ou la crainte que leur inspirerait sa présence, et,

aussitôt qu'il fut arrivé, il leur envoya, par deux héraults d'armes, cette honorable sommation :

CHARLES, ROI.

« Rempli d'une tendre compassion pour notre « ville de Glocester, et pour éviter les maux que « nous ne pourrions l'empêcher de souffrir, de la « part de notre armée, si nous étions obligés de « l'emporter par la force des armes, nous sommes « venus en personne devant ses murs pour re- « quérir son obéissance et voulons gracieusement « faire connaître à tous ses habitans et à tous « ceux, soldats ou autres, qui se trouvent ren- « fermés dans son enceinte, que s'ils se soumet- « tent immédiatement et remettent la ville entre « nos mains, nous leur accorderons à tous sans ex- « ception un pardon volontaire et absolu, et les as- « surons sur notre parole de Roi qu'aucun d'eux ne « recevra le moindre dommage ou préjudice du « séjour de notre armée, soit dans sa personne ou « dans ses biens; que le gouverneur que nous leur « nommerons et la garnison peu nombreuse que « nous laisserons dans la ville n'auront d'autre « objet que de maintenir sa sûreté et sa tranquil- « lité, ainsi que celle de tout le pays; mais s'ils « rejettent cette offre de grâce et de faveur et « nous forcent à les réduire par le pouvoir de « nos armes, ce qui, avec l'aide de Dieu, ne nous

« sera ni long ni difficile, c'est à eux-mêmes « qu'ils pourront s'en prendre des misères et des « calamités qu'ils se seront attirées. Nous atten- « dons une réponse claire et positive dans les « deux heures qui suivront ce message, et par « les présentes, donnons permission, à tous ceux « de la ville qui voudront s'employer à cette « affaire, d'aller et venir en sûreté de notre camp « à la ville, et requérons tous les officiers et « soldats de notre armée de les laisser passer sans « les inquiéter en aucune manière. »

Ce message, après quelques débats, reçut la réponse suivante, rédigée du consentement commun des citoyens et des soldats. Elle fut présentée au Roi par le sergent-major Pudsey et par un citoyen de Glocester (1).

(1) Voici comment Clarendon rend compte de cette circonstance. « Avant le temps prescrit, on vit sortir de la ville avec le trompette deux hommes à visages pâles, longs, maigres et sinistres; en vérité des figures si étranges, qu'elles égayèrent à la fois les plus sévères physionomies, et attristèrent les cœurs les plus joyeux, car il était impossible que de pareils envoyés apportassent autre chose que la guerre. Ces hommes, sans aucune marque de respect et de civilité, dirent d'un ton sec, clair et intrépide, qu'ils apportaient au Roi une réponse de la pieuse ville de Glocester; et, sur toutes les questions qu'on leur fit, se montrèrent si prompts à des réparties insolentes et séditieuses, qu'on eût dit que leur principal objet était de provoquer le Roi à violer son sauf-conduit. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 75.)

(*Note de l'Editeur.*)

« Nous, les habitans, magistrats, officiers et
« soldats enfermés dans cette ville de Glocester,
« répondons humblement au gracieux message
« de Sa Majesté, que nous gardons cette ville
« conformément à notre serment et allégeance,
« pour l'usage de Sa Majesté et de sa royale pos-
« térité, et, en conséquence, nous nous regardons
« comme absolument obligés à obéir aux ordres
« de Sa Majesté, signifiés par les deux chambres
« du parlement, et sommes résolus, avec l'aide
« de Dieu, à conserver notre ville, conformé-
« ment à cette obligation. »

Le Roi reçut cette réponse sans montrer ni colère ni indignation. Il parut seulement s'étonner d'une telle confiance et chercher quelles espérances de secours pouvaient la faire naître. Il employa devant les messagers ces propres expressions : *Waller est fini et Essex ne peut venir*. Pendant ce temps, l'armée du Roi avait été rangée dans les campagnes qui environnaient Glocester. Le prince Robert et le général Riven mirent le siége, d'un côté, avec six mille hommes environ, tant infanterie que cavalerie, et de l'autre, avec deux mille chevaux. Aussitôt après cette réponse, ils s'avancèrent dans les faubourgs à l'est de la ville; mais ils eurent à y essuyer une très-vive escarmouche et en furent chassés par la flamme; car, aussitôt après le retour des mes-

sagers, on mit le feu aux faubourgs, qui, brûlant de tous côtés, répandirent une grande terreur. Cette vue sembla engager les citoyens à soutenir encore plus constamment leur résolution et disposa l'armée du Roi à prendre tous les moyens d'emporter par la force ce qu'elle ne pouvait espérer d'obtenir autrement.

Le soir même, l'armée du Roi commença ses tranchées de deux côtés de la ville et à portée de mousquet, profitant, pour se couvrir, de quelques maisons que la flamme n'avait pas atteintes. Les travailleurs furent cependant aperçus et les mousquetaires tirèrent sur eux de dessus les murailles, mais ne purent leur causer que très-peu de mal, ce qui les obligea à faire plusieurs sorties sur ces tranchées, envoyant de petits partis, qui, en plusieurs endroits, chassèrent les travailleurs, leur prirent des armes et des prisonniers, et rentrèrent ensuite dans la ville sans être inquiétés.

Sir William Vavasor s'était avancé, à l'ouest, avec les troupes galloises et s'approcha de la ville de ce côté, dans l'intention de se rejoindre aux troupes qui venaient de Worcester et qui s'étaient campées au nord-ouest. Le général Riven avait établi son quartier au sud, prenant avantage d'un terrain élevé, derrière lequel il se mit à couvert du feu des assiégés. Sir Jacob

Astley, qui avait été blessé dans la première rencontre, campa avec une forte brigade à l'est de la ville.

Glocester était aussi bloqué de tous côtés, et l'on s'attendait à des affaires furieuses et sanglantes. Les officiers du Roi, dont plusieurs étaient très-habiles et très-expérimentés dans la conduite de la guerre, avaient fait leurs approches et placé leurs batteries, ainsi qu'ils l'ont avoué, avec tout l'avantage possible. Leurs soldats se montraient également actifs et infatigables dans les travaux de la tranchée et courageux dans leurs attaques sur la ville. Les assiégés ne leur cédaient pas pour le courage, la patience et l'activité, ce qui fut bien prouvé non-seulement dans leur défense, mais dans leurs fréquentes sorties. Le gouverneur Massey faisait l'admiration des ennemis par son habileté et sa dextérité en toute occasion. Je donnerai quelques détails sur ce fameux siége, dont l'importance a été si grande et dont l'événement devait avoir de tels effets sur la situation de tout le royaume.

Trois jours après le commencement du siége, 150 mousquetaires, sous la conduite du capitaine Gray, sortirent des retranchemens pour attaquer les troupes de Worcester que les Gallois n'avaient pas encore rejointes, tombèrent sur leurs quartiers, marchèrent sur leurs premiers postes, tuèrent un capitaine et huit ou neuf soldats, firent

cinq prisonniers, prirent des armes, brûlèrent le poste et se retirèrent sans avoir perdu personne. Le capitaine Mallery, avec un même nombre de mousquetaires, reçut ordre, le jour d'après, d'aller enlever quelques pièces de canons que l'on croyait déposées dans un certain endroit; mais, ne les trouvant pas, il se retira sans aucune perte, après avoir tué quelques hommes et fait quelques prisonniers aux ennemis et avoir brûlé une partie de leurs quartiers. La semaine d'après, un autre parti de cent cinquante mousquetaires, commandé par le capitaine Crispe, fit une sortie et tomba sur les tranchées que faisaient les ennemis sous les murs de la ville. Il marcha jusqu'au milieu de ces tranchées, dans les rangs des ennemis, se battit avec une valeur extraordinaire et leur tua, selon l'aveu de quelques uns d'entre eux, plus de cent hommes; ensuite, protégé par les mousquetaires qui tiraient de dessus les remparts, il rentra dans la ville sans avoir perdu personne et seulement avec deux hommes blessés (1).

(1) Clarendon prétend que les prisonniers qu'on faisait quelquefois dans ces étonnantes sorties se trouvaient toujours ivres, et avouaient ensuite, lorsqu'ils revenaient dans leur bon sens, que le gouverneur donnait toujours au détachement destiné à la sortie autant de vin et de bière forte qu'il en pouvait boire. Cependant il reconnaît comme une chose digne de remarque, et la preuve d'une excellente discipline, que,

Les assiégeans se montraient fort habiles dans la disposition de leurs batteries, ainsi que dans les travaux de la mine ; mais ces travaux furent rendus inutiles en plusieurs lieux par des sources d'eau ; en d'autres, l'extrême dureté de ce terrain rocailleux les rendait impossibles, et là où ils étaient plus faciles, l'habileté du gouverneur les prévenait par des contre-mines. Les assiégeans lancèrent dans la ville plusieurs grosses grenades; mais la main de la Providence les guida d'une si singulière manière, qu'elles tombèrent dans des endroits où elles firent très-peu de dégat. Il se passa une chose digne de remarque. Les troupes Galloises et celles de Worcester s'étant avancées, amenèrent quatre pièces de canons à une distance convenable devant la partie de la ville qu'elles assiégeaient, et une de ces pièces fut placée en batterie. Un parti d'environ quatre cents mousquetaires, commandés par le major Pudsey et le capitaine Gray, assistés du capitaine Faulkner et du capitaine Massey, fit une sortie hors de l'une des portes. Dans le même temps, un lieutenant avec cinquante mousquetaires,

---

durant tout le cours du siége, il ne déserta pas un seul officier de la garnison, et pas plus de trois soldats. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 219.) Quand on songe à tout ce qu'eut à souffrir cette garnison, son courage s'explique par une toute autre sorte d'ivresse que celle dont a parlé Clarendon. (*Note de l'Editeur.*)

fut envoyé contre leurs ouvrages pour leur donner une fausse alarme, tandis que l'autre troupe passant derrière les canons et les têtes d'ouvrage, tomba sur le poste principal, tua plusieurs officiers, deux canonniers, tua ou blessa mortellement environ une centaine de soldats, prit un lieutenant, en fit quatre autres prisonniers, enleva le canon et se retira avec la perte seulement de deux hommes tués et de quatre prisonniers.

On fit peu de temps après deux autres sorties qui, moins bien conduites, ne réussirent pas également. Cependant, dans ces deux occasions, les assiégés parvinrent à se retirer sans beaucoup de perte. Mais c'en fut assez pour frapper de stupeur leurs ennemis, de voir l'audace de ces petits partis à venir attaquer leurs principaux quartiers, tuer leurs hommes et pouvoir ensuite se retirer de cette manière. Ceux qui entendent la guerre ont observé qu'il avait fallu une protection plus qu'ordinaire de la providence, pour faire réussir les entreprises de ces nombreux partis, dont un seul, par sa défaite, aurait pu mettre la ville dans les plus grands dangers ; toute la garnison étant obligée de se tenir jour et nuit sur les travaux, excepté environ cent vingt hommes de réserve laissés au quartier-général de la place ; en sorte qu'il n'y avait pour soutenir la tempête qu'une seule ligne faible et point soutenue. Cependant les meilleurs militaires pensaient que le salut de

tous demandait ces fréquentes sorties, comme le plus sûr remède qu'on pût employer dans une situation aussi désespérée. Non-seulement elles retardaient les travaux des ennemis, mais elles répandaient la terreur parmi eux en leur montrant à quel point se soutenait le courage des assiégés, et en même temps la chaleur de l'action ne laissait pas à ceux-ci le temps de se refroidir. Le rôle du gouverneur était de fatiguer et d'épuiser les ennemis en les forçant, par de continuelles alarmes, à se tenir sans cesse sur leurs gardes.

Les assiégeans se préparaient à un assaut général, et en même temps s'efforçaient d'épuiser les magasins de la ville, dont ils espéraient venir bientôt à bout. Ils employaient leurs propres munitions à répandre la terreur parmi les assiégés; ils leur lançaient des grenades et des pots à feu, et une seule de leurs batteries jeta, en une seule nuit, dans la ville, plus de vingt boulets rouges qui traversaient les airs comme autant d'étoiles tombantes, quelques uns du poids de dix-huit livres, d'autres de vingt-deux. Quelques uns traversant les écuries et les meules de foin, ne parvinrent pas à les enflammer, à cause de la rapidité de leur mouvement; et, ce qui parut extraordinaire, ils ne mirent le feu à aucune maison. On creusait chaque jour plusieurs mines et contre-mines. On travaillait des deux côtés avec une grande activité. Le gouverneur Massey s'efforçait

de soutenir le courage de ses soldats et d'empêcher la ville de tomber dans le désespoir en leur faisant espérer un prompt secours. Il ajoutait de plus qu'une soumission si tardive leur obtiendrait peu d'indulgence de la part de l'armée du Roi; de l'autre côté, le Roi semblait répugner à leur adresser des sommations solennelles et publiques, de peur d'avoir l'air de se relâcher de ses premières menaces. Cependant on agissait sous main auprès des habitans en les menaçant de la colère du Roi; on travaillait en outre à leur persuader de se rendre, et on leur faisait entrevoir la possibilité d'obtenir leur grâce.

CHAPITRE VI.

Expédition du comte d'Essex pour la délivrance de Glocester. Récit de la grande bataille de Newbury.

Pendant que le siége de Glocester était ainsi poussé avec tant de vivacité qu'aucun messager n'y pouvait pénétrer, le parlement qui, après de longs débats, s'était déterminé à tout tenter pour secourir cette ville, d'où dépendait le salut du royaume, ne savait comment s'y prendre pour mener à bien une telle expédition. Le recrutement d'une armée aussi réduite que l'était celle du lord-général eût entraîné trop de lenteurs; il fallait donc absolument se servir de la milice de Londres et des volontaires. Ceux qui étaient dévoués au parlement s'encourageaient réciproquement à cette entreprise; les malveillans, au contraire, s'efforçaient dans tous leurs discours de la représenter comme impossible, et, pour empêcher le lord-général de se mettre en marche, on répandait chaque jour, dans Londres, la fausse nouvelle de la prise de Glocester. Le comte d'Essex était à quatre-vingt milles, sans armée disponible; il avait à traverser des comtés déjà occupés par l'ennemi, en sorte que, tout

bien considéré, c'est une question de savoir laquelle des deux choses fut plus merveilleuse de l'entreprise même ou du succès. Le parlement était tombé si bas à cette époque, soit en force, soit en crédit, et les hommes qui suivaient sa fortune se pressaient tellement de l'abandonner, qu'une providence spéciale pouvait seule le relever. Non-seulement la cause, mais l'existence même du parlement était en question; de cette expédition devait résulter ou sa chute totale ou son rétablissement. Il plut à Dieu que les résolutions des hommes convinssent à une telle extrémité. Les régimens de milice de la cité et les volontaires se présentèrent de bonne grâce pour faire le service, et les débris de la vieille armée du général furent recrutés en toute hâte. On projeta aussi de lever une autre armée, qui marcherait, à titre de réserve, sous les ordres de sir William Waller; mais ce projet ne put aller aussi vite que l'occasion l'exigeait. S'il eût été accompli, et que sir William fût arrivé à Newbury avec des troupes fraîches, beaucoup de gens pensent que le parti du Roi eût reçu alors le dernier coup.

Le 24 août, le comte d'Essex passa en revue ses troupes à Hounslow Heath, à dix milles de Londres. Presque tous les membres du parlement montèrent à cheval avec lui, pour assister à cette revue, et, vers le soir, ils prirent congé du gé-

néral, qui alla coucher cette nuit même à Colebrooke.

Sur la nouvelle de l'approche de cette armée, le prince Robert, avec la plus grande partie de la cavalerie du Roi, quitta Glocester pour s'opposer à la marche du comte d'Essex; mais le Roi, avec le gros de son armée, continua le siége, résolu de le pousser jusqu'au dernier moment, et dans l'espoir que chaque minute pouvait en amener la fin, soit par le défaut de munitions dans la place, soit par quelque autre circonstance; cet espoir n'était pas sans fondement. Telle fut la singulière fortune de cette ville, qu'à l'instant où elle fut délivrée, il ne restait dans ses magasins que trois barils de poudre.

Le samedi 26 août 1643, lord Essex marcha de Colebrooke à Beaconsfield, puis de là à Berrton, où il fit équiper ses troupes, et d'où il partit sur-le-champ. La milice de Londres et les volontaires ne rejoignirent l'armée du lord-général que le 1er septembre, au rendez-vous donné à Brackley Heath. Avant cette jonction, un petit parti de quatre cents chevaux du Roi s'était trouvé en tête d'un corps de l'armée parlementaire; il s'en suivit quelques escarmouches aux environs de Bisister, mais les troupes royales se retirèrent bientôt, à l'approche d'un corps nombreux de milice. Lord Essex prit son quartier-général à Aynow, et envoya un régiment en quartier à Deddington, sous

les ordres du colonel Middleton. Celui-ci ayant appris qu'il y avait là deux régimens de la cavalerie du Roi, poussa en avant deux compagnies de dragons, pour reconnaître la place; mais la cavalerie royale se retira sur la route d'Oxford, qu'occupait lord Wilmot avec cinquante autres escadrons. Le lendemain, deux régimens parlementaires, conduits par Middleton et sir James Ramsey, s'avancèrent par cette route; ils y aperçurent leurs ennemis divisés en deux grands corps, et, après une légère mêlée, ils forcèrent le passage, et y laissèrent des dragons pour le garder. Les troupes du Roi revinrent bientôt, et furent reçues avec une résistance qui, après avoir duré plusieurs heures, les détermina enfin à se retirer; mais voyant que le lord Middleton, conformément aux ordres du lord-général, se repliait sur le gros de l'armée, les royalistes poussèrent contre son arrière-garde un parti de cavalerie, qui la suivit jusque dans les rues de Deddington, d'où il fut ensuite chassé en désordre. Ces escarmouches coûtèrent peu aux deux partis; mais sans connaître exactement les pertes réciproques, le parlement présuma que celles des ennemis étaient les plus grandes.

Le lord-général, cantonné à Adderbury avec son propre régiment de cavalerie, et avec celui du lord Gray, ayant su que quelques escadrons du Roi s'étaient répandus de Banbury dans la

campagne, envoya contre eux un petit corps, qui les poursuivit jusque dans Banbury, et leur fit plusieurs prisonniers, sans que les troupes royales, renfermées dans le fort, osassent sortir. Le général se porta de là sur Chipping Norton, où quelques compagnies de l'armée royale parurent encore, mais pour se retirer bientôt, comme elles firent chaque jour, pendant toute cette marche.

Le 4 septembre, le lord-général marchant vers Stow, sur l'Old, envoya en avant, un peu sur sa droite, le colonel Harvey avec son régiment de cavalerie et deux régimens d'infanterie, et sur sa gauche la milice de la cité, commandée par le lieutenant-colonel Baily. Le prince Robert se montra alors avec quatre mille chevaux, campés sur les collines, et il envoya un fort parti de cavalerie dans une vallée voisine de Stow, pour cerner les régimens du colonel Harvey. Ce mouvement ayant été aperçu, trois régimens de l'avant-garde de l'armée parlementaire se mirent en marche pour délivrer le colonel, et obliger la cavalerie royale à se replier sur les siens. Il y eut là quelques escarmouches peu sanglantes.

Le général avança à la tête de son infanterie, sir James Ramsey commandant l'arrière-garde, et sir Philippe Stapleton l'avant-garde. La cavalerie du Roi se montra de nouveau, et en vint plusieurs fois aux mains avec sir Philippe Stapleton

et d'autres corps ; mais elle se repliait toujours, tantôt reparaissant, tantôt reprenant sa retraite, et cette manœuvre continua durant un espace de sept milles.

Le 5 septembre, le lord-général avança jusqu'aux collines de Presbury ; là, il déploya toute son armée en vue de la ville de Glocester, et fit faire une décharge de quatre pièces de canon de gros calibre, pour donner avis aux habitans de son approche. Bientôt après il aperçut les quartiers du Roi en feu ; car en apprenant l'arrivée du lord-général, les troupes royales avaient abandonné le siége, et avaient marché toute la nuit (1). L'arrière-garde de l'armée du lord-gé-

(1) Jamais dans l'armée du Roi on n'avait voulu se persuader que le comte d'Essex osât entreprendre de venir secourir Glocester ; on repoussait toutes les nouvelles de sa marche ; en sorte que, quand la cavalerie royale chargée de l'inquiéter se replia sur les postes d'infanterie, celle-ci, forcée de lever le siége, se retira, dit Clarendon, plus en désordre et plus effrayée qu'on n'aurait dû l'attendre. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 223 et suiv.) Avant de s'éloigner, le Roi envoya au comte un trompette avec quelques propositions d'accommodement ; mais Essex, sachant très-bien qu'elles avaient pour unique objet de retarder sa marche, répondit sur-le-champ « qu'il n'avait point « de pouvoirs pour traiter, qu'il était chargé de délivrer « Glocester, qu'il le ferait, ou laisserait sa vie sous les murs « de la place. » Les soldats entendant dire qu'un trompette était arrivé avec des propositions, crièrent pendant long-

néral, quelques canons et quelques munitions demeurèrent sur la colline, difficile à descendre en ce moment en raison de la roideur de la pente et de l'obscurité de la nuit, qu'augmentait un temps orageux; l'armée avait, d'ailleurs, depuis trois jours, beaucoup souffert de la disette, en traversant un pays presque entièrement dévasté par l'ennemi. L'armée du lord-général marcha vers Cheltenham; celle du Roi la harcela pendant sa marche, et attaqua plusieurs fois ses quartiers, durant l'espace de deux jours qu'il séjourna à Cheltenham. Le 8 septembre, il se dirigea avec toute son armée vers Glocester, où il fut reçu avec beaucoup de joie et de grandes marques d'honneur par cette ville, long-temps assiégée et maintenant délivrée. Le général donna beaucoup d'éloges à la courageuse habileté et à l'activité infatigable du colonel Massey, ainsi qu'à la patiente constance des habitans. De leur côté, ils célébrèrent hautement Son Excellence, pour leur avoir apporté secours à travers tant de difficultés, de peines et de désavantages. Tous se réunirent dans de communes actions de grâces envers le Tout-Puissant, pour les bienfaits de sa divine providence et la miséricorde dont il

temps avec les plus bruyantes clameurs: *Point de propositions! point de propositions!* et le trompette fut renvoyé. (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 69.) (*Note de l'Éditeur.*)

avait usé envers eux, en les secourant si à-propos.

Le lord-général coucha deux nuits à Glocester, et fournit la ville de munitions, d'argent et de tout ce qui lui était nécessaire. De là il marcha à Tewkesbury, dans l'intention de séjourner à Cheltenham; mais il fut averti qu'un corps d'armée du Roi, qu'on lui dit être celui du prince Maurice, était à Cirencester où l'on avait déposé une grande quantité de vivres pour l'armée. Sur cet avis, le général, dont les troupes souffraient tous les jours davantage de la disette de vivres et des autres choses nécessaires, fit une longue marche à la tête de son avant-garde pour tomber sur ce corps, ce qu'il fit environ à une heure de la nuit. Il envoya un parti de cavalerie s'emparer des sentinelles, tandis que lui-même, avec le reste de sa cavalerie, entoura la ville. Un corps de fantassins en enfans perdus, accompagnés du régiment d'infanterie du général, força la ville et y surprit deux régimens de cavalerie appartenant à sir Nicholas Crispe et au colonel Spencer, destinés, selon l'aveu de quelques prisonniers, à exciter un soulèvement dans le comté de Kent. Le lord-général prit dans la ville de Cirencester quarante charges de vivres, qui, après l'aide de la Providence, furent le salut de son armée, qu'elles soutinrent jusqu'au jour de la grande bataille de Newbury. Il prit aussi six étendards, tous les officiers, excepté les deux colonels qui étaient absens, plu-

sieurs autres hommes de rang, plus de cinq cents soldats et quatre cents chevaux.

De Cirencester, le général se rendit à petites journées d'environ cinq milles à Cricklade, et de là à Swinden, d'où il comptait aller à Hungerford; mais l'avant-garde et le gros de son armée étaient déjà presque entièrement arrivés à Auburne-Chase, lorsqu'une brillante troupe d'environ six mille cavaliers royaux attaqua vivement son arrière-garde, qui, ne se trouvant pas en nombre suffisant pour résister, tâcha de faire sa retraite en bon ordre vers le corps d'armée; mais les cavaliers royaux serrèrent si vivement, sur les derrières et sur les flancs, la cavalerie parlementaire, qu'elle fut contrainte de se retirer en désordre et avec quelque perte. Arrivée au corps d'armée, cette cavalerie se remit en ordre et tint tête à l'ennemi, tandis que l'infanterie s'avançait pour la secourir. Cependant la cavalerie du Roi, ayant chargé une seconde fois, rompit encore la cavalerie parlementaire; mais enfin, quelques régimens du général étant arrivés à la rencontre de l'ennemi, ils chargèrent les enfans perdus des troupes royales, formant un corps de cinq cents chevaux, et les mirent totalement en déroute, puis ils chargèrent les deux régimens qui soutenaient ces enfans perdus, et les défirent également. Alors la cavalerie royale, revenant courageusement avec des troupes fraîches, arrêta la pour-

suite, et aussitôt après, deux des régimens parlementaires chargèrent bravement les troupes du Roi qui les reçurent avec une égale bravoure, en sorte que des deux côtés on se retira en même temps. Quelques autres régimens de l'armée parlementaire, tentèrent aussi une charge, mais ils furent repoussés avec tant de valeur qu'ils furent obligés de regagner le corps de l'armée. En ce moment sir Philippe Stapleton, qui commandait ce jour-là l'avant-garde de l'armée parlementaire, étant revenu à dessein sur ses pas pour secourir ses amis, obligea les troupes du Roi à se retirer aussi. La nuit mit fin à ces combats. Le parti du Roi perdit dans cette chaude rencontre le marquis de Vieuville et plusieurs autres officiers de marque qui avaient donné d'éclatans témoignages de leur valeur, quoique leurs noms n'aient pas été mentionnés. On perdit aussi beaucoup de soldats et un lieutenant-colonel. Du côté du parlement, on perdit en officiers, les capitaines Middleton et Hacket. Plusieurs officiers furent blessés, quelques soldats tués, et le colonel Sheffield perdit un étendard. Le lord-général Essex marcha ce même soir avec son armée à Hungerford. Sir Philippe Stapleton qui avait eu le commandement de l'avant-garde conduisait alors l'arrière-garde.

Le lendemain se livra la fameuse bataille de Newbury, dont l'événement fut si important

pour tout le royaume, qu'elle mérite d'être rapportée en détail; mais n'ayant rien trouvé sur cette bataille dans les écrits des partisans du Roi, je me servirai du récit exact, publié par quelques colonels de l'armée du parlement, hommes de grande et irréprochable réputation, et j'ai entendu quelques uns de leurs ennemis mêmes reconnaître que cette narration était, non-seulement remplie de modestie, mais vraie dans sa plus grande partie. Si l'on découvrait ensuite quelque chose qui présentât encore plus le caractère de la vérité, aucun honnête homme ne pourrait s'affliger de le voir publier; mais ce n'est pas une chose sans exemple que les hommes aient écrit leurs propres actions avec une impartiale sincérité; Jules César est reconnu pour avoir écrit ses commentaires, non-seulement de la guerre des Gaules, mais aussi de la guerre civile, avec une véracité tellement exempte de soupçons, que ses ennemis mêmes n'y ont rien trouvé à blâmer. Je rapporterai donc textuellement la relation de ces colonels.

Le mardi 19 septembre 1643, nous nous dirigeâmes de Hungerford vers Newbury. Arrivés à deux milles de la ville, nous pûmes découvrir les troupes de l'ennemi sur une colline. Leur armée toute entière nous ayant prévenus, était arrivée à Newbury et en possession de la ville. Le lendemain matin mercredi, au point du jour, l'ordre

fut donné de marcher sur une colline nommée Biggs-Hill, située proche de Newbury, et qu'il fallait gagner comme le seul endroit d'où nous pussions avantageusement tenter de forcer le passage; mais, lorsque Son Excellence s'aperçut que les ennemis occupaient cette colline, elle se mit en personne à la tête de son régiment et des brigades du colonel Barclay et du colonel Holborne, et chargea l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'elle le chassa de la colline dont elle demeura maîtresse tout le reste du jour, gagnant plutôt que perdant du terrain. Tant que le régiment de Son Excellence et les deux autres brigades qui l'accompagnaient demeurèrent dans ce poste, ils furent vivement chargés par la cavalerie et l'infanterie de l'ennemi, et l'on déploya beaucoup de valeur des deux côtés. Le général se portait en personne partout où il avait à donner des ordres, et toujours présent partout où était le danger, il remplit les devoirs d'un excellent général. Les ennemis eux-mêmes lui ont rendu ce témoignage. Il parut oublier entièrement les périls auxquels il était exposé dans ce poste, qu'il s'efforçait de conserver comme éminemment favorable à ses desseins. Il fit aussi avancer les deux bandes de milice de Londres, qui soutinrent avec un invincible courage les fréquentes attaques de l'infanterie et de la cavalerie ennemie.

L'infanterie ayant ainsi commencé le combat,

sir Philippe Stapleton, à la tête de la garde et des régimens de cavalerie de Son Excellence, s'avança sur le plateau de la colline. Aussitôt que, secondé par le régiment de cavalerie du colonel Dalbeir, le seul qui se fût avancé avec lui, il eut déployé ses troupes hors de l'extrémité du chemin, l'ennemi reconnaissant l'avantage de cette position, et déjà rangé en plusieurs grands corps de cavalerie, en fit avancer aussi une partie pour charger la nôtre; mais nous les reçûmes si bien, ayant soin de ne pas faire feu qu'ils ne fussent entièrement sur nous, qu'ils furent mis totalement en déroute. Nous les poursuivîmes, en leur tuant beaucoup de monde, jusque près de l'endroit où était réunie toute leur cavalerie, puis nous regagnâmes en bon ordre notre première position; ce qui donna le temps de laisser arriver le reste de notre cavalerie, qui faisait ce jour-là l'avant-garde. Alors l'ennemi détacha quelques nouveaux régimens de cavalerie, qui s'avancèrent avec toute la rapidité possible sur sir Philippe, mais ne furent pas mieux traités que la première fois; il les mit encore en déroute. Comme il commençait à rétablir l'ordre dans son régiment, ceux de Ramsey, Harvey et Goodwin, vinrent se joindre à lui: la cavalerie entière de l'ennemi les chargea alors avec courage, et fut reçue de même. Sir Philippe Stapleton fut pris à la fois de front et en flanc; tous ses

cavaliers avaient tiré leurs deux coups de pistolets, et se trouvaient tellement entourés, que l'ennemi et les nôtres étaient sur toute la ligne entièrement mêlés et confondus. Il y eut beaucoup de monde tué des deux côtés. Les nôtres furent à la fin repoussés jusqu'à l'extrémité du chemin par lequel ils étaient venus; comme ils se trouvaient alors près de notre infanterie, l'ennemi fit ses efforts pour se dégager, et rejoindre son corps d'armée. Ceux qui entrèrent avec les nôtres dans le chemin furent tués, pour la plupart. Nous prîmes tous les drapeaux de trois régimens de cavalerie, et un drapeau d'un autre. Le colonel Dalbeir et le commissaire Copley furent blessés dans la première charge, où ils combattaient vigoureusement. Les capitaines Hammond, Fleetwood, Pym et le cornette Doily furent blessés dans la troisième charge. Le capitaine Draper, à la tête d'un corps des enfans perdus de sir Philippe Stapleton, se conduisit avec beaucoup de valeur; autant en firent avec leurs dragons les capitaines Abercromby et Shibborne. L'aile gauche de notre cavalerie, commandée par le colonel Middleton, et l'aile droite de la cavalerie ennemie ne purent, à cause des haies, combattre que par petits corps.

Après avoir ainsi, pour plus de clarté, rapporté de suite toutes les actions de la cavalerie, nous retournerons à l'infanterie. Dans la matinée,

tandis que Son Excellence était engagée sur la colline, le major-général Skippon se hâta de se rendre sur le haut de cette même colline, où combattait notre avant-garde. Il avait d'abord donné ses ordres pour faire avancer notre artillerie, et pour que les troupes qui en dépendaient, savoir la brigade de lord Roberts et la sienne, celle de sir William Springer et du colonel Manwaring, ainsi que les régimens auxiliaires, bleu et rouge, se rendissent près de Son Excellence. En regardant du haut de la colline, du côté de Newbury, il aperçut une grande partie des troupes ennemies, tant cavalerie qu'infanterie, qui se dirigeaient en plusieurs corps vers le chemin par où devait nécessairement passer notre artillerie. Il supposa que l'intention de l'ennemi était de tomber sur notre artillerie, ou sur les derrières de ceux qui combattaient sur la colline, ou bien de s'emparer de l'autre colline, située derrière nous, et où nous avions passé la nuit. Enfin, il comprit que nous avions tout à craindre de ce mouvement, et se hâta, comme il en reçut aussi le commandement de Son Excellence, de disposer ses troupes dans les lieux où elles étaient le plus nécessaires. En même temps, comme le général demandait qu'on lui envoyât plus d'infanterie, on fit marcher de ce côté la brigade dans laquelle étaient le régiment du major et celui de Springer, auxquels on joignit les auxi-

liaires rouges, puis on plaça la brigade de lord Roberts avec quatre petites pièces précisément sur le chemin par où s'avançait l'ennemi. Elle le reçut de telle manière qu'il prit la fuite, et que lord Roberts se remit en possession du terrain sur lequel s'était avancé l'ennemi. Son lieutenant-colonel reçut un coup de feu dans la figure.

Les enfans perdus que ce lieutenant-colonel avait commandés la soirée précédente, renforcés de trois cents mousquetaires, et conduits par le major Fortescue, furent placés par le major-général Skippon à la gauche de la brigade de lord Roberts, sur le grand chemin qui conduisait de Newbury à l'endroit où nous étions. On plaça sur ce grand chemin quatre canons, qui furent vaillamment défendus; cependant l'ennemi s'approcha tellement qu'il emmena un des mulets d'une de nos pièces; mais il lui en coûta plusieurs hommes.

Le régiment du colonel Manwaring fut placé à la droite, entre la colline et la brigade de lord Roberts. Son Excellence fit marcher quelque temps après ce régiment au secours de son propre régiment, et des brigades du colonel Barclay et du colonel Holborne, qui avaient été quatre heures exposés aux plus chaudes attaques. Il arriva que ce régiment ne fut pas plutôt éloigné, que les autres furent attaqués par deux grands corps de cavalerie et d'infanterie, qui les forcèrent à se

retirer, et leur enlevèrent le terrain dont ils avaient pris possession ; le colonel Holborne s'en aperçut, fit une charge sur l'ennemi, et aussitôt sa brigade, celle du colonel Barclay, et le régiment du général revinrent sur l'ennemi, le mirent en fuite, regagnèrent le terrain, et s'y maintinrent tout le reste de la journée.

Le régiment auxiliaire bleu reçut ordre d'aller secourir les enfans perdus, qui, à leur tour, avaient été trois ou quatre fois au feu. Le combat dura dans la vallée, sur un espace de plus d'un mille et demi de long, aussi longtemps que dans aucune autre partie de l'armée, c'est-à-dire, jusqu'à dix heures du soir, heure à laquelle l'ennemi fit une bonne charge sur les postes du colonel Barclay et du colonel Holborne. Après avoir donné ses ordres dans la vallée, le major-général remonta la colline, d'où il apercut qu'il serait avantageux de tirer huit ou neuf coups de demi-couleuvrine sur l'ennemi, qui, d'une maison, tirait de fort près sur les colonels Barclay et Holborne. Ayant donc rassemblé en un corps deux régimens de milice, il les rangea en bataille et les plaça devant l'endroit que devait ensuite occuper le train d'artillerie sur le sommet de la colline. Il engagea le major Boteler à ranger les mousquetaires de son régiment sur la droite, devant les deux demi-couleuvrines qu'on plaça aussi sur le sommet de la colline et à l'entrée du

chemin. Il mit les auxiliaires rouges à la gauche des pièces qui, auparavant, étaient assez peu gardées. L'artillerie fut très-bien conduite ce jour-là par l'habileté et les soins de sir John Merrick.

Tandis que cela se passait, deux pièces appartenant au régiment du major-général, et un petit canon de celui de sir William Brooke, furent repris par le régiment du général, sous les ordres du major Boteler, secondé de deux cents mousquetaires. L'ennemi tira de ses piquiers, qui demeuraient en arrière avec les drapeaux gardés par des corps considérables de cavalerie, cinq ou six cents mousquetaires, et, en outre, des dragons pour prendre les nôtres par la droite, au milieu des haies, précisément au moment où Son Excellence avait fait demander trois cents mousquetaires des enfans perdus, pour les envoyer au secours des régimens du colonel Barclay et du colonel Holborne. L'ennemi, tombant sur eux par la droite, les arrêta dans leur route; mais aidés de plusieurs autres de nos mousquetaires, qui se trouvaient sur le terrain, ils le repoussèrent et l'empêchèrent de nous faire beaucoup de mal. Cela se passa vers les quatre heures de l'après-midi, tandis que toute notre infanterie se trouvait engagée dans le combat. Le général fit aussi placer une partie des auxiliaires rouges plus près du poste du colonel Barclay, qui le deman-

dait. A la fin, la nuit arriva, et l'ennemi, cavalerie et infanterie, demeura, en bon ordre, à l'extrémité de la prairie, où nous pensions qu'il tiendrait jusqu'au lendemain matin, croyant, comme on nous l'avait rapporté, qu'il s'occupait à y placer ses canons pour en faire usage contre nous au point du jour. Nous travaillâmes à soutenir le courage de nos soldats pour le combat auquel nous nous attendions, résolus, avec l'aide de Dieu, de nous ouvrir, le lendemain, un passage ou de mourir; mais il plut à Dieu que ce passage nous fût ouvert sans coup férir; l'ennemi décampa pendant la nuit. Ainsi, le lendemain matin, nous nous mîmes paisiblement en possession du terrain sur lequel s'était livrée la bataille et qui était d'abord resté à l'ennemi (1). Le jeudi

(1) La bataille de Newbury fut soutenue des deux côtés avec une valeur extraordinaire. Parmi les traits de courage auxquels elle donna lieu, Whitelocke en cite un assez plaisant d'un valet de sir Philippe Stapleton. Dans une charge où il suivait son maître, il avait eu son cheval tué; il se tira pourtant d'affaire, et revint à pied trouver sa compagnie. Alors il se souvint avec regret qu'il avait laissé la bride et la selle de son cheval. *C'était*, disait-il, *une selle et une bride neuves*, et plutôt que d'abandonner ce profit aux cavaliers, il était résolu de retourner les chercher. Vainement on voulut le détourner de ce projet, lui représentant que son cheval était tombé tout près de l'ennemi; vainement son maître lui promit une selle et une bride neuves; il ne put consentir à laisser aux cavaliers un pareil butin, il retourna

matin de bonne heure, Son Excellence donna ordre à l'armée de marcher vers Reading. On la rangea, dans cette vue, sur la bruyère où s'était livrée la bataille, et, lorsque Son Excellence eut donné ses ordres pour qu'on enterrât les morts, nous nous mîmes en marche vers les dix heures. Le colonel Middleton conduisait l'arrière-garde, formée de son régiment et de trois autres, ceux du lord Grey, de Sheffield et de Meldrum, et de quatre cents mousquetaires sous les ordres du colonel Barclay. Durant la marche, l'ennemi tira plusieurs fois sur nous, à de grandes distances et derrière les haies; mais il ne nous fit aucun mal. Arrivés sur une longue bruyère, nous rangeâmes plusieurs fois l'armée en bataille sans qu'il parût personne; mais, vers le soir, à l'entrée d'un chemin étroit, l'ennemi tomba sur nous avec huit cents mousquetaires et une grande partie de sa cavalerie; en sorte que notre cavalerie, alors à l'arrière-garde, se retira confusément et très en désordre; mais le colonel Middleton avec les autres officiers de l'arrière-garde, s'étant empressés de venir, à la tête de l'infanterie, attaquer l'ennemi, le forcèrent, à son tour, de

---

chercher sa bride et sa selle, et les rapporta au milieu des balles qui pleuvaient sur lui sans avoir reçu la moindre blessure. (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 71.) (*Note de l'Editeur.*)

reculer jusqu'à la bruyère, avec autant de confusion qu'il en avait d'abord causé parmi nous. Le lieutenant Browne fut fait prisonnier.

Après cela, le même soir, le lord-général conduisit son armée à Theale, d'où, après avoir pris quelque repos, il partit, le lendemain vendredi, avec toute l'armée, pour Reading, où il demeura le samedi et fit rendre de publiques actions de grâces de cette grande victoire.

Personne ne songea à la disputer au parlement (1), bien que le lord-général Essex eût été forcé, par

(1) Elle lui fut au contraire disputée, et les deux partis se l'attribuèrent; mais à Londres tout était joie, actions de grâces, redoublement de vigueur ainsi que d'espérance; à Oxford, la mésintelligence, les accusations mutuelles amenaient ou attestaient le découragement, et la lutte toujours plus acharnée des petits intérêts de cour embarrassait d'entraves sans cesse renaissantes la difficile conduite des plus graves et des plus dangereuses affaires. Peu de temps après la bataille de Newbury où il avait payé de sa personne, le comte de Holland quitta la cour où il avait déplu par la hauteur de ses prétentions, et où on l'avait irrité par des insultes et une sévérité imprudentes; il retourna au parlement qui le reçut en grâce, bien qu'à la chambre des communes il y eut cinquante-huit voix contre cinquante-neuf pour l'envoyer à la Tour. Le comte de Bedford qui, ainsi que le comte de Clare, avait aussi combattu à Newbury, suivit bientôt son exemple; le duc de Northumberland, qui s'était retiré dans ses terres, n'attendant que le succès de la démarche du comte pour se rendre auprès du Roi, renonça à son projet et revint à Londres, où l'on consentit de

défaut de vivres, à continuer sa marche, au lieu de s'arrêter à tirer avantage de son succès. Le nombre des hommes tués dans cette bataille fut jugé, par les plus modérés, quatre fois plus grand du côté du Roi que de celui du parlement; mais quelques autres ont porté bien plus haut la différence. Les parlementaires perdirent plusieurs capitaines, entre autres le capitaine Massey et le capitaine Hunt, mais peu de personnes d'un rang plus élevé. Il périt du côté du Roi trois nobles, le comte de Carnarvon, le lord Spencer, nouvellement créé par le Roi comte de Sunderland, et le lord vicomte Falkland (1).

Après cette victoire, le lord-général fut reçu à Londres avec une grande joie et beaucoup de marques d'honneur (2). Les milices et les auxi-

---

bon cœur à ignorer ce qu'il ne voulait pas qu'on sût; plusieurs autres lords, prêts à se déclarer, aimèrent mieux courir les chances de la fortune de leur parti, que la certitude d'un accueil méprisant dans le parti contraire. (Clarendon, *Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 255 et suiv. — *Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 180.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Parmi les drapeaux pris sur l'armée royale à la bataille de Newbury, on en trouva un qui représentait l'extérieur de la chambre des communes, avec deux têtes de criminels plantées au sommet, et au dessous ces deux mots : *ut extra, sic infra*. Le parlement ordonna que ce drapeau serait exposé en public comme tous les autres. (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 71.) (*Note de l'Editeur.*)

(2) La chambre des communes se rendit avec l'orateur à

liaires de Londres rentrèrent dans cette ville en bon ordre, et furent bien accueillis par leurs amis. Le lord-maire et les aldermen vinrent à leur rencontre, à Temple-Bar. La face des choses

---

Essex-House pour le féliciter. Le maire et les aldermen en robe rouge, allèrent complimenter *le sauveur et le protecteur de leur vie et de leur fortune, de leurs femmes et de leurs enfans.* (*Mémoires* de Whitelocke, p. 70.) Le comte, à ce qu'il paraît, voulut profiter de cette occasion pour se faire donner une satisfaction qu'il n'avait pu obtenir jusqu'alors; huit ou dix jours après cet éclatant triomphe, il vint à la chambre des lords demander sa démission, et la permission de passer la mer, se fondant sur les dégoûts qu'il avait continuellement reçus dans ses fonctions de général, et, en particulier, sur ce que la commission accordée à sir William Waller était incompatible avec la sienne. Tandis que la chambre des lords, prenant cette affaire en considération, décidait qu'elle demanderait à la traiter dans une conférence avec la chambre des communes (*Histoire parlementaire*, t. 3, col. 177), celle-ci, par un message, fit connaître que sir William offrait de renoncer à la commission qu'il tenait directement des chambres, et demandait qu'un comité fût nommé pour régler l'affaire d'après les conseils de Son Excellence et en vue de la sûreté publique. Le comité fut sur-le-champ nommé, et l'affaire terminée séance tenante. Waller se soumit entièrement; il fut décidé qu'au lieu de recevoir ses instructions du parlement, comme le portait sa commission, il les recevrait du général en chef. Ce fut, au parlement, un dernier éclat de la grandeur mourante du comte d'Essex, et, dans son armée, un nouvel aliment aux divisions qui devaient finir par le détruire.

(*Note de l'Éditeur.*)

parut alors fort changée; et la réputation du parlement commença à s'élever.

A l'époque de cette expédition, entreprise pour secourir Glocester, le Roi avait conclu une cessation d'armes avec les rebelles Irlandais. On en parlera plus au long dans la continuation de cette histoire, ainsi que des grandes victoires qu'avaient auparavant obtenues des troupes anglaises peu nombreuses, contre des multitudes de ces rebelles, et qu'on a omises ici pour ne pas interrompre la suite du récit des guerres d'Angleterre. On y parlera aussi du covenant conclu, à cette époque, avec les Écossais, par le parlement et la portion de la nation qui tenait son parti, pour le maintien de la religion, des lois et des libertés des deux royaumes (1).

Les Écossais promirent au parlement, qui avait envoyé à Édimbourg des commissaires pour cette affaire, qu'ils amèneraient à son secours une armée de vingt-un mille hommes, tant infanterie que cavalerie, et le parlement s'engagea à payer aux Écossais 100,000 livres pour les dé-

(1) Ici s'arrête l'*Histoire du Long-Parlement* de May publiée en 1647. Ce qui suit est traduit de l'*Abrégé* qu'il publia en 1650, et qui va jusqu'au procès du Roi. On a vu, dans la *notice* sur Thomas May (*Histoire du Long-Parlement*, tom. 1), quelle fut l'origine de ces deux ouvrages, et quelles différences s'y font remarquer. (*Note de l'Editeur.*)

penses que leur occasionnerait la levée de cette armée. . . . .

Le Roi ne traita pas si ouvertement avec les sanguinaires Irlandais. Il acheta leur secours en consentant à une suspension d'armes, qu'il prétendit leur avoir accordée pour le salut des Anglais protestans qui habitaient encore ce royaume (1); mais elle fut surtout avantageuse

---

(1) S'il en faut croire une lettre du conseil d'Irlande, rapportée par Clarendon, les protestans d'Irlande étaient en effet réduits alors aux dernières extrémités. Cette lettre, en date du 4 avril 1643, adressée simultanément au Roi et au parlement, réclamait des secours de vivres, d'argent et de munitions, attendu qu'après avoir *ruiné les pauvres marchands*, et être descendus à des choses *bien au dessous de la dignité de leur emploi*, les lords-juges et le conseil d'Irlande déclaraient qu'ils n'avaient plus moyen de fournir du pain aux soldats que pour un mois, et tout au plus pour un mois de poudre. Ils ajoutaient que, forcés de renvoyer les bouches inutiles, ils allaient faire partir pour l'Angleterre des milliers de pauvres anglais dépouillés de tout, et terminaient en demandant de nouveau, dans le plus bref délai, quelques vivres pour soutenir leur existence, en attendant que le reste pût arriver. A cette lettre était annexé un écrit présenté le matin même au conseil par les officiers de l'armée d'Irlande, qui, après avoir dépeint leur misère dans les termes les plus énergiques, demandaient, si on ne pouvait les sauver du désespoir où ils étaient près de tomber, qu'on leur permît d'aller chercher ailleurs une existence plus supportable, sans quoi ils n'écouteraient plus d'autre loi que la première de toutes, celle que Dieu a donnée à l'homme, de veiller à

aux Irlandais rebelles, qui, pour reconnaître cette faveur, donnèrent au Roi trente mille livres.

Telle fut la suspension d'armes contre laquelle s'élevèrent si hautement, à Londres, les honnêtes gens (1), se fondant principalement sur ce qu'elle était contraire à une loi et à la promesse du Roi; car il avait été décidé par l'autorité du parle-

---

sa propre conservation. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 7, pag. 9.) On ne trouve point de traces de cette lettre dans l'*Histoire parlementaire* faite sur les journaux des deux chambres, et en tout il y est singulièrement peu question des affaires d'Irlande; ce qui donne lieu de croire que le parlement n'aimait pas à s'en occuper, et surtout à les laisser transpirer dans le public. Clarendon donne cette lettre pour un des motifs qui déterminèrent le Roi à conclure la suspension d'armes. Quoi qu'il en soit, on ne saurait douter que cette occasion n'ait été saisie et grandement exploitée par la Reine et par les catholiques. Le comte de Holland, en revenant au parti du parlement, déclara que sa conscience ne lui avait pas permis de demeurer à Oxford après la suspension d'armes. (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 73.) Il y a lieu de croire que ce motif ne fut qu'un poids léger ajouté à ceux qui déterminèrent son retour. (*Note de l'Editeur.*)

(1) Il y eut à cette occasion plusieurs pasquinades; une entre autres disait que « l'armée des Français et Wallons papistes de la Reine et l'armée des Anglais papistes du Roi, venaient avec les rebelles d'Irlande pour établir la religion protestante et les libertés de l'Angleterre. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 71.) (*Note de l'Editeur.*)

ment, en 1641, et le Roi en avait signé l'acte; « que la guerre, contre ces sanguinaires rebelles « irlandais, continuerait jusqu'à ce qu'il fût dé- « claré par le parlement que l'Irlande était en- « tièrement soumise, et qu'il ne serait conclu « avec ces rebelles ni paix, ni suspension d'ar- « mes, sans le consentement des deux chambres « du parlement. »

L'avantage que le Roi tira de cette trève fut de pouvoir faire revenir en Angleterre, contre le parlement, l'armée anglaise, qui, depuis près d'un an, combattait vaillamment et victorieusement les rebelles; c'était là ce qui avait le plus contribué à l'y déterminer. L'armée rentra, en effet, en Angleterre cinq mois après la suspension; mais, en changeant de cause, ces soldats changèrent de fortune. Ils n'eurent aucun succès en Angleterre (1). Peu de temps après leur arrivée, l'armée entière fut complètement défaite, et sir Thomas Fairfax leur prit tous leurs principaux officiers et mille sept cents soldats.

L'hiver suivant, vers le milieu de janvier, l'armée écossaise passa la Tweed et entra en Angleterre. Elle avait pour général le comte de Leven, et son

(1) Quelques uns même, entre autres ceux qui vinrent sous le commandement de Vavasor, refusèrent de combattre les parlementaires, et se joignirent à l'armée du comte d'Essex. (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 73.) (*Note de l'Edit.*)

parent David Lesley commandait la cavalerie. La terre était alors couverte de neige à une épaisseur extraordinaire, et toutes les rivières étaient prises; mais l'ardeur de combattre était encore plus grande que la rigueur de l'air, et la patience des soldats surmonta le mauvais temps. Le comte de Leven marcha avec ses troupes contre le comte de Newcastle, qui, à la tête d'une grande armée, tenait pour le Roi tout le nord de l'Angleterre. La guerre ne se poussait pas moins vigoureusement sur d'autres points. Au commencement du printemps, les deux partis levèrent de grandes armées qui jetèrent la terreur dans le pays (1), et l'été suivant,

(1) Dès le commencement de l'hiver on s'était préparé, surtout du côté du parlement, à de grands efforts pour la campagne prochaine. Le zèle des partisans du parlement était loin de se refroidir. Le parti du comte d'Essex, grossi par la victoire de Newbury, quoique porté à désirer la paix, semblait ne vouloir l'obtenir que du succès de la guerre. On voit Hollis, le chef de ce parti dans le parlement, aller au conseil commun exciter l'ardeur de la cité, et les citoyens répondre à son appel. (Whitelocke, pag. 80.) Whitelocke parle du grand nombre de gens riches, qui, déterminés à combattre jusqu'à la dernière extrémité *pro aris et focis*, se joignirent alors à l'armée du comte d'Essex; il cite entre autres le colonel Wilson qui l'alla joindre à la tête de deux mille hommes. Ce colonel Wilson était fils unique d'un très-riche marchand de la cité, associé lui-même au commerce de son père, et appelé en outre à un héritage de 2000 livres sterling en terres. (Whitelocke, pag. 72.) Du

qui fut celui de l'an 1644, elles combattirent des deux côtés avec une fureur égale, et des succès à

---

côté du Roi deux régimens se formaient des étudians de l'université d'Oxford et des domestiques des gentilshommes attachés à la cour. Les lords promirent aussi dans les occasions importantes de faire monter leurs domestiques à cheval, et tinrent parole. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 7, pag. 114.) En général cependant le zèle ne paraissait pas si grand de ce côté que de l'autre. Le Roi avait de nouveau levé son étendard à Marlborough, mais il y était venu si peu de monde qu'il l'avait fait ôter sous prétexte que le parlement préparant des propositions de paix, il n'avait pas besoin pour le moment de nouvelles levées. (Whitelocke, pag. 82.) « D'ailleurs les soldats du Roi, dit Clarendon, tombaient insensiblement dans toute la licence, les désordres, l'impiété qu'ils avaient reprochées aux rebelles, et ceux-ci croissaient en discipline, en vigilance, en sobriété; en telle sorte que d'un côté on semblait combattre pour la royauté avec les armes de l'anarchie, et de l'autre travailler à détruire le Roi et le gouvernement avec tous les principes et la régularité qui appartiennent à la monarchie. » (*Histoire de la Rébellion*, tom. 6, pag. 292.) Cette différence se fait également remarquer dans les moyens employés par les chefs pour effrayer leurs ennemis. Du côté du parlement on rencontre un grand nombre d'injustices et de vexations, mais elles sont conduites avec une sorte de régularité; des amendes, des confiscations, des emprisonnemens ou autres peines dont le plus souvent on se rachète à des prix énormes, et dont le gouvernement dispose toujours, soit pour les besoins publics, soit en faveur de ceux de ses agens qu'il veut gratifier, tels sont les moyens employés contre ceux qui secourent le Roi ou se refusent aux demandes du

peu près balancés (1); en sorte que par cette hésitation de la fortune entre les deux partis, et

---

parlement. Mais si le prince Robert veut qu'un pays le fournisse de vivres, ce qu'il annonce en cas de désobéissance, c'est « le pillage et l'incendie des maisons, et toutes « les autres peines que pourront infliger des soldats affa- « més livrés à eux-mêmes. » Une proclamation de ce genre fut faite dans les comtés d'Oxford, Buckshire et Berkshire; ces trois comtés s'associèrent pour leur propre défense, et un comité du parlement fut chargé d'y lever des troupes et de l'argent par le moyen des compositions avec les délinquans. On voit un colonel Smith, qui avait passé du parti du parlement dans le parti du Roi, qui, fait prisonnier, ne peut obtenir son échange, parce qu'il est accusé d'avoir dit « que le seul moyen d'assurer le succès des troupes du « Roi, c'était de tuer tout ce qu'on rencontrerait de labou- « reurs, afin de détourner le peuple de labourer les terres, « et d'affamer ainsi les têtes rondes. » (Whitelocke, pag. 73, 82 et 123.) On voit aussi sans doute des plaintes adressées au parlement sur quelques désordres de son armée, mais l'on savait à qui s'en plaindre, et un comité était nommé pour l'examen et le redressement des griefs. (Whitelocke, pag. 120.) Enfin la régularité était la prétention d'un parti, l'autre se faisait gloire de la licence; il est aisé de comprendre qui devait réussir.

(*Note de l'Editeur.*)

(1) Cependant l'hiver avait été généralement malheureux pour le Roi, et la Reine, alors grosse de la princesse Henriette d'Angleterre, fut tellement saisie de la terreur de se voir assiégée dans Oxford, que les désirs ni les instances du Roi ne purent obtenir d'elle qu'elle y restât, et elle alla accoucher à Exeter. Ces craintes étaient alors chimériques;

le sang que coûtèrent alternativement à l'un et à l'autre ces déplorables vicissitudes, l'Angleterre fut réduite à une condition bien malheureuse.

---

mais à la fin de mai, les affaires du Roi se trouvèrent dans un état si fâcheux que le bruit courut à Londres, tantôt que le Roi était pris, tantôt qu'il formait le projet de se rendre à Londres. Les meneurs du parlement eurent une grande frayeur qu'il ne vînt se mettre entre les mains du comte d'Essex dont ils tramaient déjà la ruine. Le comité des deux royaumes, alors à la tête du gouvernement, écrivit à la hâte au comte une lettre pleine d'alarmes, où, dans la supposition que le Roi voulût venir à l'armée, on lui enjoignait de ne rien faire à cet égard avant d'avoir reçu les ordres des chambres. Le comte répondit : « qu'il n'avait entendu parler de rien de pareil, et que, dans le cas où le Roi aurait un semblable projet, il serait probablement le dernier à le savoir. » Le ton de sa lettre, quoique respectueux, donne lieu de penser qu'il avait compris le motif d'une pareille précaution, et qu'il la trouvait assez ridicule. Ses différens avec le parti dominant commençaient à se manifester sous des formes plus claires et plus positives; il avait éprouvé déjà un grand mécontentement d'une pétition de la cité pour la réforme de l'armée, et du refus fait au comte de Holland, qui avait demandé la permission de l'accompagner dans l'expédition sur Oxford. Waller, le comte de Manchester, devenaient chaque jour pour lui des rivaux plus inquiétans et plus incommodes : on voulait qu'il s'affranchît d'une pareille situation. « Sir Philippe « Stapleton et Hollis, ses amis et ses confidens intimes, lui « donnaient souvent, dit Whitelocke, des avis avantageux « pour lui et pour le parlement, mais il n'était pas bien « arrêté. Il désirait la paix, dit encore Whitelocke, mais

Les succès du Roi furent soutenus dans l'ouest par de braves armées sous le commandement des princes Robert et Maurice; dans le pays de Galles sous le commandement de Gérard et de plusieurs autres; dans les comtés de l'intérieur sous le commandement de sir Jacob Astley, ancien soldat. D'autres armées étaient commandées par sir Ralph Hopton et le colonel Goring. Dans le nord était la grande armée du comte de Newcastle.

Les forces du parlement n'étaient pas inférieures à celles du Roi. La principale armée était sous le commandement du général Essex. Waller en commandait une autre. Le comte de Manchester, de concert avec Cromwell, heureux et intrépide soldat, conduisait une forte armée du côté du nord, où le lord Fairfax et son fils étaient à la tête d'un bon nombre de troupes, et dont sir John Meldrum n'était pas éloigné. Le comte de Den-

---

« ne la voulait point à des conditions injustes et déshono-
« rantes; il aimait la monarchie et la haute noblesse, qu'il
« soupçonnait à quelques uns le dessein de détruire, ainsi
« que la moyenne noblesse, le clergé et la magistrature; il
« était déterminé à les soutenir, et ne manquait pas de con-
« seils qui le poussaient en ce sens; mais honnête et galant
« homme, et serviteur du public, il avait l'esprit grande-
« ment troublé des méfiances que l'on concevait contre lui. »
(*Mémoires* de Whitelocke, pag. 76, 83 et 103.) Les démêlés avec le comte d'Essex ont été à cette époque la grande affaire des meneurs parlementaires. (*Note de l'Éditeur.*)

bigh, officier d'un grand courage, occupait à la tête d'un parti assez considérable les environs de Stafford. Il faut ajouter à ces troupes celles de l'armée écossaise.

Au commencement de cet été, le parlement tenta une entreprise très-importante. Il voulut assiéger Oxford (1) ou au moins renfermer le Roi dans cette ville. L'armée du comte d'Essex l'entoura d'un côté, et celle de Waller de l'autre. Le Roi les trompa tous deux (2), et, s'échappant de la ville avec quelque cavalerie légère, alla joindre ses grandes armées.

---

(1) Le danger fut si grand pour le Roi que quelqu'un lui proposa en effet alors de se rendre au comte d'Essex. Il rejeta, dit Clarendon, la proposition avec beaucoup d'indignation, et dit « qu'il n'était pas impossible qu'on le trouvât « effectivement entre les mains du comte d'Essex, mais « qu'alors il serait mort. » Il résolut de s'échapper, laissant à Oxford le duc d'York pour rassurer ses partisans, et leur promettant, en cas de siége, un prompt secours. Ces promesses les tranquillisèrent si peu que beaucoup de gens de qualité, dit Clarendon, qui n'avaient pas été désignés pour accompagner le Roi, se trouvèrent, au moment de son départ, faire partie de sa suite. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 7, pag. 128.) (*Note de l'Editeur.*)

(2) Il sortit d'Oxford le 3 juin à neuf heures du soir. Depuis deux jours, des marches et des contre-marches amusaient les deux armées ; elles continuèrent le lendemain de son départ. Cependant Waller en fut informé assez tôt pour le suivre de très-près. Le Roi fit rompre un pont der-

Le général Essex s'avança davantage dans l'ouest (1); mais l'expédition fut malheureuse

---

rière lui; ce qui se fit si précipitamment que trois ou quatre officiers et une vingtaine de soldats de son arrière-garde tombèrent dans la rivière. (*Hist. de la Rébellion*, tom. 7, pag. 129 et suiv.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Là commença la plus vive querelle que le comte d'Essex eût encore eue avec le parlement. Ses ordres lui enjoignaient de suivre les mouvemens du Roi, et, dans le cas où les deux armées viendraient à se séparer, celle de Waller était destinée pour l'ouest. Mais, lorsque le Roi se fut échappé, le comte d'Essex, lui voyant deux journées d'avance, assembla un conseil de guerre, où il fut décidé que l'armée de Waller, composée de troupes et d'artillerie légères, était la plus propre à sa poursuite, et que le comte se chargerait du service de l'ouest. En vain Waller réclama contre cet arrangement, invoqua les ordres du parlement; il fallut obéir. Alors, tout en exécutant avec vigueur et célérité l'entreprise qu'on lui imposait, il se plaignit amèrement au comité des deux royaumes, de qui le comte d'Essex reçut une lettre de reproches, et l'ordre positif de déférer aux premiers ordres, et de laisser Waller marcher dans l'ouest; « ce qui, dit Whitelocke, n'était pas du goût du général; et on trouva étrange, ajoute-t-il, que le comité voulût de si loin prescrire à ses généraux leur marche. » Mais ce qu'il y eut de plus étrange encore, c'est que, pour la première fois, le comte d'Essex désobéit. Bien qu'encore fort peu avancé, il continua dans la même direction, répondit au comité « qu'il lui était impossible de reculer ou de s'arrêter sans faire le plus grand tort aux affaires; » donna toutes les raisons qu'il crut propres à justifier le parti qu'il avait pris, et termina sa lettre en « disant que si on l'o-

pour lui et pour le parlement (1). Waller suivit le Roi, mais en vain; car il ne put cacher sa marche,

bligeait à retourner en arrière, comme n'étant pas propre à conduire une si importante affaire, il reviendrait siéger au parlement, ne voyant rien qui méritât sa présence dans les comtés confédérés, tous soumis à des commandemens inférieurs. » Le parti, avec cette prudence constante qui le conduisait à travers toutes les difficultés, céda pour le moment, et le comte d'Essex reçut l'ordre de faire ce qu'il avait fait contre les ordres. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 7, pag. 131 et suiv.—*Mémoires* de Whitelocke, pag. 86 et 87.)

(*Note de l'Editeur.*)

(1) Les ennemis du comte d'Essex avaient promptement trouvé l'occasion de prendre leur revanche. Une demande d'argent et de munitions avait presque immédiatement suivi, de sa part, la lettre qui annonçait au parlement sa désobéissance formelle aux ordres qu'il venait d'en recevoir; elle lui avait attiré, au commencement de juillet, une lettre *d'admonition*, où, en lui promettant les secours nécessaires, on lui reprochait fort sévèrement de les avoir rendus plus difficiles, en même temps qu'on relevait comme inconvenantes plusieurs expressions de sa correspondance. Bientôt la situation du comte devint critique; des embarras, qu'il aurait dû prévoir avant de prendre un parti hasardeux, le plongèrent dans les plus grandes détresses. Le comte de Manchester, sir William Waller, Middleton, reçurent l'ordre d'envoyer à son secours. Sir William écrivit qu'il était excessivement pressé d'aller au secours du général, et demanda pour cela de l'argent et des hommes, prenant Dieu à témoin » que ce n'était pas sa faute s'il n'y allait pas plus vite, « appelant la honte et le sang sur la tête de ceux qui obs- « truaient sa marche, et déclarant que, si l'argent n'arrivait

et il y eut plusieurs petites rencontres entre leurs différens partis; mais il ne se fit rien d'important jusqu'à ce que Waller avec ses troupes retournât faire face aux ennemis en d'autres lieux. Les succès furent divers pendant le cours de cet été, dans la plus grande partie du royaume. Dans l'ouest, le midi et les comtés de l'intérieur, les

« pas, il irait sans argent. » Cependant il ne marcha point. Middleton écrivit de son côté « qu'il ne désirait rien autant « sous le ciel que d'être en état de marcher et qu'on ne le « trouverait pas en faute; » et il ne marcha pas davantage. Il n'arriva point de secours du comte de Manchester. Enfin, abandonné de tous, Essex quitta soudain son armée, dont la cavalerie se fit jour à travers les ennemis; mais son infanterie, son artillerie et ses bagages restèrent en arrière, sous les ordres du major général Skippon qui fut obligé de capituler. (Voir les *Mémoires* de Ludlow.) Le comte s'enfuit par mer et débarqua à Plymouth, d'où il informa le parlement de son désastre; il était apparemment assez humilié, et peut-être ses ennemis ne voulaient-ils pas alors, par un trop long acharnement, attirer un examen trop sévère sur les causes de sa défaite; car la lettre qu'on lui écrivit à cette occasion ne renferma que des consolations et des assurances de la confiance du parlement; mais l'*histoire parlementaire* nous apprend que le comité fut très-long-temps à préparer cette réponse, et les journaux des chambres ne contiennent aucun détail sur les circonstances qui la précédèrent. Quoi qu'il en soit, on se hâta de réparer l'échec qu'avait souffert l'armée du comte d'Essex; mais pour lui cet échec était irréparable. (*Mémoires* de Whitel. pag. 97 et suiv.—*Histoire parlementaire,* tom. 3, col. 270, 273, 289.) (*Note de l'Editeur.*)

troupes du Roi l'emportèrent sur celles du parlement, dont les affaires couraient grand risque d'être ruinées si elles ne se fussent relevées dans le nord par d'importans exploits et le gain d'une grande bataille.

Le comte de Leven, en entrant en Angleterre dans le courant de l'hiver précédent, à la tête de ses troupes, avait non-seulement pris quelques villes et quelques forteresses, mais avait fort affaibli et diminué l'armée du comte de Newcastle, moins par des combats que par l'aptitude de ses troupes à soutenir les rigueurs de l'hiver, ce que ne pouvaient aussi bien les autres. Lorsque la ville de Selby eut été prise si miraculeusement par le vaillant sir Thomas Fairfax, le lord Fairfax se réunit avec toutes ses troupes à celles du comte de Leven, et le comte de Manchester, après son expédition de Lincoln, vint aussi les rejoindre avec une bonne armée.

Ces trois armées du parlement sous leurs trois généraux, Leven, Manchester et Fairfax, tous trois d'accord et parfaitement unis, s'étaient avancées ensemble et avaient assiégé de concert la grande ville d'York, dont était gouverneur le comte de Newcastle. Le prince Robert était venu du midi avec une armée nombreuse pour faire lever le siége. Les trois généraux le quittèrent en effet pour combattre le prince, sous les ordres duquel combattait aussi le comte de Newcastle, qui

avait fait sortir ses troupes de la ville d'York. Ce fut dans une grande plaine appelée Marston-Moor, qu'ils livrèrent bataille aux trois généraux.

Ce fut l'action la plus importante de toute la guerre civile. Jamais, durant le cours de cette guerre, on ne vit combattre deux armées plus puissantes, soit par leur nombre ou leur valeur; jamais un seul combat ne coûta tant de sang. La victoire fut d'abord presque gagnée par les royalistes, dont l'aile gauche défit et mit en déroute l'aile droite des parlementaires, commandée par Fairfax, et postée sur un terrain désavantageux; mais cette défaite fut plus que compensée à l'autre aile où Cromwell, qui combattait sous le comte de Manchester, chargea avec tant de vigueur et d'impétuosité l'aile droite des royalistes, qu'il rompit les meilleurs régimens du prince Robert et les mit tous en fuite. Cromwell, de concert avec David Lesley, les poursuivit, et, faisant le tour du champ de bataille, vint à propos au secours de ses amis battus à l'autre aile, où ils ne cessèrent pas de revenir à la charge jusqu'à ce qu'ils eussent remporté une victoire complète, et que tous les canons, transports et bagages du prince Robert fussent tombés au pouvoir des parlementaires.

Après cette victoire, le prince Robert, avec le reste de ses troupes, s'enfuit dans le midi. Quelque cavalerie de l'armée victorieuse le poursuivit

inutilement pendant plusieurs milles. Le comte de Newcastle, accompagné de quelques amis particuliers, quitta York dont sir Thomas Glenham prit le gouvernement, et se rendit à Scarborough, où, peu de temps après, il s'embarqua pour l'Allemagne.

Les trois généraux, Leven, Manchester et Fairfax, retournèrent après cette grande victoire continuer le siége d'York, qui se rendit bientôt après par capitulation. Après quoi ils se séparèrent, et Leven, retournant dans le nord à la tête de son armée écossaise, prit vers la fin de cet été la riche ville de Newcastle, à peu près dans le même temps où le général Essex conduisait si malheureusement ses affaires dans l'ouest, qu'il fut forcé de retourner à Londres après avoir perdu toute son artillerie.

Dans le courant de cet été, la Reine passa en France (1), et fit les plus grands efforts pour

(1) Elle s'embarqua à Falmouth le 14 juillet; elle était accouchée le 16 juin précédent. Quelques jours avant son départ elle avait fait demander au comte d'Essex un sauf-conduit pour se rendre à Bath pour sa santé. Il lui répondit « que si Sa Majesté le désirait, il lui donnerait un sauf-« conduit pour Londres où elle trouverait les meilleurs « moyens possibles de rétablir sa santé, qu'il n'en con-« naissait pas d'autres. » (*Mémoires* de Whitel., pag. 88.) Elle fut vivement poursuivie par la flotte du comte de Warwick, dont une frégate l'approcha et tira plusieurs fois

obtenir des catholiques romains de secourir le Roi son mari. Elle n'y put réussir; mais, sans le secours des étrangers, la guerre était en Angleterre bien assez furieuse et sanglante.

Au milieu de ces calamités de la guerre, on recommença à concevoir quelques espérances de paix qui s'évanouirent bientôt. Le Roi et le parlement avaient en même temps proposé des conditions (1), et, dans le mois de février suivant,

---

sur elle; elle échappa par la supériorité de marche du vaisseau flamand qu'elle montait et qui avait été remis à neuf pour cette occasion. On s'était, de plus, pourvu d'une galère à seize rames sur laquelle la Reine devait se sauver en cas que son vaisseau fût pris. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 283.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Jamais on n'avait cessé de parler de paix; le Roi, entre autres, renouvelait sans cesse ses démarches; mais le plus souvent elles n'étaient pas faites sur un ton ou dans des formes que le parlement pût ou voulût agréer. Les meneurs du parlement ne voulaient point de la paix, et les patriotes du parti royaliste n'ont jamais cru qu'à cette époque du moins, et tant qu'il put espérer de l'emporter par la force, le Roi la désirât sincèrement. (Voir les lettres du comte de Sunderland dans la *Vie de Charles* Ier, par Harris, pag. 441 et suiv.) Malgré cette mauvaise volonté mutuelle, on parvint à convenir du moins qu'on essaierait de traiter, et les commissaires du parlement partirent le 20 novembre pour porter au Roi les propositions de paix. Le compte rendu de leur voyage par Whitelocke, un des commissaires, donne quelque idée du désordre de ces temps et de l'anarchie brutale qui régnait surtout dans le parti du Roi. A Walling-

on entama, comme je le dirai bientôt, des négociations sur ces bases. La fin de cette année et le

---

ford, où on leur avait dit qu'était le Roi, le colonel Blake, gouverneur de la ville, les fit attendre deux heures avant de leur permettre d'entrer, et les reçut avec assez de hauteur. Il leur fit cependant apporter du vin; mais, en buvant avec eux, il en vint à discuter avec le comte de Denbigh, l'un des commissaires, quelques faits de guerre auxquels tous deux avaient eu part; comme ils se trouvèrent différer sur un point de fait, tous deux s'emportèrent, et les regards ainsi que les paroles de Blake devinrent si menaçans, que les commissaires, dans le dernier effroi, craignant à tout moment de voir la garnison tomber sur eux, se hâtèrent de regagner leurs voitures, où ils n'arrivèrent pas sans beaucoup de peine. Le Roi était retourné à Oxford; ils s'y rendirent, et attendirent encore deux ou trois heures sur une colline voisine de la ville. On vint enfin les introduire en leur faisant une sorte d'excuse de ce délai, causé, dit-on, par la difficulté de leur trouver des logemens, la ville étant pleine de monde et de troupes. On leur dit aussi que le Roi n'avait su leur arrivée que lorsqu'il les avait aperçus de son jardin qui avait vue sur la colline, et qu'il s'était mis fort en colère de ce qu'on les avait fait attendre. En traversant les rues d'Oxford ils furent insultés par la populace, qui les accabla d'injures et leur jeta des pierres et de la boue. Ils arrivèrent enfin à leur auberge qui, selon Whitelocke, ne valait guère mieux qu'un cabaret à bierre. Ils y étaient depuis fort peu de temps, lorsqu'on vint les avertir d'une rixe qui s'était élevée dans la salle de l'auberge entre leurs gens et quelques officiers de l'armée du Roi, qui, les traitant eux, leurs maîtres et le parlement, de coquins, de rebelles et de traîtres, ne voulaient pas les laisser appro-

commencement de la suivante donnèrent le tragique spectacle de la punition et de la mort

---

cher du feu. Ils y coururent. Hollis et Whitelocke furent obligés de colleter et de désarmer chacun un de ces tapageurs; après quoi ils firent fermer la porte de l'auberge, dans la crainte d'une seconde attaque. Le gouverneur, auquel ils envoyèrent porter leurs plaintes, leur fit faire quelques excuses, envoya en prison les deux hommes qu'ils avaient désarmés, et mit une garde à la porte de leur auberge. De la part de quelques hommes considérables de la cour, l'accueil fut au contraire obligeant, et le Roi les reçut bien. Le comte de Denbigh ayant lu tout haut les propositions, au nom des princes Robert et Maurice exceptés tous deux du pardon général qui devait être une des conditions de la paix, les deux princes se mirent à rire, et un mouvement s'éleva parmi les courtisans. Le roi se fâcha, et fit taire; mais ensuite, ayant demandé aux commissaires s'ils avaient pouvoir de traiter, comme ils eurent dit que non, qu'ils étaient simplement chargés d'apporter les propositions et de recevoir sa réponse: « alors, dit le Roi, un courrier de la poste en aurait pu faire tout autant que vous. » Le comte de Denbigh ayant relevé cette réponse avec quelque ressentiment, le Roi répéta à peu près les mêmes paroles, et la conférence finit d'une manière assez aigre. On vint ensuite tâcher de raccommoder les choses auprès des commissaires; mais les discussions recommencèrent sur la réponse. Le récit de Whitelocke et celui du comte de Denbigh dans son rapport au parlement offrent ici quelques différences. Selon Whitelocke (pag. 107 et suiv. — *Histoire parlementaire*, t. 3, col. 310. — *Histoire de la Rébellion*, t. 7, pag. 267), le Roi remit sa réponse cachetée et sans suscription; les commissaires en ayant demandé communication, le Roi

d'hommes importans, les deux Hotham, père et fils, condamnés comme traîtres pour avoir violé leur foi envers le parlement, et avoir formé le projet de livrer aux ennemis la ville de Hull, ainsi que pour plusieurs autres crimes. Après avoir été emprisonnés plus d'un an à la Tour de

---

répondit que, puisqu'ils n'avaient point de pouvoirs pour traiter, cela devait leur être indifférent; et, comme ils insistaient, il leur dit et répéta plusieurs fois que, quelle que fût sa réponse, fût-ce même une des ballades de *Robin-Hood* et du *Petit-Jean*, ils étaient obligés de la recevoir. Selon le comte de Denbigh, le Roi leur fit lire la réponse; mais, comme ils demandèrent la permission de se retirer pour y répliquer, le Roi leur dit: « Je recevrai tout ce que vous « aurez à me dire de Londres, mais rien de toutes les chi- « mères et de toutes les imaginations que vous aurez pu « amasser à Oxford. Avec votre permission, ajouta-t-il, « vous ne m'attraperez pas. » Sur les réclamations des commissaires, il reprit: « Vous m'avez dit que vous n'aviez « pas pouvoir de traiter, ma mémoire est aussi bonne que « la vôtre. » Puis il ajouta ce que rapporte Whitelocke. Le lendemain M. Ashburnham vint de la part du Roi excuser les paroles un peu vives qui avaient pu lui échapper, et les commissaires, après en avoir délibéré, résolurent d'apporter la réponse telle qu'elle leur avait été remise. Elle contenait la demande d'un sauf-conduit pour le duc de Richmond et le comte de Southampton, que le Roi devait charger de sa réponse définitive. Il fut accordé; mais on conseilla aux deux lords, dit Clarendon, quand ils seraient à Londres, de sortir très-peu, dans la crainte d'être insultés par le peuple. Tout annonçait l'aigreur tous les jours plus irréconciliable des deux partis. (*Note de l'Editeur.*)

Londres, ils furent décapités tous deux dans le mois de décembre (1). Sir Alexandre Carew, condamné pour le même crime, avait souffert peu de jours auparavant la même punition (2). Cette

(1) Ils furent jugés par une cour martiale. Sir John Hotham, condamné avant son fils, demanda et obtint un assez grand nombre de sursis, bien que les communes restreignissent souvent à cet égard la bonne volonté des lords. L'un de ces sursis était fondé sur ce que les théologiens qui l'assistaient avaient déclaré que son âme était beaucoup trop troublée et qu'il n'était pas en état de mourir. Sur ce motif, les lords avaient accordé quinze jours que les communes réduisirent à une semaine. Une autre fois l'échafaud était préparé sur Tower-Hill, mais les lords firent surseoir à l'exécution; sur quoi les communes votèrent « qu'aucun officier nommé par les deux chambres ne pourrait retarder l'exécution de la justice, sur l'ordre d'une seule des deux chambres. » Enfin le capitaine Hotham demanda sa grâce, et sir John demanda qu'on épargnât sa vie ou celle de son fils; il demanda encore la vie après l'exécution de son fils qui mourut un jour avant lui. Les lords étaient d'avis de lui pardonner, les communes s'y refusèrent; il attendit jusqu'à deux heures sur l'échafaud, espérant toujours sa grâce; il parla très-brièvement au peuple. Hugh Peters pria avec lui et parla en son nom. Il rapporta que, lorsque sir John Hotham était entré au service, son père lui avait dit que *quand la couronne d'Angleterre serait en question, il aurait beaucoup à combattre.* « Il avait, dit Whitelocke, un peu peur de la mort. » (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 220. — Whitelocke, pag. 114, 116, 117.) (*Note de l'Editeur.*)

(2) Sir Alexandre Carew avait voulu rendre au Roi l'île

même époque fut remarquable par la mort de William Laud, archevêque de Cantorbéry. Les crimes qu'on lui reprochait étaient trop nombreux et trop divers pour qu'on puisse les rapporter ici. Ce malheureux vieillard avait été en prison près de quatre ans, et n'avait pu y jouir même du repos de la prison; car il avait été conduit près de quatre-vingts fois de la Tour à Westminster, pour y subir son procès devant la chambre des lords, comme si les destins avaient voulu, par une triste compensation, égaler, même en longueur de temps, son adversité et sa prospérité (1).

Il fut décapité au mois de janvier, et, comme l'observèrent plusieurs, sa vie se prolongea jusqu'à ce qu'il eût pu voir, peu de jours avant sa mort, le livre de la liturgie aboli, et le directoire formé par le synode de Westminster établi.

Quoique le Roi et le parlement s'occupassent tous deux de négocier la paix, ils ne négligeaient pas le soin de la guerre. Le Roi mettait toute son activité à se procurer des secours étrangers,

---

de Saint-Nicolas dont il était gouverneur; il fut découvert et livré par ses propres soldats. On eut de la peine à l'arracher à la fureur des femmes de la ville. Sa femme avait obtenu pour lui un sursis sous prétexte d'aliénation. (*Mémoires* de Whitel., pag. 68, 109.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Voir les *Eclaircissemens et pièces historiques*.

et le parlement à réorganiser son armée sur un nouveau plan. Les lords et les communes furent quelque temps en discussion sur cette affaire, qui paraissait de la plus haute importance. Les lords s'opposaient à ce changement, disant qu'il n'était nullement nécessaire de mettre de nouveaux chefs, puisque on n'avait rien à reprocher aux anciens; que les hommes d'un rang élevé étaient les plus propres à commander les armées, et qu'une méthode contraire mettrait la confusion dans le gouvernement. La chambre des communes, de son côté, bien qu'elle témoignât de grands égards au comte d'Essex et à ceux des autres pairs qui commandaient les armées, soutenait cependant que les armées du parlement avaient été souvent troublées par les rivalités des chefs, d'où il était résulté que quelques plans bien combinés n'avaient pas eu de succès. Elle ajoutait que l'armée serait mieux disciplinée lorsqu'elle se trouverait sous le commandement d'un seul chef (1).

---

(1) La différence d'intentions qui existe entre l'*Histoire* de May et son *Abrégé*, et le caractère beaucoup plus partial de ce dernier écrit, se révèlent ici par la réticence la plus extraordinaire. L'affaire de la nouvelle organisation de l'armée n'était pas la seule qui occupât à cette époque et divisât les chambres; ou plutôt elle n'aurait pas rempli les intentions du parti dominant sans une autre mesure dont May ne parle point, l'ordonnance du *renoncement à soi-même*, par laquelle tout membre de l'une ou de l'autre

A la fin, lorsque les deux chambres furent d'accord, on nomma, pour commander la nouvelle armée, sir Thomas Fairfax, homme d'une éminente valeur et d'une égale modestie (1). Il était

---

chambre était exclus de tout emploi civil ou militaire. Ce fut le coup décisif pour le parti indépendant qui commença alors à se faire connaître sous son véritable nom et son véritable jour. On comprendra facilement en lisant les *Mémoires* de Hollis pourquoi May ne prononce seulement pas le nom de cette ordonnance que quelques uns, dit Whitelocke, par opposition à son nom de *self denying ordinance*, désignèrent sous celui de *self ends prevailing*, que l'on pourrait traduire par *le triomphe de l'amour de soi-même* (littéralement des *buts personnels*). (Whitelocke, pag. 115.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Ce que May ne dit pas ici, c'est qu'en nommant sir Thomas Fairfax général de l'armée nouvelle qu'on allait lever, on laissait le comte d'Essex en quelque sorte général en chef; mesure bizarre si elle n'eût eu pour objet d'arriver à ôter bientôt au comte cette dernière apparence de commandement. On y procéda en reportant tous les avantages accordés à l'armée sur celle de sir Thomas Fairfax, à qui on donna en même temps le pouvoir de composer son infanterie de soldats tirés de celle du comte d'Essex. Le choix des deux armées était, à ce qu'il paraît, laissé à leur volonté; mais ils étaient reçus comme recrues dans l'armée de sir Thomas, et recevaient en cette qualité quinze jours de solde, et étaient habillés. Il n'est pas difficile de comprendre que, comme le dit Whitelocke, presque toute l'infanterie du comte passa à Fairfax. Celui-ci fut, à l'occasion de sa nomination, complimenté dans la chambre

alors dans le nord ; mais une si grande affaire ne pouvait se faire sur-le-champ, et le temps approchait où allaient s'ouvrir les négociations d'Uxbridge. On y devait traiter de trois choses :

1°. De la religion et du gouvernement de l'Église ;

2°. De la milice d'Angleterre ;

3°. Des affaires d'Irlande.

Mais le Roi, avant le commencement des négociations, avait employé toutes sortes de moyens pour s'assurer des secours étrangers. Il pressait par lettres la Reine, qui était alors en France, d'engager le roi de France et les autres catholiques à venir à son secours, et de solliciter la Reine régente de retenir en France les vaisseaux du

---

des communes où on lui avait préparé un siége ; mais il refusa modestement de s'asseoir. *L'orateur*, dit Whitelocke, *lui dit sur Agamemnon et les anciens Romains quelque chose que j'ai oublié.* Le discours tel qu'il est rapporté dans le journal de la chambre ne contient rien de pareil, et on n'y voit pas de réponse de Fairfax. Celui-ci était en effet presque aussi remarquable par sa modestie que par ses talens militaires : ses intentions étaient droites ; mais il était tellement dénué d'esprit, et livré si aveuglément à Cromwell et aux indépendans, qu'il était nécessairement un sujet de dérision aussi bien que d'antipathie pour le parti presbytérien, composé en général des hommes les plus éclairés du temps. (Whitelocke, pag. 127, 131. — *Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 343.)

(*Note de l'Editeur.*)

parlement. Il demandait instamment aussi les secours du duc de Lorraine, et tenait beaucoup à pouvoir introduire en Angleterre l'odieuse armée de ce duc, si détestée en Allemagne et en Flandre, pour toutes les horreurs qu'elle y avait commises; armée dont on peut dire comme de celle de Marius quand elle entra à Rome :

. . . . Nulli gestanda dabantur
Signa ducis, nisi qui scelerum jam fecerat usum,
Attuleratque in castra nefas.

A la fin, le duc de Lorraine lui fit espérer qu'il lui enverrait dix mille hommes, et Goffe fut envoyé en Hollande pour négocier le transport de ces soldats en Angleterre.

Le Roi chercha aussi à obtenir des secours des sanguinaires révoltés d'Irlande, et commanda par ses lettres à Ormond de faire la paix avec les rebelles, de leur promettre et de leur accorder le libre exercice de la religion papiste, et de les assurer que si, par leur secours, il pouvait terminer la guerre en Angleterre, il abrogerait toutes les lois qui avaient été faites jusqu'alors contre les papistes de ce pays. Il adressa aussi des remercîmens à Muskerry, Plunkett et plusieurs autres de ces rebelles, et promit le pardon de tout ce qui s'était passé. Mais ils furent fort inquiets des négociations du Roi avec le parlement, sachant bien qu'une des conditions nécessaires

de cette paix serait de continuer à leur faire la guerre. Le Roi donc, désirant lever les obstacles que lui opposaient leurs craintes, écrivit à Ormond « qu'il ne pouvait refuser de faire la paix « avec son parlement, dans cette unique vue de « demeurer en état de favoriser les Irlandais; « et que cependant, si Ormond ménageait bien « les choses, il pouvait, de cette crainte même « de la paix, se faire un moyen pour engager les « Irlandais à hâter la leur. Il était facile de leur « faire comprendre le danger où ils étaient de « se voir à jamais privés par le parlement de « tout espoir de pardon; car, disait le Roi, si « le parlement et moi parvenons à nous entendre « sur le reste, je ne pourrai refuser de m'ac- « corder avec lui uniquement sur ce qui concerne « les Irlandais; qu'ils acceptent donc, tandis « qu'il en est encore temps, ce que je leur pro- « pose, et se hâtent de faire leur paix. Quand « une fois ils auront ma parole, aucune force « humaine ne pourra m'obliger à y manquer. »

La Reine, alors en France, marquait aussi dans ses lettres à son mari un grand chagrin de ce que le point de la religion était le premier qu'on dût traiter à Uxbridge. Elle disait « que si l'on con- « venait de quelque mesure sévère contre les ca- « tholiques, et qu'ensuite la paix ne se fît pas, « le Roi ne pourrait plus espérer aucun secours « des princes catholiques ni des Irlandais, qui

« craindraient, après avoir fait tout ce qu'ils « pourraient pour lui, de s'en voir enfin abandonnés (1). » Elle recommande aussi très-souvent au Roi, dans sa correspondance, de ne jamais abandonner ni les évêques, ni les catholiques, ni les fidèles amis qui l'ont servi dans la guerre. Le Roi lui promet qu'aucun désir de paix ne lui fera jamais abandonner ses amis, et l'engage à hâter autant qu'elle le pourra les secours de la France, en lui disant « que dans ce moment « où Londres est divisé entre les presbytériens « et les indépendans, on peut venir à bout de « détruire les deux partis. »

Au mois de février, les commissaires des deux partis se rendirent à Uxbridge pour y négocier la paix. Ceux du Roi furent le duc de Richmond, le

(1) L'influence que ce genre de crainte donnait au parti catholique dans les conseils d'Oxford, était pour le parti protestant royaliste un grand sujet de découragement. On voit dans les lettres du comte de Sunderland, écrites à la fin de 1642, qu'il croit avoir tout à craindre des papistes, si le Roi *triomphe par la force;* en sorte qu'il s'afflige vivement de ne pouvoir se retirer, ce qui, dans ses idées d'honneur militaire, lui paraît impossible tant que la guerre dure, à moins de combattre pour le parlement; et *pour ma part*, dit-il, *j'aimerais mieux être pendu*. Il se fit en effet tuer pour le Roi, comme volontaire, à la bataille de Newbury : il était âgé de vingt-trois ans. (*Vie de Charles Ier*, par Harris, pag. 442.)

(*Note de l'Editeur.*)

marquis de Hertford, les comtes de Southampton, de Dorset et de Chichester ; les lords Dunsmore et Capell ; Seymour, Colepepper, Gardiner, Hyde, Lane, Bridgeman, Palmer et plusieurs autres. Ceux du parlement furent les comtes de Northumberland, Pembroke, Salisbury et Denbigh ; de la chambre des communes, Wainman, Vane, Pierpoint, Hollis, Prideaux, St. John, Whitelocke et Crew. Il y eut, outre cela, six commissaires de la haute et moyenne noblesse d'Écosse.

Mais ces négociations ne menèrent à rien. Le Roi ne voulut jamais consentir à la destruction de l'épiscopat, ni souffrir qu'on lui retirât la milice, qu'il regardait comme un des principaux fleurons de sa couronne. Cependant il consentait à ce que, pendant trois ans, elle fût sous le gouvernement de vingt personnes choisies par moitié dans chaque parti. Enfin il ne put consentir à ce qu'on poursuivît la guerre contre les Irlandais, ayant conclu avec eux une suspension d'armes que son honneur ne lui permettait pas de rompre.

La paix ne pouvant se conclure, c'était à la guerre à décider. Le parlement hâta la nouvelle organisation de l'armée, et les comtes d'Essex, Warwick, Manchester et Denbigh rendirent volontairement et de bonne grâce leurs commissions (1).

(1) Le comte d'Essex la donna le premier, les autres

L'armée du parlement, dans sa nouvelle organisation, se composait de vingt-un mille hommes,

---

suivirent son exemple. La querelle était alors plus échauffée que jamais entre les lords et les communes. L'ordonnance du *renoncement à soi-même*, vivement poursuivie par les communes, était repoussée par les lords avec une égale opiniâtreté. Le comte d'Essex était en ceci le point de mire des deux partis; pour parvenir à l'écarter, les communes allaient toujours augmentant l'importance de Fairfax; enfin, le 29 mars, une ordonnance qui avait pour but d'ajouter à ses attributions aux dépens de celles du comte d'Essex, porta la division au plus haut degré, sans que, dans la chambre des lords, la question pût se décider, les deux partis se trouvant à égalité de voix; le 1er. avril le comte d'Essex donna sa démission. C'était la ruine de son parti; il le savait lui-même, car il avait dit auparavant que sa commission de général était le seul obstacle à l'acceptation de l'ordonnance du *renoncement à soi-même*. En effet, le 3 avril, elle passa à la chambre des lords. Quelques jours auparavant, sur quelques discours violens tenus dans la chambre des communes contre celle des lords, le bruit se répandit qu'on avait intention d'attaquer les priviléges de la pairie; mais les communes adressèrent aux lords une déclaration formelle de l'intention où elles étaient de respecter et soutenir leurs priviléges. Ce commencement de raccommodement, si près du dénoûment de la querelle, pourrait donner lieu de croire que ce dénoûment ne tint pas tout-à-fait à la volonté du comte d'Essex, dont les amis commençaient probablement à s'effrayer, et le ton du discours qu'il prononça à cette occasion indique assez qu'il cédait à des conseils que peut-être il n'était pas le maître de refuser. Quoi qu'il en soit, les lords remercièrent

dont quatorze mille d'infanterie, six mille chevaux et mille dragons. Sir Thomas Fairfax en fut nommé général, et sir Philippe Skippon, excellent militaire, en fut fait major-général. Les colonels des régimens de pied étaient Holborne, Fortescue, Barclay, Crawford, Ingoldsby, Mountain, Pickering, Rainsborough, Welden, Aldridge; ceux des régimens de cavalerie, sir Michel Levesey, Sheffield, Middleton, Sidney, Graves, Vermaden, Whaley, Fleetvood, Rossiter et Py. Le Roi, de son côté, avait un grand nombre de troupes sous différens commandans, auxquels il distribua plusieurs provinces. Les princes Robert et Maurice, à la tête d'un corps nombreux, tenaient une partie du nord; le reste était confié au comte de Derby et à sir Marmaduke Langdale; sir John Byron et Gérard étaient chargés du pays de Galles et de quelques comtés adjacens. L'ouest était entièrement occupé par trois armées du Roi, sous le commandement de sir Ralph Hopton, sir Richard Greenville et du colonel Goring, tous trois généraux effectifs, mais donnant les ordres au nom de Charles, prince de Galles, revêtu du titre de général en chef.

---

es communes de leur déclaration; la réconciliation fut parfaite, c'est-à-dire que les indépendans, maîtres de tout, purent marcher désormais à visage découvert. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 360 et suiv.—*Mémoires* de Whitelocke, pag. 133.) (*Note de l'Editeur.*)

Le Roi, non content d'avoir sous ses ordres un si grand nombre de troupes anglaises, était plus empressé que jamais de s'attacher les papistes irlandais, avec lesquels il avait chargé Ormond de conclure une paix définitive; mais, lorsque le Roi s'aperçut que ces Irlandais avaient de trop hautes prétentions, et que toutes les négociations d'Ormond, durant un si long espace de temps, n'avaient nullement avancé la paix, il se servit d'un autre moyen; ce fut d'employer à ce traité le lord Herbert de Ragland, fils du comte de Worcester, papiste zélé, et, par là, plus propre à plaire aux révoltés d'Irlande. Le Roi fit comte ce lord Herbert, sous le titre de comte de Glamorgan, et lui donna plein pouvoir de conclure la paix avec les Irlandais, et de leur accorder tout ce qui serait nécessaire. Lorsque ces choses furent connues, ce qui arriva avant la fin de l'année, il parut étrange à tout le monde que cette affaire eût pu être conduite à l'insu du lord Digby, alors secrétaire du département d'Irlande, et du comte d'Ormond, le lord-lieutenant aux soins duquel elle avait d'abord été entièrement remise.

Mais le Roi, lorsqu'il vit qu'il était trop difficile de conclure autrement une paix qui pût l'assurer des secours des révoltés, en chargea Glamorgan à l'insu des autres, afin de pouvoir en rejeter sur lui tout l'odieux. Il espérait qu'ainsi les rebelles, séduits par les grandes promesses qui

leur seraient faites sans qu'Ormond en sût rien, consentiraient plus facilement à admettre des conditions raisonnables en apparence et faciles à justifier, et que, par ce moyen, il tirerait d'Irlande des soldats qui s'attacheraient invariablement à son parti, et qui, étant les plus grands ennemis des protestans anglais, et ne pouvant espérer de pardon, lui prêteraient contre le parlement un fidèle secours.

Il donna donc à Glamorgan une autorisation conçue en ces termes :

« Charles, par la grâce de Dieu, roi d'Angle-
« terre, d'Écosse, de France et d'Irlande, dé-
« fenseur de la foi, etc.;

« A notre fidèle et bien-aimé cousin Edward,
« comte de Glamorgan, salut.

« Plein de confiance dans votre sagesse et votre
« fidélité, nous vous accordons par ces lettres,
« aussi entièrement que si elles étaient scellées
« du grand-sceau, plein pouvoir et autorité de
« traiter et de conclure avec les catholiques ro-
« mains confédérés d'Irlande, et de leur accorder
« tout ce qu'exigera la nécessité, et que nous ne
« pourrions faire aussi convenablement par notre
« lieutenant, ni avouer publiquement pour le pré-
« sent. Nous vous ordonnons donc d'accomplir
« cette affaire avec autant de secret qu'il vous
« sera possible, et je promets, sur ma parole de
« Roi et de chrétien, d'accorder tout ce que vous

« aurez jugé à propos de promettre en mon nom,
« à tous ceux de ces catholiques confédérés qui,
« par leurs services, auront amplement mani-
« festé leur zèle pour nous et notre cause. Donné
« à Oxford, sous notre sceau royal, le 12 mars,
« et la vingtième année de notre règne. »

Il travailla à faire entrer les Irlandais, non-seulement en Angleterre, mais en Écosse, et il y parvint, au grand dommage de ce malheureux pays, vers le commencement de l'année 1644, par le moyen du comte de Montrose. Lorsque les covenantaires écossais entrèrent en Angleterre pour secourir le parlement, Montrose se rendit à Oxford près du Roi pour lui offrir ses services contre eux. Le Roi, pour le rendre propre à l'emploi dont il voulait le charger, le créa marquis, et lui donna une commission de lord-gouverneur d'Écosse et général de toutes ses troupes. Le Roi manda aussi le comte d'Antrim pour aider Montrose de ses conseils; ils se confédérèrent en présence du Roi, et le comte s'engagea à envoyer à Montrose, au mois d'avril suivant, dix mille Irlandais dans le comté d'Argyle, qui n'était séparé de l'Irlande que par un court trajet de mer. Antrim exécuta, au temps marqué, une partie de sa promesse; mais il fut loin d'envoyer le nombre des soldats promis, car, au lieu de dix mille, il en arriva à peine douze cents, sous la conduite de Macdonald. Cependant, avec ces

soldats auxquels il joignit ceux de son comté d'Athol, Montrose se forma une armée suffisante de pillards, avec laquelle il tombait subitement sur les pays environnans, dévastait tout, dépouillait les maisons et brûlait le blé partout où il passait; en sorte qu'il fallait de grandes armées pour s'opposer à ses déprédations, tandis que les montagnes escarpées du comté d'Athol, ses forêts et ses déserts, assuraient à ces montagnards et aux Irlandais des retraites impénétrables.

Montrose vécut ainsi pendant près de deux ans dans le sein de son pays, comme un fléau destructeur. Ses retraites étaient si sûres et ses excursions si audacieuses, qu'il ne fallait pas moins de douze mille hommes pour défendre les provinces contre lui.

Cependant il fut ballotté par les vicissitudes de la fortune. Dans l'été qui suivit son arrivée en Écosse, la négligence des troupes du comte d'Argyle lui permit de frapper un grand coup contre ce seigneur à qui il tua ou fit prisonniers quinze cents hommes. Le parlement d'Écosse leva contre lui une armée de dix mille hommes, et le proclama, ainsi que quelques autres, traître et ennemi du pays. Montrose fut ensuite complètement battu par Hurry, et forcé de fuir dans ses retraites escarpées. Peu de temps après, il fut encore battu par Hurry près de Dundee, et forcé de se cacher dans ses anciens repaires, d'où cepen-

dant, peu de temps après, il reparut de nouveau, et si formidable qu'il enveloppa toute l'Écosse dans les plus déplorables calamités.

Dans ces temps-là, le synode d'Édimbourg écrivit au nom de l'Église d'Écosse, des lettres qui contenaient une sérieuse admonition; et comme l'admonition d'une Église nationale peut paraître une chose de quelque importance, nous la donnerons ici textuellement, omettant seulement la préface à cause de sa longueur, bien qu'elle soit écrite d'un ton fort humble.

« L'inquiétude de nos cœurs redouble, et nos « craintes pour Votre Majesté vont croissant, « depuis que nous voyons la patience de votre « peuple tentée outre mesure. Elle est mainte- « nant comme une charrette trop chargée et près « de se rompre; car outre les nombreux efforts « déjà faits pour attirer sur nous la destruction, « et qu'a déjoués la miraculeuse providence de « Dieu, comme nous espérons qu'elle fera tou- « jours à l'avenir, nous voyons maintenant notre « pays dévasté, le sang de nos frères répandu, « et d'horribles cruautés commises par ces mau- « dites bandes de rebelles Irlandais, qui, trouvant « des complices dans ce royaume, y sont arrivés « sous la conduite de gens munis de brevets et « de commissions de Votre Majesté. Nous ne pou- « vons, sans devenir infidèles envers Dieu et Votre « Majesté elle-même, lui dissimuler un autre

« danger encore bien plus grand que le déplaisir
« de votre peuple. Ainsi donc, nous serviteurs
« du Dieu tout-puissant, et loyaux sujets de Votre
« Majesté, dans l'humilité et la tristesse de nos
« cœurs, au nom de notre Seigneur Jésus-Christ
« qui jugera dans sa justice le monde entier, pe-
« tits et grands, comme aussi au nom de cette
« Église nationale que nous représentons, nous
« osons avertir librement Votre Majesté que le
« crime qui menace de s'attacher à son trône
« est tel que, si le repentir ne vient à temps, il
« ne saurait manquer de vous envelopper, vous
« et votre postérité, dans le tourbillon de la co-
« lère de Dieu; et ce sera en vain que de lâches
« prédicateurs ou d'infidèles conseillers vous pro-
« mettront le contraire, car le sang d'une mul-
« titude des meilleurs sujets de Votre Majesté
« coule par ses ordres. Vous permettez la messe
« et d'autres idolâtries, soit dans votre famille,
« soit dans vos royaumes. Vous autorisez dans le
« livre des divertissemens, la profanation du jour
« du Seigneur; vous ne punissez, ni dans votre
« cour, ni au dehors, les scandales publics. Vous
« fermez l'oreille aux humbles et justes désirs de
« vos sujets. Vous avez pour le parti papiste des
« complaisances de toutes sortes, comme vous
« l'avez prouvé récemment en concluant une trève
« en Irlande. Vous suivez les conseils de gens qui
« ne vous entretiennent ni de Dieu ni de votre

« propre bien. Vous combattez la cause dont le « succès importe si fort à la gloire de Dieu, à « votre propre honneur et à la paix de vos États. « Nous pourrions vous rappeler beaucoup d'au- « tres causes de ruine, que Votre Majesté con- « naît mieux que nous, et que lui révèlera sa « propre conscience. Nous n'en aurions rappelé « aucune en particulier, si celles dont nous avons « parlé n'étaient publiques et connues de tous. « Il est donc grand temps que Votre Majesté se « courbe devant le Dieu des cieux, reconnaisse « ses offenses, ouvre son âme au repentir, fasse « la paix avec Dieu par la médiation de Jésus- « Christ, dont le sang peut laver les plus grands « péchés, et ne s'oppose plus enfin à ce que le fils « de Dieu règne sur son royaume, selon les pures « lois de son culte et du gouvernement de son « Église. »

Le synode termine en protestant de sa persévérance dans une cause si juste, quelques obstacles qu'il doive rencontrer. Cette admonition de l'Église d'Écosse fut envoyée d'abord aux commissaires écossais à Londres et remise par eux au secrétaire du Roi. Mais, dans le feu de la guerre, des censures ecclésiastiques étaient de peu de valeur.

A l'approche du printemps, elle recommença avec une grande ardeur des deux parts. Lord Essex avait résigné sa commission, et sir Thomas Fair-

fax se rendit à Windsor, auprès de l'armée réorganisée. C'était une armée nouvelle en effet, formée de quelques débris de l'ancienne, et de troupes récemment levées dans les comtés; une armée qui semblait puiser bien peu d'éclat, soit dans la qualité de ses chefs, soit dans le renom de ses soldats. Jamais troupes, en partant pour la guerre, n'inspirèrent moins de confiance à leurs amis, et plus de dédain à leurs ennemis; et cependant cette double attente fut déçue, et on vit la vanité des conjectures humaines; car, dans toutes les campagnes suivantes, ces recrues devinrent de si excellens soldats que l'antiquité, parmi tous ses héros, aurait grande peine à en trouver qui pussent leur être comparés.

Quiconque examinera d'un œil attentif les succès de ces soldats, dans le cours de l'année suivante, contre de braves et nombreux ennemis, la grandeur des choses qu'ils accomplirent, combien de batailles gagnées, combien de villes emportées et de garnisons prisonnières, aura peine à croire que ce soit là l'ouvrage d'une année, ou qu'on puisse appeler cela une campagne.

A la vue de tant d'exploits, il faut se bien garder d'en attribuer trop exclusivement l'honneur à ceux qui en supportèrent le travail; c'est à Dieu que cet honneur appartient; et, en considérant la conduite et la discipline de ces soldats, on pouvait d'avance espérer, jusqu'à un certain point,

cette protection qui éclata si miraculeusement dans la suite; les vices ordinaires des camps ne se rencontraient point parmi eux; la discipline était rigoureuse; le moindre vol, la moindre débauche, les juremens, les discours profanes, étaient aussitôt sévèrement punis; aussi passa-t-il en proverbe qu'il y avait, à traverser ce camp et à y commercer, autant de sûreté que dans une ville bien réglée.

La première expédition du général Fairfax, d'après l'ordre du comité des deux royaumes, fut dirigée dans l'ouest pour secourir Taunton. Cette ville, où commandait le gouverneur Blake, avait soutenu, avec une constance incroyable, un siége vivement poussé par sir Richard Greenville, et on eût dit qu'elle voulait imiter, mais avec plus de bonheur, la fidélité de l'ancienne Sagunte. Le général du parlement ne dirigea pas lui-même cette entreprise. Elle fut confiée au colonel Welden, qui marcha vers Taunton avec sept mille hommes de la nouvelle armée. Fairfax fut rappelé pour recevoir l'ordre de se porter ailleurs.

Le Roi avait ordonné au prince Robert de venir le joindre à Oxford, pour entrer en campagne avec leurs forces réunies. Fairfax, avant de quitter Windsor, envoya Cromwell (1), avec un

(1) On verra dans les *Mémoires* de Hollis comment, en dépit de l'ordonnance du renoncement à soi-même,

parti de cavalerie, pour empêcher l'accomplissement de ce dessein, et Cromwell, après une marche rapide, eut le bonheur de disperser, à Islipbridge, une partie des troupes royales, dont plusieurs chefs tombèrent entre ses mains. Le reste de ce corps s'enfuit à Bletchington-House, où Cromwell l'assiégea et le contraignit de se rendre. Poussant ses succès jusqu'à Bampton-bush, il prit Vaughan et Littleton, après avoir mis leurs troupes en déroute.

Cromwell avait été continué dans son emploi. Peu de temps même avant cette expédition, Fairfax et les principaux officiers de son armée avaient demandé qu'on le nommât lieutenant-général de la cavalerie. Les lords décidèrent qu'ils prendraient la chose en considération le lendemain, et ordonnèrent que tous les membres fussent avertis de venir. Cependant on ne trouve plus, dans leur journal, aucune trace de cette affaire, qui fut décidée par les communes, dans le sens de l'armée et en faveur de Cromwell. Quelques jours auparavant, à l'occasion des succès de l'armée du Roi, le conseil commun de la cité avait adressé à la chambre des lords une pétition dans le ton d'une remontrance, où, en reprochant au parlement sa négligence à recruter l'armée de sir Thomas Fairfax, on lui prescrivait plusieurs mesures à prendre, et entre autres celle de donner à Cromwell le commandement des comtés confédérés. « Cromwell, dit Whitelocke, commença à croître dans la « faveur du peuple et de l'armée, et à devenir assez grand « pour exciter l'envie de plusieurs. » (Whitel. pag. 144. *Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 366 et suiv.)

(*Note de l'Editeur.*)

Le Roi, que les princes Robert et Maurice avaient rejoint, dirigeait sa marche vers l'est, pour s'emparer de l'île d'Ely, que quelques hommes de son parti avaient promis de lui livrer. Cromwell et le major-général Brown, gouverneur d'Abingdon, eurent ordre de le suivre; mais, trop faibles pour engager une action, ils furent bientôt rappelés, car Fairfax, qui venait de recevoir l'ordre d'assiéger Oxford, avait besoin de leur secours. Le comité, qui reconnut que cette dernière entreprise était mal conçue, la contre-manda, mais trop tard. Dans l'intervalle, le Roi, marchant sans obstacles vers le nord, avec son armée, s'était emparé de l'importante ville de Leicester.

Rappelé du siége d'Oxford, et après que Cromwell eut été envoyé au secours des comtés de l'est, Fairfax se décida à suivre le Roi avec toutes ses troupes. On n'eut pas à attendre long-temps la terrible bataille, où, dans l'opinion de tout le public, la question de savoir ce que deviendraient les lois et les libertés de l'Angleterre, ainsi que le pouvoir et la prérogative du Roi, devait être jugée par le glaive. La plaine de Naseby, non loin de Northampton, fut le lieu où se décidèrent les destins de notre pays (1). Le 14

(1) Le projet de Charles avait été d'abord d'attendre à Leicester les recrues qui allaient lui arriver de différens

juin fut ce jour mémorable. La force des deux armées n'était pas très-inégale, ni leur ordre de bataille très-différent (1). Les royalistes étaient un peu plus forts en cavalerie, et ils mirent en

---

côtés ; mais, dans le parti royaliste, un projet tenait rarement jusqu'au moment de l'exécution. Chaque intérêt individuel se croyait en droit d'influer sur la marche générale, et chacun était écouté à son tour ; les cris de détresse que poussaient les femmes et les gens de la cour demeurés à Oxford où ils craignaient d'être cernés par l'ennemi, le défaut de nouvelles certaines sur la marche de l'armée de Fairfax, l'incorrigible mépris des cavaliers pour les troupes parlementaires, mépris qui avait redoublé depuis la nouvelle organisation de l'armée du parlement, enfin la pente fatale d'un parti que tout précipitait à sa perte, décidèrent le Roi à chercher un ennemi que l'on croyait à peine en état d'attendre l'attaque. Le prince Robert eut, comme à son ordinaire, une grande part à cette funeste résolution, combattue par les hommes sages et les vieux militaires. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 8, pag. 51. — *Mémoires* de Whitelocke, pag. 145.) (*Note de l'Editeur.*)

(1) Il n'y avait pas, dit Whitelocke, 500 hommes de différence d'un côté ou de l'autre ; l'armée royale était d'abord très-avantageusement postée ; mais, sur le bruit que l'ennemi se retirait, le prince Robert, ayant pris les devants avec un corps de cavalerie, aperçut de loin les troupes parlementaires, et, trompé, soit par un faux mouvement de l'ennemi, soit par sa propre préoccupation, crut en effet les voir en retraite. Alors il envoya dire au reste de l'armée de venir le joindre en toute hâte, en sorte qu'elle s'avança perdant sa position et gardant, comme elle pouvait, son

avant leurs meilleurs escadrons, l'infanterie formant la seconde ligne. L'aile droite était commandée par les princes Robert et Maurice, l'aile gauche par sir Jacob Ashley. D'autres officiers de distinction étaient dispersés dans les rangs.

L'infanterie parlementaire occupait le centre, les ailes étaient couvertes par la cavalerie. Cromwell, qui, à la grande joie de toute l'armée, était arrivé la veille de la bataille, commandait l'aile droite, l'aile gauche était sous les ordres d'Ireton. Le colonel Rossiter, brave officier, quelques momens avant l'action, arriva avec son régiment et prit place à l'aile droite, auprès de Cromwell. L'infanterie, divisée en deux corps, était conduite par le major Skippon. Le mot de ralliement des parlementaires était, *Dieu avec nous*; celui des royalistes, *Dieu et la reine Marie*.

La fortune, comme en quelques autres occasions, parut d'abord favorable au parti du Roi. L'aile gauche de notre armée fut mise en désordre, son commandant Ireton, atteint de deux blessures, fut fait prisonnier et retenu pendant toute l'action. Le prince Robert poursuivit avec fureur cette aile enfoncée, et la journée eût été

---

ordre de bataille, tandis que Fairfax, qui la voyait arriver, eut le loisir de prendre ses avantages. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 8, pag. 55. — *Mémoires* de Whitelocke, pag. 145.) (*Note de l'Editeur.*)

perdue, si Cromwell, qui avait attaqué avec la même vigueur, n'eût pareillement enfoncé l'aile gauche de l'armée du Roi. L'affaire sembla ainsi en suspens, et, les deux ailes des deux partis se trouvant dispersées, on combattit quelque temps sans que rien se décidât. Le brave Skippon, grièvement blessé, ne voulut pas se retirer du champ de bataille (1), et continua ses efforts, jusqu'au moment où la fortune pencha ensuite de notre côté. Le corps d'armée de Fairfax (2) chargea si

(1) Il avait reçu un coup de feu dans le côté; pressé de se retirer, il déclara qu'il ne bougerait pas *tant qu'un seul homme tiendrait ferme*. Il avait été blessé soutenant avec son infanterie un corps de cavalerie qui avait été surpris en désordre dans un moment où il s'arrêtait à piller. Mais le goût du pillage était encore plus fatal à l'armée du Roi; il retint, comme à la bataille d'Edge-Hill, le prince Robert trop longtemps hors du champ de bataille, ce qui fut cause en grande partie de la défaite. Clarendon nous apprend aussi que l'armée du Roi était alors diminuée de tous ceux qui étaient allés mettre en sûreté le butin qu'ils avaient fait à la bataille de Leicester. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 8, pag. 52. — *Mémoires* de Whitel., pag. 145.) (*Note de l'Editeur.*)

(2) Fairfax avait eu son casque enlevé dans la bataille. Comme il parcourait le champ de bataille tête nue, Charles d'Oyley, colonel de sa garde, vint l'engager à se moins exposer, et lui proposa son casque : « C'est bien comme cela, Charles, » lui dit Fairfax, et il le refusa. Voyant alors un corps de l'infanterie royale encore entier, il demanda à d'Oyley s'il ne l'avait pas chargé. D'Oyley répondit qu'il

rudement les royalistes qu'ils ne purent soutenir le choc; leur cavalerie, complètement rompue, prit la fuite du côté de Leicester et abandonna toute l'infanterie, qui, cernée par les nôtres, jeta bas les armes en demandant quartier. Ils furent tous faits prisonniers.

Cette bataille fut, de toutes, la plus heureuse pour le parlement. La victoire fut complète et ne laissa aucun doute. On conduisit à Londres près de cinq mille prisonniers. On prit l'étendard du Roi, les drapeaux de cent régimens, toute l'artillerie, un riche butin et une grande quantité d'or et d'argent. De plus, toute la correspondance du Roi tomba entre les mains des vainqueurs. Cependant il périt si peu de monde dans la bataille, qu'on peut s'étonner qu'il y ait eu tant de prisonniers et tant de butin avec si peu de sang versé (1); car il y eut à peine quatre cents morts

---

l'avait chargé deux fois sans pouvoir le rompre. Fairfax lui ordonna de le charger de nouveau en tête, tandis que lui le prendrait en queue, et qu'ils se rejoindraient au milieu. Ce qui fut dit fut fait; ils se retrouvèrent au milieu de ce corps dispersé, et là Fairfax tua de sa main le porte-enseigne. Un des trompettes de d'Oyley ayant ramassé le drapeau allait se vantant d'avoir tué celui qui le portait. D'Oyley voulut le réprimander. « Laissez-le faire, dit Fairfax; j'ai de l'hon-« neur assez, qu'il prenne celui-là pour lui. » (*Mémoires* de Whitelocke, p. 145.) (*Note de l'Edit.*)

(1) Whitelocke dit au contraire que la bataille fut très-

du côté du Roi, et cent du côté du parlement. Cromwell poursuivit, avec sa cavalerie, les royalistes qui fuyaient rapidement et se dirigeaient vers leurs places fortes. Il leur fit un grand nombre de prisonniers et vint ensuite rejoindre le général qui marchait, avec son armée victorieuse, vers Leicester. Cette ville se rendit bientôt à lui. Fairfax y laissa une garnison; et, pour rendre sa victoire utile au pays et empêcher le Roi de ramasser de nouvelles forces qui lui donnassent les moyens de prolonger cette funeste guerre, il résolut de le suivre de très-près. Il marcha donc vers l'ouest, dans le double but de poursuivre le Roi et de faire lever le siége de Taunton.

Les lettres du Roi que l'on avait prises à Naseby, furent lues à Londres devant une grande assemblée de citoyens, dans laquelle se trouvaient plusieurs membres des deux chambres. On laissa à qui voulut la liberté de les parcourir et de s'assurer qu'elles étaient de la main du Roi,

sanglante, et qu'il y eut du côté du parlement plus de mille tués ou blessés, tant officiers que soldats. Clarendon, sans parler du nombre de soldats que perdit le parti du Roi, dit qu'il resta sur le champ de bataille plus de cent cinquante officiers et gentilshommes du plus haut rang; il ajoute qu'il y eut dans la poursuite plus de cent femmes tuées, entre autres quelques femmes d'officiers, gens de qualité. (*Histoire de la Rébellion*, tom. 8, pag. 59. — *Mémoires* de Whitelocke, pag. 145.) (*Note de l'Edit.*)

pour réfuter les calomnies de ceux qui prétendaient qu'elles étaient contrefaites. On imprima à part, par ordre du parlement, un certain nombre des plus importantes.

La lecture de ces lettres devint le sujet des entretiens du public; car on y découvrit les négociations du Roi avec les révoltés d'Irlande, et ses instances à la Reine pour obtenir des secours de la France et du duc de Lorraine. Beaucoup d'honnêtes gens s'affligèrent de voir que les actions du Roi fussent si peu d'accord avec ses paroles, et que pendant qu'il protestait devant Dieu, avec d'horribles imprécations, qu'il n'avait rien tant à cœur que la conservation de la religion protestante et l'extirpation du papisme, il promettait sous main, aux rebelles Irlandais, d'abroger les lois portées contre eux, ce qui était contraire aux promesses qu'il avait si récemment exprimées en ces paroles : *Je n'abrogerai jamais les lois contre les papistes*. Il avait dit aussi : *J'abhorre la pensée d'introduire des soldats étrangers dans le royaume;* et cependant il sollicitait les secours du duc de Lorraine, des Français, des Danois, et même des Irlandais. Ils virent aussi avec mécontentement que le Roi se laissait tellement gouverner par la volonté de sa femme qu'il ne fît rien que selon qu'elle le lui prescrivait, et qu'elle eût à sa disposition la paix, la guerre, la religion et le parlement.

On vit d'ailleurs par ces lettres dans quelles intentions le Roi avait traité avec le parlement à Uxbridge, et ce qu'il y avait eu à espérer de cette négociation. Il mande à la Reine que si, dans son conseil, il avait pu avoir deux voix de plus en faveur de son opinion, il n'aurait pas donné aux gens de Westminster le nom de parlement, et qu'il ne s'est réuni enfin à ceux qui voulaient le leur donner que parce *que ce n'était pas la même chose de les appeler parlement et de les reconnaître pour tels;* et, pour cette raison, ce qui était bien propre à déplaire à son parti, il appelle son parlement d'Oxford un *parlement métis.*

Le Roi, après sa défaite de Naseby, s'enfuit à Lichtfield, d'où il se rendit ensuite à Hereford, pour lever de nouvelles troupes dans le pays de Galles, le comté de Cornouailles et d'autres endroits, particulièrement de l'infanterie, car il avait toujours une brillante cavalerie qui l'avait rejoint après la bataille; mais rien durant l'année suivante ne prospéra au Roi. La fortune se rangea entièrement du côté du parlement, dont Dieu témoigna qu'il approuvait la cause par les extraordinaires et signalées victoires qu'il voulut lui accorder. La valeur des royalistes ne leur servit de rien, et leurs efforts n'eurent aucun résultat.

Le général, après la bataille de Naseby, se rendit à grandes journées dans l'ouest (1). Le bruit

(1) C'est en suivant cette marche de Fairfax vers l'ouest,

de son approche suffit pour délivrer Taunton. Le colonel Goring leva le siége et s'éloigna. Les cou-

---

que l'on rencontre un des faits les plus singuliers peut-être de toute la guerre civile, la levée des *clubmen* des comtés de Wilts, Dorset, etc., au nombre de vingt-cinq mille hommes, réunis dans le seul dessein d'empêcher la guerre, l'effusion du sang, et de se préserver du pillage. Ces intentions pacifiques, et les preuves qu'ils en donnèrent par leur conduite, sont attestées dans la lettre où Fairfax rend compte au parlement de ce nouvel obstacle, et des embarras qu'il lui cause; (Voir les *Eclaircissemens historiques*.) monument d'autant plus croyable, que, selon la maxime des partis, *Qui n'est pas pour nous est contre nous*, Fairfax accuse les *clubmen* de malveillance envers le parlement. D'ailleurs, comme on l'a déjà observé, la nature de l'association des *clubmen* les portait nécessairement à se prononcer contre le parti vainqueur; ainsi les suites de la bataille de Naseby devaient être une résistance plus marquée aux troupes du parlement. De plus, les gentilshommes du pays s'étaient mis, pour la plupart, à la tête de cette nouvelle organisation, et pouvaient lui donner au moins une apparence plus royaliste. Comme à son ordinaire, le parlement temporisa, pour se donner le temps de se préparer à frapper. Depuis le 3 juillet, date de la lettre de Fairfax, on ne trouve dans l'histoire parlementaire aucune mesure prise contre les *clubmen*; mais Whitelocke, qui donne plus de détails sur l'intérieur de son parti, sans expliquer le secret des opérations, nous montre, dès le 8 juillet, Fairfax en pourparler avec les *clubmen*, qui viennent lui demander des saufconduits pour envoyer leurs députés, d'un côté, au Roi, de l'autre, au parlement, afin de les amener à traiter. En attendant, ils demandent une suspension d'armes, et la

rageux habitans de cette ville avaient été réduits à de grandes extrémités. Ils avaient beaucoup souffert et fait de grandes choses contre de puis-

---

remise entre leurs mains des villes et forts du Wiltshire et du Dorsetshire. Fairfax, en refusant leurs demandes, tâche de les adoucir et de les gagner par une promesse d'empêcher ses soldats de maltraiter le pays ; le 15, il se rend à une réunion d'environ deux mille *clubmen*, pour leur demander de ne pas secourir Bridgewater, qu'il se propose d'assiéger, promettant qu'on paiera tout ce qu'on leur prendra, et qu'on fera droit à toutes les plaintes qu'ils auraient à porter contre les officiers et les soldats de l'armée. Il ne paraît pourtant pas obtenir alors le succès qu'il s'était promis; mais, à un second rendez-vous, il leur propose de si belles conditions, qu'il engage la plupart de ces hommes à rentrer chez eux, et en débauche même plusieurs, entre autres leur premier artilleur qui sort de Bridgewater et vient se joindre aux assiégeans. Les négociations continuent sur différens points. Cromwell rencontre dix mille *clubmen*, qu'il disperse avec de bonnes paroles ; obligé cependant quelque temps après d'en venir aux mains avec un autre parti de deux mille d'entre eux, il leur fait trois cents prisonniers, qu'il renvoie chez eux, ne gardant que les gentilshommes qui étaient à leur tête. Cependant diverses nouvelles arrivent de la meilleure disposition des *clubmen ;* enfin, le 23 août, le parlement les déclare traîtres, et achève ainsi, selon toute apparence, de dissiper cette force qu'il avait commencé par désorganiser. On ne voit plus paraître les *clubmen* qu'en petit nombre, et presque toujours comme auxiliaires du parlement. (*Hist. parl.*, tom. 3, col. 380, 390.—*Mémoires* de Whitelocke, pag. 151, 154, 155, 161, 167, etc.) (*Note de l'Editeur.*)

sans ennemis; mais ils ne pouvaient plus tenir long-temps s'il ne leur était arrivé de secours. Le parlement se réjouit beaucoup de la délivrance de cette ville. Dans cette année, et l'année précédente, trois des garnisons parlementaires, celles de Lyme, de Plymouth et de Taunton s'étaient conduites avec un courage et une constance dignes d'être célébrés dans une histoire plus étendue. Toutes les trois, assiégées à plusieurs reprises par le prince Maurice, les généraux Greenville et Goring, et d'autres encore, avaient non-seulement tenu contre ces puissans ennemis, mais avaient mis leurs troupes fort en désordre.

Ce sont des choses merveilleuses que ce que fit dans l'année suivante cette nouvelle armée sous la conduite de Fairfax. Elle ne prit aucun repos pendant toute la durée de ce froid et rigoureux hiver. L'histoire particulière de chaque mois de cette année racontera tout ce qu'elle a pris de fortes villes et de citadelles, tout ce qu'elle a gagné de victoires en rase campagne. Les faits ayant été rapportés avec plus de détails par d'autres plumes que la mienne, j'en ferai seulement ici mention en peu de paroles; car, dans l'espace d'une seule année, de grandes armées sous la conduite du prince Robert et des généraux Greenville, Hopton et Goring furent entièrement vaincues et réduites à rien; en sorte que tout l'ouest

de l'Angleterre se trouva soumis à l'obéissance du parlement.

Bath et Sherburne furent pris dans les mois d'août et de septembre, et la ville même de Bristol, la plus grande et la plus riche de l'ouest, fut rendue par le prince Robert au général Fairfax.

L'armée, souvent divisée en plusieurs portions pour suffire à tout ce qu'il y avait à faire, ne se signala pas moins en tous lieux par ses succès. Cromwell prit Winchester et Basing; les Devizes et Barclay furent pris par d'autres généraux. Fairfax en personne marcha, au cœur de ce rigoureux mois de décembre, dans le Devonshire, où il prit Tiverton. Il enleva ensuite d'assaut, avec un étrange bonheur, la ville de Dartmouth; puis repoussa les armées du Roi jusque dans le comté de Cornouailles, où il les poursuivit, et fit, près de Torrington, éprouver à Hopton une grande défaite. Dans le mois de février il entra avec son armée victorieuse dans le comté de Cornouailles. La crainte qu'il inspira au prince Charles, força celui-ci de fuir dans l'île de Scilly. Au mois suivant, Fairfax vainqueur ordonna que toutes les troupes de Hopton fussent licenciées et renvoyées, et tout le comté de Cornouailles fut soumis à l'obéissance du parlement.

En avril, Exeter et Barnstable se rendirent à Fairfax. Bridgewater fut emporté d'assaut; mais

la garnison ayant ensuite mis bas les armes, on lui fit quartier. Saint-Michael's-Mount, dans le coin le plus reculé du comté de Cornouailles, se rendit aussi au colonel Hammond. Ainsi Fairfax, vainqueur de l'ouest, et ayant disposé toutes choses dans le dessein de terminer la guerre, se mit en marche pour aller assiéger Oxford. Le capitaine Rainsborough s'était déjà rendu maître de Woodstock.

Pendant que le général faisait de si grandes choses dans l'ouest, les autres officiers du parlement n'étaient pas malheureux dans le nord, ni dans les comtés de l'intérieur; car les destins paraissaient alors s'être déclarés pour ce parti. Vers le milieu de l'été, sir Thomas Glenham, gouverneur de Carlisle, rendit cette ville à l'armée écossaise, sous le commandement du comte de Leven, qui y mit une garnison d'Écossais. Les Anglais s'en plaignirent comme d'une chose contraire au covenant, et le parlement écrivit au comte de Leven pour l'engager à rendre Carlisle aux Anglais, non qu'ils formassent aucun soupçon contre leurs frères, mais parce qu'il fallait que les conditions du covenant fussent observées, afin de fermer la bouche aux malintentionnés, toujours trop prêts à crier *que les Écossais venaient en Angleterre non comme amis, mais comme flibustiers;* et, à compter de ce moment, le parlement décida qu'il aurait des commissaires à Édimbourg,

Après l'affaire inattendue de Kilsith, le gouvernement écossais n'ayant ni armée de réserve, ni troupes en état d'arrêter le vainqueur, presque toutes les villes se soumirent à lui. Les papistes et les malintentionnés, tous les indifférens et ceux qui avaient jusqu'alors dissimulé leurs sentimens s'étant rangés de son parti, le reste fut écrasé, et tous les principaux nobles du parti des covenantaires furent forcés de fuir en Angleterre.

Les Anglais déplorèrent, par un jeûne public et des mortifications, les malheurs de leurs frères d'Écosse. Le général Fairfax et les principaux officiers de l'armée écrivirent à Leven qu'ils regardaient le malheur de l'Écosse comme le leur, et que, si l'état de leurs affaires en Angleterre le leur permettait, et que le parlement leur en donnât l'ordre, ils entreprendraient avec ardeur cette guerre, et exposeraient leur vie d'aussi bon cœur pour les Écossais que pour les Anglais, jusqu'à ce que les ennemis des trois royaumes fussent entièrement vaincus.

Mais le règne sanguinaire de Montrose ne dura pas long-temps, à peine l'espace d'un mois. Pour délivrer l'Écosse, il suffit de David Lesley qui, arrivant à Selkirk avec sa cavalerie, défit si complètement Montrose, qu'on put regarder Kilsith comme entièrement vengé. Ce fut assez d'une heure pour accomplir cette victoire, et,

comme l'observe un écrivain allemand, elle eut lieu le jour où la reine d'Angleterre faisait chanter à Paris un *Te Deum* pour la victoire de Kilsith.

Ainsi l'Écosse fut recouvrée avant que le Roi pût rejoindre Montrose, ce qu'il tenta cependant peu de temps après; se dirigeant vers le nord avec des forces assez considérables, et accompagné de Gérard et de Langdale, il se rendit à Routenheath. Son projet était, s'il ne pouvait rejoindre Montrose, de faire au moins lever le siége de Chester. Le Roi tenait excessivement à demeurer maître de cette ville, qui lui fournissait le port le plus convenable pour y recevoir les transports de soldats irlandais qu'il attendait en vain depuis si long-temps. Mais cette expédition fut extrêmement malheureuse pour lui; car il fut battu à Routenheath par Pointz, qui commandait l'armée du parlement, et eut huit cents hommes de tués.

La tentative du lord Digby pour rejoindre Montrose n'eut pas plus de succès. Ce fut le mois suivant que Langdale et lui, ayant réuni mille chevaux, marchèrent vers le nord dans cette intention; mais, arrivés à Sherburne, dans le comté d'York, ils furent battus et mis en fuite par Pointz, Copley et d'autres parlementaires. Il fut ensuite défait à Carlisle par Brown et Lesley, et, ayant perdu toutes ses troupes, prit la fuite

et alla retrouver le comte de Derby dans l'île de Man, d'où peu après il passa en Irlande. Après la défaite de Digby à Sherburne, on prit encore des lettres et papiers du Roi, où étaient exposés plusieurs de ses projets, et où l'on découvrit aussi plusieurs choses relatives à ses négociations avec les Irlandais et autres. Les royalistes d'Oxford blâmèrent beaucoup la négligence de Digby, pour avoir porté avec lui dans une bataille de semblables papiers, qu'il aurait dû croire à peine assez en sûreté dans la plus forte citadelle, surtout quand on se rappelait quel bruit avait fait le parlement des lettres prises à Naseby.

Digby était donc arrivé en Irlande, et, vers la fin de décembre, s'occupait avec Ormond à traiter de la paix avec les Irlandais, quand tout à coup les affaires du Roi se trouvèrent extrêmement compromises par la connaissance que l'on eut des négociations secrètes de Glamorgan avec les rebelles. Ormond et Digby craignirent, si cette découverte se répandait trop généralement, qu'elle ne donnât crédit à ce qu'on avait dit précédemment que le Roi était auteur de la rébellion d'Irlande, et cherchait à consolider le papisme; ce qui aurait pu exciter une révolte générale parmi les protestans. Quoique Digby connût Glamorgan pour un homme dépourvu de prudence, cependant il ne pouvait le supposer assez insensé pour avoir entrepris une pareille chose sans aucune

autorisation. Il fut donc convenu entre eux, dans la crainte que, lorsque le bruit en serait plus généralement répandu, il ne fût trop tard pour justifier le Roi, que Digby accuserait immédiatement Glamorgan de trahison. Une chose cependant les inquiétait tous deux. On avait la promesse que trois mille Irlandais iraient secourir Chester, et on avait peur, en cherchant mal à propos à justifier le Roi, de perdre ce secours, et par suite la ville de Chester. Mais ayant appris que, d'après le traité fait par Glamorgan, ces Irlandais ne devaient se rendre en Angleterre que lorsque le Roi aurait confirmé les conditions avantageuses que leur avait promises Glamorgan, et ratifié la paix; lorsqu'ils surent aussi que, tandis qu'ils étaient à délibérer sur cette embarrassante affaire, les bruits déjà répandus avaient excité une grande révolte parmi les protestans de Dublin, et qu'un petit nombre d'heures pouvait amener les derniers malheurs, si le danger n'était promptement prévenu, Digby fut forcé de se hâter, et d'accuser Glamorgan de haute trahison. Celui-ci, sachant que c'était uniquement pour tromper le peuple, ne fut nullement effrayé : il se rendit en prison avec beaucoup de promptitude et de confiance, assurant qu'il ne craignait pas de rendre compte, à Londres ou devant le parlement, de ce qu'il avait fait avec l'autorisation du Roi; mais cette feinte accusation de haute trahison produisit un

changement surprenant parmi les protestans de Dublin, et les murmures s'apaisèrent.

Il restait encore à surmonter une autre difficulté. Ormond craignait que les Irlandais, irrités de l'injure faite à Glamorgan, ne courussent aussitôt aux armes avant que les troupes du Roi ne fussent prêtes à les recevoir. Pour prévenir ce danger, il écrivit à Muskerry pour lui expliquer les raisons de cette mesure et l'extrême nécessité qui les y avait contraints. En même temps il approuvait les conditions proposées par les rebelles, et les envoyait à Kilkenny, pour être plus amplement discutées, mais sans se montrer entièrement certain du succès. Cela donnait l'espoir de gagner du temps jusqu'à ce qu'on eût trouvé quelque nouveau moyen de délivrer Chester, ou de secourir le Roi d'une autre manière.

Mais tous ces artifices furent inutiles au Roi : tous ces projets furent déjoués, et Dieu, protecteur de ce royaume, permit qu'avant que les révoltés pussent amener en Angleterre une armée d'Irlandais, de Lorrains ou de Danois, ses troupes fussent partout vaincues et enfin entièrement soumises par le parlement. Dans le mois de février suivant cette même ville de Chester, dont il avait été si occupé, si souvent assiégée, et cette fois si long-temps défendue par Byron, tomba au pouvoir du parlement. Byron, son gouverneur, la rendit à Brereton à des conditions honorables.

Le parti du Roi n'était pas plus heureux dans les autres comtés de l'Angleterre, car, outre que, dans cet hiver et dans le printemps suivant, Fairfax, par plusieurs batailles gagnées et plusieurs prises de villes, s'était entièrement rendu maître de l'ouest, dans les comtés de l'intérieur, dans le nord et dans le pays de Galles, les royalistes, pendant ce même intervalle de temps, avaient été vaincus en plusieurs batailles par quelques uns des officiers les plus distingués du parlement, comme Massey, Pointz, Brown, Rossiter, Milton, Gell, Brereton, Langhorn, etc., et dans le mois de mars sir Jacob Ashley, général du Roi, fut vaincu par Morgan dans une bataille mémorable, la dernière qui vaille la peine d'être rapportée, et fait prisonnier avec 1600 de ses soldats. Ashley, lorsqu'il fut pris, dit tout haut ces paroles : *Vous avez fini votre ouvrage et entièrement vaincu le parti du Roi, à moins que vous ne le releviez par vos dissensions.*

A cette époque Leven, Pointz et Rossiter, mirent le siége devant Newark, la plus forte des villes qui tenaient pour le Roi, et d'où depuis long-temps on infestait cruellement les environs, et le général Fairfax, après avoir soumis l'ouest et s'être pourvu de ce qui lui était nécessaire, alla assiéger Oxford, chef-lieu de la guerre. Il ne restait alors au Roi que Banbury, Wallingford, Worcester, Ragland et Pendennis. Ces villes furent

toutes prises peu de temps après, et purent seulement se vanter d'avoir cédé plus tard qu'Oxford.

Quoique la peste ravageât Newark et que les assiégeans commençassent à manquer de vivres, ils étaient soutenus par l'espérance que quelques différends s'élèveraient bientôt entre les Anglais et les Écossais; car les Écossais commençaient à se plaindre du défaut de paie. Ils disaient aussi qu'on négligeait le gouvérnement de l'Église et le covenant. Le parlement répondit que l'armée écossaise avait, en deux ans, reçu plus de 200,000 liv. de solde, sans compter une grosse somme d'argent qu'elle avait extorquée de force aux pauvres et désolés habitans du nord de l'Angleterre. Il ajoutait que, malgré tout cela, cette armée n'avait pas répondu à l'attente des Anglais, mais était demeurée oisive dans la meilleure saison de l'année. On demandait ensuite pourquoi les Écossais, si sévères à exiger l'observation du covenant, avaient, contre ce covenant, mis des garnisons dans Newcastle, Tinmouth et Carlisle. On faisait observer d'ailleurs que les reproches des Écossais au sujet de la religion étaient dénués de toute justice, puisqu'ils savaient bien que le parlement s'en occupait, et que cette affaire demandait du temps et une mûre délibération. Le Roi espérait retirer quelque avantage de ces différends; et comme Ireton et Fleetwood commençaient à blo-

quer Oxford, et qu'on attendait chaque jour l'arrivée de Fairfax, qui devait l'assiéger plus étroitement, le Roi résolut de sortir d'Oxford avant ce moment, et, communiquant ses intentions à quelques uns de ses conseillers les plus intimes, il choisit le camp des Écossais, comme le lieu où il pouvait le plus espérer de sûreté pour sa personne et les moyens de recouvrer quelque portion de son autorité royale. Il envoya donc aux Écossais campés devant Newark l'ambassadeur de France Montreuil, et bientôt après, sortant lui-même *incognito* d'Oxford, sous l'habit d'un des domestiques de son favori, M. John Ashburnham, avec un porte-manteau derrière lui, il se rendit à Newark.

Quelques amis de leur pays cherchèrent à dissuader le Roi de cette entreprise, et le pressèrent de se rendre plutôt à Fairfax, ce qui aurait probablement fini la guerre (1); mais le Roi s'obstina

---

(1) Clarendon rapporte que le Roi avait envoyé vers deux des chefs les plus éminens de l'armée qui assiégeait Oxford, leur offrant de se remettre entre leurs mains s'ils voulaient lui promettre de le conduire sur-le-champ au parlement, et qu'ils l'avaient refusé. La plus grande crainte du parlement, c'était que le Roi ne vînt à Londres, où il avait alors un parti très-puissant. Après plusieurs messages pour demander la paix, demeurés tous sans réponse, le Roi avait enfin offert de débander son armée, et de venir se rejoindre au parlement, sans autre condition qu'une promesse géné-

dans son projet, ne doutant pas que, l'aigreur augmentant chaque jour entre les deux nations, sa présence ne fût très-agréable aux Écossais, qui le mettraient à l'abri de tout danger et lui donneraient les moyens, soit de faire la paix aux conditions qui lui conviendraient, soit de rallumer une nouvelle guerre.

Le Roi se rendit d'abord à la maison de Montreuil, et, de là à Southwell, dans le camp écossais. Les habitans de Newark, ayant appris l'arrivée du Roi à l'armée et se trouvant réduits

---

rale qui lui garantît sa sûreté, sa liberté, ses biens et ceux de ses partisans, et le parlement avait rejeté cette offre. Craignant cependant que, malgré ce refus, Charles ne se hasardât de venir à Londres, la chambre des communes donna des ordres pour qu'en ce cas on mît *sa personne en sûreté*. La chambre des lords consentit à ce vote en y ajoutant les mots *contre tout danger*. On ordonna aussi à tous les catholiques, à tous les officiers de fortune, et à tous ceux qui avaient porté les armes pour le Roi, de quitter Londres dans l'espace de trois jours, et les plus grandes précautions furent prises pour empêcher les émeutes. Lorsqu'on sut que le Roi s'était échappé d'Oxford, Fairfax ayant écrit qu'on le croyait réfugié à Londres, on fit publier à son de trompe une déclaration portant que quiconque le cacherait, ou connaîtrait le lieu de sa retraite sans le déclarer sur-le-champ, serait puni de mort et verrait ses biens confisqués. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 451 et suiv. — *Mémoires* de Whitelocke, pag. 209. — *Histoire de la Rébellion*, tom. 8, pag. 256.)

(*Note de l'Editeur.*)

à de grandes extrémités, prêtèrent l'oreille à des propositions et rendirent leur ville (1).

Les Écossais parurent très-étonnés de l'arrivée inopinée du Roi parmi eux, et ce fut ainsi qu'ils s'en expliquèrent aux commissaires anglais, résidant auprès de l'armée. On écrivit aussitôt à Londres et à Édimbourg. Le parlement anglais demanda aux Écossais de retenir le Roi à Southwell; mais, malgré cet ordre, ils l'emmenèrent à Kelham, où était la plus grande partie de leur armée, et, bientôt après, sans en attendre de nouveaux, ils levèrent leur camp, marchèrent vers le nord et emmenèrent le Roi à Newcastle.

Les Écossais s'excusèrent de leur départ, sur ce qu'après la reddition de Newark, ils n'avaient plus rien à faire, et ils dirent « que, de même « que le Roi était venu à eux de son propre con- « sentement et sans être attendu, il suivait de « même leur armée sans qu'ils l'en priassent ou « l'en empêchassent; » mais leur départ avait été hâté, à ce qu'on croit, par la nouvelle vraie

(1) Newark se rendit, non point à des propositions, mais sur les ordres du Roi, qui offrit de remettre cette ville au comité réuni d'Écosse et d'Angleterre; les Écossais pour éviter les méfiances aimèrent mieux qu'il la remît à la seule armée du parlement. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 467.)

(*Note de l'Editeur.*)

ou fausse que Cromwell marchait vers eux avec toute sa cavalerie.

Les Anglais se plaignirent beaucoup des Écossais et du Roi. Ils accusaient les Écossais d'avoir violé le covenant et le traité, et c'était, disaient-ils, de la part du Roi, une grande preuve de haine et de ressentiment contre la nation anglaise, qu'il avait si long-temps outragée, que de se déterminer, dans son infortune et au sein de l'Angleterre, à abandonner le parlement d'Angleterre, pour aller se joindre aux Écossais que le parlement tenait à sa solde. S'il désirait la paix, pourquoi ne l'acceptait-il pas? Elle lui était offerte à des conditions que les nécessités de sa situation, aussi bien que le salut de son peuple, devaient l'engager à recevoir, plutôt que de s'en aller chercher partout à allumer de nouvelles discordes entre les deux nations confédérées.

Au commencement de mai, le général Fairfax arriva avec toute son armée à la vue d'Oxford, disposa son camp autour de la ville et somma le gouverneur, sir Thomas Glenham, de se rendre. Glenham répondit qu'il devait d'abord envoyer vers le Roi, et que, quand il saurait ses intentions, il ferait ce qu'il y aurait à faire. Fairfax ne se contenta pas de cette réponse; cependant son opinion, ainsi que celle de ses officiers, était que la ville se trouvait en état de soutenir un long siége. Elle était très-bien fortifiée, défendue par

une forte garnison d'au moins cinq mille hommes, pour la plupart vieux soldats, et abondamment fournie pour long-temps de vivres, armes et munitions. Il pensa donc qu'il fallait plutôt s'en rendre maître au moyen des divisions qui régnaient dans l'intérieur de la ville et dont il avait été instruit par des lettres ou par quelques uns de ses espions. La plus grande partie des habitans, particulièrement ceux qui appartenaient à la noblesse, désiraient qu'elle se rendît, afin d'obtenir, pendant qu'il en était encore temps, des conditions honorables. On commença donc à traiter, et l'affaire fut débattue, non-seulement entre l'armée et la ville, mais aussi dans le parlement. Il fut enfin décidé qu'il valait mieux accorder aux assiégés les meilleures conditions, que de laisser une si précieuse armée se consumer devant une ville aussi forte, au risque de ce qui, dans cet intervalle, pourrait survenir de fâcheux à la cause publique.

Mais la principale raison, pour accorder de si bonnes conditions, fut le désir, comme on était alors au milieu de l'été, de pouvoir transporter en Irlande l'armée victorieuse, afin de délivrer ce malheureux pays des barbares et sanguinaires rebelles auxquels il était livré. Cependant ce pieux dessein du parlement fut entièrement déjoué par la démarche que fit le Roi, d'aller se réunir aux Écossais, avec lesquels le parlement

avait alors quelques différends. Les lettres que le Roi écrivit à Ormond, avant de quitter Oxford, et qui furent interceptées, donnèrent lieu de croire que c'était dans cette intention que le Roi s'était rendu au camp écossais. Nous espérons, disait le Roi dans ces lettres, que ce dessein, quoiqu'il puisse paraître dangereux pour notre personne, tournera à l'avantage de l'Irlande, en empêchant les rebelles (c'est du parlement qu'il parle ainsi) de faire passer des troupes dans ce royaume.

Oxford se rendit, et, au jour fixé, la garnison défila devant l'armée de Fairfax, les deux partis gardant le plus profond silence et se conduisant avec une grande modération. Le duc d'York fut respectueusement conduit à Londres, où étaient déjà deux des enfans du Roi. Tous les gentilshommes s'y rendirent également, car la permission n'en fut refusée à aucun de ceux qui sortaient d'Oxford, mais les prince Robert et Maurice qui avaient reçu l'ordre de s'éloigner d'Angleterre, se préparèrent à partir (1).

Le grand-sceau d'Angleterre et les autres insi-

(1) Six mois auparavant, après la reddition de Bristol, le prince Robert disgracié par le Roi avait demandé au parlement un passe-port pour quitter l'Angleterre avec son frère le prince Maurice; mais, rentrés en grâce depuis, ils étaient retournés à Oxford. (*Note de l'Editeur.*)

gnes de la royauté furent déposés dans la Bibliothèque d'Oxford et portés ensuite à Londres, où le parlement qui, trois ans auparavant, avait fait faire un nouveau grand-sceau, ordonna que celui-ci fût brisé, ainsi que les petits-sceaux.

Vers la même époque, le prince Charles, voyant le mauvais état de son parti, s'enfuit de Scilly avec quelques uns de ses conseillers intimes et passa à Jersey, dans le dessein de se rendre de là en France, auprès de la Reine sa mère. Pendant que le prince était à Jersey, les commissaires d'Angleterre et d'Écosse supplièrent le Roi d'ordonner que le prince, son fils, ne s'éloignât pas du royaume, de peur que, s'il passait en France, son absence ne fût un obstacle à la paix; mais le Roi, après avoir promis d'y penser, écrivit au prince cette courte lettre.

« Charles, je vous écris seulement pour vous « faire savoir où je suis et que je me porte bien, « non pour diriger en quoi que ce soit votre « conduite. J'ai déjà écrit à votre mère ce que « je désirais que vous fissiez. Obéissez-lui en toutes « choses, excepté en matière de religion, où je « sais qu'elle ne vous inquiétera pas, et n'allez « nulle part sans son ordre ou le mien. Écrivez-« moi souvent, Dieu vous conserve votre tendre « père. » C. R.

Cette lettre, qu'un petit bâtiment portait de

Newcastle à Jersey, fut interceptée et lue en parlement, au grand chagrin du parti.

La reddition d'Oxford amena la fin de cette terrible guerre. Worcester, Wallingford, Pendennis et Ragland, se soumirent aussi au vainqueur. La paix semblait rétablie dans toute l'Angleterre, mais la sécurité n'y régnait point. Le parlement, après la défaite de l'ennemi commun, se vit cruellement divisé par les factions connues sous les noms de presbytériens et d'indépendans, et ce n'était pas seulement en ce qui touchait le gouvernement de l'Église, mais dans les affaires de tout genre, qu'ils se livraient aux plus violens débats et votaient les uns contre les autres (1).

Cette division agitait non-seulement les chambres, mais la cité, le pays et même les camps. Aussi présageait-elle les plus sérieux dangers. Le parlement craignit que les troupes de Massey, alors cantonnées aux Devizes, et qui avaient si bien mérité de la république, n'entrassent en insurrection. Le général Fairfax fut envoyé dans l'ouest pour licencier ce corps, qui était de deux mille cinq cents chevaux. Le licenciement se fit en huit jours sans aucun désordre, et les soldats quittèrent leurs drapeaux avec la plus prompte soumission, quoiqu'ils n'eussent pas reçu toute

(1) Voir les *Mémoires* de Hollis, de Ludlow, etc.

leur paie. Massey, qui les avait exhortés à obéir sans résistance aux ordres du parlement, mérita par là les plus grands éloges. La guerre ainsi terminée, Fairfax, le sauveur du parlement, revint à Londres vers le milieu de novembre. Tous les bons citoyens désiraient ardemment de voir cet illustre soldat, dont la valeur les avait délivrés des plus tristes maux et leur promettait enfin l'espérance d'une heureuse paix.

Le lendemain de l'arrivée de Fairfax à Londres, le parlement voulut lui témoigner sa reconnaissance. La chambre des pairs envoya son orateur, lord Manchester, accompagné des comtes de Northumberland, de Pembroke et d'autres pairs, pour le féliciter sur son retour et le remercier solennellement des loyaux et heureux services qu'il avait rendus à l'État.

Après le départ des lords, Lenthall, orateur de la chambre des communes, avec trois cents membres de cette chambre, vint complimenter le général. Il lui adressa un discours en l'honneur de ses grandes actions, les comparant aux exploits des plus fameux héros de l'antiquité. « La pos-
« térité, noble général, lui dit-il, vous portera
« une admiration et un respect sans bornes, et
« le peuple anglais, qui ne peut vous remercier
« selon vos mérites, déclare hautement qu'il vous
« a des obligations infinies, car Dieu s'est servi

« de vous pour mettre fin à nos guerres avec un « incroyable bonheur. » Le modeste Fairfax répondit en peu de mots, qu'il était indigne de tant d'honneur, et qu'il offrait au parlement ses humbles actions de grâces, regardant comme la gloire de sa vie, la part que Dieu avait bien voulu lui accorder dans le salut de son pays.

Le général ne demeura pas long-temps à Londres, il partit pour aller dans le nord porter aux Ecossais les sommes d'argent dont je parlerai tout à l'heure. Je reviens aux affaires du Roi.

Le 6 mai 1646, long-temps avant la reddition d'Oxford, le parlement apprit que le Roi s'était rendu aux Écossais, et que ceux-ci n'avaient pas exécuté les ordres qu'ils avaient reçus des chambres. Ces ordres portaient que les Écossais garderaient le Roi à Southwell, et qu'Ashburnham, avec les autres personnes de la suite du Roi, serait envoyé à Londres ; mais les Écossais laissèrent évader Ashburnham avec tous les autres, et ramenèrent le Roi dans le nord. Le parlement après un long débat déclara que les deux chambres avaient seules droit de disposer de la personne du Roi ; mais les Écossais refusant de le livrer, il s'ensuivit entre les deux nations une violente querelle, qui donna beaucoup d'espérance aux royalistes, et parut menacer le repos des deux royaumes. Les accusations réciproques

se succédèrent rapidement; et, pendant plusieurs mois, on publia des deux parts beaucoup d'écrits pleins de reproches et d'invectives (1).

Les Écossais alléguaient que Charles n'était pas moins roi d'Écosse que d'Angleterre, et que leur pays avait aussi le droit de disposer de lui. Les Anglais soutenaient que le gouvernement du royaume où le roi se trouvait alors avait seul autorité sur sa personne. N'était-ce pas, disaient-ils, une chose étrange, qu'une armée écossaise, payée par le parlement anglais, et qui, d'après les traités, devait obéir aux commissaires des deux royaumes, reçût de son chef le roi d'Angleterre, à l'insu et sans l'aveu des commissaires anglais, l'emmenât à Newcastle, ville anglaise, et l'y retînt contre le gré du parlement anglais?

L'ennemi commun s'efforça d'aggraver ces dissensions; mais quelques hommes sages les ménagèrent avec tant d'art qu'elles n'amenèrent point de conséquences funestes. Toutes les affaires qui importaient au bien public furent traitées d'un commun accord entre les deux peuples. On résolut, entre autres choses, d'envoyer des propositions au Roi, pour assurer enfin le rétablissement de la paix. Ces propositions, rédigées en dix-neuf articles, après un long débat, lui furent présentées à Newcastle, le 15 juillet 1646, par le comte

(1) Voir les *Mémoires* de Hollis.

de Pembroke, le comte de Denbigh, et lord Montaigue, de la part des pairs, et six membres de la chambre des communes. Les commissaires du parlement d'Écosse étaient présens et y donnèrent leur adhésion.

Afin que le Roi ne pût croire qu'on le traitait en captif vaincu et non en Roi, les deux parlemens ajoutèrent à leurs propositions le préambule suivant! « Plaise à Dieu que ceci soit agréé « de Votre Majesté! »

« Nous, les lords et communes réunis dans le « parlement d'Angleterre, au nom des royaumes « d'Angleterre et d'Irlande, et nous commissaires « du parlement d'Écosse, au nom de ce dernier « royaume, nous présentons humblement à Votre « Majesté nos respectueux désirs pour la con- « clusion d'une solide paix, ainsi que les pro- « positions agréées par les parlemens desdits « royaumes. Nous sollicitons l'assentiment de « Votre Majesté, et demandons que ces proposi- « tions, ainsi que tous les bills qui lui seront « présentés pour en assurer l'exécution, reçoivent « sa sanction royale, et soient ainsi convertis en « statuts et actes du parlement pour valoir à « jamais. »

Les lords et députés, commissaires du parlement anglais, demeurèrent long-temps avec le Roi à Newcastle, le suppliant d'accepter ces propositions, qui n'étaient pas beaucoup plus dures

que celles qu'on lui avait offertes à Uxbridge, quand la chance de la guerre était encore douteuse. Les commissaires du parlement d'Écosse lui adressaient les mêmes supplications, et chaque jour arrivaient d'Édimbourg des gens qui venaient joindre des prières aux leurs.

Mais les prières des deux royaumes furent vaines; le Roi persista obstinément à refuser son adhésion; il faisait chaque jour des objections contre tel ou tel article (1), et ainsi s'écoulèrent

---

(1) Les difficultés, comme on le verra dans les *Mémoires* de Hollis, ne venaient pas seulement du Roi. « Beaucoup « d'hommes sages, amis de la paix, dit Whitelocke, « auraient vivement désiré que l'on se rendît, autant qu'on « le pouvait faire avec sûreté, à ce que le Roi proposait à « Newcastle; mais la majorité de la chambre fut contraire « à ce vœu. Les membres nouvellement élus se joignirent « à ceux qui ne voulaient pas qu'on cédât aux propositions « de Sa Majesté, et leur nombre eut un grand poids dans « la question. » (*Mémoires* de Whitelocke, pag. 212.) Ces membres élus à la place de ceux qu'avait expulsés la chambre pour avoir suivi le parti du Roi, étaient tous dans le sens des meneurs indépendans. Tel était alors l'état des choses qu'un accommodement quelconque était nécessairement la destruction de l'une des parties contractantes; rien ne pouvait donc être proposé dans l'intérêt de l'une des deux qui convînt aussi à l'autre. Les commissaires des deux royaumes à Newcastle, mandaient qu'ils avaient en vain supplié le Roi, à genoux, de signer les propositions. Ce qu'il voulait, c'était de pouvoir négocier, et, ayant demandé aux commissaires, de même que dans les confé-

plusieurs mois, au grand détriment des deux pays; car, non-seulement on craignait avec raison de nouveaux débats entre les Écossais et les Anglais, au sujet des garnisons, de la solde, etc., mais la division des presbytériens et des indépendans allait toujours croissant dans le parlement et dans la cité de Londres, ce qui donnait à l'ennemi commun des espérances assez fondées. C'était peut-être là le motif des continuels délais du Roi (1).

Mais les espérances de nos ennemis s'évanouirent bientôt, et l'opposition même du Roi servit, jusqu'à un certain point, à calmer les dissensions du parlement. Les deux partis commencèrent à délibérer ensemble sur les moyens d'arranger les affaires des deux royaumes, puisqu'ils ne pouvaient l'éviter, sans la participation du Roi. Ainsi on discuta, dans le parlement d'Angleterre, ce qu'on paierait aux Écossais pour les secours qu'ils avaient prêtés dans cette guerre, et il fut enfin convenu qu'ils recevraient quatre cent mille li-

---

rences qui précédèrent celles d'Uxbridge, s'ils avaient pouvoir de traiter; sur leur réponse négative, il leur répliqua à peu près dans les mêmes termes : « En ce cas, sauf « l'honneur de la chose, un honnête trompette en aurait « fait autant. » (Whitelocke, pag. 223.)

(*Note de l'Editeur.*)

(1) Voir les *Mémoires* de Hollis et de Berkley.

vres; dont moitié sur-le-champ, et, en recevant cette somme, les Écossais devaient rendre au parlement d'Angleterre, comme on en était convenu, Berwick; Carlisle et Newcastle. On débattit aussi la question de savoir où l'on conduirait le Roi, en cas qu'il refusât absolument de consentir aux propositions. Cette affaire fut longue et difficile. Le parlement consentit volontiers à ce que les Écossais conduisissent le Roi, si cela leur plaisait, à Édimbourg; mais ceux-ci le refusèrent, assurant que sa présence dans un royaume agité ne ferait qu'exciter de nouveaux troubles. Et comme si sa présence n'eût pas été aussi dangereuse pour l'Angleterre, ils préférèrent, et c'était aussi le désir du Roi, qu'il fût conduit dans le midi de l'Angleterre et habitât quelqu'un de ses palais proche de Londres, ce qu'ils regardaient comme plus commode pour traiter de la paix: si bien que, dans le cours de ce débat, il parut qu'on disputait, non pas à qui aurait le Roi, mais à qui ne l'aurait pas.

Vers la fin d'août, tandis qu'on traitait de ces choses, et que les deux royaumes suppliaient humblement le Roi, chaque jour, de consentir aux propositions, le comte de Lowden, chancelier d'Écosse, fit, en présence des commissaires des deux royaumes, un discours au Roi que nous insérerons ici comme servant en quelque manière d'introduction à toute cette affaire.

« Il plut à Votre Majesté, lundi dernier, de « faire appeler devant elle les commissaires du « parlement d'Écosse, de leur faire part des pro- « positions, et de leur promettre que vous leur « communiqueriez également votre réponse avant « de l'envoyer. Le temps fixé aux commissaires « est si court, et le salut ou la ruine de votre cou- « ronne et de vos royaumes dépend tellement de « la réponse de Votre Majesté, que nous serions « coupables envers Dieu et nos commettans, si « nous ne représentions à Votre Majesté com- « bien, dans ces conjonctures, il est nécessaire « que vous accordiez votre assentiment à ces pro- « positions, et de quelle incurable maladie, de « quelle prompte ruine serait nécessairement « suivi votre refus. Je commencerai par m'ex- « pliquer sur la maladie, et parlerai ensuite du « remède. Les différends élevés entre Votre Ma- « jesté et le parlement sont, vous le savez mieux « que personne, arrivés maintenant à tel point, « qu'après tant et de si sanglantes batailles, il « n'y a plus moyen de s'accorder ni de prévenir « une ruine certaine, si la paix ne se fait promp- « tement. Le parlement est en possession de votre « flotte, de toutes les villes, châteaux et forts « d'Angleterre; il jouit, de plus, de tous vos re- « venus actuellement séquestrés. C'est par son « autorité que se lèvent les soldats et les taxes, « et, après tant de victoires et de succès, il a sur

« pied une armée puissante qui, par la force
« qu'elle lui donne, le met en état d'exécuter, dans
« l'Église ou dans le gouvernement, tout ce qu'il
« lui plaira. De plus, quelques uns craignent
« tellement de se retrouver soumis au pouvoir
« de Votre Majesté, d'autres répugnent tellement
« à le reconnaître, qu'ils désirent que ni vous,
« ni personne de votre postérité, ne règne plus
« sur eux. A la vérité le peuple, las de la guerre,
« et gémissant sous le poids des taxes, bien qu'il
« désire la paix, est cependant si opposé au ren-
« versement de la monarchie sous laquelle il
« a long-temps prospéré, que ceux qui sont fa-
« tigués de votre gouvernement n'osent pas se
« hasarder à le renverser avant d'avoir, une fois
« au moins, fait à Votre Majesté des propositions
« de paix, dans la crainte que le peuple, sans
« le concours duquel ils ne sauraient réussir dans
« leurs desseins, ne vienne à se séparer d'eux. Ainsi
« donc le peuple entier, fatigué de la guerre, dé-
« sirant obtenir des garanties contre l'oppression
« et le gouvernement arbitraire, les très-hono-
« rables chambres du parlement ont consenti à
« présenter à Votre Majesté ces propositions, dont
« l'acceptation est, aux yeux de la plus grande par-
« tie du peuple, indispensable à la paix et au salut
« du royaume. C'est pourquoi les amis de Votre Ma-
« jesté et les commissaires d'Écosse ont été forcés,
« non sans quelque répugnance, de consentir, sous

« peine d'encourir la haine publique comme enne-
« mis de la paix, à vous envoyer ces propositions, les
« seules qui pussent vous être faites. Maintenant,
« Sire, si Votre Majesté, ce qu'à Dieu ne plaise,
« refusait de signer ces propositions, vous per-
« driez tous vos amis, soit dans la cité, soit dans
« le pays; toute l'Angleterre s'éleverait contre
« vous comme un seul homme, et il serait à
« craindre que, toute espérance de réconcilia-
« tion une fois perdue, vous ne fussiez mis en
« jugement, déposé, et qu'on n'établît un autre
« gouvernement. De plus, les Anglais nous re-
« querront de remettre Votre Majesté entre leurs
« mains, de leur rendre leurs places fortes, et de
« faire sortir notre armée d'Angleterre. Enfin, si
« Votre Majesté persiste à refuser, les deux royau-
« mes seront forcés, pour leur sûreté mutuelle,
« de concourir sans vous au rétablissement de
« la paix, ce qui, à notre inexprimable dou-
« leur, serait la ruine de Votre Majesté et de
« sa postérité. Si Votre Majesté méprise les
« conseils que nous lui donnons, nous qui ne
« désirons rien au monde plus que l'affermisse-
« ment du trône de Votre Majesté, et si, par son
« obstination, elle perd l'Angleterre, on ne per-
« mettra pas à Votre Majesté d'entrer en Écosse
« pour la ruine de ce pays. Sire, nous avons mis
« nos mains sur nos cœurs, nous avons prié Dieu
« de nous diriger, et avons sérieusement cherché

« le remède à ces maux; mais dans l'état où sont « les choses, nous n'en avons pas trouvé d'autre qui « pût sauver votre couronne et son royaume, que « l'adhésion de Votre Majesté à ces propositions. « Elles sont, en quelques points, nous l'avouons, « plus dures que nous ne les eussions faites, si « nos désirs eussent été suivis; mais voyant qu'il « n'est plus d'autre moyen de guérir les plaies du « royaume et de renouer les liens rompus entre « Votre Majesté et son parlement, nous conseil- « lons, en toute humilité et loyauté, à Votre Ma- « jesté, de vouloir bien, dans sa gracieuse bonté, « y consentir, comme au seul remède qui vous « soit laissé pour amener une solide et heureuse « paix, d'où vous retirerez aussi beaucoup d'a- « vantages, etc. »

Mais ni le discours de Lowden, ni tous les efforts des deux parlemens, ne purent parvenir à changer la détermination du Roi. Les commissaires n'abandonnèrent cependant pas leurs espérances, et continuèrent à le solliciter. Cette affaire se prolongea ainsi durant plusieurs mois, et conduisit jusqu'au milieu de l'hiver. Ils ne purent, durant cet espace de temps, persuader au Roi d'entendre prêcher devant lui aucun des ministres du synode. Il demeura ferme à ne vouloir écouter que ses propres chapelains. On commença donc à s'occuper de fortifier l'union entre les deux royaumes, afin qu'en l'état où étaient les choses,

ils pussent arranger paisiblement leurs affaires sans le concours du Roi.

Ce fut alors qu'après quelques débats entre le parlement d'Angleterre et les commissaires d'Écosse, on convint, comme on l'a déjà dit, de leur payer 200,000 livres. Le général Fairfax en personne se chargea, à la tête d'une partie de ses troupes, de conduire cet argent hors de Londres; il confia ensuite le soin de l'escorter au major-général Skippon, qui, avec six régimens, se mit en marche au milieu de l'hiver, et arriva au mois de janvier, avec l'argent, à Newcastle sur la Tyne.

Les Écossais, lorsqu'ils eurent reçu leur argent, remirent aux Anglais, ainsi qu'on en était convenu, les villes de Berwick, Carlisle et Newcastle, et retournèrent paisiblement en Écosse. Ils remirent aussi le Roi entre les mains des commissaires anglais chargés de le conduire dans le midi. Il fut reçu avec beaucoup de respect par les comtes de Pembroke, Denbigh et les autres commissaires du parlement qui demeurèrent auprès de lui à son palais de Holmsby, dans le comté de Northampton, où ils lui rendirent tous les honneurs dus à son rang, et lui donnèrent une garde convenable. Cela se passa dans le mois de février. A la même époque, le comte de Stamford, M. Godwin et M. Ashurst, de la chambre des communes, furent envoyés commissaires par le

parlement en Écosse, pour s'entendre à Edimbourg avec le parlement écossais, concernant les affaires des deux royaumes.

Bien que le parti du Roi qui avait combattu le parlement et la liberté, fût absolument vaincu, cependant la victoire ne pouvait procurer sur-le-champ une liberté et une tranquillité complète; la guerre civile finie, il s'éleva, parmi les vainqueurs, des discussions plus que civiles, et encore plus douloureuses à tous les gens de bien, car elles portaient la division entre des hommes qu'on avait vus, peu auparavant, unis d'affections et de désirs, hasarder ensemble leur vie et leur fortune contre l'ennemi commun, et que la même cause, la même ferveur pour la réforme de la religion et le rétablissement de la liberté, que le même culte enfin avaient liés les uns aux autres par les plus étroits devoirs de conscience.

Cette division des amis de la liberté, sous les noms de presbytériens et d'indépendans, venant continuellement à s'accroître, les esprits s'aigrirent chaque jour sans mesure. Les uns reprochaient à leurs adversaires de violer le covenant, les autres de ne pas l'interpréter dans son véritable sens, et dans un sens conforme à l'intérêt public. Il y avait dans les deux partis des hommes de grande réputation.

Cependant ils ne parurent pas d'abord se séparer tellement qu'ils ne se montrassent également

ardens à défendre la cause commune contre le parti du Roi appelé celui des *malintentionnés*. Ce ne fut que lorsque l'action du temps eut travaillé les consciences du parti le plus faible, que celui-ci put être amené par degrés à demander un appui aux malintentionnés, toujours prêts à se joindre à l'un ou l'autre parti, quel qu'il fût, pour parvenir à les détruire tous deux. Bien que désarmé, le parti presbytérien était alors devenu le plus nombreux, beaucoup de gens ayant été éloignés de l'autre, soit par quelques griefs particuliers ou par le poids des taxes. Un grand nombre des citoyens de Londres, non pas de la dernière classe, mais du plus haut rang, avaient renoncé à leurs premiers principes, si bien que les habitans de cette ville, où les victoires de Fairfax, obtenues sans répandre de sang, avaient fait refluer toutes les garnisons royalistes, se trouvaient tellement en force, que le parlement n'y pouvait demeurer en sûreté sans le secours de l'armée. Comme les motifs et les intentions des hommes ne peuvent jamais être assez connus, nous traiterons ces dissensions des presbytériens et des indépendans plus sérieusement que les faits de guerre, bien que ceux-ci soient aussi racontés ici en abrégé.

Il serait trop long et trop difficile de répéter ici toutes les calomnies répandues par les presbytériens contre cette armée qu'on avait d'abord tant admirée, et qu'on accusait maintenant de soutenir

la faction indépendante (1) ; je ne saurais dire combien de pétitions furent rédigées et de signatures recueillies avec empressement dans le comté d'Essex, contre les troupes qu'on avait cantonnées vers le mois d'avril aux environs de Walden. Les choses allèrent même si loin dans le parlement, et les débats concernant le licenciement de cette armée y furent conduits de telle sorte, que les soldats, instruits désormais à connaître leur propre mérite, se regardèrent comme très-outragés, et, au mois de mai, ils présentèrent à leur général une pétition, dans laquelle ils demandaient à être rassurés, non-seulement sur la paie qui leur était due en qualité de soldats, mais sur les choses relatives aux libertés publiques pour lesquelles ils avaient combattu, et dans lesquelles ils étaient intéressés comme hommes libres et fils de la nation. La faction opposée se plaignit hautement de cette pétition. Les altercations en vinrent enfin au point que, vers le commencement de juin, ces soldats, poussés par des projets et des inquiétudes dont je laisse au lecteur le soin de juger, enlevèrent le Roi de Holmsby, et, le tirant des mains des commissaires du parlement, le menèrent avec eux à l'armée, pour qu'il demeurât en quelque ville ou palais voisin de leurs quartiers. Lorsque cela fut connu, les deux chambres ordonnèrent :

(1) Voir les *Mémoires* de Hollis.

1°. Que le Roi résiderait à Richmond.

2°. Qu'il y serait entouré des mêmes personnes qu'à Holmsby.

3°. Qu'il serait gardé par le régiment de Rossiter.

Cet ordre fut envoyé au général.

Mais le jour suivant le général et son conseil d'officiers envoyèrent au parlement une accusation contre onze membres de la chambre des communes, la plupart hommes très-honorés. Ces membres étaient MM. Hollis, Stapleton, Waller, Glynn, Massey, Maynard, Lewis, Clotworthy, Long, Harley et Nicholas. On leur reprochait plusieurs choses relatives aux troubles de l'Irlande, des entraves apportées au cours de la justice, quelques actions contre l'armée et contre les lois d'Angleterre. Les membres accusés se déclarèrent prêts à répondre à tout ce qui pourrait leur être imputé; mais une autre requête, venue de l'armée, demanda que les membres accusés fussent privés du droit de siéger au parlement jusqu'à ce qu'ils eussent répondu sur l'accusation. Cela fut refusé d'abord comme une trop haute prétention et trop contraire aux priviléges du parlement; mais, lorsque l'armée eut réitéré sa demande, les membres accusés eurent permission du parlement de se retirer pendant six mois. Quant à l'ordre du parlement pour envoyer le Roi à Richmond, le général demanda à en être dispensé jusqu'à ce

que les choses fussent plus tranquilles, et pria le parlement de ne pas assigner au Roi une résidence plus proche de Londres que les cantonnemens de l'armée. Le Roi fut d'après cela envoyé à Royston, de là à Hatfield, et peu de temps après à Causham, tandis que l'armée était cantonnée à Reading. De Causham, lorsque le général marcha avec son armée vers Bedford, le Roi alla à la maison du comte de Bedford, près de Woburn.

A cette époque le bruit se répandit qu'il existait une conspiration très-dangereuse des citoyens, apprentis et autres habitans de Londres, contre l'armée. On disait que plusieurs citoyens et apprentis et autres habitans s'étaient inscrits pour former un corps en état de lui résister. Le général, en ayant été instruit, affirma la chose aux commissaires de la cité qui étaient alors avec lui à son quartier-général, et qui se rendirent en diligence à Londres pour s'informer de ce qui en était et apaiser les troubles. De la présence des deux factions animées l'une contre l'autre il ne pouvait naître que des méfiances et des scènes tumultueuses. Ces méfiances croissant chaque jour, le 22 juillet, le parlement ordonna que la milice de Londres, organisée le 4 mai, serait changée et remplacée par une autre milice affectionnée à l'armée. Cet ordre irrita étrangement les citoyens

de la faction opposée. Le 26 juillet ils présentèrent à la chambre une pétition rédigée dans le ton d'un ordre. Elle fut portée et suivie par une multitude désordonnée de citoyens, d'apprentis et d'autres hommes sans frein qui, se pressant aux portes du parlement, criaient d'un ton menaçant qu'avant que la chambre se séparât il fallait qu'elle fît droit à leur pétition. Ils l'emportèrent par cette violence au point d'arracher au parlement un ordre pour le rétablissement de la milice; mais, non contens d'un pareil succès, au moment où la chambre se séparait, ils prirent l'orateur, le forcèrent rudement à se rasseoir, et, chose inouïe jusqu'alors dans le parlement, le retinrent sur son siége ainsi que le reste des membres, jusqu'à ce qu'ils leur eussent extorqué un autre ordre pour faire venir le Roi à Londres.

Les chambres, après cette brutale violation de leurs priviléges, s'ajournèrent au vendredi suivant, qui était le 13 juillet. Ce jour-là, les deux orateurs se trouvèrent absens; ils avaient quitté Londres avec la plus grande partie des membres du parlement, et s'étaient retirés vers l'armée. On choisit donc de nouveaux orateurs; le lord Hunsdon et M. Henri Pelham, avocat; et le même jour, par leur organe, on rendit les ordres suivans:

1°. Que le Roi reviendrait à Londres.

2°. Que la milice de Londres serait autorisée à mettre des troupes sur pied pour la défense de la cité;

3°. Que la milice serait autorisée à se choisir un général.

Il fut ordonné aussi que les onze membres accusés par l'armée viendraient reprendre leur place dans le parlement. Les citoyens, armés de ces ordres, commencèrent à organiser des troupes, et choisirent Massey pour leur général.

Cependant ceux des membres des chambres qui avaient quitté Londres, d'accord avec le général et les principaux officiers de l'armée, rendirent un ordre portant « que tous les actes et décrets passés « le 26 juillet, et depuis, seraient regardés comme « nuls et de nul effet, et qu'ils continuaient d'ad- « hérer à la déclaration du général et du conseil « de l'armée. » Il était également décrété que le général marcherait sur Londres.

Lorsque les citoyens apprirent que l'armée approchait, leur courage parut s'abattre, et les opinions du conseil commun étaient si peu d'accord qu'il y parut impossible de lever sur-le-champ ce qu'il fallait de troupes pour résister à l'armée. On envoya vers le général pour lui demander la paix, que, par le consentement des membres du parlement qu'il avait alors avec lui, il accorda à ces conditions:

1°. Qu'on se séparerait du parlement alors siégeant et des onze membres accusés;

2°. Qu'on révoquerait les dernières déclarations;

3°. Que la milice actuelle serait dissoute; qu'on livrerait au général tous les forts et la Tour de Londres;

4°. Que toutes les troupes qu'on venait de lever seraient licenciées;

Et que l'on ferait tout ce qui serait nécessaire d'ailleurs pour la tranquillité publique. Personne n'osant refuser ces conditions, elles furent ratifiées sur-le-champ.

Le 6 août, le général, à la tête de son armée, vint à Westminster, accompagné des orateurs et des membres des deux chambres qu'il rétablit dans leurs siéges. Les deux orateurs adressèrent au général des remercîmens au nom de tout le parlement. On lui donna le commandement de toutes les troupes de l'Angleterre et du pays de Galles, et on le nomma constable de la Tour de Londres. L'armée reçut une gratification d'un mois de paie. Le lendemain, le général Fairfax, le lieutenant-général Cromwell, le major-général Skippon et le reste des officiers, à la tête de l'armée, traversèrent Londres depuis sa partie occidentale jusqu'à la Tour, où l'on donna quelques ordres aux officiers, et où l'on organisa autrement la milice. Pour réduire la trop grande puissance

de la cité, un ordre du parlement divisa sa milice en plusieurs corps, et Westminster, Southwark et les quartiers situés aux environs de la Tour, furent autorisés à disposer de leur propre milice.

Ainsi fut réprimée la faction presbytérienne, et le parlement, ainsi rétabli, s'occupa très-activement à annuler les actes extorqués en son absence par la violence populaire, et à punir les auteurs de ces séditions.

LIVRE QUATRIÈME.

Court exposé de l'origine et des progrès de la seconde guerre civile.

Après que le parlement eut été rétabli, la milice de Londres organisée, et qu'on eut disposé convenablement des autres commandemens, le général Fairfax quitta Londres, et logea son armée dans les villes et villages adjacens, laissant seulement quelques régimens autour de Whitehall et des murs, pour la défense du parlement; il établit son quartier-général à Putney. Le Roi, vers le milieu d'août, fut conduit à Hampton-Court, le plus magnifique de ses palais.

Le Roi, à Hampton-Court, ne parut nullement sous l'apparence d'un prisonnier, mais plutôt comme un prince vivant au milieu d'une cour splendide; tant il était librement abordé par tous ceux qui se présentaient pour lui baiser les mains et lui rendre toute sorte d'hommages. Personne n'était exclu de sa présence; ce n'étaient pas seulement les habitans de Londres et des villes environnantes qui se rendaient près de lui; ses

partisans y vinrent aussi d'au-delà des mers. Ceux même qui avaient été bannis par ordre du parlement, et déclarés délinquans, comme Ashburnham, Berkley et les autres, purent, par la permission de l'armée, communiquer librement avec lui. Beaucoup de gens se demandèrent avec étonnement par quelle raison ou dans quel dessein cette permission avait été accordée (1).

Encouragés par cet exemple, ou peut-être même mandés par le Roi, les lords qui avaient composé son conseil à Oxford, le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton et de Dorset, ainsi que le lord Seymour, se rendirent près du Roi vers le commencement d'octobre, comme pour consulter avec lui, et lui donner leur avis sur les propositions du parlement ou sur d'autres affaires. Cela déplût au parlement, et l'armée ne voulut pas non plus le souffrir plus long-temps, le Roi n'ayant encore satisfait en rien aux demandes du parlement. On le dit à ces lords qui, après deux jours de séjour à Hampton-Court, retournèrent chez eux.

Le 7 septembre, on envoya au Roi, à Hampton-Court, des propositions concertées dans les

(1) C'était le commencement des négociations de l'armée avec le Roi. Voir, à ce sujet, les *Mémoires* de Hollis et de Berkley. (*Note de l'Editeur.*)

deux chambres, et auxquelles avaient aussi concouru les commissaires du royaume d'Écosse. Sa Majesté fut humblement suppliée de donner sa réponse dans l'espace de six jours. Les commissaires nommés par le parlement d'Angleterre, pour traiter cette affaire, furent le comte de Pembroke, lord Montaigue, sir James Harrington, sir John Cook, sir John Holland et le major-général Brown. Ceux d'Écosse étaient lord Lauderdale et sir Charles Erskine.

Le Roi, quoiqu'il refusât comme auparavant de consentir à ces propositions, répondit cependant au parlement qu'il pouvait consentir à quelques unes des choses proposées, savoir : l'établissement de la religion presbytérienne pour trois ans, et l'organisation de la milice telle qu'elle lui avait été proposée d'abord; mais, sur les autres points, il n'était nullement d'accord avec le parlement. Il disait qu'il aimerait mieux prêter l'oreille aux propositions de l'armée; car l'armée avait dernièrement publié quelques propositions dans la forme de celles du gouvernement, et ayant également pour but de rétablir la paix dans le royaume, et elle demandait au parlement d'examiner ces propositions.

Le parlement, sans se laisser décourager par ces refus répétés du Roi, entra en discussion sur les nouvelles propositions qui pouvaient lui être faites; mais les commissaires d'Écosse à Londres,

après une entrevue particulière qu'avaient eue avec le Roi, à Hampton-Court, Lowden et Lanerk, nouvellement revenus d'Écosse, écrivirent au parlement pour lui demander que le Roi pût venir à Londres, et traiter en personne avec le parlement sur les points alors en discussion. C'étaient ces mêmes Écossais qui, peu de temps auparavant, dans leurs discours et dans leurs lettres, niaient « qu'il fût juste ou conforme au bien pu-« blic que le Roi pût être reçu à Londres, et « admis à traiter en personne avec le parlement, « avant d'avoir donné au peuple satisfaction et « garantie. » Ces mêmes Écossais qui refusaient de recevoir le Roi en Écosse, dans la crainte qu'il n'élevât des troubles dans leur pays, auraient voulu maintenant qu'on l'amenât à Londres, ville remplie de malintentionnés, où l'on pouvait exciter tous les genres de tumulte, et dans laquelle le parlement lui-même ne pouvait siéger en sûreté que sous la garde d'une armée. Ce qui les avait engagés, dirent-ils, à faire cette demande, c'est que le Roi avait été enlevé de Holmsby contre sa volonté, par la violence des soldats, et se trouvait encore au pouvoir d'une armée, privé de cette liberté convenable à un Roi qui traitait de si grandes affaires.

A la fin de leur lettre, les Écossais paraissaient dire que si l'on refusait de recevoir le Roi à Londres, il suffirait qu'il pût séjourner à Hampton-

court, mais de manière à n'y pas être au pouvoir de l'armée, et en situation de traiter librement avec les commissaires des deux parlemens. Le parlement s'occupait de nouveau à rédiger des propositions un peu modifiées, pour les adresser au Roi, lorsque tout-à-coup une nouvelle inattendue vint le surprendre; l'orateur reçut au milieu de la nuit des lettres de Cromwell, qui annonçaient que le Roi s'était enfui secrètement de Hampton-Court, le 12 novembre. Les commissaires du parlement, et le colonel Whaley, qui commandait la garde, attendaient que le Roi sortît de sa chambre pour souper, et s'étonnaient qu'il tardât si long-temps. Enfin, à neuf heures, quelques uns d'eux entrèrent dans la chambre, et n'y trouvèrent plus le Roi. Il n'y restait que son manteau et une lettre de sa main, écrite aux commissaires avec ordre de la communiquer au parlement. Après quelques phrases sur sa captivité et le charme de la liberté, il protestait devant Dieu que, s'il s'échappait, ce n'était point pour troubler la paix publique, ni interrompre les traités dont il était l'objet; qu'il voulait seulement pourvoir à sa sûreté menacée, disait-il, par un complot. Il terminait sa lettre par ces paroles :

« Ne pouvant nier que ma sûreté personnelle « ne soit la cause directe de ma retraite, je prends « Dieu à témoin que la paix publique n'occupe

« pas moins ma pensée, et je ne sais pas de
« meilleur moyen de prouver que cette protes-
« tation est sincère, que d'insister pour que tous
« les principaux intérêts maintenant en présence
« soient entendus, de telle sorte que l'armée ob-
« tienne une juste satisfaction. L'armée, par
« exemple (car les autres points, bien qu'indis-
« pensables, ne me paraissent pas difficiles à ré-
« gler), doit, à mon avis, jouir de la liberté de
« conscience, obtenir un acte d'amnistie, qui
« s'étendrait aussi à tous mes autres sujets, et
« recevoir promptement les arrérages de sa solde.
« C'est là ce que je m'efforcerai d'accomplir, si
« je suis écouté dans mes offres, et si l'on ne
« m'empêche pas d'employer les moyens légitimes
« et sages que je choisirai. Pour conclusion, que
« je puisse me faire entendre avec liberté, hon-
« neur et sûreté, je sortirai aussitôt de ma re-
« traite, et me montrerai prêt à être *Pater*
« *patriæ*.

« CHARLES, Roi. »

Le parlement, fort troublé de cette nouvelle imprévue, et craignant que la paix du royaume ne fût gravement compromise, envoya sur-le-champ dans tous les ports de mer des hommes de confiance, de peur que le Roi ne passât en pays étranger; et le bruit s'étant répandu à tort que le Roi était caché dans la cité de Londres, les

chambres décrétèrent que tout homme qui retiendrait la personne du Roi, et ne révélerait pas sa retraite au parlement, serait puni de mort et de la perte de ses biens.

Ce nuage se dissipa bientôt. Le colonel Hammond, que les deux chambres avaient nommé tout récemment gouverneur de l'île de Wight, écrivit que le Roi s'était rendu dans cette île, et s'était mis sous sa protection. Hammond se déclarait prêt à obéir à tous les ordres du parlement. Les chambres, en le louant de son zèle, lui ordonnèrent de garder très-soigneusement le Roi, et de le traiter avec toute sorte de respects, promettant que rien ne manquerait pour son service, et qu'on enverrait de l'argent pour subvenir à toutes ses dépenses.

Tandis que le parlement délibérait de nouveau sur les propositions qu'il devait adresser au Roi, il en reçut une longue lettre, intitulée : « A l'orateur de la chambre des lords, pour être aussi « communiquée à la chambre des communes. » Elle fut lue le 18 novembre. Le Roi y exprimait son opinion sur quelques unes des premières propositions, entre autres sur l'abolition de l'épiscopat, discutait les raisons de conscience pour s'y refuser, et touchait aussi, en passant, plusieurs autres sujets. Il espérait, ajoutait-il, qu'il ferait agréer au parlement les motifs de sa conduite, s'il pouvait les lui exposer lui-même. Il deman-

dait donc fortement à être reçu avec honneur, sûreté et liberté, à traiter personnellement à Londres. Les commissaires d'Écosse insistèrent avec la dernière véhémence pour qu'on obtempérât au désir du Roi.

Dans une situation si difficile, les deux chambres craignant de se trahir elles-mêmes ainsi que leurs amis, en consentant à traiter avec le Roi en personne dans Londres, ville si malintionnée, avant qu'il eût donné aucune garantie, et après tous les maux que son obstination avait causés à l'État, se décidèrent à adopter un moyen terme.

Le 26 novembre, après un long débat, il fut arrêté que quatre propositions, rédigées en forme d'acte, seraient envoyées au Roi dans l'île de Wight, et offertes à sa signature; que lorsque le Roi les aurait signées, il serait admis à traiter en personne à Londres avec le parlement, son adhésion à ces quatre articles pouvant être alors considérée comme une garantie de ce qu'il ferait sur tous les autres. Les quatre propositions portaient :

1°. Que Sa Majesté passerait un bill pour l'établissement de la milice du royaume;

2°. Qu'elle rapporterait également par un bill toutes les déclarations, proclamations et injonctions par elle publiées contre le parlement et ses adhérens;

3°. Qu'elle passerait un acte portant que toutes les personnes par elle élevées à la pairie, depuis que le grand-sceau avait été emporté à Oxford, seraient incapables de siéger dans la chambre des pairs ;

4°. Que les deux chambres auraient le pouvoir de s'ajourner au terme qu'elles jugeraient convenable.

Les commissaires d'Ecosse ne voulurent point consentir à l'envoi de ces quatre articles, avant que le Roi eût reçu l'autorisation de venir à Londres, et, dans une longue déclaration, ils protestèrent contre cette mesure. Cependant le 24 décembre, des commissaires des deux chambres présentèrent les bills au Roi au château de Carisbrooke. Mais le Roi, instruit de la résistance des Écossais, et des factions qui agitaient Londres, refusa absolument de signer ces propositions, et les commissaires revinrent à Londres avec la nouvelle de son refus.

Le 3 janvier, la chambre des communes délibéra sur ce refus du Roi. Le débat fut long, violent, et de la plus grave importance. On y traita de la situation et du gouvernement du pays ; on exposa sans détour l'incurable obstination du Roi, et la patience déjà trop longue du peuple. Le Roi, dit-on, par son dernier refus, avait refusé sa protection à la nation anglaise, protection qui était le seul motif de l'obéissance des sujets. L'obéis-

sance cessait d'être due, puisque sa cause avait disparu. Il serait injuste et absurde, ajoutait-on, que le parlement, après avoir tant de fois sondé les intentions du Roi, livrât à son ennemi implacable sa propre sûreté et celle de ses amis, qui avaient courageusement hasardé, dans la plus juste des causes, leur fortune et leur vie. Les chambres n'avaient donc plus qu'à prendre soin de leur propre destinée, de celle de leurs partisans, et à régler l'État sans le Roi, puisqu'on ne pouvait y réussir avec lui.

Le 17 janvier, les deux chambres votèrent donc la déclaration suivante :

« Les lords et communes assemblés en parle-
« ment, après avoir présenté à Sa Majesté un
« grand nombre d'adresses, soit pour prévenir,
« soit pour terminer cette guerre intestine par elle
« excitée contre le parlement et le royaume, lui
« ont envoyé dernièrement quatre bills, qui con-
« tenaient les propositions les plus importantes
« pour la sûreté du parlement et du pays ; s'en
« remettant pour la conclusion des autres diffé-
« rends, à une négociation personnelle avec Sa
« Majesté. Comme ils ont reçu un refus positif,
« ils se jugent obligés de faire les derniers efforts,
« pour régler sans retard le gouvernement, de
« telle sorte que les citoyens puissent jouir sans
« trouble de leurs lois et de leur liberté. En
« conséquence, et pour qu'aucune interruption

« ni délai ne soient apportés à ce grand travail, les « lords et les communes ont voté et décrètent :

« 1°. Qu'ils ne feront plus aucune adresse ni « proposition au Roi ;

« 2°. Qu'aucune personne, quelle qu'elle soit, « ne pourra présenter au Roi aucune adresse ni « message sans la permission des chambres ;

« 3°. Que tous ceux qui contreviendront au « présent décret seront considérés comme coupa- « bles de haute trahison ;

« 4°. Que les chambres ne recevront plus au- « cun message du Roi, et que nul ne pourra re- « cevoir ou porter aucun message du Roi, soit « aux deux chambres, soit à l'une d'elles, soit à « toute autre personne. »

Peu de jours après la publication de ces résolutions, le général et le grand conseil de l'armée, dont le quartier-général était à Windsor, présentèrent au parlement une déclaration conçue dans les termes suivans, et qui leur valut les remercîmens des deux chambres.

Déclaration de Son Excellence sir Thomas Fairfax et du conseil général de l'armée, contenant leur résolution d'adhérer au parlement dans tout ce qu'il fera à l'égard du Roi.

« Malgré tant de violations des droits et li- « bertés du royaume, et les efforts tentés durant

« le règne actuel, pour étouffer tous les intérêts « du royaume au profit du pouvoir et de la vo- « lonté d'un Roi, malgré les résolutions annon- « cées par le parlement, de combattre pour la « défense du royaume contre de pareils abus; le « parlement cédant à la nécessité, a toujours « agi envers le Roi, toutes les fois qu'il a été « question de ses droits ou de l'obéissance à lui « rendre, avec une affection dont rendent témoi- « gnage la protestation, le covenant et les diffé- « rentes déclarations qu'il a publiées. Il a ap- « porté la plus soigneuse attention à la conserva- « tion de la personne du Roi et de ses justes droits, « s'appliquant à les concilier avec la conserva- « tion et la défense des intérêts publics et le salut « du royaume. La suite de ses actions envers le « Roi et les nombreuses et humbles adresses qu'il « lui a présentées pour le salut et la pacification « générale, ont dans notre opinion amplement « manifesté la sincérité et l'innocence de ses in- « tentions à son égard, et nous y avons toujours « évidemment reconnu l'intention de s'efforcer à « conserver la personne et les droits particuliers « du Roi, tant qu'un pareil soin pouvait s'ac- « corder, et non se trouver en contradiction avec « les intérêts plus grands et plus sacrés de la re- « ligion, des droits, libertés et salut du royaume, « et non autrement.

« En conséquence, dans les dernières déclara-

« tions et écrits que cette armée a eu occasion « de publier relativement à notre désir d'établir « la paix de ce royaume, nous avons exprimé « nos vœux sincères pour que le Roi, s'il voulait « concourir aux choses nécessaires et essentielles « à l'établissement et à la garantie de ces in- « térêts publics, pour les mettre à l'abri de « toute contestation, pût voir ses droits pris en « considération et assurés, autant qu'il se peut « faire sans compromettre les droits supérieurs « du public et leur sûreté contre toutes les « atteintes qu'on pourrait leur porter à l'a- « venir.

« Notre plus sincère désir, notre attente et « tous nos efforts, ont tendu à ce que nous et les « autres attendissent patiemment que, par une « adresse au Roi, uniquement relative à ces « grands intérêts publics, on parvînt à démêler « clairement, par l'examen, jusqu'à quel point « nous pouvions accorder la conservation de la « personne du Roi et de ses intérêts avec la sû- « reté de tous les autres.

« Maintenant nous voyons que, dans ses der- « nières adresses au Roi, le parlement n'a insisté « que sur un petit nombre de points essentiels à « l'intérêt du royaume, pour lequel il a combattu « jusqu'à présent, et qu'il n'en peut demander « moins sans exposer le salut de ce royaume, « sans s'exposer lui-même et tout ce qui s'est en-

« gagé avec lui pour la même cause, sans renier « le témoignage de Dieu, manifesté par l'événe- « ment de cette guerre, et que, ces choses une fois « accordées, il a offert de traiter sur le reste.

« Ainsi la grande question de la pacification « du royaume et de la garantie des intérêts pu- « blics, en tant qu'elles se peuvent obtenir par « le Roi et avec son concours, nous paraît, d'a- « près le refus que le Roi a fait de ces choses, si « clairement décidée, que nous ne voyons plus « aucune espérance de paix ou de garantie pos- « sible à obtenir par ce moyen.

« Ainsi donc, apprenant que sur ce refus, ajouté « à tant d'autres, l'honorable chambre des com- « munes a décidé, lundi dernier, par plusieurs « votes, qu'elle ne ferait plus aucune adresse « ou proposition au Roi, n'en recevrait aucune de « lui et ne souffrirait pas que d'autres en fissent « ou en reçussent, nous déclarons librement, « pour nous-mêmes et pour l'armée, que nous « sommes résolus, par la grâce de Dieu, d'adhé- « rer fermement aux décisions du parlement, « dans tout ce qu'il a voté lundi dernier relati- « vement au Roi, et dans tout ce qui sera néces- « saire pour le maintien de ses décisions et pour « la paix et la sûreté du parlement et du royaume, « sans le Roi et contre lui, ou quiconque pren- « drait désormais son parti.

« Windsor, 9 janvier 1647. »

Le parlement fit aussi, vers le commencement de février, une déclaration publique pour expliquer les motifs de ces votes. Outre les premiers méfaits du Roi, exposés déjà dans d'autres remontrances, on y racontait combien de fois déjà le parlement avait essayé de traiter avec lui, et que, bien qu'on n'eût jamais été dans la nécessité de négocier, on avait adressé sept fois au Roi des propositions renfermant uniquement ce qui était nécessaire à la paix et à la sûreté du royaume, qu'on lui en avait adressé à Oxford, puis à Uxbridge, puis ensuite lorsqu'il avait été tout-à-fait vaincu par les armes, à Newcastle, et, enfin, après le départ des Écossais, à Hampton-Court, et qu'il les avait toutes et toujours refusées.

Cette déclaration du parlement avait pour objet d'apaiser les esprits agités. Mais ni raisons, ni décrets ne servirent de rien pour calmer la fureur du peuple et prévenir les tempêtes prêtes à éclater. Il ne resta plus d'autres moyens que la force et la nomination de sages conseils employés à la recherche des conspirations. On cantonna donc une partie de l'armée aux environs de Westminster, des Mews et autres lieux de la ville; et, dans le mois qui précéda ces grandes mesures, on choisit dans les deux chambres quelques membres pour en former un comité de sûreté publique qui se rassembla à Derby-House, là où avait déjà siégé le comité réuni d'Angleterre et d'Écosse. On

donna à ce comité les pouvoirs nécessaires pour réprimer les tumultes et insurrections, et pour lever, dans ce but, autant de troupes qu'il le jugerait nécessaire.

Ce comité fut composé de sept lords; les comtes de Northumberland, de Kent, de Warwick et de Manchester; les lords Say, Wharton et Roberts; et de treize membres de la chambre des communes, M. Pierpoint, M. Fines, les deux Vane, père et fils, sir William Armin, sir Arthur Haslerig, sir Gilbert Gerrard, sir John Evelyn, le lieutenant-général Cromwell, M. Saint-John, M. Wallop, M. Crew et M. Brown.

Le parlement, bien que victorieux, bien que gardé par une vaillante armée, bien qu'il ne parût contre lui aucune force visible, n'avait jamais été en si grand danger. Dès le printemps, tout le monde prédisait que l'été serait chaud. Sous le point de vue de la guerre, on voyait le pays divisé en factions, les Écossais éclatant en menaces et la ville de Londres remplie d'agitateurs; et ce qu'on ne voyait pas semblait encore plus à craindre. Chaque jour le peuple était effrayé par des bruits de complots secrets et d'assemblées de conspirateurs, d'où l'on commença à prévoir le carnage et la guerre, comme les mariniers ont coutume de voir la tempête qui s'élève;

Cum longo per multa volumina tractu
Æstuat unda minax, flatusque incerta futuri
Turbida testantur conceptos æquora ventos.

Le parti du Roi commença à s'enfler d'espérance et à se regarder, non comme vaincu, mais comme vainqueur. Il ne pouvait contenir ses vanteries et parlait sans cesse du rétablissement du Roi et de la chute du parlement. Ceux qu'on appelait presbytériens semblaient s'unir dans les mêmes voeux et se montraient prêts à se sacrifier, eux-mêmes et leur cause, à leur haine contre les indépendans. Ils désiraient voir détruire ce qu'ils ne pouvaient faire par eux-mêmes, et auraient mieux aimé voir la liberté renversée par le Roi, que soutenue par les indépendans.

Le Roi lui-même, bien que mis de côté et confiné dans l'île de Wight, était alors plus redoutable qu'il ne l'avait jamais été, lorsqu'il se voyait à la tête de ses plus puissantes armées. Le nom de Roi agissait maintenant plus puissamment que jamais, et la pitié du vulgaire rendait sa personne plus imposante. Le prince Charles aussi, par son absence qu'on qualifiait de bannissement, était devenu plus cher à la multitude, et les commissions que lui envoyait secrètement son père semblaient le revêtir d'un pouvoir légal, au moyen duquel il pouvait facilement se faire obéir de tous ceux qui en avaient la bonne volonté,

et sous son nom, exciter ainsi, comme on le verra bientôt, non-seulement des troubles, mais des guerres.

Cela commença par des soulèvemens dans la cité, qui furent bientôt suivis d'insurrections dans les comtés adjacens. Des apprentis et de jeunes libertins se divertissant ensemble à Moorfields, un dimanche 9 avril, se jetèrent, au mépris de l'autorité des magistrats, sur un capitaine de la milice, et le chassèrent à coups de pierre; puis, prenant ses drapeaux, ils les suivirent en désordre, rassemblant, à mesure qu'ils s'avançaient, toute l'écume du peuple des lieux où ils passaient, et arrivèrent ainsi à Westminster, criant qu'ils étaient pour le Roi Charles. Un escadron de cavalerie, sorti des murs, les eut bientôt dispersés; mais ils rentrèrent à Londres, où d'autres séditieux se joignirent à eux. Ils demeurèrent assemblés toute la nuit, et remplirent la ville de terreur, si bien que le lord-maire, homme sincèrement attaché au parlement, fut forcé de s'échapper secrètement de sa maison, et de se réfugier à la Tour. Le matin, le général Fairfax, pour arrêter le mal dans son origine, et avant que des pervers en profitassent pour rendre la plaie incurable, envoya une partie de son armée dans la cité. Cette armée, agissant avec autant de valeur que de prudence, vainquit les séditieux, les repoussa jusque dans Leaden-

hall, en fit quelques uns prisonniers, et apaisa ainsi le tumulte. Le parlement et les gens honnêtes et sages remercièrent le général, pour avoir délivré la ville d'un si horrible danger. Les soldats reçurent une gratification de mille livres.

Dans ce temps malintentionné, les pétitions mêmes ne respiraient que guerre et sédition, comme on peut le voir dans celles des comtés de Surrey et de Kent. Un corps d'environ trois mille hommes vint de Surrey à Westminster, le 26 mai, apportant au parlement une pétition conçue en termes hautains, dans laquelle ils commandaient, plutôt qu'ils ne demandaient, qu'on rétablît immédiatement le Roi dans sa première dignité, et qu'on le laissât revenir à Westminster avec honneur, liberté et sûreté; que l'armée fût promptement licenciée, et que le peuple libre de l'Angleterre fût gouverné par ses lois et statuts reconnus, et d'autres choses de cette nature. Les gens de Surrey, qui avaient apporté cette pétition, ne voulaient consentir à aucun délai, pas même pour donner au parlement le temps de la discuter; mais ils montraient la plus grande insolence, maudissaient et injuriaient ouvertement le parlement, et, se jetant sur les soldats de sa garde, en blessèrent plusieurs et en tuèrent un. Sur quoi un escadron de cavalerie fut envoyé des Mews avec quelques hommes de pied au secours de ses camarades. Les gens

de campagne furent bientôt vaincus et dispersés, et on en tua quelques uns. Ainsi finit l'affaire de la séditieuse pétition de Surrey.

A la même époque, les habitans du comté de Kent se mirent en route pour apporter au parlement une pétition du même genre. Ils étaient assez nombreux pour former une armée formidable, et semblaient de loin menacer le parlement : ils avaient été irrités par le sévère châtiment récemment infligé à quelques uns de leurs compatriotes, pour une sédition qui n'avait eu aucune suite. Le parlement ne crut pas trop faire d'employer contre les habitans de Kent le général Fairfax lui-même, qui, à la tête de sept régimens, marcha à Blackheath, près de Greenwich. Nous dirons bientôt quels furent ses succès.

Le parlement avait eu d'abord le projet de faire marcher le général Fairfax à la défense du nord; mais des dangers plus pressans le retinrent dans le midi, car, à cette époque, à peine était-il en Angleterre un lieu tranquille. Partout on était menacé de tumultes, d'insurrections et de guerres; mais, chose merveilleuse, une seule armée, par les grandes bénédictions que Dieu a répandues sur elle, a suffi pour tout apaiser. De même que cette armée, lorsqu'elle avait été rassemblée, avait, en une seule année, 1646, entièrement détruit et dissipé les brillantes armées du

Roi, et soumis tout le royaume à l'obéissance du parlement; de même, quoique dispersée en différentes parties sur tous les points du royaume, elle demeura victorieuse par son courage et son bonheur; tellement que, comme l'âme dans le corps humain, la valeur et la fortune semblèrent résider dans tout le corps de l'armée et dans chacune de ses parties. Car, outre les légères et peu redoutables insurrections du comté de Suffolk dans l'est, de Stafford dans l'intérieur du royaume, réprimées par le colonel Wait et quelques autres, et celle de Cornouailles dans l'ouest, réprimée par sir Hardress Waller, il s'en éleva dans le nord et dans le pays de Galles de beaucoup plus graves et beaucoup plus formidables.

Dans le commencement de mai, le nord fut infesté par quelques uns des partisans du Roi. Sir Thomas Glenham, qui avait déjà commandé tant de villes pour le Roi, comme Carlisle, York, Oxford, et les avait toutes perdues, s'était maintenant de nouveau emparé de Carlisle; mais il ne fut pas plus heureux à la garder. Dans le même temps, sir Marmaduke Langdale s'était emparé de Berwick, et l'avait fortifiée. Les royalistes prirent aussi le fort château de Pomfret, dont ils avaient tué le gouverneur en trahison. On laissa dans le nord quelques régimens de

l'armée de Fairfax, sous le commandement de Lambert, officier intrépide, et qui fut chargé du soin de cette guerre.

Mais le parlement parut menacé, dans le pays de Galles, de dangers bien plus horribles, non-seulement de la part des anciens ennemis qu'il avait déjà vaincus, mais de la part de plusieurs hommes qui, après l'avoir servi, abandonnèrent la cause qu'ils avaient choisie : entre autres, les colonels Poyer et Powell, et un homme qui avait souvent bien mérité du parlement, Langhorn lui-même. Poyer qui avait jusqu'alors tenu pour le parlement la ville et le fort château de Pembroke, maintenant appuyé d'un grand nombre de malintentionnés, les défendait contre lui avec animosité. Langhorn, officier très-estimé dans le pays, y avait levé une vaillante armée dans laquelle servait le colonel Powell. En peu de temps les Gallois s'empressant à se réunir à lui, il se trouva à la tête de huit mille hommes. On a su depuis que Langhorn et Poyer avaient entrepris cette guerre avec une commission du prince Charles, dont, au reste, les délégués ne prospérèrent pas plus que ceux de son père. Le colonel Horton s'avança vers eux avec une petite partie de l'armée de Fairfax et quelques autres troupes qu'il avait levées, composant en tout trois mille hommes. Il plut à Dieu, maître de la victoire, de ne pas régler le succès sur le nombre. Le 8 mai, Horton en vint aux

mains avec Langhorn, entre les deux villes de Fagans et de Peterstone, défit et mit et fuite toute son armée forte de huit mille hommes, tant cavalerie qu'infanterie. On tua beaucoup de monde sur le champ de bataille, et le nombre des prisonniers s'éleva à trois mille, nombre égal à celui des vainqueurs. Parmi ces prisonniers il se trouva environ cent cinquante officiers. On prit aussi un grand nombre de drapeaux, une grande quantité d'armes et tous les canons.

Dans l'état des choses, rien ne pouvait être plus heureux pour le parlement que cette victoire. On en rendit, par ordre du parlement, de publiques actions de grâces. Langhorn et Powell, s'étant sauvés par la fuite, allèrent rejoindre Poyer dans le château de Pembroke. Cromwell en personne, fut envoyé, vers le commencement de mai, dans le pays de Galles avec quelques régimens. Le 11 de ce mois, il arriva devant le château de Chepstow, dont il résolut de faire le siége; mais, voulant arriver promptement à Pembroke, il laissa devant Chepstow le colonel Ewers qui, au bout de quinze jours, prit le château et tua Kemish à qui la place avait été quelque temps auparavant livrée en trahison. Cromwell arriva le 20 mai devant Pembroke.

Poyer se fiant à la force de la place, et sachant d'ailleurs combien le temps était précieux au parlement embarrassé alors d'un si grand nombre

de difficultés, refusa toutes les conditions qui lui furent offertes; mais Cromwell, qui n'était pas accoutumé à désespérer de rien, se prépara à l'assiéger. Les opérations furent grandement accélérées par l'activité de sir George Ayscough qui commandait une escadre dans ces parages. Il tira de Bristol et autres lieux des pièces d'artillerie, des munitions de toutes sortes, et les autres choses nécessaires à un siége, qu'il fit ensuite passer par mer à Cromwell.

Tandis que ces choses se passaient dans le pays de Galles, le général Fairfax, envoyé, comme on l'a dit, avec sept régimens, contre les rebelles du comté de Kent, les poursuivait du côté de Rochester. Ils s'étaient réunis en grand nombre près de Gravesend où ils formaient une armée dans laquelle se trouvaient plus de vingt chevaliers, écuyers et gentilshommes du comté, dont plusieurs avaient été officiers dans l'armée du Roi. Bien qu'ils fussent les plus nombreux, ils n'osèrent livrer bataille au général, mais quelques uns se retirèrent du côté de Maidstone. Un petit nombre demeura assemblé aux environs de Rochester, une autre partie marcha sur Douvres et assiégea ce château. Le général envoya le colonel Rich et sir Michel Levesey pour faire lever le siége, ce qu'ils exécutèrent avec beaucoup de succès.

Le général marcha à la tête de son armée vers Maidstone. Deux mille des révoltés s'étaient ren-

fermés dans cette ville, résolus à le défendre; le général se prépara à les assiéger. Jamais le courage de Fairfax et de ses soldats ne les avait exposés à plus de hasards, et jamais une victoire ne fut achetée par plus de dangers; car, lorsque les soldats eurent pris la ville avec beaucoup de peine, ils trouvèrent la guerre dans toutes les rues, partout des canons dirigés contre eux, pas un coin de la ville qui pût être emporté sans combat. Elle fut prise à la fin. Le général y perdit quarante de ses soldats, en tua six cents à l'ennemi et leur fit environ quatorze cents prisonniers. Il prit aussi quatre cents chevaux et deux mille armes. Ce qu'il y eut de surprenant, c'est qu'une armée de plusieurs milliers des révoltés de Kent, plus nombreuse que l'armée du général, vint de Rochester pour seconder ceux de Maidstone, et cependant lorsqu'ils s'en furent approchés, ils n'osèrent rien tenter pour les secourir, et demeurèrent tranquilles spectateurs de la prise de la ville. Le parlement ordonna que cette victoire fût célébrée par des actions de grâces.

Tout le comté de Kent paraissait soumis, excepté un petit nombre de châteaux qui, peu de temps après, furent pris aussi, ou se rendirent au parlement. Mais tout à coup cette hydre poussa une nouvelle tête. Le lord Goring ayant ramassé quelques restes de l'armée de Kent, s'avança avec environ deux mille hommes jusqu'à Greenville,

d'où il envoya plusieurs des siens s'informer à quel point les citoyens de Londres étaient disposés en sa faveur; mais tandis qu'il attendait une réponse, quelques escadrons de l'armée du parlement ayant paru, Goring s'enfuit avec tout son monde. La cavalerie le poursuivit, prit quelque butin et fit plusieurs prisonniers. Les gens de Kent s'en retournèrent pour la plupart chez eux; le lord Goring, fuyant de Greenville avec environ cinq cents chevaux, prit des bateaux, traversa la Tamise et passa dans le comté d'Essex, où, comme si les destinées avaient voulu préparer partout des victoires à Fairfax, le lord Capell avec des troupes du comté de Hertford, et sir Charles Lucas avec un corps de cavalerie, rejoignirent Goring à Chelmsford. Peu de temps après, revinrent se réunir à eux plusieurs soldats de l'armée du Roi, ainsi qu'un grand nombre d'habitans de Londres. Ils furent aussi rejoints par plusieurs personnages d'un plus haut rang, comme M. Hastings, frère du comte de Huntingdon, et M. Compton, frère du comte de Northampton.

Le général Fairfax traversa la Tamise à Gravesend, passa, avec une partie de son armée, dans le comté d'Essex, et, ayant fait venir le reste de Kent et de Londres, se mit à la poursuite des ennemis. Il les repoussa, à la fin, dans Colchester et les y assiégea. Comme ce siége fut de longue

durée, nous allons l'y laisser quelque temps et passer à d'autres actions.

C'était du nord que venaient alors les plus grands dangers du parlement, et non pas seulement de la part des Anglais, mais de celle du royaume d'Écosse. Le major-général Lambert, général des troupes du nord, travaillait à réprimer Glenham et Langdale, et il fit si bien qu'il parvint à les contenir dans les bornes du Cumberland et de Westmoreland; mais ils attendaient l'arrivée de l'armée d'Écosse, à laquelle ils comptaient se joindre. Lambert, trop faible pour s'opposer à de si grandes forces, s'occupa, sans perdre de temps, à augmenter les siennes, à l'aide des comtés voisins, très-zélés à le seconder; surtout le comté de Lancaster qui leva deux régimens de cavalerie et quatre d'infanterie, que le major-général Ashton conduisit à Lambert, auquel il se réunit dans le comté d'York. Les malintentionnés anglais n'auraient pas été redoutables dans le nord, si le royaume d'Écosse ne s'était réuni à eux contre le parlement. La guerre nous fut apportée d'un autre royaume, afin que Cromwell pût remporter la victoire sur des étrangers, aussi bien que sur des Anglais.

La faction du duc de Hamilton, qui dominait alors dans le parlement d'Écosse, avait combiné des projets dangereux aux deux royaumes, contraires à la paix, et, selon le jugement de l'Église d'É-

cosse, contraires au covenant même. On devait envahir l'Angleterre et lever une grande armée, sous le commandement du duc de Hamilton, homme adroit et ambitieux. Les malintentionnés anglais furent invités à se joindre à lui; car on publiait qu'il prenait les armes pour le Roi, et ceux qui devaient servir dans cette armée, avaient la promesse de recevoir une paie. Tout cela se fit malgré les protestations d'Argyle, Lowden et des lords du bon parti. L'Église d'Écosse maudit cette guerre comme impie.

Mais le parti le plus nombreux prévalut et prit, avec une sorte de droit, le titre de *Parlement d'Écosse*. On nomma, pour réprimer la faction contraire, un comité à qui on donna pouvoir de punir ceux qui entreprendraient quelque chose contre les décrets du parlement, et l'on prononça des peines contre tous les ministres qui, de leur chaire, prêcheraient le peuple dans un sens contraire. Il en arriva que quelques ministres furent réduits au silence et d'autres punis, et que quelques lords du parti le plus faible se retirèrent dans leurs châteaux forts. Cependant on ne put fermer la bouche à tous les ministres. Quelques uns se montrèrent constamment zélés à menacer l'armée d'Hamilton de la colère de Dieu, et le mauvais succès de cette malheureuse armée put donner lieu de penser que les malédictions de l'Église n'avaient pas été prononcées en vain, pas

plus que ne le furent autrefois celles du tribun romain contre l'expédition des Parthes, entreprise par le triumvir Marcus Crassus.

Ce n'était pas assez des conspirations sur terre, bien qu'elles couvrissent toute l'île ; il s'y joignit aussi, contre le parlement, des révoltes maritimes. Plusieurs des principaux équipages de la flotte royale se soulevèrent, au commencement de juin, et mirent à terre le vice-amiral Rainsborough, déclarant qu'ils étaient pour le Roi et décidés à servir le prince Charles. Ils firent voile pour la Hollande, où était alors le prince avec son frère le duc d'York, qui, peu de temps auparavant, sollicité par les lettres du Roi son père, s'était échappé secrètement de Londres, où le parlement le faisait garder avec beaucoup de respect et de magnificence.

Le parlement fut extrêmement troublé de la révolte de ces vaisseaux, qu'on regardait comme très-dangereuse. Il envoya le comte de Warwick prendre le commandement de ce qui restait de la flotte, en le chargeant de ramener les rebelles, s'il le pouvait. Warwick accepta de bon cœur cet emploi et fut nommé par le parlement lord grand-amiral d'Angleterre, titre qu'il avait déjà porté au commencement de la guerre.

Tandis que Warwick servait le parlement, le malheur voulut que le comte de Holland, son frère, prît les armes contre lui, jugeant, à ce

qu'il paraît, la circonstance favorable, à cause de la révolte de l'armée et de l'absence de Fairfax et de Cromwell, occupés alors, l'un dans le comté de Kent, l'autre dans le pays de Galles. Il comptait aussi sur les dispositions des habitans de Londres, en sorte que le jeune duc de Buckingham, son frère et plusieurs autres s'étant joints à lui, ils parurent en armes près de Kingston, à la tête de cinq cents chevaux; mais sir Michel Levesey et quelques autres, prenant l'occasion aux cheveux, les mirent en fuite. Lord Francis Villiers fut tué; lord Holland, fuyant avec le reste de sa cavalerie, fut entièrement défait, quelques jours après, à la ville de Saint-Needs, par le colonel Scroop, que le général avait envoyé de Colchester dans cette intention. Dalbier et quelques autres gentilshommes furent tués. Holland lui-même fut fait prisonnier, et le parlement le fit enfermer au château de Warwick.

Dans le même temps, Rossiter obtint aussi pour le parlement une brillante victoire sur les troupes de la garnison de Pomfret, qui, au nombre de mille chevaux, pillaient le pays et le dévastaient dans tous les sens. Rossiter tomba sur eux, les vainquit, prit tous leurs officiers, ainsi que toutes leurs armes et leurs bagages. La joie de cette victoire fut, pour quelque temps, diminuée par le danger de Rossiter grièvement blessé; mais il se guérit.

Les victoires obtenues de tous côtés par le parlement, bien que quelques unes puissent paraître peu considérables, sont cependant d'une grande importance et dignes de commémoration aux yeux de quiconque songera en quel danger eût été jetée la république par la perte d'une seule de ces batailles. Le parlement lui-même, lorsqu'il réfléchira sur le nombre et la variété des périls qu'il a courus, pourra connaître ce qu'il doit à la constante providence de Dieu, dont la main a toujours été avec lui. D'ailleurs ces petites actions préparèrent la voie à de plus importans succès et à l'abaissement total des ennemis, qui s'opéra miraculeusement environ à cette époque.

Car ce fut alors que le château de Pembroke se rendit très à propos à Cromwell. Poyer et Langhorn, comptant sur la force de la place, s'y étaient long-temps défendus avec opiniâtreté; mais à la fin, réduits aux dernières extrémités, ils se rendirent prisonniers, sans condition et à discrétion. Les destins qui appelaient Cromwell à de plus grands exploits firent tomber cet événement au moment où le duc de Hamilton, à la tête d'une nombreuse armée d'Écossais, venait d'entrer en Angleterre, et vers le commencement de juillet avait vu ses forces accrues par la jonction de Langdale. Hamilton s'avança à la tête de plus de vingt-cinq mille hommes, répandant partout la terreur. A peine dans tout le cours de ces guerres

peut-on trouver une armée qui ait exercé de plus grandes cruautés sur les pauvres habitans de l'Angleterre, et cependant lorsque le parlement discuta cette affaire, ce fut avec beaucoup de difficulté que la chambre des lords put se décider à la déclarer ennemie. La chambre des communes avait déclaré « que l'armée écossaise qui, sous « le duc de Hamilton, avait envahi l'Angleterre, « était ennemie, et que tous les Anglais qui se « joindraient à elle seraient traîtres à leur pays. » La chambre des lords, après de longs débats, consentit enfin à ce vote. Les principaux citoyens de Londres, et tous ceux qui portaient le nom de presbytériens, bien que les presbytériens écossais eussent cette armée en abomination, ne faisaient pas pour son succès des vœux moins ardens que les malintentionnés; par là le lecteur peut juger des temps.

Lambert, bien que, selon toutes les apparences, il ne fût pas de force à résister à d'aussi puissans ennemis, ne se laissa point décourager; mais résolu de faire tête au danger, il se prépara, s'il était nécessaire, à combattre les Écossais. Cependant il attendait journellement l'arrivée de Cromwell à qui était réservée cette victoire. Aussi par de prudentes retraites et quelques escarmouches non-seulement avec Langdale, mais avec Hamilton lui-même, il trouva moyen de traîner tellement en longueur, que la grande armée de Hamilton

étant entrée le 20 août dans le comté de Lancaster, Cromwell s'y trouva arrivé avec toutes ses troupes qui, réunies à celles de Lambert, composèrent une armée de près de dix mille hommes.

Ce fut aux environs de Preston, dans le comté de Lancaster, que se livra cette fameuse bataille dans laquelle furent défaites et mises en fuite toutes les troupes de Hamilton et de Langdale. Le vainqueur les poursuivit jusqu'à Warrington, c'est-à-dire durant un espace d'environ vingt milles, leur tua beaucoup de monde, et fit prisonnier le lieutenant général Baillie, avec une grande partie de l'armée écossaise, ne leur faisant quartier que de la vie. Il y eut dans cette bataille trois mille Ecossais tués et environ neuf mille pris. Le duc de Hamilton lui-même, qui s'était enfui avec un nombreux parti de cavalerie à Utoxeter, fut fait prisonnier quelques jours après par le lord Grey et le colonel Wait. On prit avec lui environ trois mille hommes de cavalerie. Langdale fut aussi fait prisonnier peu de temps après, dans un petit village, par Widmerpool, capitaine du parlement. Tel fut le résultat de l'invasion de Hamilton en Angleterre.

Aussitôt après cette fameuse victoire de Cromwell, Colchester se rendit au général Fairfax. Le général était demeuré près de trois mois devant cette ville avec une armée peu considérable, eu égard au nombre des assiégés, et par un temps déplorable qui n'éprouva pas moins la patience

des soldats que leur courage. Goring, Capell, Hastings, Lucas et les autres officiers, ne voulurent point entendre parler de se rendre jusqu'à ce qu'ils fussent réduits aux dernières extrémités, et rejetèrent avec mépris toute proposition, pensant avoir peu à craindre d'une armée aussi peu nombreuse que celle qui les assiégeait; ils furent d'ailleurs soutenus long-temps par de vaines espérances de secours, par celles qu'ils fondaient sur les insurrections de Londres, sur les succès de Hamilton, de Langdale, du comte de Holland, et surtout par l'assistance qu'ils espéraient recevoir par mer du prince Charles, alors maître de ces vaisseaux qui avaient quitté le parti du parlement, et qui, s'étant emparé de plusieurs vaisseaux marchands, se trouvait en personne dans la Manche, à la tête d'une flotte assez considérable.

Mais vers la fin d'août, les assiégés de Colchester, désespérant d'être secourus et réduits à de telles extrémités que depuis long-temps ils se nourrissaient de chair de cheval, se rendirent à discrétion au vainqueur. Deux seulement furent fusillés, sir Georges Lucas et sir Georges Lisle. Goring, Capell et Hastings furent envoyés en prison pour y attendre que le parlement prononçât sur leur sort.

Ainsi le parlement obtint partout la victoire sur terre, et il ne fut pas non plus malheureux

sur mer; car lorsqu'on considère cette révolte de la flotte, on doit regarder comme un grand bonheur qu'elle ne se fût pas étendue à un plus grand nombre de vaisseaux et qu'il n'en fût pas résulté plus de mal; le comte de Warwick montra une grande prudence, et il plut à Dieu d'avertir le parlement par la frayeur qu'il lui causa, plutôt que par une grande perte, de l'incertitude de sa situation.

Vers la fin d'août, Warwick était avec une assez nombreuse flotte dans la Tamise, quand le prince Charles, plus fort que lui et à la tête d'environ vingt voiles, s'avança sur lui, dans la rivière, et lui envoya l'ordre d'abaisser son pavillon et de lui rendre obéissance, comme grand-amiral et revêtu de cette dignité par le Roi; mais Warwick, fidèle au parlement, n'obéit point à la sommation. Cependant, comme il n'y avait point de place dans cet étroit canal pour y livrer un combat naval, surtout avec de gros vaisseaux, et que la flotte de Warwick n'était pas de force à se mesurer avec celle du prince, il attendit l'arrivée de celle de Portsmouth. Le commandement et la conduite de cette flotte avaient été remis à sir Georges Ayscough; mais le lord-amiral Warwick ne savait pas bien certainement ce qu'était devenue cette flotte, et si elle ne s'était pas révoltée comme le reste, car le bruit s'en répandait chaque jour à Londres. Il est sûr que les marins en géné-

ral étaient très-mal disposés pour le parlement, et d'ailleurs séduits continuellement par les habitans de Portsmouth; en sorte que, sans la prudence de sir Georges Ayscough, sa considération parmi les marins et l'affection qu'ils avaient pour lui, la flotte aurait été perdue, ce qui aurait entraîné l'impossibilité de conserver les autres. Il sonda prudemment leurs dispositions, et, renvoyant les plus mauvais pour empêcher la contagion de se répandre, il parvint à la fin, avec beaucoup d'efforts et de grandes difficultés, à raffermir dans la flotte le pouvoir du parlement; et, ayant heureusement longé pendant la nuit la flotte du prince Charles, il amena tous ses vaisseaux au comte de Warwick. Celui-ci, renforcé par l'arrivée d'Ayscough, résolut d'avancer vers l'ennemi; mais le prince, faute de vivres, avait été obligé de virer de bord et de faire voile vers la Hollande. Il le suivit avec toute sa flotte et l'atteignit, peu de temps après, à Gorée, sur la côte de Hollande.

Cromwell, poursuivant sa victoire sur Hamilton, entra en Écosse pour aller secourir Argyle et Leven, contre les forces de Monroë et de Lanerk, ce qu'il exécuta heureusement, et il remit sous le pouvoir du parlement Berwick et Carlisle, dont s'étaient emparés les Écossais unis aux malintentionnés d'Angleterre. De là il alla à Édim-

bourg pour y délibérer sur les mesures à prendre pour le bien des deux royaumes. Il y fut reçu avec de grands honneurs. Plusieurs membres de la haute et moyenne noblesse d'Écosse furent envoyés, par le comité des Etats, au devant de Cromwell, et, après des harangues de félicitation, le conduisirent à Édimbourg, où Argyle, Leven et d'autres lords, lui donnèrent dans le château, ainsi qu'aux autres officiers, un magnifique banquet. Les ministres lui rendirent des actions de grâces et le nommèrent, après Dieu, le sauveur de l'Écosse. Tel est aussi le témoignage que rend à Cromwell le comité, dans ses lettres au parlement d'Angleterre. Aussitôt après, on licencia les troupes de Monroë et de Lanerk et toutes les autres, à l'exception de quinze cents hommes, cavalerie et infanterie, qui furent mis sous le commandement de Leven pour y demeurer jusqu'au rétablissement de l'ordre dans le royaume. Il fut aussi décrété, par le comité des États et l'assemblée de l'Église, « pour le maintien de la re« ligion et de l'amitié fraternelle avec la nation « anglaise, » qu'aucun de ceux qui avaient suivi Hamilton dans la dernière invasion, ne pourrait siéger dans le nouveau parlement que l'on convoquait alors, ni dans l'assemblée de l'Église; car la faction de Hamilton fut déclarée ennemie de la religion et des deux royaumes.

Ce fut une chose digne de remarque, de voir cette armée anglaise, que le parti religieux de l'Écosse avait désignée comme un ramas de sectaires, et insultée des noms les plus outrageans, maintenant reconnue, par ces mêmes Écossais, pour être l'instrument de Dieu et le vengeur de l'Église et du royaume d'Écosse. Les plus puissans pairs d'Écosse s'accusèrent ingénument d'erreur et de précipitation pour avoir, l'année précédente, traité cette armée de rebelle, par la raison qu'elle faisait, en Angleterre, les mêmes choses qu'ils étaient actuellement obligés de faire en Écosse pour le salut de ce royaume.

Ce grand changement dans le conseil d'Écosse aurait été bien fait pour exciter la surprise, si le changement qui s'opéra alors dans le parlement d'Angleterre n'eût présenté encore un plus grand miracle. Qui pourra concevoir que Cromwell, déclaré le sauveur de l'Écosse pour avoir vaincu une armée écossaise et avoir préservé, par là, l'Angleterre du plus grand des malheurs, n'ait pas été, pour ce même fait, déclaré le sauveur de l'Angleterre, et que cette victoire sur les Écossais, dont se réjouissaient les presbytériens d'Écosse, pour l'amour de la religion, ait, précisément pour l'amour de leur religion, déplu aux presbytériens d'Angleterre? Œdipe lui-même ne parviendrait pas à débrouiller une pareille énigme, surtout s'il en voulait juger d'après sa

raison, et non d'après les sentimens d'envie et de haine qui naissent de l'aigreur des factions (1).

La face du parlement anglais se trouva alors changée tout à coup, et les résolutions prises l'année précédente de ne plus faire d'adresses au Roi, ces résolutions, dont le parlement avait, par une déclaration, expliqué au public les motifs et la nécessité, furent déclarées nulles et de nul effet. La direction était complétement changée, et les membres accusés ayant été remis en possession de leurs siéges, on se résolut, avec un empressement plus soumis que jamais, à renouveler les adresses au Roi. Les chambres mirent alors en discussion la rédaction des propositions, et on se disposa, sans que le Roi eût donné au peuple aucune satisfaction ou garantie, à le laisser venir à Londres, pour y négocier en personne avec honneur, liberté et sûreté.

Cependant ce point ne put être emporté. On

(1) Cette énigme s'expliquera facilement par la lecture des *Mémoires* de Hollis, et par des notes ajoutées à ces Mémoires et à ceux de Ludlow, relativement à l'époque que May indique ici en passant. Les éclaircissemens que nous aurions pu donner ici, dans des notes, n'auraient pu suppléer à la brièveté du récit de May, sans le secours des deux autres ouvrages; le même motif nous a engagés à nous abstenir de notes sur toute la partie de l'abrégé de May, qui se rapporte aux faits traités dans les *Mémoires* de Hollis. (*Note de l'Editeur.*)

vota seulement que des négociations seraient ouvertes dans l'île de Wight et que le Roi choisirait dans cette île le lieu qui lui conviendrait. En conséquence, le 4 août, le comte de Middlesex fut envoyé au Roi avec deux membres de la chambre des communes. Le Roi répondit qu'il était prêt à traiter de la paix, et choisit Newport pour le lieu des négociations. On nomma, pour traiter, des commissaires dans les deux chambres, cinq pairs : Northumberland, Pembroke, Salisbury, Middlesex et Say; dix membres de la chambre des communes : lord Wainman, Hollis, Pierpoint, Vane le fils, Grimstone, Potts, Brown, Crew, Glynn et Buckley.

Le Roi, pendant ces négociations, fut non-seulement traité, par les commissaires, avec beaucoup de respect et de cérémonie; mais sa maison fut celle d'un prince, et on lui permit de s'entourer de ceux de ses serviteurs qu'il voulut choisir pour relever la splendeur de sa cour. Le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton et de Lindsey, et d'autres gentilshommes de marque, vinrent, en grand nombre, se rendre près de lui. On lui permit d'y appeler ses chapelains et plusieurs des jurisconsultes qui lui étaient attachés, pour lui servir de conseil pendant les négociations.

Mais tandis qu'elles se prolongeaient, et après que plusieurs mois eurent été consumés en dé-

bats, concessions et refus, voilà qu'un nouveau et étrange changement fit retomber le Roi, du plus haut point de grandeur dans le dernier degré de l'abaissement, tant un contraire en provoque un autre. Tandis que quelques uns travaillaient à remettre le Roi sur son trône, à de légères conditions, ou peut-être sans conditions, d'autres, méditant sur ce que le Roi avait fait et sur ce que la république, et particulièrement les amis du parlement, auraient à souffrir s'il venait à régner de nouveau, et toujours le même, désirèrent qu'il pût être entièrement écarté. De nombreuses et fréquentes pétitions, dans ce sens, furent présentées au parlement, et quelques unes au général Fairfax, demandant qu'on mît en jugement toute personne, sans exception, qui se serait rendue coupable envers la république.

La première pétition de ce genre fut présentée au parlement le 11 septembre, avec ce titre :

AUX TRÈS-HONORABLES COMMUNES D'ANGLETERRE, ASSEMBLÉES EN PARLEMENT ;

Humble pétition de plusieurs milliers de citoyens bien intentionnés des villes de Londres et de Westminster, du bourg de Southwark et des villages voisins.

Lorsque cette pétition eut rompu la glace, elle fut suivie, dans l'espace d'un mois, de plu-

sieurs autres, venues de divers comtés de l'Angleterre et de plusieurs régimens de l'armée. Il en vint, le 30 septembre, une du comté d'Oxford; le 2 octobre, une du comté de Leicester; le 4 octobre, une d'un grand nombre d'officiers de l'armée. Il en vint trois le 10 octobre; le 18 octobre, il en arriva une du régiment d'Ireton, et une autre, le 21, du régiment d'Ingoldsby.

Toutes ces pétitions demandaient la même chose; elles voulaient toutes que justice fût faite de ceux qui avaient fait répandre tant de sang anglais et causé tant de calamités à la nation, nommément de ceux qui avaient excité cette seconde guerre, Hamilton, Holland, Capell, Goring, et les autres alors au pouvoir du parlement; mais elles insistaient surtout pour qu'on mît en jugement le Roi, le premier de tous les coupables, le promoteur de la guerre et l'auteur de toutes les calamités de l'Angleterre. On demandait au parlement la permission de lui rappeler la déclaration « que le parlement lui-même avait faite « l'année précédente contre le Roi, celle de l'É« glise d'Écosse, en 1646, contre ce même Roi, « dans lesquelles on l'accusait de plusieurs crimes, « et, entre autres, de l'effusion du sang de plu« sieurs milliers de ses meilleurs sujets; choses « qui, si elles étaient vraies et ne recevaient point « leur châtiment, ou qu'il n'en fût fait aucune « satisfaction, devaient, il y avait tout lieu de le

« craindre, provoquer, par cette extrême injus-
« tice, la colère de Dieu, qui, après une guerre si
« sanglante, avait livré ce Roi entre leurs mains.
« On suppliait donc humblement le parlement
« de ne pas rejeter avec ingratitude les miracu-
« leux secours qu'il avait reçus du Tout-Puissant,
« et de ne pas se trahir lui-même et ses fidèles
« amis, en se laissant aller aux perfides négocia-
« tions d'un ennemi implacable. »

Tel était le sens de toutes ces pétitions qui, durant les négociations, étaient journellement présentées au parlement et mises par lui de côté. Cependant, à la fin, les désirs qu'elles exprimaient l'emportèrent, surtout lorsque la remontrance du lord-général et du conseil-général des officiers, tenu à Saint-Albans le 16 novembre 1648, eut été présentée au parlement, le 20 du même mois.

Je n'essaierai pas de raconter par quels moyens et par quels degrés les choses en vinrent enfin à ce point que le Roi fut jugé, condamné et décapité. L'examen et le récit d'une si grande affaire fourniraient à eux seuls la matière d'une histoire, et ne peuvent être convenablement contenus dans cet abrégé où j'ai déjà renfermé un si long espace de temps, que je crois devoir le terminer ici.

FIN DE L'HISTOIRE DU LONG-PARLEMENT.

ÉCLAIRCISSEMENS
ET
PIÈCES HISTORIQUES.

ÉCLAIRCISSEMENS

ET

PIÈCES HISTORIQUES.

I.

Sur le procès et la mort de l'archevêque Laud. (10 *janvier* 1645.)

La condamnation de Strafford avait été une victoire de parti; celle de Laud eut surtout le caractère d'une vengeance, et les animosités religieuses y eurent la plus grande part. Pendant toute sa vie, Laud avait été l'ennemi déclaré des dogmes calvinistes, adoptés par les puritains, et le zélé partisan de la hiérarchie ecclésiastique, qu'il soutint avec la violence despotique de son caractère. Attaqué et traversé dans la première partie de sa carrière par le parti calviniste, alors très-puissant dans le clergé du second ordre, il ne dut ensuite son avancement qu'à l'effroi que commençaient à inspirer à la cour les progrès de ce parti. La faveur que lui accorda le duc de Buckingham dut faire porter d'abord sur lui une partie de la haine que s'était attirée le duc. Laud prit soin, pour ainsi dire, de cultiver cette disposition malveillante; violent dans ses actes, hautain et emporté dans ses discours, incapable de se laisser distraire par aucune considération de la passion qui le dominait, il se livrait avec d'autant plus de confiance aux impulsions d'une volonté impérieuse et arbitraire que, persuadé de la droiture de ses intentions, il prêtait aux penchans de son caractère l'appui d'une idée de devoir.

La part qu'il eut dans toutes les mesures vexatoires qui signalèrent le règne de Charles I, avait exalté au dernier degré la haine populaire, en même temps que son application à faire tourner du moins au profit du Roi le fruit des exactions du gouvernement, toujours prêt à se perdre dans les mains des courtisans, lui avait fait des ennemis de presque tous les hommes de la cour, dont il recherchait d'ailleurs avec une sévérité presque maligne, et poursuivait avec éclat les désordres et les scandales.

Strafford abattu, la puissance passa toute entière entre les mains du parlement; Laud à la Tour ne pouvait plus inspirer de crainte; aussi y demeura-t-il trois années entières (depuis le 20 février 1641, jusqu'au 12 mars 1644), avant qu'on commençât son procès. A l'époque où on l'entreprit, on se proposait probablement de ranimer par là les animosités populaires, trop disposées peut-être à céder au besoin de la paix; sans quoi il faudrait attribuer la manière dont ce procès fut conduit à l'aigreur du fanatisme, et au désir de satisfaire des ressentimens personnels.

Au mois de mai 1643, on avait défendu à l'archevêque de Cantorbery de disposer d'aucun des bénéfices à sa nomination, si ce n'est par l'ordre du parlement et en faveur des personnes qu'on lui désignerait. Sur son refus, on le dépouilla de ses pouvoirs et de ses revenus, qui furent mis sous le séquestre; et depuis cette époque, malgré ses pétitions au parlement pour représenter l'état de détresse où il se trouvait, et les charges que lui imposait son procès (chacun de ses voyages de la Tour à Westminster lui coûtait, comme il nous l'apprend lui-même, 6 ou 7 livres sterling), il ne put obtenir qu'une seule fois un secours de 200 livres. La bonne volonté des lords à cet égard était toujours repoussée par les communes. Un des orateurs de cette chambre dit une fois, entr'autres, qu'il fallait savoir ce qu'on ferait de Laud, avant de s'embarrasser des moyens

de pourvoir à sa subsistance. Transporté quatre-vingts fois de la Tour au parlement, il ne comparut que vingt fois; les autres jours, après avoir attendu plusieurs heures, il était renvoyé sans qu'on l'eût entendu, à cause ou sous prétexte de la multiplicité des affaires; et, presque toutes les fois, il était exposé aux plus grossières et aux plus violentes insultes de la populace. On peut s'en convaincre par le compte qu'il a rendu lui-même de son procès, et qui va jusqu'au moment où il reçut sa sentence. La populace ne se mêlait même pas seule de l'injurier; le premier jour où il comparut, ayant cité, pour se défendre contre l'accusation de papisme, vingt-deux personnes qu'il avait ramenées à la religion protestante qu'elles étaient près de quitter pour le catholicisme, il fut assailli, au sortir de la salle, par les invectives de l'alderman Moyle et de plusieurs autres spectateurs indignés, à ce qu'il paraît, de ce qu'il avait prétendu à se défendre. Hugh Peters, surtout, animé sans doute d'une sorte de jalousie de métier, le suivit en grande hâte dans la salle du comité « où il commença, dit Laud, à me « maltraiter de paroles, et m'assura que lui et d'autres « ministres pouvaient nommer des milliers de personnes « qu'ils avaient converties. Je ne le connaissais pas, ne « l'ayant, autant qu'il m'en souvienne, jamais vu de ma vie, « quoique j'eusse beaucoup entendu parler de lui. Comme « j'allais lui répondre, un de mes conseils, M. Hearne, « se mit entre nous, et lui représenta que c'était se con- « duire avec moi d'une manière bien inconvenante dans « mon affliction; et véritablement il s'avançait comme s'il « avait voulu me frapper. » Le comte d'Essex, étant entré en ce moment, réprimanda Peters et le fit sortir; mais il parut ensuite, par différentes circonstances, que ces vingt-deux conversions avaient singulièrement déplu au parti, et surtout à Hugh Peters. En effet, soit ce long malheur, soit que sa défense toujours spirituelle, courageuse

et plus modérée qu'on ne l'aurait attendue de lui, produisît quelque impression sur les esprits, plusieurs fois, durant le cours de ce procès, le peuple parut se relâcher de sa violence. Les injures et les cris diminuèrent sur le passage de l'archevêque; mais, pour entretenir l'échauffement, on avait soin d'imprimer, dans des pamphlets distribués au peuple, les charges portées contre lui, sans jamais faire mention de ses réponses; en sorte que chaque accusation était reçue dans le public comme prouvée. Il s'en plaignit, mais sans pouvoir obtenir satisfaction. Une fois entr'autres, on l'accusa d'avoir, à l'avènement de Charles I, altéré le serment du couronnement pour le rendre moins favorable aux droits du peuple. Bien qu'il eût répondu à cette allégation, on la répandit le jour même dans toute la ville, et de là dans les provinces, avec une incroyable rapidité; et on tint pour certain que l'archevêque de Cantorbery avait altéré le serment du couronnement, et méritait pour cela seul de perdre la vie. « Voyant, dit-il, comme à ce sujet « le feu prenait partout, je crus devoir, la première fois « que je comparus ensuite à la chambre, demander que « les livres du couronnement des rois précédens, et en « particulier ceux de la reine Élisabeth et du roi Jacques, « fussent vus et comparés, et qu'on apportât à la cour les « exemplaires qui étaient à l'échiquier, et ceux qui se trou- « vaient dans mon cabinet à Lambeth, afin qu'il fût fait « un examen complet de cette affaire, dans laquelle j'étais « aussi innocent que quand ma mère me mit au monde. On « enregistra ma protestation, et chaque fois que je revins « ensuite à la barre, je réclamai de nouveau; mais ceux « qui soutenaient l'accusation protestant toujours une chose « ou l'autre, je ne pus guères que le dernier jour obtenir « qu'on apportât les livres, ou qu'il fût fait quelque chose, « à cet égard; et alors on ne put trouver, ni à l'échiquier « ni dans mon cabinet, d'autre livre que celui du roi Jac-

« ques, bien qu'il y en eût plusieurs chez moi lorsqu'on « me prit mes clefs, comme cela est attesté par les votes « imprimés du parlement. Il y en avait entr'autres un cou- « vert de satin bleu de ciel, qui alors ne se trouva plus ; « et quant à celui du roi Jacques, si mon secrétaire qui le « connaissait ne l'eût pas vu tomber du sac de M. Prynne « (chargé de la saisie), je ne réponds pas qu'on ne l'eût « caché comme les autres. » Les livres comparés, le serment de Charles se trouva parfaitement conforme à celui de son père.

Les charges intentées contre Laud portaient, les unes sur des faits politiques et des actes arbitraires, les autres sur les faits religieux et les soupçons de papisme. Toutes les ridicules susceptibilités, toutes les malveillantes interprétations du fanatisme trouvèrent leur place dans le tissu d'absurdités dont se compose cette dernière partie de l'accusation. Les ornemens de la couverture de ses livres, quelques tableaux placés dans sa demeure devinrent des motifs d'inculpation. Laud s'étonna avec raison de l'accusation de papisme portée contre un de ces tableaux, qui faisait allusion à ces paroles de Jésus-Christ : « Le berger entre dans la ber- « gerie par la porte ; mais ceux qui l'escaladent, pour y « entrer par une autre voie, sont des voleurs et des brigands. » Le tableau représentait le pape et les moines grimpant pour entrer par les fenêtres. C'était en effet, ce semble, une pièce à décharge, s'il en fut jamais.

On produisit de nouveau contre Laud la note de sir Henri Vane, déjà produite contre Strafford. Cependant il fut impossible de trouver aucun délit approchant du crime de haute trahison. Le sergent Wild, l'un des accusateurs, en convint : « Jamais, dit-il, nous n'avons prétendu qu'aucun « des desseins de l'évêque arrivât à la trahison ou à la fé- « lonie ; mais nous disons que tous les délits de l'évêque « mis ensemble, composent, par voie d'accumulation, plu-

« sieurs grandes trahisons.—Je vous demande pardon, mon « bon monsieur le sergent, reprit Hearne, conseil de l'ar- « chevêque, mais je n'avais jamais entendu dire que deux « cents couples de lapins noirs fissent un cheval noir. » Cependant les communes prononcèrent sans hésiter l'ordonnance d'*attainder*. Les lords y résistèrent pendant six semaines, bien qu'en leur portant l'ordonnance, on les eût avertis, à la fin du message, que s'ils ne l'acceptaient pas de bonne grâce, *le peuple viendrait la leur arracher*. Le vieux comte de Pembroke, l'un des plus brutaux du parti, s'indignant d'un pareil délai, disait : « A quoi nous arrêtons- « nous donc? irons-nous penser qu'en rendant cette ordon- « nance les communes aient manqué de conscience? vrai- « ment elles savaient bien ce qu'elles faisaient. » Et les lords ayant demandé aux communes une conférence pour délibérer de nouveau avec elles sur ce sujet, le sergent Wild s'étonnait avec ses amis que les lords se méfiassent assez du jugement des communes pour avoir besoin d'une conférence. Ni l'archevêque, ni son conseil, ne furent admis à la conférence, et plusieurs des vingt lords qui composaient alors à peu près toute la chambre des pairs, paraissent s'en être absentés. Le résultat fut la condamnation définitive de l'archevêque, fondée sur l'accusation de tyrannie, d'efforts pour renverser les lois et la religion, pour irriter le Roi contre les parlemens, etc., et terminée, comme la sentence de Strafford, par une réserve en faveur des délinquans à venir, défendant à tous juges, quels qu'ils fussent, d'interpréter les lois portées sur la trahison, *autrement qu'ils n'auraient dû le faire avant cette ordonnance, et si cette ordonnance n'eût jamais été faite*. Laud, quelque espoir qu'il eût conservé jusqu'au dernier moment, se prépara avec courage à subir sa sentence; cependant, pour tenter encore un effort, il envoya aux lords un acte de grâce, que le Roi lui avait envoyé deux ans auparavant. Ce moyen, comme on le peut

penser, n'eut aucune valeur auprès de ses juges; alors il se borna à demander qu'on lui épargnât le supplice ignominieux de la potence; et refusé d'abord par les communes, il ne l'obtint qu'à une seconde requête par l'intercession des lords.

Son discours de mort préparé, il le montra à son conseil M. Hearne, et voyant celui-ci placer son doigt sur un endroit qui paraissait l'arrêter, il voulut savoir de quoi il s'agissait. Laud avait écrit: « Je suis non-seulement le premier « archevêque, mais le premier homme qui ait jamais été « mis à mort par une ordonnance *de traîtres.* » Hearne eut beaucoup de peine à lui faire substituer à ces derniers mots ceux-ci : *par une ordonnance du parlement.* Hearne ayant ensuite remarqué qu'il paraissait affecté, l'archevêque en convint, mais l'assura que son trouble venait uniquement de ses inquiétudes pour le Roi. « Je dois mourir, « dit-il, le 10 janvier, mais j'ai bien peur que ce mois de « janvier ne soit fatal aussi au Roi mon maître. Je prie Dieu « qu'il n'en soit pas ainsi. » Ces détails ont été consignés de la main de Hearne dans le manuscrit de la défense de l'archevêque.

L'archevêque dormit profondément la nuit qui précéda son supplice, et marcha à la mort avec une grande fermeté. L'échafaud était tellement encombré de peuple, qu'il demanda à ceux qui le conduisaient, de lui laisser *la place de mourir*, et pria les exécuteurs de faire écarter ceux qui se trouvaient précisément au-dessous, ne voulant pas, dit-il, que son sang retombât sur la tête de ce peuple. Son discours, qu'il appela son dernier sermon, fut touchant et ferme. On y trouve plusieurs traces du goût du temps. Ainsi il se compare aux Israëlites prêts à traverser la mer Rouge, et prédit la vengeance de Dieu sur ceux qui l'y font entrer, comme elle tomba sur les Egyptiens qui poursuivaient les Israëlites.

Il avait demandé, avant de mourir, qu'on lui accordât sur ses revenus séquestrés, une légère somme qui pût le mettre en état de subvenir aux frais de sa sépulture. Il ne l'obtint point, et fut enterré aux dépens de ses amis. (Clarendon, *Hist. de la Rébellion; State-Trials*, tom. 4, col. 315-626.)

II.

Sur la prise d'armes et les intentions des clubmen, *dans les comtés de Wilts et de Dorset, en* 1645.

La lettre où Fairfax rend compte au parlement de la prise d'armes des *clubmen* dans les comtés de Wilts et de Dorset, et les pièces qui y sont jointes, nous ont paru si curieuses, que nous avons cru devoir les insérer ici textuellement. Rien ne fait aussi bien connaître l'esprit qui animait cette singulière et pacifique association.

1°. *Lettre de Fairfax au comité des deux royaumes.*

« Milords et messieurs, mes précédentes lettres ont informé vos seigneuries de ma résolution de marcher vers l'ouest pour secourir Taunton, et d'après laquelle je me suis avancé jusqu'à Blandford. Je n'ai pu jusqu'à présent rendre compte à vos seigneuries de l'état des comtés de Wilts et de Dorset, actuellement en armes sous le nom de *clubmen*. Ces gens-là ne prétendent qu'à se défendre du pillage, sans se ranger du côté du Roi ni de celui du parlement, et en recevant également les deux partis. Leurs chefs sont tous, autant que je puis le savoir, des hommes qui ont servi dans l'armée du Roi, ou sont connus pour favoriser ce parti; quelques uns mêmes tiennent actuellement du Roi des emplois militaires. On dit qu'ils ont dressé et signé des réglemens pour la conduite et le maintien de leur nouveau parti. Ils ont rédigé deux pétitions adressées l'une au Roi, l'autre au parlement, dont j'envoie des copies à vos seigneuries. Leurs chefs ont négocié avec les commandans des villes de garnisons, soit du Roi, soit du parlement, qui se trouvaient

dans leur voisinage, et sont convenus de leur payer des contributions. On m'a dit que c'était 50 livres sterling à Tolson-House, et autant à Langhorn-House. Ils ont nommé parmi eux des trésoriers, chargés de recevoir et de payer ces sommes, et les garnisons s'engagent, à raison de ce traité, à ne pas lever de contributions par elles-mêmes. J'envoie à vos seigneuries un de leurs *warrants* pour les levées d'argent, et pour que remise en soit faite à M. Hollis de Salisbury. Ils donnent des ordres de passe aux leurs, qu'ils nomment associés, afin de leur donner moyen de voyager dans le pays sans inconvénient. Ils s'enrôlent sous le commandement de divers officiers, se réunissent journellement en grands corps, au lieu de leur rendez-vous, et se vantent de pouvoir rassembler vingt mille hommes en vingt-quatre heures. Pour les réunir, leurs chefs envoient dans différentes villes; et au moyen du son des cloches et des messagers qui passent d'un lieu de rendez-vous à l'autre, ils assemblent des corps nombreux; ils portent pour marque distinctive des rubans blancs en signe, disent-ils, de leur désir de paix. Ils ont des tambours, des drapeaux, sont armés de mousquets, dont quelques uns, m'a-t-on dit, leur ont été envoyés de Sherburne, des fusils de chasse, des piques, des hallebardes, de gros maillets et autres armes du même genre. Ils s'interposent entre les garnisons des deux partis, et si quelques hommes de nos troupes et des troupes royales viennent à se rencontrer dans des lieux où les *clubmen* se trouvent en force, comme à Salisbury et autres lieux pareils, ils ne leur permettent pas de se battre, mais ils les font boire ensemble, et les renvoient ensuite chacun à sa garnison. Ils entrent dans nos quartiers de cavalerie, volent les chevaux qu'ils trouvent à l'herbe et les emmènent dans les bois. Ils n'obéissent à aucun ordre dans ces deux comtés, et ne consentent jamais, à moins d'y être forcés, à emmener des vivres pour l'armée, ni des chevaux pour les charrois.

Ils sont beaucoup plus affectionnés à l'ennemi qu'au parlement, et déclarent publiquement que, quel que soit le parti qui tombe sur eux, ils se joindront à l'autre. Ceux des habitans de ces comtés qui sont réellement affectionnés au parlement, et refusent de se joindre à eux, en sont journellement menacés et craignent beaucoup que cela ne finisse mal. J'ai devant moi l'ennemi, vers lequel je marche en toute hâte, et je ne sais ce que pourraient tenter ces gens-là, nombreux comme ils le sont, et conduits par des hommes aussi dangereux que le sont la plupart de leurs chefs. Je désire donc avoir l'avis de vos seigneuries sur cette affaire, ne sachant à quoi me décider tant que je n'aurai pas reçu de vos nouvelles. J'ai soin d'empêcher qu'aucun désordre de l'armée ne donne au pays de justes motifs de crier, et j'espère qu'on s'occupera de nous envoyer de l'argent afin que nous puissions satisfaire le peuple, en payant les frais de notre séjour. Je ne doute nullement, si on pouvait trouver promptement les moyens de réprimer ou d'apaiser ces gens-là, que cela ne fût assez facile, mais on ne sait ce que cela pourrait devenir avec le temps. Ils me paraissent généralement pleins de confiance dans leur cause et dans leur parti, et s'ils en venaient à s'ingérer de faire la loi aux armées comme ils la font aux garnisons, il en pourrait résulter de fâcheuses conséquences. Quant à présent je proposerai à vos seigneuries d'envoyer dans ces cantons les régimens de cavalerie du colonel Fiennes et du colonel Norton, ce qui, avec l'assistance du colonel Ludlow, shériff du Wiltshire, et celle des garnisons, les empêcherait au moins de se rassembler en grands corps, et de troubler ainsi le pays. Je prie vos seigneuries de me répondre promptement, et suis, etc., TH. FAIRFAX.

Blandford, 3 juillet, 1645. »

Voici les pièces qui étaient jointes à cette lettre.

2°. *Interrogatoire de Christophe Dale, clubman.*

« Christophe Dale, de Salisbury, interrogé, a dit que, quand il avait été pris hier comme espion au bout de la ville de Salisbury par un soldat de l'armée, il s'en revenait de Wicanton à Salisbury avec plusieurs bouchers de cette ville, avec lesquels il était allé pour se faire rendre sa jument, qu'il ramenait alors à Salisbury. Il a nié qu'il fût venu dans l'intention d'observer l'armée, ou qu'il se soit détourné pour cet objet de son chemin de Wicanton à Salisbury. Mais il arriva que, comme il était en route, l'armée vint à traverser le chemin qu'il suivait, et il continua sa route à travers l'armée sans s'arrêter à l'observer. Il avoue qu'il a porté les armes pour le Roi et a servi dans le parti ennemi en qualité de quartier-maître sous les ordres du colonel Bampfield. Mais il dit qu'il a quitté les armes il y a environ neuf mois, et depuis ce temps n'a servi ni dans l'un ni dans l'autre parti. Mais il dit que dernièrement il s'est associé avec ceux qu'on appelle les *clubmen* de Salisbury, qu'il ne connaît pas, aux membres de cette association, d'autre dessein que de se défendre, eux et leurs propriétés, contre tous les pillards, mais non de combattre l'une ou l'autre armée; que pour la ville de Salisbury on a choisi seize hommes, savoir quatre de chaque paroisse, pour leur servir de chefs, les guider et les diriger, et que M. Hollis est au-dessus de tous les autres. Il juge qu'il y a aux environs de Salisbury environ sept cents clubmen qui se sont montrés en différentes fois; mais, d'après son opinion, il y en a un plus grand nombre d'associés. Il croit que la ville est en état d'armer ces *clubmen*, quelques uns de piques et de mousquets, d'autres de carabines et de pistolets; il pense que la même association de clubmen existe sur tout le comté de Wilts, et que plusieurs gentilshommes sont à la tête de leurs différentes paroisses; mais

il ne peut nommer certainement que M. le juge Bennet, M. Gold, M. Ashton, et M. Ed. Topp. Ils se sont trouvés à plusieurs rendez-vous. Il était à un rendez-vous à Groveley, où se sont réunis les clubmen de Salisbury et quelques autres d'une partie de ce comté. Ils se trouvèrent au nombre d'environ quatre mille. On disait et croyait généralement qu'outre ce rendez-vous il y en avait eu d'autres indiqués pour d'autres parties du comté, savoir Warminster, Stonage, White-Parish et Uphaven; mais il ne sait pas le nombre de ceux qui se sont trouvés à ces rendez-vous. A celui de Groveley on leur lut et on leur proposa quelques articles, auxquels ils donnèrent tous leur consentement par une acclamation. Mais il ne pourrait dire que ces articles continssent rien de plus que des moyens de se défendre contre tous pillards. On dit alors qu'ils seraient envoyés au Roi et au parlement pour savoir ce qu'ils en pensaient; et, deux ou trois jours après, quelques militaires des garnisons de Forceley et de Langford eurent une conférence à Salisbury avec les clubmen sur l'invitation de ceux-ci. On lui a dit qu'on y avait de nouveau proposé les articles, et que, pour conclusion, il avait été convenu que les clubmen donneraient 50 livres par semaine à chaque garnison jusqu'à ce que le Roi et le parlement eussent répondu à leurs articles. »

3°. *Warrant des clubmen.*

« Comme les habitans du comté ont le projet de s'entendre sur des pétitions pour la paix, destinées à être présentées l'une à Sa Majesté, et l'autre aux chambres du parlement, plusieurs gentilshommes et autres habitans de la division de Sarum, déjà d'accord et associés pour cet objet, ont pensé que, jusqu'à ce qu'on eût répondu à ces pétitions, il serait à propos de prendre, par voie de négociation entre ces gentilshommes et habitans, et les commandans des garnisons de Langford et Fallersdown, de promptes mesures,

tant pour le repos et la sûreté soit des habitans de ladite division, ou de ceux des autres divisions sur qui pèsent les contributions, ou qui se trouvent, de quelque manière que ce soit, incommodés ou tourmentés par l'une de ces garnisons, que pour la subsistance desdites garnisons. Sur l'avis qui leur en a été donné, plusieurs gentilshommes et habitans de ladite division se sont réunis, le 13 de ce mois de juin, à une conférence avec les commandans des garnisons situées dans la division de Sarum, et sont convenus de plusieurs articles ayant pour objet de pourvoir à la sûreté et au repos du comté, ainsi qu'à la subsistance et à l'entretien des deux garnisons. Ces articles ont été revêtus de la signature des gentilshommes et habitans de ladite division et de celle des commandans desdites garnisons, et confirmés, pour la garnison de Fallersdown, par les membres du comité lors siégeant dans cette ville. Vous donc, habitans de la paroisse d'Ebbesbourne-Wake, êtes priés par les gentilshommes soussignés de payer ou faire payer, le 21 du courant ou auparavant, au juré constable de la centurie, la somme de 2 liv. 18 sch. 4 den. pour la semaine dernière, afin que le constable puisse la remettre et payer à John Hollis de New Sarum, député par les gentilshommes et habitans pour recevoir cette somme, destinée à acquitter les paiemens promis aux garnisons. Celui-ci devra en rendre compte lorsqu'il en sera requis, et remettre le reste de la recette, s'il s'en trouve un, à qui il sera ordonné. Vous enregistrerez aussi les noms des personnes imposées dans votre décurie, ainsi que le montant de la taxe de chacune, et les noms de ceux qui refuseraient ou négligeraient de payer. Vos amis, etc.

Signés THOMAS BENNET, THOMAS HOLLIS, etc. »

4°. Pétition adressée au Roi par les clubmen des comtés de Wilts et de Dorset.

« Vos supplians ayant plus profondément senti qu'aucune autre partie du royaume, les misères de cette guerre dénaturée et intestine, aggravée pour eux par le poids d'un grand nombre de garnisons établies dans ces comtés et les comtés voisins, et par le continuel passage des armées opposées, avaient dernièrement espéré que le traité proposé à Uxbridge, par Votre Majesté, aux honorables chambres du parlement, leur permettrait enfin de recueillir, de nouveau, les fruits chéris de la paix, depuis si long-temps perdus, en terminant, par un heureux accommodement, les différends actuels, sans nouvelle effusion de sang chrétien. Mais se trouvant entièrement déçus de ces espérances, et n'ayant ainsi que trop lieu de craindre que l'excès des calamités, que doit produire la continuation de cette guerre sanglante, ne devienne chaque jour plus insupportable, si quelque prompt accommodement n'arrête à temps nos divisions, si contraires au christianisme, ils commencent par assurer franchement, avec douleur et confusion, devant Dieu et devant les hommes, que de même que leur extrême ingratitude, le peu de cas et l'abus qu'ils ont fait de la paix dont ils jouissaient, les ont justement privés de cet inestimable bienfait, ce sont leurs nombreuses indignités qui la tiennent éloignée d'eux; en raison de quoi, soumis aux dispositions de la clémence divine, ils ne cessent de prier Dieu du fond du cœur, de vouloir bien, lorsqu'il en sera temps, répondre par sa grâce aux continuelles supplications que lui adresse son Eglise pour son heureux rétablissement et celui de la paix. Et pour ne rien négliger dans la recherche et la poursuite des moyens qui peuvent amener un si heureux retour, ils se jettent également aux pieds de Votre royale Majesté, la conjurant humblement de prêter

une oreille favorable aux ouvertures de paix qui seraient faites à Votre Majesté par les deux chambres du parlement; auxquelles vos pétionnaires s'adressent également pour les engager à en faire la proposition, afin qu'il se puisse rétablir enfin parmi nous une paix solide, et telle qu'elle puisse contribuer à la gloire de Dieu et au maintien de la vraie religion protestante réformée, à la garantie de la personne, de l'honneur et des propriétés de Votre royale Majesté, à la sécurité des priviléges et immunités du parlement, et au maintien des libertés et propriétés des sujets ; ce qu'ils regardent comme les quatre principaux articles de la protestation générale jurée autrefois par tout le corps du royaume. Et bien qu'ils n'osent prendre la hardiesse de s'entremettre dans la discussion de ces deux grands mystères d'Etat, les prérogatives inséparables de la personne et du pouvoir royal de Votre Majesté, et les justes priviléges du parlement, également l'objet de leurs prières, qui en sollicitent la fixation et l'heureuse combinaison; cependant, ils se croient obligés en conscience, d'abord et surtout comme chrétiens, de soutenir et faire prospérer, aux plus grands périls de leur vie et de leur fortune, la vraie religion protestante réformée; et ensuite, comme Anglais libres de naissance, de ne point dégénérer des vertus de leurs pères, et de défendre et soutenir, par tous les moyens possibles et légitimes, les lois, libertés et propriétés qui sont leur héritage naturel, et auxquelles ils attachent autant de prix qu'à la vie même. Lesdits pétitionnaires demandent encore humblement que, dans le cas où l'on consentirait mutuellement et de bonne foi à des négociations, Votre Majesté pour sa part voulût bien de sa grâce hâter la suspension d'armes, durant ces négociations, et que les deux chambres du parlement consentissent à en faire autant, afin qu'un traité de paix ne fût pas négocié au milieu du sang ; et comme vos pétitionnaires ne sont pas en état de se soumettre plus

long-temps à l'observation impossible de tant d'ordres contraires, imposés par toutes ces garnisons et ces différentes armées qui, sous prétexte de contributions, et contre les proclamations de Votre Majesté à ce sujet, ont, par des taxes démesurées, de continuels logemens de soldats, et des pillages sans relâche, laissé à peine à vos pauvres supplians les moyens de soutenir leur vie, ils supplient très-humblement Votre très-sacrée Majesté de vouloir bien, par votre royale clémence, accoutumée à ressentir les maux de vos pauvres sujets dans la détresse, leur faire la grâce de diminuer le nombre de vos garnisons dans ces comtés, dans le cas où les deux chambres du parlement, sur la pétition que leur présentent à cet égard vos sujets, consentiraient à diminuer aussi le nombre des leurs, et de remettre entre leurs mains toutes les villes où, pour la défense de ces contrées, il vous paraîtra nécessaire d'entretenir des garnisons, afin que ces villes soient gardées à la charge des habitans, qui ne les remettront à personne qu'à ceux que Votre Majesté et le parlement auront d'un commun accord autorisés à les recevoir. Et ils vous demandent humblement que, durant le temps du service qu'ils auront à faire pour la garde de ces villes, Votre Majesté veuille bien leur faire la grâce de les exempter de tout paiement et autre charge que celles qui seront nécessaires au logement de vos armées, lorsqu'elles se rendront en d'autres lieux. Et comme une foule de personnes licencieuses, à la faveur du désordre des temps et de la faiblesse où est tombée la justice, commettent sans répression de grands crimes, au mépris du Dieu tout-puissant et du gouvernement de Votre Majesté, tel qu'il est établi par les lois du royaume, ils vous supplient de faire en sorte que tous les actes du parlement, rendus contre de tels attentats, soient mis à exécution par les officiers qui en sont chargés, sans que nul ait le droit de s'y opposer, et que tous ceux qui, après avoir pris les armes ou

porté secours dans cette malheureuse guerre à l'un ou à l'autre parti, ont quitté le lieu de leur demeure habituelle, ou sont retenus en prison pour avoir secondé le parti opposé, aient la permission de retourner en paix dans leurs maisons, pour y vivre conformément aux lois. Les pétitionnaires conjurent Votre Majesté d'être persuadée que leurs fréquentes réunions n'ont eu jusqu'ici, comme on le voit bien, aucun autre but que de saisir l'occasion de présenter en commun leurs griefs à Votre Majesté, par l'humble et innocente voie d'une pétition, ainsi que de s'unir, comme ils s'y croient légalement autorisés, aux termes de la proclamation de Votre Majesté en leur faveur, pour la défense de leur religion, de leurs lois, de leurs libertés et de leurs biens, contre toute violence et pillage quelconque, en attendant qu'il plaise au Dieu tout-puissant de mettre un terme à ces tristes dissensions. Enfin, pour prévenir tout malentendu, et pour que les pacifiques intentions des pétitionnaires puissent être pleinement expliquées, ils supplient Votre Majesté de leur accorder un sauf-conduit pour la garantie de ceux qui seront employés à ces communications avec elle. »

La même pétition, adressée au parlement par les *clubmen*, *mutatis mutandis*, est insérée dans le journal de la chambre des lords. (*Histoire parlementaire*, tom. 3, col. 380 et suiv.)

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS CE VOLUME.

HISTOIRE DU LONG-PARLEMENT.

LIVRE SECOND.

LIVRE TROISIÈME.

FIN DE LA TABLE.

